GFP. 3425 1961 C

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 167 — 0,30 NF — FEVRIER-MARS 1961

Opposons notre union à ceux qui nous oppressent

APPEL A NOS MILITANTS de la C. N. T. Espagnole

Plus nous nous éloignons de la révolution espagnole, plus le besoin se fait sentir d'en étudier les réalisations économiques qui furent ébauchées, et parfois poussées très loin.

C'est pourquoi, nous faisons appel à tous les camarades espagnols qui ont participé, pratiquement à toutes les coopératives, collectivités et municipes agricoles.

Nous leur demandons un compte rendu objectif, concis de l'évolution des communautés agricoles au sein desquelles ils ont travaillé.

1) Quel était le statut économique et social de ce village avant la révolution ?

2) Comment se fit la transformation ? Dans quel sens ?

3) Quelle fut l'attitude des paysans au cours de cette évolution ?

4) Administration. Ses particularités ?

5) Quels furent les résultats techniques ? Quels furent les résultats sociaux ?

6) Quelle était la liaison réalisée avec la ville ou les centres industriels ?

7) Le salariat fut-il maintenu ? Comment s'opérait la distribution ?

8) A votre sens, selon votre expérience personnelle, quels sont les avantages à retenir pour l'avenir ou les maladresses à éviter ?

Adressez vos réponses au journal. Elles seront incluses dans un historique qui devrait mûrir l'expérience de tous.

« *Le Combat Syndicaliste* »

P. S. — D'autres réponses peuvent être apportées pour compléter ce « Mémento social » ; à vos plumes donc.

L'AVENIR EST A NOUS

Certains de nos lecteurs sont peut-être étonnés de n'avoir trouvé dans le précédent numéro du C. S., aucun texte relatif au référendum, et nous les comprenons.

La vaste campagne d'intoxication qui déferle là travers tout le pays à chaque élection nouvelle, le torrent de mensonges qui y sont débités, justifieraient amplement une contre-attaque de tous ceux qui ont encore à cœur de défendre la vérité et l'équité; mais nous avons des raisons majeures d'être restés à l'écart de tout ce bla-bla-bla.

D'abord, ne croyez-vous pas qu'il soit déplacé, pour une centrale syndicale comme la C. G. T., par exemple, d'inciter ses adhérents à prendre part aux élections aux côtés de l'extrême-droite ? Certes, il n'était pas facile de voter sans se trouver aux côtés d'une droite ou de l'autre, mais soyons sincères : est-il possible en système capitaliste, de voter dans l'intérêt du peuple ? Croyez-vous qu'il puisse exister un chef de chantier, un directeur d'usine ou un quelconque autre chef qui défende les intérêts de l'ouvrier contre ceux de l'actionnaire ou de tout autre patron, qui sont diamétralement opposés ? Même en admettant que cet oiseau rare existe, son maître ne tarderait pas à lui signifier les risques encourus pour sa situation privilégiée, s'il persistait dans cette voie.

Celà équivaut, me dira-t-on, à préconiser l'abstentionnisme ; peut-être, mais ce qui est certain c'est qu'il n'y a là rien de nouveau, et je conseille aux militants C. G. T. de la base de revoir les statuts de leur centrale, à un moment de l'histoire où elle représentait vraiment la force du prolétariat français, à la belle époque de 1936, et il s'apercevra que la politique y était bannie et les politiciens répudiés.

La mise en garde du bureau confédéral de la C. G. T. contre l'abstentionnisme nous prouve encore une fois de plus que cette centrale reste inféodée au parti communiste au même titre que le sont la C. F. T. C. au clergé et F. O. au parti socialiste.

Pourtant la masse n'est pas aussi moutonnière que certains le prétendent et les résultats du référendum nous en donnent la preuve concrète.

Si nous nous basons sur les chiffres officiels, nous avons 54,20 % de « Oui », 18,40 % de « Non » et 27,32 % d'ABSTENTIONS. Ces pourcentages sont probablement valables pour les « Oui » et pour les « Non », mais il y a une erreur faite à bon escient en ce qui concerne le nombre des abstentions. En effet, ce nombre n'est calculé qu'en fonction du chiffre des inscrits. Mais les autres, les non inscrits, ceux qui comme vous et moi savons qu'il y a un labeur plus urgent à réaliser et qu'il doit primer sur l'appel aux urnes, ceux qui considérons que la paix en ALGERIE et ailleurs dans le monde ne peut être l'œuvre des politiciens, mais celle d'un prolétariat international uni, ceux-là ne comptent pas dans les calculs, car ils risqueraient de détruire par leur poids et leur dignité, le mythe populaire du SUFFRAGE UNIVERSEL.

Nous n'allons pas revendiquer le parrainage des abstentionnistes, car nous savons que tous ne se sont pas abstenus en toute conscience, que certains n'ont agi que par dégoût de la politique, sans chercher plus loin, comme tous ceux qui ont voté « Oui », par lâcheté, mais nous demandons à

(Suite en page 4.)

Les Lendemains qui pleurent

Mai 1945..., déjà plus de quinze ans que le deuxième règlement de comptes entre les grandes puissances mondiales prenait fin, les deux champignons d'Hiroshima et de Nagasaki étaient en quelque sorte le bouquet aux feux d'artifice que le science moderne venait d'offrir au monde ébahi d'une telle puissance de destruction. A l'époque, autant que je m'en souvienne, il n'y eut pas de protestation ni d'indignation contre cette abominable crime de lèse humanité, d'ailleurs la Démocratie, fière de sa victoire, proclamait qu'elle venait de sauver le monde en écrasant la barbarie et le militarisme (Sic et resic). Depuis, bien sûr, il y a eu quelques petites rixes locales en Corée, Indochine, Algérie, et j'en oublie, mais ce ne sont là que des amuses-gueules, prélude au troisième acte de cette sanglante comédie humaine sur un petit air de co-existence pacifique, musique et paroles de Nikita le coléreux et son ensemble. Mais revenons à l'année 1945, sitôt la guerre terminée, et dans l'euphorie de la victoire, le prolétariat français se saoulait de chants et défilés patriotiques, se faisant ainsi le complice de sa vieille ennemie, la bourgeoisie. Il en oubliait sa propre condition sociale d'esclave d'un système économique et politique où l'exploitation de l'homme par l'homme en est la cheville ouvrière. Il écoutait les slogans les plus fantaisistes que lui prodiguaient ses leaders syndicaux ou politiques ; slogans que jamais un candidat réactionnaire n'aurais osé exposer dans le préau électoral d'un quartier ouvrier, une dizaine d'années auparavant, sans risques d'être expulsé à coups de pied au cul, par la totalité des auditeurs de cette salle ; et cela sans autres formes de procès ni de tendance. Il écouta donc tous ces baratineurs qui le considèrent comme du bétail humain ; il déposa les armes et reprit les outils pour produire à une cadence de plus en plus accélérée et cela pendant des années et des années. Journée de travail de dix ou douze heures, heures du dimanche et de nuit, voilà son lot ; peu de repos et peu de nourriture et en avant pour la Renaissance française, au pas cadencé, pêle sur l'épaule gauche, en bleu de chauffe, direction Arc de Triomphe, on a vu cela un fameux 14 juillet. Comédie pénible et burlesque, j'en ai encore la chair de poule.

Evidemment, à cette époque, il y eut quelques billets de mille à ramasser avec les primes de rendement, les heures tiercées, voire doublées. Avec le camarade Ministre du Travail nous allions vers les lendemains qui chantent, mais en réalité, le grand bénéficiaire de cette production outrée fut le capitalisme. Cela a d'ailleurs été démontré, chaque fois que les travailleurs ont revendiqué des augmentations de salaire qui leur étaient systématiquement refusées. Les bonzes syndicaux responsables de la production forcenée, dénonçaient les bénéfices scandaleux des grosses sociétés industrielles tout en maintenant leurs positions sur la nécessité de produire toujours plus vite, et défendant avec âpreté la hiérarchisation des salaires. Même aujourd'hui où l'on revient à revendiquer la semaine de quarante heures, « le retroussez les manches » reste pour ces messieurs, un trait de génie et son auteur, le meilleur des fils du Peuple. Ce serait marrant si ce n'était lamentable.

Nous voici arrivés à l'aube de l'année 1961, la crise économique se dessine un peu partout, le chômage montre sa gueule hideuse, la misère est aux portes du pauvre « Zéphir » qui n'a encore rien compris. La peur de la faim et du froid pour les gosses, les vieux, les malades, tous nos avantages déjà si minimes, Sécurité sociale, retraite, etc..., etc..., qui foutent le camp, voilà notre tribut. Les lendemains qui chantent sont finis, la vérité éclate, brutale, terrible, c'est la guerre sociale éternelle, bataille de l'exploité contre la brute qui l'opprime, combat qui n'aurait jamais dû cesser dans ce monde d'inégalité, de violence et de haine.

Nous avons eu des périodes où la lutte aurait été plus facile, les circonstances plus en notre faveur, à la fameuse Libération par exemple, où l'économie capitaliste était durement secouée ; car enfin, la richesse du monde c'est le produit du travail effectué par les producteurs ; le prolétariat est le sang de la société, si le sang ne circule pas, c'est l'asphyxie. Comprenez-vous camarades la *force* de votre *inertie* ? Vous pouvez tout

(Suite en page 4.)

LA MORALE

La morale est une règle de conduite dominante dans une société, dans un pays et à un moment donné; et s'il est vrai que nous considérons la morale bourgeoise nocive pour le bien-être des peuples, il n'en est pas moins vrai que nous ne pouvons concevoir une société sans une morale quelconque, ni un homme conscient qui n'ait pas son propre critère pour discerner, pour lui et pour les autres, le bien du mal.

Quand nous combattons la société actuelle, nous opposons à la morale individualiste des bourgeois, à la morale des luttes et des concurrences, la morale de l'amour et de la solidarité et nous nous proposons d'établir des institutions conformes à cette conception des relations entre humains, que nous préconisons.

Il est indispensable de rechercher dans la solidarité entre tous les êtres humains, les garanties de la liberté et du développement de chaque individu. Si nous nous préoccupons du problème social, qui à notre avis ne peut se résoudre que par l'abolition du monopole politique et économique, c'est que nous souffrons de voir souffrir, et que nous ne pouvons être heureux que parmi les gens heureux.

Nous pourrions cesser d'être des anarchistes s'il nous semblait avoir trouvé une solution meilleure, mais la force qui nous soutient et nous stimule, sera toujours « l'Amour du prochain ».

Cete amour se sent ou ne se sent pas, ce n'est ni la science, ni la philosophie qui l'apportent, mais souvent c'est un sentiment à l'état latent qui peut être évoqué et mis en activité et c'est là l'objectif essentiel de notre propagande.

Henri MALATESTA.

Référendum-Plébiscite

Nous avons enfin franchi le cap du référendum sur l'Algérie, organisé par le gouvernement du général de Gaulle et voulu par celui-ci dans l'intention évidente de faire avaliser par la nation sa politique algérienne. Et du même coup, sa politique sociale, car la question posée se divise en réalité à deux questions différentes, auxquelles, en toute logique, il est bien impossible de donner une seule réponse. Ce qui a plongé dans l'embarras nombre de gens peu enclins à saisir les finesses jésuitiques de ces princes qui nous gouvernent.

Les explications byzantines et les professions de foi, tant individuelles que collectives, tant sincères qu'opportunistes, ont abondé, « Oui », « Non », bulletin blanc ou abstention pure et simple ?

Chacun des tenants de ces diverses thèses avaient de bonnes, d'excellentes raisons à faire valoir, et personne, apparemment, n'avait tort.

Mais rares étaient les arguments fondés sur autre chose que des mots, et rares aussi ces mots signifiant autre chose que des apparences, ou même des contre-vérités.

Pire encore, les mêmes mots, les mêmes affirmations, les mêmes négations ont servi également à cautionner des opinions ou des positions politiques diamétralement opposées.

C'est au nom de la paix et de la liberté que les partisans du « NON » ont adjuré les votants de refuser à de Gaulle le droit... de quoi, au fait ? En sait-on quelque chose, et quelqu'un peut-il sans rire, affirmer que, dans cette éventualité, mon général fera ceci ou cela ?.

C'est également au nom de la liberté et de la paix que les partisans du « OUI » ont adjuré les votants de donner à de Gaulle... (voir plus haut).

Quant aux abstentionnistes sincères, ceux qui considèrent l'abstention comme un devoir, ceux qui s'abstiennent par principle, il semble que pour une fois, les arguments qu'ils mettent d'ordinaire en avant, soient dépassés.

Il ne s'agissait pas en effet, d'élire un individu quelconque à un poste quelconque, il ne s'agissait pas non plus, de favoriser tel ou tel parti politique dont ils sont résolument adversaires. Car il est bien évident pour eux que, plébiscité le réactionnaire de Gaulle le sera encore plus, ce qui implique l'amenuisement de quelques demi-libertés qui nous restent, et le recul automatique de la négociation en Algérie.

Mais au fait, que signifie le « NON » des communistes associés au « NON » des ultras ? Tout simplement un blanc-seing pour de Gaulle qui pourra, avec quelque apparence de vérité, affirmer que chez nous, la liberté du vote est formelle.

Seul, le bulletin blanc, portant le mot NEGOCIATION pouvait représenter, pour tous les véritables partisans de la paix en Algérie, la réponse logique aux questions du référendum.

Et l'on peut affirmer avec certitude qu'une grande quantité de ces bulletins, représentant un pourcentage même inférieur de celui des « NON », aurait auprès des nations étrangères, une autre valeur que celle des bulletins « NON », déposé par des gens dont les opinions politiques sont surtout le reflet de leurs intérêts personnels ou de leur intérêt collectif. Mais ce qui précède, il faut bien le dire, n'est valable que pour les Français de la métropole. Pour les autres, les ultras et les Français d'Algérie, plus ou moins colonialistes, plus ou moins racistes, la seule pensée d'une négociation avec ceux qui se battent doit suffire à leur faire dresser les cheveux sur la tête.

Restent les musulmans. Dans leur grosse majorité, de la façon dont le vote fut organisé par l'armée, il leur était impossible d'agir comme il est dit plus haut.

Donc, pour eux, une seule solution : l'abstention. Ils l'ont compris et nous devons saluer leur courage, car maintenant, ni les « Oui », ni les « Non » ne peuvent se vanter d'avoir une majorité absolue pour eux, malgré leur grande campagne d'intoxication électorale. Nous pouvons affirmer que le peuple reste encore vigilant et c'est sa seule chance.

BLANCHET.

AU FIL DES JOURS

OU ALLONS-NOUS ?

Voilà des gosses de 17 et 18 ans qui s'amusent à fabriquer non seulement du carburant, mais même de vraies fusées capables d'atteindre 13.000 mètres de hauteur. Désolant, que vont devenir flics et juges s'il n'y a plus de blousons noirs ?

LES CADRES PAS CONTENTS

Le gouvernement qu'ils accusent de vouloir faire main-basse sur le fric de leur caisse de retraite, les menace d'un rigoureux contrôle qui entraînerait la diminution de leur retraite. Pas fous, les gars ! En tout cas, moins couillons que les ouvriers. **Dernière nouvelle :** ces messieurs protestent contre les relèvements prévus du plafond de la Sécurité sociale. Comme on les comprend; non pas que nous ayons de la sympathie pour cet organisme mercantil, mais de savoir les raisons de ces protestations très intéressées. En effet, **doux saigneurs**, plus le plafond de la S. S. est haut, plus vous risquez de percevoir des retraites inférieures et surtout, plus ça vous coûte cher. Et, là c'est votre point sensible. Que les travailleurs vous fassent de bonnes retraites ça vous va, que la S. S. soit une entreprise de râtissage d'espèces sonnantes et trébuchantes, péniblement gagnées par le prolo, vous êtes d'accord, mais qu'elle ne touche pas à nos comptes en banque. **Toute dernière nouvelle :** ces éminentes personnalités demandent un statut spécial au sein de la S. S. Dame, ils ne veulent pas que leur fric se mélange avec celui des travailleurs, mais ce que cherchent avant tout ces intéressants personnages, c'est de vivre sur le dos des imbéciles qui triment pour les engraisser.

J'espère que M. Malterre, président de la C. G. C. (1), directeur général d'une grande fabrique de carton et papier de la Seine-et-Oise et Conseiller économique, ne tardera pas à confirmer ce qu'il y a de plausible dans cette information; si les cotisations sociales qui sont de 6 % pour tous, ne sont que 2 % pour leur retraite complémentaire; c'est-à-dire que la cotisation la plus faible porte sur l'attribution d'une retraite plus forte que celle de la S. S. Ce qui est rendu possible par une cotisation patronale versée à cette Caisse nationale de retraites complémentaires des Cadres, égale à 6 %. Consolez-vous, messieurs des cadres, car un travailleur hautement qualifié qui, en faisant des heures supplémentaires parviendrait à toucher un salaire égal à vos émoluments, paierait plus d'impôts que vous, puisque 7 et demi % de vos revenus servent à vous constituer une bonne retraite, alors que lui, n'a pas cette ressource, son argent étant définitivement perdu chez le percepteur.

LA FETE DES VIEUX

Tous les ans, en octobre, c'est devenu une tradition, des quêteurs parcourent rues et boulevards des villes, quémandant des sous aux passants, qui souvent se laissent prendre à cette infâme escroquerie morale. Au nom des Vieux, toutes les organisations quêteuses en profitent pour s'attribuer un bénéfice moral et de plus pour glisser dans les colis qu'elles distribuent à quelques vieillards soumis à leurs obédiences, des icones ou autres matériels de propagande. L'Armée du Salut, donne une fête d'un goût douteux, lorsqu'elle ne rabat pas les oreilles des malheureux qui viennent chercher leur colis, avec les histoires idiotes de leur bondieuserie. La curaille en fait autant. Enfin, certaines organisations prélèvent jusqu'à 25 % pour leurs quêteurs, mais l'organisme responsable, l'Uniopss, ramasse obligatoirement 20 %. De toute manière, tous les vieillards n'ont pas droit à cette quête nationale, et à ceux qui peuvent en profitr, il leur faut montrer patte blanche. En somme, ce n'est pas la journée des vieux, c'est celle des faisans. Comme dirait l'autre, leur fête c'est l'enterrement hideux de leur dignité.

ENCORE POUR LES VIEUX

A parti du 1er janvier 1961, le gouvernement les gâve ; pensez 4.000 frs par an, pour ceux de 65 à 75 ans et 14.000 francs pour ceux qui ont plus de 75 ans... Oui, mais c'est de francs anciens qu'il s'agit ! La voilà bien pratiquée la formule Clemenceau : « Ils ont des droits sur nous ! ». Ceux de mourir en héros de la mort lente et dans le silence afin de ne pas troubler la conscience des ministres, du grand Charlot et autres députés, ni leurs digestions.

TOUT ARRIVE !

M. Claudius, député, déplore que le citoyen ait plus de devoirs que de droits, et aussi qu'il n'ait pas les mêmes moyens pour obtenir ses maigres droits que le gouvernement use pour l'obliger à accomplir ses devoirs. M. Claudius qui a été ministre, a mis du temps, patience et longueur, etc...

LE REPASSEUR.

1. C. G. C. (Confédération générale des cadres).

L'aventure du Sta "Libertad"

On a versé beaucoup d'encre,, beaucoup trop à notre avis, ou alors pas assez pour nous faire croire à un acte de piraterie de la part de Galvao et de ses hommes.

On est même allé jusqu'à établir un certain rapport entre l'affaire du Santa-Maria et l'indignation de certains usagers des transports parisiens qui, rappelons-le, las de l'inconscience ou de la mauvaise foi de la direction des dits transports,, employèrent l'action directe pour obtenir leur transport jusqu'à leur travail dans les meilleurs délais. On a essayé aussi de jouer sur les sentiments des peuples en décrivant dans les détails les mauvais traitements infligés aux passagers qui, toujours d'après les mêmes sources d'information, n'étaient pour rien dans cette histoire et ont paraît-il, payé néanmoins les frais de l'opération. Vous vous rendez compte : des gens qui n'ont rien fait sont enfermés dans les cales et ne peuvent même pas boire à leur soif.

Ce que la presse à gages s'est bien gardé de dévoiler, ce qu'elle n'a pas voulu exposer à la critique des peupies, ce sont les causes de cet acte de rébellion.

La grande muette s'est bien gardée de nous parler de milliers d'autres humains qui sont eux aussi enfermés dans les prisons de Salazar et de Franco depuis des années et qui non seulement ne mangent pas à leur fin, mais sont encore roués de coups et finissent souvent rongés par la misère et la maladie, sans qu'aucun pays ne se soit encore soucié d'envoyer leurs forces navales. ou autres pour protéger les victimes.

Des victimes qui n'ont commis d'autre crime que celui de manifester dignement leur mépris et leur advesion contre tout régime de dictature et d'oppression ; des travailleurs qui n'avaient d'autre ambition que celle de vivre en paix du fruit de leur travail.

Aussi, le devoir des organisations ouvrières, est avant tout de mettre en garde leurs adhérents contre la déformation voulue d'actes qui devraient être cités en exemple et qui glorifient ceux qui ont le courage de les accomplir.

Les tyrans doivent être dénoncés et combattus partout où leurs méfaits sévissent sans tenir compte des races, ni des frontières; c'est à cette seule condition que le prolétariat mondial pourra enfin se libéer de ses chaînes et supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Saluons donc le geste valeureux de Galvao et ses hommes et souhaitons que cet exemple ne soit pas vain.

SORIANO.

A TOUS NOS CAMARADES ET AMIS LECTEURS

Des incidents techniques indépendants de notre volonté sont à l'origine du retard apporté à la parution de ce numéro du « C. S. ».

Ce fait déplorable a fait perdre à certains articles une partie de leur actualité. La Rédection vous présente toutes ses excuses et vous demande un peu d'indulgence et de compréhension.

« C. S. ».

Aux honnêtes gens

La Nature a horreur de la contrainte.
Félix Le DANTEC.

La vérité est universelle. Tout comme la vérité n'est pas propriété exclusive d'un Etre, elle ne saurait être l'apanage d'un parti, d'une dictature, d'une Eglise. Ainsi, chacun devrait avoir le droit d'exprimer sa pensée, puisque tout prouve que n'importe qui peut avoir une juste notion des Etres et des Objets. Pour penser juste et raisonnablement, point n'est besoin d'être recouvert de parchemins conférant savoir et supériorité sociale; supériorité dont on prône à tout vent les vertus et qui cependant n'est pas synonime d'honnêteté, de sincérité, ni de conscience.

Souvenons-nous que Epictète, esclave émancipé, n'a point usé ses culottes sur les bancs de l'université, et cependant le « Manuel d'Epictète » est une somme d'idées raisonnables qui prouvent suffisamment qu'autrefois, un raisonnement juste, voire très juste était indépendant de la culture telle qu'elle est, conçue actuellement. A ce moment-là, le raisonnement découlait de l'observation analytique des faits, méthode aujourd'hui oubliée facilement et volontairement.

Les faits montrent que la société est aux prises avec des forces malfaisantes et sans crier au scandale, ni à la dégénérescence, disons que la société est telle, parce que depuis belle lurette elle est à la merci des dictateurs rouges, bruns ou noirs, lesquels livrent un duel fantastique aux forces ouvrières conscientes de leur rôle social et désireuses d'anéantir la volonté des puissances des faiseurs d'autorité bienfaisante ou malfaisante.

Les agrégés marxistes et les faiseurs de boniments affirment que les travailleurs sont incapables de se diriger eux-mêmes, d'où nécessité d'une autorité bienveillante, caline. Or, voyez-vous, Thorez était un mineur, et Staline, ex-séminariste, était fils de cordonnier, ainsi, ni l'un, ni l'autre, ne descendaient point de la cuisse de Jupiter. Alors, comment se fait-il que les autoritaires ordonnent de pendre, d'emprisonner, de loger une balle de pistolet à la base du crâne, de reléguer tout près du Pôle Nord, dans ces crématoires blancs où le corps se désagrège sous l'action du froid, quiconque ose se révolter, ou refuser d'obéir aux impératifs des autoritaires ?

Pourtant, on ne trouve nulle part dans la natures des impératifs qui obligent un Etre à s'incliner devant son semblable fut-il un Dictateur, un Pape, un Président, car après tout, ces gens-là, aussi grands soient-ils sont semblables au commun des mortels; donc, à quoi sert-il de les considérer comme des Dieux et les vénérer comme tels ? Les Dieux sont morts, laissons donc à la vermine, le soin de grignoter leur triste carcasse.

Voici que les Grands s'agitent, exhibent leur grandeur et dévoilent leurs bassesses. Ces Messieurs agitent à tour de bras l'étendard de la Liberté, de la Paix, ensuite, à l'ombre des ministères, ils préparent la guerre, organisent l'espionnage, fomentent des révoltes avec l'intention préméditée de s'approprier les gisements de pétrole, richesse naturelle qui ne saurait être l'apanage exclusif d'un Trust, ni d'une seule Nation. Et dire que les Grands, les « Condottieri » accusent les travailleurs des pires méfaits, ainsi que d'ignorance, de couardise, de lâcheté, d'idiotie, quand Eux, les Génies sont incapables d'éliminer leur manie de grandeur, cause de conflits; ils sont impuissants face aux instincts agressifs, ce sont des Grands infiniment « petits », leur attitude est semblable à celle des schizophrènes.

On dit que la fonction crée l'organe, pourtant les faits montrent que la fonction spécifiquement autoritaire n'a jamais institué l'indépendance, ni la justice, c'est que l'autoritarisme porte en soi le virus de l'inconscience et c'est pourquoi on exige que les Etres s'inclinent sans discussion vis-à-vis de l'autorité, même si celle-ci est malfaisante.

La fatalité historique n'existe pas; tout comme il n'y a pas de suprématie véritable entre les membres de la société sains de corps et d'esprit, il ne saurait y avoir de suprématie nationale, donc les Nations s'équivalent parce qu'elles sont peuplées d'Etres appartenant tous à la même espèce, parce que partout il y a des Savants, des Génies, des Analphabètes, des Savantasses, des Prétentieux, en plus de celà, si une Nation quelconque regorge de matières premières, tandis qu'une autre Nation en est dépourvue, à coup sûr cela on ne le doit pas à la Volonté humaine. Disons que les matières premières devraient être réparties équitablement entre toutes les Nations. Les Grands savent mieux que moi sans doute, que l'origine humaine n'est d'essence divine, donc lorsqu'on prétend prôner la supériorité d'une Nation ou d'une race, on se fourvoie, puisque si l'on remonte aux origines l'on ne peut pas prétendre que depuis toujours il y a eu des races, des castes, des classes, des nobles, des roturiers. Tout celà n'est que conventionnalisme lequel montre irréfutablement, que l'homme est un fabricant de symboles auxquels il attribue des vertus qu'ils n'ont point. Ceci nous permet de dire : tout comme la Russie est bolcheviste, l'Amérique américaine, l'Angleterre anglaise, la Chine chinoise, la France française, et bien, l'Algérie est... algérienne.

On sait que Maître Marx et son disciple Lénine affirmaient que : « Chaque peuple a le droit de se gérer lui-même parce qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas libre ». Ainsi, il est clair que les Russes qui ont écrasé le peuple hongrois, sont des criminels, tout comme les Ultra-Patriotes-Fascistes-Français sont des criminels, car le fait de mitrailler les musulmans algériens constitue un crime impardonnable. En effet, les Algériens ont toujours été considérés comme des Algériens et non pas des Français et ceci suffit pour démolir toutes les thèses des Ultras.

Quiconque est sain d'esprit et de corps, quiconque raisonne, comprendra que si les colonialistes français, lorsqu'ils conquirent l'Algérie, avaient eu l'intelligence de considérer l'Algérie comme un département français et non pas une colonie, s'ils avaient reconnu que les Algériens étaient des Etres ayant les mêmes devoirs et surtout les mêmes droits que les Français, nul doute que le conflit qui actuellement dresse ces deux peuples l'un contre l'autre, n'existerait pas. Au lieu de celà, les colons imposèrent leurs lois, soi-disant bienfaisantes, puisqu'elles avaient comme principes la revalorisation des terrains en friche. Malgré tout, ces lois se révélèrent malfaisantes, parce qu'elles permirent aux colons de réaliser des richesses, tandis que les Indigènes ramassaient des coups de trique de sorte que l'abus de l'autorité qu'on voulait bienfaisante, devait, par la force des choses, fomenter la révolte.

Ainsi la violence mène la danse et l'issue de la lutte dépend de la suprématie économique de l'un des contendants, toutefois, il est indispensable de dire que l'indépendance de l'Algérie n'implique pas, obligatoirement, l'indépendance intégrale des Algériens. Ceci exige une explication, la voici : Les Russes chassèrent le tsar, ils élevèrent au rôle de dicatateur, un exséminariste et camarade, lequel continua à brider le peuple russe, les Italiens chassèrent d'abord les Hasbourgs (Tedeschi), élirent un roi lequel, lorsqu'il s'est vu menacé par le peuple en révolte fit appel au fascisme, celui-ci abattu, les cléricaux succédèrent au roi et aux fascistes et le peuple italien continue à être exploité. La France a chassé les hitlériens et les fascistes, cependant, le peuple français est toujours à la merci du Capitalisme. Souhaitons que demain, les Algériens ne continuent pas à être exploités par les Caïds...

L'Histoire est une école, or, il est certain que ces faits qui depuis toujours sont cause de malheurs, dureront se perpétueront tout autant que les travailleurs continueront à lutter pour l'indépendance nationale. Il est désormais indispensable de lutter jusqu'à ce que tous les Etres humains se considèrent comme membres d'une même espèce et en conséquence comme de vrais CITOYENS DU MONDE.

Luc BREGLIANO.

ATTITUDES INSOLITES

Je me demande parfois ce que les générations futures penseront de notre époque. Je sais, l'immense majorité des individus considère que cette question est idiote; à la vérité n'y a-t-il pas dans l'imperméabilité de nos contemporains une sorte de lâcheté congénitale ? Car voici la réponse de ces illustres personnages : « Bah ! d'ici là ! il y aura belle lurette que nous serons en poussière ! ».

De tels raisonnements m'ont toujours surpris de la part d'hommes qui s'estiment intelligents et braves. En fait il ne s'agit peut-être pas de lâcheté, mais plus simplement d'abdication. Hélas ! il faut bien le dire, la majorité des bipèdes est coutumière du fait. Jamais il ne vient à l'esprit de ces êtres d'imaginer ce que serait leur existence si une infime minorité d'humains ne s'était, ou ne se consacrait à l'étude de tout ce qui est de nature à procurer à l'homme le bien-être, le confort, toutes les joies, en un mot tout ce qui a été « créé » ou le sera avec cet ultime désir.

Comment ces inconscients peuvent-ils concilier les conditions matérielles avantageuses mises à leur disposition, par ceux qui se sont refusés à raisonner comme eux, et leur attitude négative à l'endroit de tous les problèmes qui sont les leurs ?

Ils se concilient rien, ils restent la gueule ouvert, en gobe-mouches, devant les réalités acquises, ne sachant que répéter : bien sûr ! bien sûr !

En fait, ce qui fait le malheur des humains, c'est de ne savoir être qu'une masse. L'homme, la personnalité n'y a sa place que par mégarde, sauf pour celui ou ceux qui émergent pour la conduire. Ce manque univalent de personnalité des masses fait de l'individu un anormal, un espèce de monstre hors nature, il ne conçoit la possibilité de pouvoir, sans tuteur, à la gestion de ses affaires sociales; il lui faut un directeur auquel il cède tous ses pouvoirs s'il ne lui remet pas la trique qui doit le bastonner, il reste soumis au bon vouloir de celui devant lequel il a abdiqué.

Les coups lui font mal, il geint, pleure parfois, qu'importe, en chien fidèle, il s'essaie à ne plus fâcher son maitre.

Les maîtres, il en est de toutes les couleurs. Il y a ceux qui gouvernent et ceux qui aspirent à les remplacer. Ceux qui sont au pouvoir font quelques concessions à ceux qui convoitent leur succession, lesquels en échange cèdent sur des revendications qui pourraient retarder et même nuire à leur avènement.

Toutes ces considérations échappent à l'homme de la rue. L'agencement, bien ordonné, reconnaissons-le, de notre société policée, a constitué une pyramide d'intérêts hiérarchisés avec des ressources adéquates et, aussi un éventail d'organisations politiques et syndicales. En sorte que cette masse qui refuse à s'individualiser, se trouve malgré elle dans un isolement parcellaire des plus médiocres.

Ajoutons à cela que la majorité des humains ont la mémoire courte et l'édifice de la sottise humaine apparaîtra dans toute sa splendeur.

Voici d'ailleurs, particulièrement pour les travailleurs. ce que leurs directeurs politico-syndicaux ont manigancé (dans leur intérêt, disent-ils) :

— La semaine de 40 heures, payée 48 heures;

— Un mois de vacances payées par an (nouveau);

— Retraite à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes. « Le taux de la retraite, l'abondance des matières ne leur a sans doute pas permis de s'y arrêter ».

LA SEMAINE DE 40 HEURES PAYEE 48

Décidément, ces personnages se fichent impudemment de leurs cotisants. Rappelons ici qu'en 1936, ce fut leur cheval de bataille. Que les travailleurs grâce à leur prise de conscience ont été satisfaits, avec également douze jours de vacances payées par an. Que les politiciens et les bonzes syndicaux en accord avec le patronat, ont torpillé ces quarante heures en adoptant les dérogations avec majoration de salaire : après 40 et jusqu'à 48 heures + 25 %, après 48 heures 50 %, etc. Enfin, que la puissance de ces syndicats alliés aux politiciens auraient pu et dû faire appliquer dès cette époque des conditions d'existence plus larges.

UN MOIS DE VACANCES PAYEES PAR AN

Cette nouvelle revendication devrait faire l'objet d'un très grand intérêt de la part de tous les travailleurs; il est en effet souhaitable d'œuvrer dans le sens de repos périodiques prolongés.

RETRAITE A 55 OU 60 ANS

Voilà une question très importante au point de vue humain et qui mérite d'être particulièrement approfondie.

Tout d'abord l'idée de retraite, surtout chez les travailleurs, est au stade de l'ébauche. Les rapports médicaux estiment que la majorité des ouvriers qui sont amenés à prendre leur retraite dès l'âge de 65 ans, n'en profitent que quelques années. Ceux qui vivent au-delà de trois ou quatre ans ont eu très souvent de larges possibilités d'emploi lucratif à plein ou à mi-temps. Sans doute, il y a lieu de souligner que les enquêtes n'ont porté que sur des personnes qui se sont trouvées du jour au lendemain avec des ressources diminuées de deux tiers, ce qui évidemment provoque un choc nerveux. Mais, les docteurs gérontologues estiment que les personnes rejetées brutalement de la production sont en proie à une véritable panique cérébrale qui les tue aussi sûrement que l'absence de ressources normales. Il y a lieu de considérer, selon ces savants, que l'être humain se construit, au cours des années, un univers bien à lui et qu'arrivé à un certain âge, il s'avère inadaptable à de nouvelles conditions de vie ou de pensée. Et, l'idéal serait donc de leur assurer un emploi en fonction de leurs aptitudes physiques en les guidant graduellement vers des occupations sans contraintes, ni durée, leur laissant le loisir d'en déterminer eux-mêmes le temps d'activité. Enfin, concluent ces érudits, il serait imprudent d'affirmer, dans le cas où la personne âgée a elle-même choisi, sans y être obligée, de prendre sa retraite, qu'elle ne sollicitera pas son retour à l'activité.

Comme on le voit, cette question est fort complexe. D'abord il faudrait non pas fixer un âge limite de droit à la retraite, mais laisser à l'individu le soin d'en déterminer lui-même l'époque. En effet, il est absurde d'obliger un être humain à l'inactivité alors qu'il n'en ressent pas le besoin et d'autre part, celui ou celle, notamment à la période du retour d'âge, qui aurait besoin d'un long repos, se trouve dans l'impossiblité de pouvoir y prétendre. En fait, ce n'est pas le travail qui est dangereux à la santé de l'individu, mais les conditions d'exploitation qui lui sont funestes.

Je n'ignore pas que ce point de vue est pratiquement inapplicable dans la société actuelle. Mais l'ensemble des travaux sur la gérontologie, et en général sur le comportement et les nécessités humaines, sont très largement répandus pour que chacun puisse y trouver la source d'une idée à faire triompher pour la réalisation d'un système social cohérent.

Passe encore que le « bon » peuple flémarde à ces chaussons, mais ceux qui prétendent être ses représentants ne peuvent ignorer les immenses possiblités des moyens de production mis à la disposition de l'homme; et, ils ne l'ignorent pas ! Ils savent que le mot retraite n'est qu'un terme prudent qui couvre le plus effroyable scandale. De fait, politiciens et compères syndicalo-réformistes, s'essaient à justifier leur sinécure. La misère et les différentes conditions sociales leur sont trop précieuses pour en souhaiter, même subjectivement, la fin. Pour eux, ce qui compte c'est la mesure au compte-gouttes. Ils savent pertinemment que l'omme ne peut vivre avec une coupure de 40 à 50 % de ses ressources habituelles. Les moyens de production permettent d'abaisser la limite d'âge, le nombre d'heures de travail, non seulement en assurant le salaire correspondant à la durée de travail précédente, mais encore en augmentant le pouvoir d'achat de tous, et le devoir de chacun est de créer un climat social sans nuage. Tous ces problèmes sont traités par nos maîtres en concile secret.

Pour le vrai syndicaliste, il n'existe ni sauveur, ni miracle; mais la nécessité pour chacun d'examiner au prisme des réalités la part d'erreur et aussi de trahison que comporte l'attitude des politiciens et de leurs satellites. Et nous ne cesserons d'affirmer que si les travailleurs veulent obtenir des conditions d'existence en rapport avec les possibilités techniques actuelles, ils doivent d'abord prendre conscience d'eux-même, se débarrasser de tous ceux qui ont intérêt de les maintenir dans le servage. Dresser eux-mêmes les conditions dans lesquelles ils veulent vivre.

Enfin, rien ne justifie la position des réformistes. Leurs 40 heures, le mois de congé payé, comme la retraite avancée, ne sont que des slogans pour mieux tromper l'attente des prolétaires.

Travailleur, réveille-toi et fais cette expérience : déclanche une grève en chassant les bonzes, propose ces revendications :

— Semaine de 32 heures payée 72;

— Vacances payées : un mois l'été, un mois l'hiver;

— Retraites facultatives après 20 années de production accomplies, avec pension égale au salaire normal, et tu verras ces cloportes politico-syndicalistes ramper pour te donner raison dans l'espoir toujours vivace de te trahir. Car leur devise est tromper, ruser et mentir.

DRAISANS.

CE QUE POUR TOI JE SOUHAITE

Ce que pour toi je souhaite, mon fils, c'est bien sûr le bonheur, un bonheur honnête et durable que nulle ombre ne troublerait. C'est aussi la joie de rester intègre et droit, malgré les tentations et le découragement.

Ce que pour toi je souhaite, mon fils, c'est la rencontre d'un amour sincère et profond que nullle amertume n'éprouverait. C'est aussi la résolution de soutenir le beau, malgré les trahisons ou le désenchantement. Ce que pour toi je souhaite, mon fils, c'est l'appui d'un ami loyal et bon que nul danger n'éloignerait. C'est aussi la soif de défendre un idéal, malgré les bassesses ou l'accablement.

Ce que pour toi je souhaite, mon fils. c'est le souvenir vivace et tendre du passé que nul regret ne ternirait. C'est aussi la volonté de créer des jours meilleurs, malgré les lâches ou le ricanement.

Ce que pour toi je souhaite, mon fils c'est le souvenir vivace et tendre que nulle faiblesse ne trahirait. C'est aussi la force de vaincre les méchants, malgré les sbires ou le règlement.

Jean SOUVENANCE.

ORIPEAUX

Les hommes sont des étourneaux que claquements de drapeaux et retraites aux flambeaux livrent aux tyranneaux. Quelques beaux parleurs gesticulant sur les tréteaux suffisent pour troubler leurs cerveaux et les livrer aux bourreaux. En troupeaux, ils affrontent les pires fléaux, guettent aux créneaux, aiguisent leurs couteaux et se conduisent parfois comme des pourceaux. Ceux qui, pour la guerre abandonnent leurs travaux et teintent de sang les ruisseaux, deviennent la proie des corbeaux. Ceux qui refusent meurent derrière les barreaux d'une prison ou sont ficelés aux poteaux. Quand les épées sortent des fourreaux, la terre offre de sombres tableaux. Les berceaux font place aux tombeaux et de noirs caveaux s'ouvrent près des verts rameaux. Hameaux en ruines, monceaux de cadavres, peaux trouées, lambeaux de chairs sanglantes n'annoncent point riches cadeaux, mais lourds fardeaux. Oripeaux n'ont jamais créé renouveaux.

Jean SOUVENANCE.

ACTIVITES REGIONALES

(Suite)

La grève dura pendant six mois et trois semaines. Elle fut « sauvage », puisqu'il y eut deux morts et un nombre important de blessés. Un journal canadien « Le Devoir », dit en la circonstance : « Le premier ministre Duplessis peut être satisfait, il a eu sa livre de chair ». Bien que la grève fut totalement justifiée, le gouvernement la déclara illégale. L'introduction dans l'entreprise de centaines de « jaunes », la satisfaction des commandes par les filiales de la Gaspé Copper aux U. S. A., provoquèrent une reprise du travail dans des conditions désastreuses, au moment (octobre) ou l'hiver était déjà installé en Gaspésie. Une diminution de salaire de 30 cents par heure fut imposée, des arriérés de loyer considérables et de « frais de Cour » de dollar 100 durent être payés, 40 familles furent obligées d'évacuer leur logement (ceux-ci appartiennent à l'exploiteur); au total cent familles — ce sont les syndicalistes canadiens qui l'ont indiqué — furent « menacées de crever de faim ». Heureusement la solidarité joua. Le comportement de la C. F. C. C. et la C. T. C. fut remarquable. Elles ne parvinrent pas cependant, à faire triompher un mouvement qui démarra avec 99 chances sur 100 de réussite. La puissance de la coalition gouvernementale et des trusts, trop souvent mésestimée, a été pour tous un dur rappel à la réalité.

Notre camarade croit devoir ajouter que même si parfois le résultat est moins sombre, qu'il se traduit par un succès, il s'agit le plus souvent d'une victoire à la Pyrrhus.

Quand la grève est générale, intercorporative, sur le plan national et international, illimitée dans le temps et aggravée de certaines autres méthodes d'action directe, elle devient révolutionnaire, insurrectionnelle. C'est à peu près la seule forme de grève que deux grands penseurs libertaires espagnols, Anselmo Lorenzo et Francisco Ferrer, dans leur journal « Huelga General » considéraient valable. Ils rejoignaient sur le plan de l'efficacité de la grève, la pensée attribuée au comte de Mirabeau : « Méfiez-vous de ce peuple qui peut tant et qui pour devenir irrésistible n'aurait qu'à demeurer immobile », et aussi la menace récente faite par les organisations syndicales réformistes françaises de déclencher la grève générale pour s'opposer à tout « coup de force ». Il est indéniable, si l'on examine bien la situation qui interviendrait en pareil cas, que cette forme d'action est absolument irrésistible.

Notre camarade examine ensuite les conditions nécessaires pour que les grèves soient victorieuses.

Elles doivent d'abord être justifiées; on voit souvent des mouvements déclenchés pour des motifs sans rapport avec l'importance des risques courus et même sans qu'aucune explication soit donnée aux intéressés.

Les dates et périodes sont à choisir minutieusement — aussitôt après la paie, quand les carnets de commandes sont bourrés, pendant les périodes de pointe aux P. T. T., à la S. N. C. F., etc...

Les considérations sentimentales doivent être exclues; elles ne sont pas de mise.

Les organisations syndicales réformistes doivent être tenues à l'écart de ces mouvements. Elles sont toutes domestiquées par les partis politiques ; elle ont peur d'être dépassées. Cite des exemples, un, entre autres, où est contesté à la « base », par la C. F. T. C., le droit de donner des directives.

Les comités de grève, seuls valables, doivent être constitués par des éléments complètement indépendants, dont le comportement est absolument irréprochable.

Contre qui la grève doit-elle être faite ? Contre le système capitaliste, l'Etat, le patronat et surtout les CADRES, ces éléments parasitaires qui se déclarent cyniquement être « les meilleurs serviteurs du patronat »; s'ils font parfois semblant d'être avec le prolétariat, c'est pour mieux l'assaillir ensuite.

La grève doit être menée par le prolétariat seul ; ses intérêts sont différents de ceux des autres, toute alliance avec ceux-ci, l'expérience le prouve, ne pouvant aboutir qu'à des déviations et des échecs.

Avant de terminer, Fauchois parle brièvement de la « grève gestionnaire ». Il dit que cette dénomination constitue un non-sens. En clair, il s'agit de prendre en main la gestion de l'entreprise et de la faire fonctionner sans payer. C'est surtout à la S. N. C. F. que l'application de cette forme d'action a été envisagée. Il considère, bien qu'étant pour la gratuité, la prise au tas, partout où elle est actuellement possible, que, dans le cadre du système, la méthode ne ferait pas long feu. Plus de charbon, de fuel, de courant, opposition des cadres et techniciens, mesures répressives des forces de l'Etat, coalition des cartels financiers, absence de solidarité et... pas de paie à la fin du mois ! L'Etat — il a le temps — n'aurait qu'à attendre sur le pas de la porte que passe le cadavre du cheminot.

Il conclut enfin en disant que la grève est une opération très délicate ; à préparer longuement, minutieusement; à proscrire en certaines circonstances. Toutes les formes de répression doivent être envisagées (réquisitions, mobilisation, violences, emploi des briseurs de grèves, etc...), le ripostes valables étudiées et mises au point. Un climat révolutionnaire audacieux est nécessaire ainsi qu'une prise de responsabilité du prolétaire. L'éducation de celui-ci est à faire ou à refaire presque totalement. Trop souvent, possédant voiture, télévision, machine à laver, il est, en raison de son maigre salaire, criblé de dettes et incapable de subsister plus de deux ou trois jours, si la paie fait défaut. Les récriminations de la ménagère, souvent doublement inconsciente et responsable, aidant, font que l'exploité se résigne et continue à courber un peu plus l'échine.

C'est à nous qu'il appartient en marge de toute démagogie, de démontrer au prolétariat l'importance de sa force, de son irrésistible puissance et de lui faire prendre conscience de sa personnalité. Quand nous lui aurons appris à dire : NON ! à tous les mystificateurs que l'exploitent, ensuite il sera facile de faire à Martinaud-Déplat, la démonstration que la grève est une arme qui tue; mais d'ici là, attention ! l'arme est à deux tranchants et, pour éviter toute surprise, ayons toujours en mémoire le souvenir de l'expérience vécue récemment par ceux de Murdochville.

JAMAIS AUCUNE GUERRE N'A RESOLU UN PROBLEME, MAIS TOUJOURS LE PEUPLE A PAYE

SI LE PACIFISME DEVAIT SE FONDER SUR LA PEUR, IL VAUDRAIT MIEUX AVOIR RECOURS A LA VIOLENCE.

GANDHI.

LA SOUVERAINETE DES PEUPLES NE PEUT ETRE ASSUJETTIE A AUCUN TRAITE SIGNE PAR DES TYRANS.

MIRABEAU

CE QU'IL FAUT LIRE :

BROCHURES :

	Prix	Franco
« **VALEUR DE LA LIBERTE** » **Ernestan** (L'origine et l'Evolution de l'humanité; l'autorité, l'oppression et l'exploitation de l'homme, le marxisme, la liberté et le problème social, etc...)	1,00	1,25
« **SOCIALISME ET HUMANISME** » **Ernestan** (L'homme, le Socialisme, et critique de la philosophie marxiste)	0,80	1,05
« **LA CONTRE-REVOLUTION ETATISTE** » **Ernestan** (L'Etatisme contre le Socialisme)	0,40	0,50
« **L'ANARCHIE** » **E. Malatesta** (Sa doctrine, son idéal)	0,60	0,85
« **QU'EST-CE QUE LE PROLETARIAT ?** » **Lashortes** (Et quels sont ceux qui sont vraiment des Prolétaires)	0,40	0,50
« **POUR LA JUSTICE ECONOMIQUE** » **L. Barbedette** (La propriété, le capitalisme, le marxisme, les libertaires, les Syndicats et le problème social)	0,50	0,60
« **LE SYNDICALISME ET L'ETAT** » **E. Rotot** (Pas de révolution sans la suppression de l'Etat : le rôle du Syndicalisme dans la transformation économique)	0,50	0,60
« **ANARCHO-SYNDICALISME ET ANARCHISME** » **P. Besnard** (Ce qui doivent être les buts et les rapports des deux mouvements	0,25	0,35
« **CATALOGNE LIBERTAIRE** » **A. et D. Prudhommeaux** (Histoire et expérience de la C.N.T. et de la F.A.I. en Espagne)	0,80	1,05
« **LES ANARCHISTES FACE A LA TECHNOCRATIE** » **S. Parane** (Les dangers d'une nouvelle forme d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme)	0,50	0,60
« **LE COMMUNISME** » **G. Leval** (Définition du Communisme : la hiérarchie en U.R.S.S. et le Communisme Libertaire pendant la Révolution espagnole)	1,20	1,45

LIVRES :

« **PARTIR DE L'HOMME** » **Dwight Macdonald** (Examen critique des fondements de l'action marxiste. Le monde tel qu'il est : Le Capitalisme, le Collectivisme bureaucratique, etc...)	2,50	3,10
« **LA VERITABLE REVOLUTION SOCIALE** » **S. Faure, Barbedette, V. Méric, Voline** (Ce qu'elle doit être : de l'antiquité à la Révolution Française, la Révolution Russe : Pour conclure)	3,00	3,60
« **L'INDISPENSABLE REVOLUTION** » **G. Leval** (Etude des différents système économiques et sociaux dans le monde et nécessité de la solution Libertaire)	3,00	3,60
« **LE MONDE NOUVEAU** » **P. Besnard** (Plan d'organisation, Industriel, Administratif, et social de la Société Fédéraliste et Libertaire)	2,50	2,95
« **MON OPINION SUR DIEU** » **S. Faure** (La vérité face au mensonge : Douze preuves de l'inexistance de Dieu. Réponse aux paroles d'une croyante, etc	2,50	295

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9e)

(1) 12 numéros : 3,40 NF. — 24 numéros : 6,70 NF.

LES CONDITIONS D'UNE REPUBLIQUE ACCEPTABLE

(SUITE).

« Le plus terrible quand on cherche la Vérité, c'est qu'on la trouve ! ».

Rémy de COURMONT.

*

La société capitaliste (ou bolcheviste) est à l'image de l'Enfer de Dante ! Sa justice : le glaive. Son principe : La corruption. Sa morale : Tromper, Ruser, Mentir !

L'IMPOSTURE DE LA SOUVERAINETE DU PEUPLE

Dans la section française du capitalisme international, la souveraineté du peuple appartient à cette dernière et nauséabonde trilogie. Pour se rendre à l'évidence il n'est qu'à jeter un coup d'œil sur l'appareil administratif. Au sommet : les chancelleries, composées en autant de commissions qu'il y a de problèmes. Lesquelles animées par de hauts fonctionnaires inamovibles forment le Conseil d'Etat. A la base (?) le département, préfecture et sous-préfectures, conseil de préfecture. Tous fonctionnaires désignés par le ministère de l'Intérieur. A noter que les Conseillers d'Etat sont recrutés parmi ces derniers.

LA PANTOMIME ELECTORALE

Ici figurent des hommes de paille attachés à ce qui précède, comme des casseroles à la queue d'un chien de cirque. Le président de la République, députés, sénateurs, conseillers économiques, conseillers généraux et municipaux. Si les ministres sont choisis dans la boîte à guignols parlementaires, celà fait partie de la mise en scène afin de donner le change aux gogos. Supervisés par les attachés de cabinet (conseillers d'Etat) lesquels mâchent la besogne et même préparent les discours de nos excellences pour leur éviter toute fatigue cérébrale. Aux ministres, il n'est demandé que l'intelligence de savoir tenir le porteplume afin de signer correctement leur nom et d'encaisser le prix de leur silence.

Mais, un exemple illustrera mieux le ridicule du geste électoral. **Premier échelon :** la commune, présidée par un maire, lequel a en principe les pouvoirs de police municipale (1). Admettons, un instant, que tous les habitants aient voté pour une municipalité cent pour cent démocrate, **dans toute l'acception** du mot !

Dotons cette commune rurale de 2.000 âmes et d'une industrie. Maintenant faisons jouer un événement :

« Ce matin, les 400 travailleurs des Ets X... ont fait connaître à la direction de l'entreprise le désir d'une augmentation de salaire. Le conseil d'administration de celle-ci a fait savoir qu'il refusait les prétentions émises, Furieux, les ouvriers ont envahi le bureau directorial afin d'exiger qu'il soit fait droit à leur demande, sans quoi les coups risqueraient de pleuvoir ». Devant cet argument frappant et craignant pour sa précieuse petite gueule, le directeur fait appel à la police municipale. M. le Maire, **vrai démocrate,** réunit son conseil et fait venir les représentants des deux parties. S'adressant au délégué ouvrier, il le prie de demander à ses camarades de ne commettre aucun acte de violence pendant les pourparlers. Ayant obtenu cette assurance, le premier magistrat communal interroge ses interlocuteurs pour connaître la situation exacte de chacun; puis ces exposés terminés, il les invite à se retirer. Après confrontation des deux positions, voici, extrait de la délibération municipale, la lettre adressée aux deux parties intéressées, signée du maire et affichée sur tout le territoire de la commune et par son autorisation :

« La société, après avoir examiné le différend qui oppose les travailleurs de la Société X..., et avoir entendu les arguments contradictoires soumis à son arbitrage, décide que sur le fond, la demande d'augmentation faite par les travailleurs de la dite société est bien fondée, qu'il ne saurait, comme l'affirme celle-ci, s'agir de prétention, quel que soit le taux avancé; attendu, que les conditions salariales en vigueur d'après la convention tacite ou implicite de l'entreprise, passées au moment de l'embauche d'un ouvrier, détermine une augmentation de salaire volontairement remise par l'employeur, passée la période d'essai, d'une part, et qu'au cours des années de présence des relèvements sont souvent, automatiquement accordés; enfin, étant donné que les entreprises se conforment parfois à des textes ministériels ou législatifs les invitant à rajuster les salaires versés par elles, justifient amplement la demande formulée par les ouvriers de la Société X.

« D'autre part, la municipalité considère que le taux souhaité par les demandeurs, partant du même principe que celui proposé ou accepté antérieurement par l'employeur, ne saurait faire l'objet d'un rejet. En effet, nous ne saurions comprendre, ni admettre présentement, par souci d'équité, que seul un employeur se réserve le droit de décider la somme de bien-être qui revient à un humain. Et aussi, le fait même, qu'une entreprise accorde ou admet par suite d'entente, une augmentation de salaire, même inférieure à la demande constitue un dol à l'endroit de ses employés, vis-à-vis du salaire antérieur et devrait, de droit, compté tenu, s'il y a lieu, des hausses de prix de la matière première, faire l'objet d'une réparation à effet rétroactif du jour de l'emploi effectif. Pour ces raisons, conformément à la mission que nous avons reçu de nos concitoyens, nous avons le regret d'informer la Société X., de ne pouvoir mettre à sa disposition la force municipale, d'autant qu'elle est habilitée sur le terrain de sa propriété à prendre les mesures qu'elle juge utile à sa protection. Toutefois, nous attirons l'attention de messieurs les administrateurs de la Société X, qu'en cas de désordre débordant sur la voie publique, ils seraient à notre grand regret, tenus pour seuls responsables. La municipalité souhaite vivement que le conflit qui oppose travailleurs et employeurs soit réglé dans les règles que commande le respect.

« Pour la municipalité : le Maire ».

Evidemment, ceci est un raisonnement par l'absurde, mais n'allez pas croire que ce cas n'est pas prévu, **car il l'est depuis longtemps !** Placé devant une telle décision, l'industriel ferait appel à M. le Préfet et celui-ci enverrait ses C. R. S. (compagnie de Répression Spéciale) (2). Qu'arriverait-il si le maire s'opposait à l'entrée des forces préfectorales ? Les C. R. S. chargeraient, la municipalité et son maire seraient déchus et remplacés immédiatement par un administrateur désigné par le préfet. Allons jusqu'au bout. Les habitants se solidarisent avec leur municipalité pour interdire aux C. R. S. et à l'administrateur préfectoral l'entrée dans la commune.

Que se passerait-il alors ? Le commandant du corps répressif fera trois sommations (en principe) et, si les citoyens n'obtempèrent pas, ils feront feu et extermineront sans pitié le peuple souverain ! Va voter, camarade !

DEUXIEME ECHELON : LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Celui-ci n'a pratiquement aucun pouvoir, il doit se soumettre à la bonne volonté de M. le Préfet, lequel en est le président effectif, malgré l'astuce d'un président et d'un bureau élu par les conseillers. En fait, les conseillers proposent et le préfet dispose.

TROISIEME ECHELON : PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. DEPUTES ET SENATEURS

Le Président est le chef de tous les « Bavards », son rôle : recevoir, signer, bavarder, selon naturellement, le protocole. Les députés et sénateurs, tous atteints de psittacisme (langage de perroquet), avaient, dit-on, autrefois la charge de faire les lois. Aujourd'hui, ils sont astreints aux caprices des services ministériels gouvernementaux. Ils ne peuvent même plus voter contre, sauf s'ils acceptent d'être mis à la rue. Leur rôle consiste à jacasser sur des textes préparés à l'avance et percevoir les millions qui leur sont alloués. Toutefois, ils peuvent faire déposer un projet de loi par les commissions parlementaires.

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

La Chambre où l'on cause de tout et d'où il ne sort jamais rien ! Il émet des vœux, discute sur les problèmes que le gouvernement lui soumet (pour voir ?). Ses conseillers ne sont pas élus; ses membres sont désignés par les organisations professionnelles, ouvrière et patronales, sociales et familiales, les plus représentatives. Enfin, les petits copains des milieux gouvernementaux et de la présidence de la République. Ces bavards inutiles, perçoivent à peu près autant de millions qu'un parlementaire.

QUI GOUVERNE EN FRANCE ?

Les agents directs du capital. Tapis dans l'ombre des ministères, ils cuisinent avec adresse les textes soumis à leur experte perspicacité.

Cachés derrière les tentures des bureaux ministériels, ils surveillent et orientent la « politique » des laquais dorés de service, couchés sur l'affiche gouvernementale. Ils connaissent à merveille l'art de manier la virgule, ou la place d'un point. Entrés dans leur antre, le Conseil d'Etat, ils attendent le moment de jouer les censeurs. Aucun projet de loi ne leur est indifférent, ils doivent passer par leurs mains au départ (dépôt) et c'est encore à eux qu'échoiera le soin de les faire naître, sous la forme de circulaires d'application.

Il serait trop long d'entrer dans les détails de la façon dont les lois sont fabriquées; aussi, je retiendrai pour mémoire ces quelques indications : un projet de loi bien en chair, déposé par un groupe parlementaire ou un ministre, subit en passant par les innombrables commissions : parlementaires, gouvernementales, financières, conseil de cabinet, lecture au Conseil d'Etat, retour devant les commissions, inscription au rôle des débats parlementaires (députés), discussion ministérielle, sur l'opportunité de la mise au rôle, débat à la Chambre, vote de la date, nouveaux débats, amendements et autres retouches, vote, navettes, sénateurs, commissions habilitées et des finances du Sénat, amendements, etc... Retour chez les députés, deuxième vote, nouveau départ au Sénat, troisième lecture à la Chambre, vote définitif, application, conseil de cabinet, avis du Conseil d'Etat, conseil des ministres, retour au Conseil d'Etat pour circulaires d'application. Subit, dis-je de nombreuses mutilations, à tel point qu'il est absolument méconnaissable. Enfin, après toutes ces aventures, le conseil de préfecture d'un département peut en retarder l'application. Il va sans dire que ces manœuvres portent presque uniquement sur des lois à caractère social, celles qui intéressent les capitalistes sont rapidement appliquées et solidement respectées. Il fallut sept navettes entre la Chambre des députés et le Sénat, après avoir passé par toute la filière indiquée ci-dessus, pour accorder 31.000 francs aux vieillards, trois mois de discussion et, depuis 1789 les gouvernements successifs ont palabré sur les retraites et caisses ouvrières pour aboutir en 1930 à ce monument mercantile qu'est la Sécurité sociale. Alors qu'il faut une seconde pour voter le budget des dépenses publiques dans lequel figurent les augmentations substantielles de ces... individus. Enfin les déclarations de guerre n'ont jamais dépassé deux heures de discussion, ni soumises à toutes ces roueries.

Naïfs votards, qui croyez à toutes les balivernes officielles et qui, plus est, payez pour y croire ! Quand donc cesserez-vous de vous laisser abuser ? Au lieu de lire une presse aux ordres, de perdre un temps précieux devant votre poste de radio, ou d'assister à des spectacles sportifs malsains, où l'homme n'est qu'un robot et où vous payez deux fois le prix de votre place, essayez de comprendre comment vous êtes soumis à la plus effroyable exploitation et aussi de quelle manière vous êtes, vous et les vôtres réduits à n'être qu'un objet de troc exactement comme celui que vous pouvez fabriquer. Voter, ce n'est pas seulement abdiquer, c'est aussi se deshonorer !

Pourtant, disent certains, si celà est comme vous le prétendez, les communistes seraient les premiers à le dénoncer ! Voici pour éclairer la lanterne. Les communistes, jusqu'en 1928, ont levé une partie du voile, ce qu'ils disaient alors : « **Nous savons** que le parlementarisme n'est qu'une pourriture, que ses composants ne représentent que le système infect de la bourgeoisie, ce paravent derrière lequel se mitonne l'immonde cuisine d'où les travailleurs seront toujours les sacrifiés. Abstentionnistes convaincus, nous voulons risquer de faire entrer nos meilleurs militants dans ce cloaque pour mieux en connaître toute la puanteur, la dénoncer et avec l'appui de tous ceux à qui nous aurons fait visiter cet endroit favori des cloportes politiciens de toutes couleurs, nous entendons (disons) tel Hercule, nettoyer ces écuries d'Augias moderne. » Hélas, ces belles promesses sont loin, comme les autres, les communistes se sont embourbés dans la fange du pouvoir. Le voulant pour eux-même, ils se gardent bien de tarir la source des moyens de gouverner les imbéciles.

Enfin, voici la composition « subjective » qui influence la politique générale du pays et l'opinion publique : elle se divise en trois tiers : la calotte, la juiverie et la franc-maçonnerie. Le Conseil d'Etat (gouvernement effectif de la France) est composé de ces trois éléments, un tiers calotte, un tiers juifs et l'autre francs-maçons, le gouvernement, le parlement et toutes les administrations, de même. Alors, instituteurs, parents d'élèves, laïcs, que croyez-vous ? Les juifs et les francs-maçons, étaient la majorité, n'allez pas dire qu'ils sont les amis de la curaille. La loi Barangé sur les écoles libres, à quoi a-t-elle servi ? Tout simplement de diversion politique. Pendant que vous amusiez le tapis les uns et les autres, la cuisine d'Etat faisait ses plats. Electeur, réfléchis à ceci : « Passe-moi la rhubarbe, je te passerai la séné. »

Les religions et leur fille aînée, la politique, c'est l'opium des peuples; et cependant, tous aspirent à une ère de fraternité. Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, l'humanité travaille pour atteindre ce but. En notre siècle, nous pouvons y parvenir à condition de balayer cette superstructure nuisible et substituer au gouvernement des hommes, le gouvernement des choses.

De cette façon, la société pourra être à la mesure de l'homme, car celui-ci produira plus en fonction de bénéfices particuliers à divers échelons, mais, pour que chacun, dans la mesure des moyens, soit assuré du maximum possible de bien-être, quelles que soient les conditions d'âge ou de santé. Et, en supprimant l'argent, moteur de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le remplacer par la production, moteur d'une véritable économie sociale au service de l'homme, sans hiérarchie, ni technocratie administrative privilégiée. — (A suivre).

Camille ANDRES.

1. Dans les grandes cités urbaines ce pouvoir est généralement retiré, où dans les municipalités peu orthodoxes. Enfin, à Paris, il n'y a pas de maires élus.

2. Les C. R. S. sont les héritiers des enfants de Paul Boncour, politicien S. F. I. O., lesquels étaient connus sous le nom de G. M. (Groupe de matraqueurs).

IL N'EST PAS NECESSAIRE D'ALLER AU ZOO POUR VOIR DES SINGES; NOUS EN AVONS AUSSI AU PARLEMENT.

YOSIDA,
Premier ministre Japonais.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le dimanche 5 mars à 10 heures. Salle du Café du relai Faeury, rue P.-Doumer, Nanterre (près de la gare).

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

*

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.

Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON

Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

PAS DE MEPRIS

Nous sommes adversaires de toute solution politique dans la lutte pour l'établissement du communisme. Non par sectarisme, mais parce que nous avons de bonnes raisons pour agir ainsi. Nous avons derrière nous, et devant nous, des expériences multiples. A nous d'en retirer les conséquences utiles qui fortifieront nos entreprises ; l'avènement du communisme ne peut naître que de la « dicature de tous les consommateurs sur toutes les choses », et non d'une dictature de parti, d'un gouvernement.

Les producteurs et les consommateurs sont liés par une solidarité de Fait, par une connexion d'intérêts qui lie leurs deux organisations dans l'administration des choses.

Quand la consommation, les BESOINS, en liaison avec la production organisera la distribution des choses et l'usage des services, on est sûr, dans un pareil cas, que chaque individu, ne jouissant d'aucun privilège, les choses seront réellement distribuées selon les besoins, la liberté défendue contre tout empiètement.

Nous sommes également certains qu'il est impossible de réaliser la justice, c'est-à-dire l'égalité, par des moyens de gouvernement; c'est-à-dire par une superstructure politique dirigeant et contrôlant les organisations économiques de production et de distribution. Il existe donc, entre les partis socialistes, bolchevistes et nous, des divergences de principes, de telles contradictions dans l'action que toute collaboration constructive est pratiquement impossible. Entre ceux qui professent qu'il faut conquérir l'Etat, exercer l'autorité pour enseigner la liberté; qu'il est nécessaire de rétablir le « droit inégal » pour assurer la Justice et, par conséquent, l'égalité, c'est-à-dire le « droit égal » ; qui n'admettent pas la suppression de la « Valeur », des prix salaires et des profits d'Etat », alors que tout démontre que la valeur est le seul obstacle à la consommation — tant à l'Ouest qu'à l'Est; qui sont à la fois libertaires dans les principes, mais autocrates dans les faits, entre ceux-là et nous, il y a un large fossé...

Bien pire ! En abusant du mysticisme de l'homme au lieu de l'éduquer, les partis politiques, dont l'influence est aussi prépondérante que la foi religieuse, détruisent chez leurs adeptes l'esprit d'examen, indispensable à toute étude. Le catholique ne s'en réfère qu'à l'Evangile, le protestant à la Bible, le bolcheviste au marxisme... Les partis organisent autour de leurs sphères d'influence de véritables rideaux de fer construits de méfiance, de haine et de fanatisme. Derrière ces bergers ambitieux, la lâcheté du troupeau tend le col à de nouvelles sevitudes...

Ainsi, notre rôle éducateur se trouve limité par l'égarement scolastique des travailleurs qui suivent les partis et les syndicats politisés. Les travailleurs n'ont donc pas encore acquis la science de l'administration des choses. Mais les rideaux tombent devant la brutalité des nécessités. Nos soi-disant utopies s'avèrent aujourd'hui des nécessités impérieuses. Les crédos politiques se désagrègent dans un chaos qui ouvre la porte à toutes les aventures despotiques.

Le désordre des opinions témoigne d'une ignorance inquiète, d'un esprit qui cherche enfin sa voie : c'est l'heure de notre intervention. Nous n'apportons pas le salut, mais nous pouvons en démontrer la possibilité.

Dans le monde politique prolétarien, les ambitions ne manquent pas, certes, mais les sincérités sont nombreuses. La mentalité est détestable en ce sens que, le fait de poursuivre la prise du pouvoir donne peu à peu au militant, une mentalité despotique. Et cette corruption des principes par la hiérarchie des pouvoirs devrait frapper l'attention de masses, les éclairer sur l'impossiblité de se libérer par l'inégalité des conditions.

Les thèses politiques, souvent séduisantes dans leurs principes, ont « toutes échoué dans leurs expériences, dans leurs applications ». Les réformistes sont devenus des conservateurs et les révolutionnaires repoussent chaque jour les possiblités communistes. Khrouchtchev dira : « Etant donné que le parti communiste est la « conscience morale » de la société et que cette société aura toujours besoin de « conscience morale », le parti jouira toujours de la même position privilégiée ».

En juin 1959, la revue du parti « Kommunist », écrivait « Il n'est pas exclu qu'à certaines étapes précédant la victoire du communisme à l'échelle mondiale, la propriété acquière tous les caractères de la propriété communiste, mais reste cependant étatique. Il faut au contraire prévoir que dans la prochaine période historique le rôle de l'Etat en tant qu'organisateur de l'économie se renforcera. » C'est absolument clair ! (1).

Loin de dépérir, l'Etat se renforce. Nous l'avons toujours dit, toujours prévu. Il ne pouvait en être autrement : « Les bolchevistes sont prisonniers de leur système ». Il nous importe qu'ils soient sincères, le mal est évident. Leur société repose sur l'inégalité des conditions. Ils envisagent eux-mêmes que la dictature de leur parti est une nécessité qui ne saurait disparaître; le bolchevisme tourne donc le dos à la liberté; aux buts qu'il prétendait s'être tracés.

Les principes les meilleurs **« quand ils ont cette qualité »,** ne sont doués d'efficience que par le choix de moyens adéquats : la tyrannie ne peut pas engendrer la liberté.

Autrement dit « le choix des moyens détermine les buts ».

La « commune chinoise », séduisante dans ses principes, par une militarisation forcenée tourne également le dos à la liberté. Se ressaisira-t-elle ? C'est improbable, car la dictature du parti, l'Etat, s'est assuré des positions qu'il refusera d'abandonner. Le dépérissement volontaire de l'Etat, l'abandon du gouvernement des gens pour l'administration des choses ne peut se réaliser que par la grève générale gestionnaire, tant en Russie, qu'en Occident.

Il est évident que la guerre froide gêne le développement économique de la Russie. La Russie offre de vastes espaces de peuplement tout comme le Canada et l'Australie. Elle possède d'immenses richesses naturelles. Son économie n'est donc pas menacée par le chômage. D'autre part, l'Etat russe est le maître des salaires et des prix, le seul bénéficiaire du profit qu'il encaisse comme un vulgaire capitaliste privé... La monnaie subit un cours forcé. Le pouvoir d'achat est donc déterminé par la loi. S'il est bas, c'est que l'Etat prélève un profit trop élevé, mais il est continu, à l'abri du chômage. La mévente n'est donc pas à craindre.

La paix y est une nécessité économique. La peur de la « coexistence » un besoin impérieux.

En Occident, le peuplement est très élevé, stupidement encouragé pour élargir les débouchés.

L'unité monétaire n'existe pas, ce qui rend les cours instables et intensifie la concurrence entre les nations composant ce bloc. La productivité est considérable. La machine se substituant à l'homme, le chômage y devient une plaie endémique. Les marchés extérieurs saturés, la mévente plonge l'économie capitaliste dans une crise qui ne peut que s'aggraver.

« Le profit se dégrade, le salaire disparaît, le pouvoir d'achat baisse ». C'est la crise !

Hier, le régime sortait de ces crises par la guerre. Cette dernière détruisait les choses, créant ainsi les conditions de leur reproduction. Elle éliminait les chômeurs, ce qui permettait d'assurer des salaires aux survivants...

Aujourd'hui, si la guerre est restée une nécessité pour l'Occident, la PEUR la rend impossible.

La paix, nécessaire à l'un, préjudiciable à l'autre, s'impose aux deux par la menace d'anéantissement total.

Pas de sensiblité sur ce terrain, ni d'un côté, ni de l'autre ! On se mettra d'accord pour maintenir les armements nécessaires à l'écrasement des révolutions qui se proposeraient d'abolir les gouvernements et d'instaurer l'économie des besoins, c'est-à-dire l'égalité économique.

Donc, pas de méprise sur le pacifisme des uns et des autres, mais réjouissons-nous de cette évolution. Elle va créer les conditions économiques favorables qui permettront aux travailleurs de se substituer à toutes les politiques, à tous les gouvernements et dans le cadre indéfiniment perfectible de l'administration des choses.

Si la classe ouvrière parvient à comprendre les effets pernicieux de sa participation à la comédie politique, ce qui provoque la lenteur de l'évolution; si elle parvient à comprendre le processus économique qui la peut mener au bien-être et à la libération; si elle saisit l'importance du syndicalisme révolutionnaire sur la voie qui mène à la grève générale, gestionnaire de la gratuité ; si, enfin, elle passe outre à l'appel des sirènes de la politique, à leurs promesses, toujours les mêmes « Souffrez aujourd'hui, la libération est pour demain...»; alors la paix ne deviendra pas une pénitence, mais une libération. Gardons-nous de toute méprise.

(1) Il en sera de même dans les nations d'Occident.

Lettre ouverte aux camarades Belges en lutte

« Chers Camarades,

Qui mieux qu'un travailleur saurait mesurer toute la portée de l'action que vous menez pour l'amélioration de vos conditions d'existence ?

C'est par la présente que des milliers de travailleurs français, militants de la Confédération Nationale des travailleurs anarcho-syndicalistes, viennent vous apporter le réconfort moral de leur indestructible lien de solidarité qui, par delà des frontières, les races ou les couleurs de peau, s'impose !

La lutte que vous menez ne saurait nous laisser indifférents, c'est pourquoi, nous suivons avec le même serrement de cœur que si nous y étions, les phases de votre action énergique, fidèlement poursuivie depuis de longues semaines.

Sachant combien votre détermination est grande, nous partageons avec vous l'amertume de savoir d'autres travailleurs atteints, comme vous dans leur bien-être, par la prétention d'un gouvernement qui veut imposer l'austérité à ceux qui depuis toujours la supportent.

Rester impassibles à la lutte que vous soutenez dans l'intérêt de tous les travailleurs. Si, comme vous, nous ne pouvons que déplorer l'inconscience d'une telle attitude, nous sommes enclins à penser négligemment (?) au geste de Souvarine.

D'autre part, sans doute pour des raisons d'opportunité, il apparaît qu'un certain glissement vers une nuance ségrégative engloberait la ferveur revendicative et sociale des travailleurs en grève ? Nous nous permettons ici, de vous mettre en garde contre une telle orientation; car, comme pour nous en France, Alsaciens, Bretons ou Corses, tous placés à la même enseigne, nous pensons que les travailleurs Wallons ou Flamands sont à égalité, victimes du même système capitaliste. Si cette condition de particularisme régional devait prendre corps, elle constituerait poru les travailleeurs de vos deux communautés un très grave danger !

Nous vous adjurons, camarades belges, de rester unis dans le cadre de vos revendications légitimes de travailleurs, sans distinction régionaliste ; c'est votre seule garantie de succès ! Car, aujourd'hui, votre lutte purement professionnelle et révolutionnaire suscite le respect de tous. Tandis, que si vous laissez votre action dégénérer en un mouvement sécessionniste, vous serez absorbés dans les rets d'une régression sociale incompatible avec le but que vous poursuivez.

Camarades belges en lutte, les travailleurs français vous admirent et vous crient « Courage et fraternité ».

Nous souhaitons vivement que vous sortiez vainqueurs de la dure bataille que vous soutenez stoïquement, mais même dans le cas contraire nous restons à vos côtés.

Recevez, camarades belges en lutte contre vos exploiteurs, qui eux n'ont ni patrie, ni régionalisme, avec l'expression sincère de notre fraternelle considération, notre salut anarcho-syndicaliste.

C. N. T.

CAMARADE,
AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail — Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 48 nos 8,50 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

L'avenir est à nous

(Suite de la page 1.)

tous les travailleurs de reconsidérer leur position.

Camarades, nous vous avons souvent rappelé la célèbre pensée de notre bon La Fontaine : « Notre ennemi c'est notre maître », et donner de l'autorité à nos maîtres, c'est diminuer nos possibilités de libération. Nous ne nous sommes jamais présentés à vous comme des sauveurs suprêmes, mais nous vous disons encore aujourd'hui : **« Si vous êtes prêts à œuvrer pour la paix et la libération de l'être humain, alors nous serons à vos côtés pour soutenir la lutte commune et pour offrir le meilleur de nous-mêmes ».**

Il faut donner des précisions sur un terme employé sans acrimonie, mais qui risque de froisser la suceptibilité de certains. J'ai parlé de ceux qui ont voté « Oui » par lâcheté, et je m'explique.

Dans l'esprit du Français moyen, le « Oui » au référendum c'est la politique du moindre mal ; certes, de Gaulle au pouvoir, c'est l'austérité qui continue ? C'est la vignette qui ne va pas à la Caisse de solidarité des vieux, ce sont des impôts exhorbitants sur les petits salaires, les lock-out de chez Renault et autres petites calamités pour les jours à venir, mais le « Non » c'est la démission du général. Et qui prendra alors le pouvoir ? Les deux extrêmes vont sûrement se le disputer et on risque la révolution.

Vous vous rendez compte de ce que ce terme contient de cruauté et de frayeur pour les oreilles du gars qui ne vit que pour son frigo, sa télé et sa bagnole. Ah ! il n'est pas pour de Gaulle, il ne veut pas faire partie du 80 % des électeurs qui le mirent au pouvoir en 1958, mais il a peur de la Révolution.

Aujourd'hui, chaque bon Français peut à nouveau rentrer dans ses pantoufles avec la conviction du devoir accompli; il a voté et le reste ne regarde que ses maîtres.

Le référendum n'a apporté et il ne peut apporter aucune solution valable au problème économique qui préoccupe le peuple français, et il faut encore s'attendre à des convulsions sociales dans les différents secteurs de notre économie.

Nous n'avons cherché ni à influencer, ni a canaliser l'opinion publique pendant la période électorale, et l'absurdité de la campagne faite contre l'abstention par les partis politiques et les centrales syndicales qui voulaient justifier leur position équivoque, nous a laissé indifférents. Nos militants syndicalistes révolutionnaires savent pertinemment « Ce que voter veut dire », ils n'ont pas besoin de la photo d'un Fernandel ou d'un Aznavour sur le journal pour prendre une décision.

Notre décision est prise depuis longtemps déjà; **la gestion de la production et de la distribution par la base** étant la seule planche de salut du prolétariat, nous n'aurons de cesse que le jour où tous les travailleurs conscients enfin de leur force et de leur bon droit, sauront une fois pour toutes, balayer à jamais les parasites qui pullulent sur notre terre.

C'est pour cela que l'avenir est à nous.

LE PEUPLE.

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.

Anatole FRANCE

CEUX QUI NOUS QUITTENT

Nous avons appris avec tristesse le décès du camarade Doussot, de Paris et du camarade Biguet, de Lyon.

Etant limités par le temps, nous ne pouvons retracer dans ce numéro du C. S., leur vie exemplaire de militants, mais nous y reviendrons.

Nous tenons néanmoins à adresser à leurs familles respectives, ainsi qu'à leurs amis et camarades de leurs localités, nos plus sincères condoléances.

La crise agraire

VERS LA COMMUNE AGRICOLE LIBERTAIRE

L'évolution économique, par un perfectionnement des techniques, des machines et un apport massif d'engrais chimiques, tend à la suppression de toutes les petites exploitations agricoles non rentables, soit qu'elles manquent de capitaux, d'unité géographique ou culturale, d'une superficie suffisante ou de terres de qualité.

L'élimination de ces entreprises est inéluctable. En économie financière, toute exploitation qui ne peut aligner son prix de revient sur celui des exploitations géantes, est condamnée.

D'autre part, la productivité s'accroît alors que le pouvoir d'achat stagne ou baisse.

L'écoulement des produits s'avère de plus en plus difficile. La crise agraire bat son plein...

Nous avons vu que la coopération pourrait entreprendre progressivement l'écoulement des produits par les comptoirs communaux. Elle pourrait assainir la situation par la mise en commun des instruments, agricoles, par la création d'ateliers mécaniques de travaux culturaux, par la mise en commun des terres.

Mais... nous savons qu'il arrivera fatalement un moment où la productivité agricole de certains Etats, dépassera le pouvoir d'achat de ses habitants (Etats-Unis).

Il y aura donc « mévente ». A ce moment plusieurs palliatifs se présenteront :

1. Distribuer gratuitement les excédents, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur;

2. Détruire une partie des récoltes, ce qui provoque une perte pour les exploitations;

3. Limiter la production, ce qui provoque l'élimination des entreprises non rentables.

Dans les trois cas, il y aurait dégradation du Profit. Que la mévente surgisse ou qu'elle soit le résultat de la sottise, que la production soit détruite ou raréfiée, la crise agraire ravagera les campagnes, accélérant l'exode des paysans vers les villes, c'est-à-dire vers le chômage.

Toutefois dans sa lutte pour l'existence et la survie, l'exploitation paysanne est condamnée, bon gré, mal gré, à créer des organismes coopératifs qui seront autant d'anticipations avant l'établissement de la commune agricole syndicalo-coopérative.

Cette évolution se poursuivra à travers crises économiques et politiques jusqu'au jour où les travailleurs industriels des cités et des campagnes, ralliant les paysans, prendront en mains la gestion de la production. Alors, de concert avec les consommateurs « **toutes classes confondues** », ils organiseront l'économie sur la base de la satisfaction générale des **Besoins**. Le capitalisme aura vécu. L'homme ne travaillera plus pour s'enrichir aux dépens d'autrui, mais pour embellir sa vie dans le calme de l'égalité sociale et dans la jouissance des richesses communes.

L'opération se fera-t-elle sans douleur ? Le syndicalisme révolutionnaire aura-t-il surmonté ses faiblesses et ses erreurs pour déterminer un courant irrésistible ? Il y a trois obstacles à franchir : la corruption capitaliste, les mensonges des partis politiques, le marécage religieux... Et ce qu'il est convenu d'appeler : la léthargie prolétarienne, la lâcheté de l'homme.

L'ECONOMIE SYNDICALO-COOPERATIVE

Nous avons mis en relief — trop brièvement — les deux tendances de l'économie agricole :

1. La centralisation agraire par élimination des entreprises non rentables;

2. L'organisation lente, mais progressive de la coopération entre toutes les petites exploitations agricoles qui veulent survivre à la centralisation capitaliste.

Nous restons donc les pieds au sol quand nous essayons d'orienter cette économie tâtonnante vers une synthèse sociale qui satisfasse à la fois les aspirations des producteurs et celles des consommateurs.

Nous restons fidèles à notre souci majeur qui est l'expression des nécessités humaines : faire que la production soit l'exécution du plan de consommation, et que les organismes de production et de distribution n'aient qu'une fonction : satisfaire tous les besoins et assurer tous les services utiles ou agréables.

Prenons une petite commune, gros village ou bourg, où toute l'activité locale est spécifiquement agricole.

Notre commune comprend :

a) Trois grandes exploitations de : 80, 150, 200 ares;

b) Dix exploitations moyennes de 20 à 60 hectares;

c) Quinze petites exploitations de 5 à 20 ares;

Des artisans : mécanicien, forgeron, maçon, menuisier et divers;

Une mairie, une école, une église, des maisons logeant des ouvriers agricoles ou des rentiers.

Les grandes exploitations ont un outillage adéquat. Elles emploient dix à douze ouvriers à l'année, des saisonniers pendant les récoltes.

Les exploitations moyennes, dont les unes sont exploitées par les propriétaires, les autres par des fermiers. Elles disposent d'un bon outillage, mais malgré tout insuffisant.

Les petites exploitations sont exploitées en famille par des propriétaires ou des métayers. Elles disposent d'un matériel insuffisant. La dispersion des terres ne permet d'ailleurs pas l'utilisation des grosses machines dont l'amortissement serait impossible par usage insuffisant.

Une laiterie coopérative agricole cantonale achète les engrais et l'alimentation animale pour tous ses adhérents.

Il existe bien un syndicat agricole cantonal, mais il est entre les mains de riches propriétaires.

La paysannerie est secouée par la crise résultant de la Mévente et par des prix agricoles trop bas pour assurer la rentabilité des exploitations.

La main-d'œuvre agricole devenue rare est assez bien payée, mais menacée par des équipements mécaniques de plus en plus perfectionnés, elle émigre vers les villes.

La mécanisation, se substituant à la main-d'œuvre, le prolétariat agricole perd peu à peu sa puissance revendicative.

L'éveil viendra de la ville ou des usines et de la colère des consommateurs. — (A suivre).

Les Lendemains qui pleurent

(Suite de la page 1.)

sans leurs capitaux, tandis qu'eux, sans votre production, c'est l'effondrement de leur système et de leurs mensonges.

Enfin, inutile de revenir sur le temps passé et le mal qui a été fait, les erreurs doivent servir d'école et si enfin la classe ouvrière veut se battre pour sa propre vie, alors, en avant, camarades, vous nous trouverez, nous anarcho-syndicalistes, à vos côtés pour la liberté et la justice. D'autant plus que nous n'avons jamais cru au succès des tapis verts, notre position est claire, nette, sans équivoque : égalité économique, de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins, écrasement de la hiérarchie, le curé à l'église et l'instituteur à l'école, boucler la gueule des canons, construire des maisons, les armes à la ferraille, les casernes transformées pour les besoins civils du public, et tous les soldats au boulot. En un mot, prendre en mains la gestion de nos propres affaires, cela est possible ; il suffit de le vouloir de toutes nos forces. Voilà notre position, elle se passe de commentaires, si vous êtes d'accord avec nous, il n'y a plus de problèmes. Allons à l'action directe ; sinon, alors bien sûr nous serons à vos côtés dans les luttes que vous mènerez pour vos revendications immédiates mais ce ne sera qu'un pansement qui apaisera le mal pour un moment très court. Mais en aucun cas il ne pourra guérir le mal ; il vous faudra à chaque instant vous défendre contre des « guérisseurs » qui sont plus charlatans que savants, et sans aucun pessimisme, il faudra prévoir pour l'avenir plus de larmes que de sourires.

Je pense que jamais ces strophes de l'Internationale n'ont été autant d'actualité :

Il n'est pas de sauveur Suprême
Ni Dieu, ni César, ni Tribun
Producteurs, sauvons-nous-nous-[mêmes
Décrétons le salut commun.

La C.N.T. n'en demande pas plus.

SYLVESTRE.

LES AMIS DE SEBASTIEN FAURE

Organisent une matinée artistique le dimanche 12 février, de 14 h. 30 à 19 heures, dans la salle des fêtes de la mairie du Pré-Saint-Gervais, métro Porte des Lilas-Hoche, au profit de la caisse de solidarité.

Avec un programme de choix, vous passerez une agréable matinée et vous y entendrez de grandes vedettes et de belles chansons.

Allocution de J. Humbert.

LES DEUX MONSTRES

LE MONSTRE AMERICAIN

Les émigrants européens qui peuplèrent l'Amérique, s'y installèrent pour conquérir plus de liberté et de bien-être.

Cette recherche est le caractère dominante de ces émigrants qui représentaient donc une sélection forte et audacieuse.

*

Ils constituaient un éventail de peuples d'origines diverses obligés de s'entraider pour lutter avec plus d'efficacité contre la Nature et les Indiens.

Par la force des choses, l'immensité du territoire offerte à leur convoitise bannissait la concurrence. Un climat de tolérance et de bonnes dispositions se réalisait entre eux, qui, peu à peu devrait les conduire vers une solidarité géographique et nationale dans le respect des individus et des groupes.

Les premiers pionniers, dispersés dans leurs marches, isolés dans leurs efforts physiques priaient Dieu, cet illustre fantôme, de les protéger et de guider leurs pas. Religions et sectes voisinaient, s'épaulant pour écarter les dangers, et en appelant au même Dieu pour assurer leur succès. De là cette tolérance religieuse qui devait assurer à chacune une liberté incontestée.

*

L'immensité du territoire, dont la frontière reculait sans cesse, favorisait aussi l'esprit d'indépendance, par l'impossibilité pour un Etat en création, de centraliser un monde aussi vaste et aussi complexe.

Le fédéralisme triomphait, parce que les conditions économiques différentes rendaient la centralisation impossible et sans objet.

Les Etats-Unis sont un exemple unique de décentralisation politique, économique, culturelle et artistique, tout au moins jusqu'à 1917.

La Suisse est le seul Etat qui pourrait leur être comparé sous un certain angle.

Le « miracle américain » fut tout simplement la condition inéluctable de la survie.

Dans ces conditions, l'esprit démocratique ne fut pas importé, le fruit d'une philosophie sociale ou la conséquence d'un échec historique d'une société impuissante, sénile et corrompue. Non, les émigrants entraient dans un pays neuf, presque vide et sans passé social.

La démocratie devint un mouvement indispensable à la mise en valeur des richesses naturelles. Elle fut le réflexe conditionnant le succès de l'entreprise.

*

Cette formidable réalisation économique a donné à ce peuple un telle confiance en son génie et en sa force, qu'il se croit nanti de la mission d'exporter à la fois ses produits, ses dollars et sa religion financière et spirituelle.

L'habitude de vaincre le prive de la joie de savourer ses conquêtes. Il a l'orgueil de ses réalisations, mais aussi l'ambition de les imposer au Monde comme l'Evangile de l'Humanité.

Aussi, dans sa naïve impatience, par son messianisme économique et politique, il devient, sans l'avoir désiré et compris un espèce de monstre plus effrayant par ses libéralités que par ses appétits.

Ce pays, grâce à son étendue et ses richesses naturelles, grâce à un équipement moderne et à son sens évolutif, réalise, aujourd'hui une telle productivité, qu'il pourrait à la faveur de cette « Abondance réelle » établir le rêve séculaire de l'Humanité : le Bonheur social par la libre jouissance des objets et des services.

Nous sommes en face d'un cas typique d'une société qui, ayant réalisé l'abondance, en sacrifie la jouissance pour la conquête du « Profit-Argent ». Non seulement ce pays ne songe pas à la libre jouissance de son abondance, mais il en combat le principe...

Pourquoi ?

*

Parce que, dans sa lutte économique, ce peuple, favorisé par la nature, le climat et l'isolement, a pris goût à son aventure, le poussant au fur et à mesure de son enrichissement, à inclure dans ses croyances le culte du Dollar.

Pour l'Américain, le succès ne vient pas des conditions générales préexistantes à son arrivée, mais du fait de son génie et d'un facteur qui lui a permis d'ajouter la puissance à la force: le Dollar...

Cette mystique monétaire triomphante commence, depuis 1917, à subir des chocs répétés, mais qui n'auraient pas ébranlé la confiance de ce pays en lui-même,, si, à l'horizon de ses ambitions n'était apparu un nouveau monstre : la Russie...

Sa croyance à une destinée universelle l'autorisant à imposer au monde, sans égards pour les conditions ethniques et psychologiques de peuples divers, le culte du Dollar, subit, de ce fait, un échec exaspérant et insupportable...

*

Alors que triompher chez soi fut relativement facile à cette civilisation, il s'avère chaque jour davantage que son impérialisme économique et spirituel se heurte à des résistances insurmontables.

Certes, la pratique de l'indépendance, la conquête de cette dernière ont enseigné aux Américains l'horreur des conquêtes territoriales, mais leur religion financière a posé un tel bandeau sur leurs yeux qu'ils n'arrivent pas à comprendre que coloniser un peuple par la force ou l'asservir par des prêts ou créances dont il n'arrive plus à se débarrasser qu'en abandonnant l'exploitation de ses richesses à son créancier, est peut-être une exploitation nouvelle, mais aussi immorale que la colonisation classique.

Ce qui s'ajoute à cette hypocrisie, c'est que la Liberté dont les Américains se réclament pour s'insurger contre le colonialisme classique et qui n'est qu'un subterfuge habile et malhonnête, pour, à la faveur du retrait des Etats conquérants, entreprendre la colonisation financière des pays libérés..

La colonisation financière n'est pas une arme, mais un poison. D'ailleurs au cours de l'évolution de cette civilisation vers l'opulence, n'oublions pas que le Dollar, jusqu'à une date récente, n'éprouvait aucun scrupule pour soumettre à la loi du Profit les travailleurs qu'il exploitait sans vergogne, et cela par les plus odieuses brutalités...

Aujourd'hui, le capitalisme américain, usant de son poison « le dollar », est parvenu à associer à ses ambitions les élites de son prolétariat.

Et l'on assiste à ce spectacle de syndicats ouvriers luttant pour la fabrication des armements et leur exclusivité de vente dans le monde. On peut dire aujourd'hui que le culte du Dollar a fait des Américains les corsaires d'un monde à la dérive...

*

Le Monstre américain a tant d'appétits qu'il ne peut se satisfaire des victoires dans son domaine.

Il sacrifie au culte du Dollar les élans de la conscience mondiale vers un monde sans Profit et sans exploitation.

Au nom de la liberté, la civilisation américaine s'efforce d'asservir le monde à des conceptions financières que le Progrès désavoue en les stérilisant.

L'attitude du Monstre américain est celle du roi des animaux dans la jungle : « Vous êtes libres, mais je tiens à ce que nul d'entre vous n'acquière ma force, ce qui nuirait à mon impérialisme triomphant ! ». Liberté ? OUI, mais liberté pour le plus fort de soumettre les autres à l'expansion de son économie.

Liberté ? OUI, mais pas celle de réaliser une civilisation socialiste sur les ruines des concepts financiers.

Liberté ? Oui, celle de tendre ses pièges financiers à des peuples affamés comme les premiers pionniers tendaient leurs trappes pour capturer les animaux à fourrure.

Les pièges du Dollar sont dissimulés par l'éclat des richesses amassées, mais le rythme ascensionnel du progrès aura tôt ou tard raison de l'impérialisme financier, et le monstre ne laissera d'autre vestige que le souvenir de la corruption et d'un culte qui faillit mener les hommes à leur perdition et à leur anéantissement.

*

MORALE. — Sur le plan syndicaliste ou Libertaire « le Miracle Américain » prouve ceci :

« Que l'Abondance des biens ou des richesses produites, si elle est une condition favorable à l'Etablissement de l'Egalité Economique, **ne la détermine pas.**

Cette immense expérience, la plus grande tentative de l'histoire, prouve que la condition première de l'Egalité Economique est l'abolition du gouvernement des gens et de la valeur financière, c'est-à-dire des « prix, salaires et profits ».

Là où le Profit règne, la liberté est impossible.

Là où l'esprit des travailleurs reste attaché à la conception du partage des revenus, la Liberté, la Paix et le Bien-Etre restent le trait d'union des Peuples.

Là où la technique entend sacrifier l'essor psychologique de l'homme à la science pure et à l'ascension des appétits vers le Profit..., la voie ainsi tracée n'est que le chemin de nouvelles dictatures.

Le culte du DOLLAR assorti de quelque réarmement moral, est la plus éclatante condamnation du régime capitaliste, l'empoisonnement persévérant de la conscience mondiale.

J. R.

A suivre : **LE MONSTRE RUSSE.**

En Marge de la mort de Charles d'Avray

1900 ? Souvenir imprécis. Dans une salle, rue Ramey, à Paris (18e), lors d'une soirée récréative, se trouvaient réunis quelques centaines de compagnons et compagnes anarchistes pour écouter les chansonniers d'avant-garde, amateurs pour la plupart; les chansons, les monologues créaient une atmosphère de camaraderie et de cordialité que tous recherchaient et appréciaient, car, il y avait parmi tous ces auditeurs des compagnons du groupe scientifique (Paraf Javal) de l'Anarchie (Libertad) (1), du Libertaire et combien d'autres. Dans le courant de la soirée, alors qu'un chansonnier en avait terminé, un jeune auditeur, vêtu d'un Mac-Farlan, chapeau noir à larges bords, lavallière noire, ample, se leva, s'avança vers l'estrade et, tourné vers la salle prononça ces quelques mots : Compagnons et compagnes anarchistes, si vous voulez avoir l'indulgence de m'entendre, je vais vous chanter quelques-unes de mes œuvres, chansons que j'ai écrites et harmonisées pour vous. Nous pouvons affirmer qu'aucun auditeur dans la salle ne connaissait ce nouveau venu. Un oui unanime des auditeurs fit que le jeune chansonnier monta sur l'estrade, s'assit devant le piano et chanta.

C'était Charles d'Avray.

Il chanta en s'accompagnant lui-même au piano, et quelle surprise pour tous les assistants. Il chanta : « Le Peuple est vieux, militarisme, les géants », etc... Sa voix musicale, harmonieuse, douce, pénétrante, prenait parfois des intonations que seuls peuvent obtenir les grands artistes. Les paroles ? Que dire de celles-ci, sinon ce que dirent tous les auditeurs : « Nous avons enfin un chansonnier anarchiste »; l'ovation qui lui fut faite est de celles qui ne s'oublient pas, et depuis ce jour, Charles d'Avray fut le chansonnier aimé de tous. Ses chansons contribuèrent à notre formation syndicaliste - révolutionnaire et nous imprégnèrent de *cette foi en la Révolution sociale possible et inévitable.* Elles ont été pour nous le grand réconfort même dans les heures de lassitude. Toutes seraient à décrire. Mais qu'il nous suffise de dire que dans les ateliers, sur les routes du « trimard », en France et en Amérique du Sud, jusqu'au cœur même de la Forêt Vierge, sur les chemins du Matto Grosso, nous les avons chanté aussi bien face aux inconscients qui travaillaient à côté de nous et qui se gargarisaient avec les « Viens Poupoule » et à qui nous répliquions « *Mais face à notre absurdité* », etc..., que face aux éléments naturels hostiles que nous rencontrions dans les contrées sauvages où nous chantions « *C'est nous, c'est nous les fous, qui voulons le bien-être, le bien-être pour tous..., pour tous ni Dieux ni maîtres.* Les syndicalistes avaient donc adopté les chansons anarchistes de Charles d'Avray. Une preuve. Lors d'une soirée dansante organisée à la salle Wagram, en 1913, au profit de la « Bataille Syndicaliste », quotidien de la C.G.T., à minuit le bal s'arrêta. Un compagnon monta tout en haut de la tribune où se tenait l'orchestre, et d'une voix forte et convaincante, entonna devant les milliers de danseurs et danseuses, devinez quoi ? *Militarisme* de Charles d'Avray. La salle unanime applaudit et entonna elle aussi ce chant qui reflétait l'état d'esprit de la C.G.T. Les jeunes syndicalistes groupés par affinité de corporation dans divers endroits de la salle ; pour la plupart, futurs insoumis, nous n'étions pas les derniers à appuyer fortement les paroles chantées, telles : *Depuis les cavaliers jusqu'aux fantassins. C'est la transformation de l'homme en assassin.* Autre preuve : Lors de la journée champêtre organisée par « Paris Syndicaliste » dans le Bois de Vincennes, en 1927, l'ami Faucier ne chanta-t-il pas lui aussi l' « Idée » de Charles d'Avray ? Ceci pour indiquer et affirmer à nouveau que les chansons de Charles d'Avray ont été adoptées et vulgarisées par les syndicalistes Révolutionnaires. D'autres ont parlé et écrit sur Charles d'Avray, aussi ne m'étendrai-je pas autrement que pour affirmer que c'était un compagnon au grand cœur, et rappeler que s'occupant des Pupilles du 3e arrondissement, il venait souvent à la maison Commune, 49, rue de Bretagne, où nombreux étaient les jeunes qui y prenaient leur repas du soir. Il devait traverser la salle du Restaurant. Jamais il ne passait sans s'arrêter quelques instants avec nous, participait même à nos controverses, nous prodiguait ses encouragements. Lorsqu'il nous quittait, il aimait nous répéter : *En vous voyant réunis ainsi, jeunes gens, si enthousiastes, si imprégnés de foi révolutionnaire, je suis sûr que l'idée fera son chemin. Courage donc.*

Les chansons de Charles d'Avray ? Elles ont eu de nombreux interprètes. Dans toutes les salles où se tenaient des matinées ou soirées récréatives on les entendait toujours et elles avaient le même succès. A la « Muse Rouge » au Foyer Populaire, rue Henri Cherreau, qui se rappelle encore de celui-ci ?

Je termine en affirmant que la propagande par la Chanson est celle qui donne le plus de résultats et aussi en souhaitant que surgissent, le plus nombreux que possible, de nouveaux Charles d'Avray.

Ph. P.

---

(1) Une ancienne figure de « l'Anarchie », Anna Mahé, qui quitta l'enseignement pour suivre et partager la vie active et combattive de Libertad, est elle aussi décédée vers le 10 novembre à Paris et inhumée au Père Lachaise. Elle a vécu pendant une quarantaine d'années à Bayonne, qu'elle quitta pour rejoindre sa sœur Armandine à Paris où elle est décédée. Elle était l'auteur de la brochure Hérédité et Education, *écrite en français simplifié.*

Arbitraire et dégradations juridiques

Là où « Prix, Salaires et Profits » conditionnent la vie sociale ; là où la propriété est la base et le ferment actif du système, *la répression est inévitable.*

L'inégalité des conditions légitime le système juridique.

Pour abolir la répression, il faut d'abord que soit réalisée l'égalité des conditions.

C'est parce que *les esclaves de la valeur* lui restent passionnément attachés que l'autorité est une nécessité.

Aussi longtemps que nous vivrons sous le signe de la valeur, la liberté sera une utopie (intra-muros).

Nous devons lutter contre les inconséquences de la Justice et ses répressions en spécifiant avec force qu'il n'y a qu'un remède à cet état de dégradation : *l'Egalité Economique par la suppression de la valeur.*

Alors, toute concurrence cessant, la force ne pourra plus prévaloir contre *le droit humain.*

Le socialisme utopique a échoué sur cet écueil : la Justice est impossible en droit inégal.

G. B.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers* : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable : J. SORIANO

GFL. 3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 168 — 0,30 NF — MAI 1961

COLLABORER C'EST CAPITULER

PREMIER MAI 1961 RIEN A SIGNALER

IL est prématuré de l'affirmer au moment où nous écrivons ces lignes, mais, bien qu'anticipant, c'est tellement pareil chaque année que nous ne risquons guère de nous tromper en pronostiquant que ce 1er Mai sera identique à ceux que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Des meetings seront organisés, des tracts et des périodiques diffusés selon les plus orthodoxes traditions. Et puis, l'an prochain, si nous sommes toujours du monde, nous nous retrouverons tous, gonflés à bloc, pareillement stériles, exactement au même point.

Cette inertie, car c'en est une, ne peut convenir qu'aux « bourgeois » qui ont perdu depuis longtemps, et pour cause, l'habitude de trembler devant nous et de se replier en province à l'occasion des 1er Mai.

Ils ont même réussi, après lui avoir extirpé son esprit révolutionnaire, à faire perdre de vue au prolétariat le but à atteindre et à l'aiguiller sur une voie de garage, se terminant en impasse. Aux nobles idées émancipatrices des penseurs révolutionnaires dont nous nous réclamons, ont succédé de mesquines revendications salariales, corporatives, catégorielles, aussi démagogiques qu'inefficaces, et les principes de SOLIDARITE — cette dépendance mutuelle entre les hommes, qui fait que les uns ne peuvent vivre heureux et se développer que si les autres peuvent aussi — mis au rancart pour faire place à l'égoïsme le plus sordide.

Toutes les formes de propagande, tous les éléments régressifs et répressifs à leur solde, ont été utilisés pour aboutir au point d'intoxication et de régression où nous sommes actuellement.

C'est très grave, grave au point que nos milieux sont presque aussi gangrenés que les autres. L'idée dominante de tous est de « FAIRE UN PEU D'ARGENT »; pas pour manger : pour la bagnole, la machine à laver, la télé, etc... Qu'importe si une misère, souvent aussi cachée que digne, existe. « Pour un homme repu, tout le monde a bien mangé » disait E. Reclus, fustigeant les jouisseurs. La perversion est telle qu'interprétant l'adage à contre sens, chacun, se référant à la conception du repu, met ses œillères, refuse d'y voir, ignore tout, pensant échapper ainsi à ses responsabilités. Nous voici, loin, on en conviendra, de l'esprit qui animait, il y a trois quarts de siècle, les martyrs de Chicago; loin de l'émancipation des travailleurs qu'ils envisageaient d'atteindre; loin aussi de la suppression du salariat et du patronat qui subsiste seulement « pour mémoire » dans les professions de foi des faux défenseurs des exploités.

Nous regrettons de ne partager que partiellement le bel optimisme de quelques-uns de nos camarades, provoqué par le fait que « ça bouge » en Afrique, en Asie. Les événements qui s'y développent sont, certes, importants, mais n'oublions pas que la révolte anticolonialiste équivaut simplement à un changement de MAITRES, et est sans rapport avec la LIBERATION, telle que nous la concevons, qui ne peut intervenir que de nos œuvres. Comptons sur les autres, mais pas trop; faisons plutôt en sorte de briser nos chaînes nous-mêmes.

Certains « forts en thème » abstraits, négligeant tout le reste, font miroiter aux yeux des opprimés le droit à la fois le plus magnifique, mais aussi le plus complexe, qui se puisse imaginer : LA LIBERTE. C'est très bien; regrettons, toutefois, qu'ils n'envisagent jamais les moyens de la conquérir.

Nous pensons, nous, aussi assoiffés qu'eux d'indépendance mais avant tout réalistes, que la base de la liberté repose sur la satisfaction sans condition des besoins essentiels de tous les individus. Ceci est clair, précis. Le premier stade à atteindre est donc, avant tout, de caractère économique et social : L'ADMINISTRATION DES CHOSES. Il ne peut être question de liberté tant qu'un individu restera sur un seul point sous la tutelle d'un autre et nous mettons quiconque au défi de nous

(Suite en page 4.)

MEETINGS DE COMMEMORATION DU 1er MAI

TENUS AVEC LE CONCOURS DE LA C.N.T. FRANÇAISE

Dimanche 30 Avril

à GRENOBLE avec Raymond FAUCHOIS

à PARIS, Salle de la Mutualité avec Camille ANDRES

Lundi 1er Mai

à PUTEAUX avec Camille ANDRES, S. DUMONT - J. SORIANO

à LYON avec Raymond FAUCHOIS

Dimanche 7 Mai

à ANGOULEME avec Raymond FAUCHOIS

Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui

Le Premier Mai est davantage un jour de deuil que de fête. Mais c'est surtout un jour d'espérance.

Il symbolise le rayonnement historique, le Mémorial des Martyrs.

Spies, Fiescher, Ling, Pearsons, Engel, victimes du crime social de Chicago ne sont pas morts en vain. Le Premier Mai symbolise le sentiment qui les inspirait, l'aspiration à l'émancipation sociale et humaine.

En tous temps, les revendications sociales se sont heurtées à la magistrature des privilégiés; les classes dominantes ont le plus souvent été assez ingénieuses pour créer une jurisprudence (mot qui parait bien ici employé dans un sens originel) appropriée au système d'exploitation du jour.

A partir du moment où les groupements humains ont laissé admettre l'esclavage, le servage, le salariat au lieu de la coopération du travail en commun de tous, trois ou quatre cinquièmes de la population durent assurer la subsistence des autres, en surplus de la leur.

Les membres des castes privilégiées, même s'ils ne sont pas totalement inactifs, sont libérés des soucis matériels et se livrent aux plaisirs, s'assurent des jouissances superflues sur le compte du travail des assujettis.

C'est, pour fixer les idées, le cas, actuellement, de nos technocrates. Les maîtres ont toujours maintenu leurs privilèges par la force, l'intrigue, la corruption et le crime, à Chicago comme à Rome.

Les progrès techniques, s'ils leur ont toujours profité, n'ont été que rarement le fait des dirigeants..

Les inventions, les découvertes ont toujours découlées de l'activité des producteurs.

L'humanité n'a progressé dans la production, celle-ci n'a atteint l'essor que nous lui connaissons aujourd'hui que parce que son perfectionnement était le fait des travailleurs; mais le perfectionnement n'a été possible que du jour où le producteur a osé regarder son maître en face; que celui-ci a dû passer un contrat, que l'ouvrier n'a plus travaillé sous les coups.

Mais ce contrat, il a fallu le faire respecter, améliorer, pour cela il fallait livrer la bataille, en se groupant, en s'unissant pour s'annexer la force.

◆

Aujourd'hui, le mot « Syndicat » désigne aussi bien un groupement de patrons, un trust, qu'une association professionnelle d'ouvriers.

Au siècle dernier, cela signifiait une Société de résistance, que la loi dénommait « Coalition ouvrière » et qui était un groupement d'ouvriers (« de fait » sinon de droit) qui se proposait d'améliorer le sort de la classe laborieuse **par un moyen ou par un autre.**

Il apparait bien qu'il ne s'agisse pas là de gens pusillanimes, mais d'hommes animés d'une haute conscience de classe. Ces groupements étaient pourchassés par les pouvoirs dès qu'ils surgissaient dans l'ombre des manufactures, quelquefois portant le nom de « Mutuelles », telles celles qui provoquèrent l'insurrection Lyonnaise de 1831.

Nous ne les confondrons pas avec les organisations rituelles de compagnonnage qui pratiquaient une stricte discipline dans la quête du travail disponible.

LE SYNDICALISMME POSTULE LE SALARIAT

Le syndicalisme groupe des producteurs libérés de la propriété des instruments du travail

(Suite en page 4.)

AU FIL DES JOURS

LES CADRES BOUGENT

Ils étaient 6.000 à Pleyel venus affirmer leur volonté de défendre leur retraite. De nombreux orateurs ont dénoncé les intentions intolérables du ministère du travail et, M. Malterre, président de la C.G.C. n'a pas hésité à menacer. « Si l'on nous contraint, nous ferons grève. » Si les patrons se mettent à prôner la grève que vont préconiser les syndicats réformistes ? Disons, que toutes les grandes centrales syndicales ont leur section cadre et dans la bataille engagé par le syndicat patronal des cadres, ils ont applaudi et manifesté leur accord.

Enfin, nous devons à la vérité de reconnaître que certaines indiscrétions ont été plaisantes à entendre, d'autant qu'elles nous donnent raison. Un certain M. Millot, cadre né, s'écrie chaleureusement applaudi : « Dans cette affaire, le gouvernement donne l'impression d'une permanence de la navigation à la gaffe ». Et M. Malterre de renchérir : « La dépréciation de la monnaie se poursuit au rythme de 3 à 3,50 % par an. Comme l'on voit le torchon brûle chez les valets du capital.

CE QU'IL FAUT SAVOIR DE CE FAMEUX REGIME DE RETRAITE CADRE

La convention nationale collective instituant une retraite complémentaire cadre a été signée entre les syndicats patronaux, celui des cadres et les trois grandes centrales ouvrières, le 14 mars 1947. C'est une retraite nationale qui s'ajoute à la pension sécurité sociale. Elle jouit de droits juridiques privilégiés au même titre que la sécurité sociale, en vertu de l'ordonnance n° 59-127, notamment en matière de recouvrement des cotisations patronales. Les employeurs sont tenus d'adhérer à cette caisse quel que soit le nombre de leur personnel cadre. On notera que ces dispositions privilégiés ne s'appliquent pas aux retraites complémentaires des travailleurs malgré qu'elles aient été libellées et signées par les mêmes syndicats qui ont paraphé celle des cadres. Il faut cependant ajouter, que la C.G.T. communiste s'est faite tirer l'oreille avant d'imiter ses consœurs.

ENFIN, IL Y A TROIS CATEGORIES DE CADRE

1° Les cadres nés : ceux des patrons qui ont transformé leur Entreprise en société à responsabilité limitée.

2° Les cadres-devenus, c'est-à-dire les auxiliaires dévoués aux premiers.

3° Les cadres choisis (les bâtards issus de la protection des deux premières catégories). On peut le dire, les mouchards -

POURQUOI TANT DE BRUIT ?

C'est très simple, un cadre paie pour sa retraite cadre une cotisation de 2 % au-dessus du plafond de la sécurité sociale. Or, si l'on prend l'ancien plafond qui était de 6.600 NF. et qu'on le porte à 8.000 NF. comme a l'intention de le faire le ministère, cela fait un écart de 1.400 NF. sur lequel devra cotiser le cadre à raison de 6 % au bénéfice de la S.S., soit : 1.400 × 6 % = 84 NF. au lieu de 1.400 × 2 % = 28 NF., soit une perte sèche de 56 NF. D'autre part, cette retraite étant alimentée également par une cotisation patronale de 6 %, au-dessus du plafond de la sécurité sociale et jusqu'à la limite de 4 fois ce plafond, la caisse de retraite complémentaire des cadres ne percevra plus le même apport de cotisation, enfin le minimum salarial fixé pour être admis cadre étant de 10 % au-dessus du plafond S.S., certains ayant-droit peuvent être exclus de cet avantage. Autre conséquence, la fixation de la valeur du point de retraite procédant d'un système de répartition en fonction de la masse des rentrées de la double cotisation (1.400 × 8 % = 112 NF. × le nombre d'adhérents), il s'ensuit une diminution du point de retraite.

Comme on le voit ces messieurs savent compter, la Sécurité sociale est loin d'offrir les mêmes avantages que leur retraite complémentaire, c'est pourquoi ils se défendent. Et, lorsque nous affirmons que cette trop fameuse institution n'est qu'une imposture, les hurlements de douleurs poussés par ces messieurs ne sont-ils pas nos meilleures preuves de référence ?

NOTRE ENNEMI, C'EST NOTRE MAITRE... OU LES SINGES SONT MOINS BETES QUE NOUS !

Un industriel américain avait éduqué plusieurs quadrumanes afin de les utiliser dans diverses professions. Nos frères inférieurs (?) se comportèrent,

(Suite en page 4.)

SYNDICALISME

Dans le « Monde Libertaire » du mois de mars dernier, on peut lire, sous le titre : « Où va le syndicalisme ? » un très bel article de Bernard Prat-Cotter. Clairement, objectivement l'auteur y expose la situation actuelle du syndicalisme et indique en même temps dans quelles conditions et par quels moyens les syndicats pourraient devenir enfin ce qu'avaient rêvé les hommes qui, au siècle dernier, les instituèrent : les organismes fondamentaux de la classe ouvrière d'abord, et ensuite de la nation tout entière.

Une phrase, toutefois, nous fait tiquer, et nous ne pouvons la laisser passer sans y apporter quelques commentaires. L'auteur écrit ceci : « Les anarcho-syndicalistes devraient trouver le moyen de se regrouper dans une seule centrale (F.O. ou autonome) et de s'y organiser en tendance disposant d'un organe de presse autonome. Cette organisation en tendance, avec cet organe de presse, peut se faire même s'il n'y a pas de regroupement dans une seule centrale ».

A la suite de cela, un exposé détaillé et très valable, empressons-nous de le dire, sur le programme d'action de cette tendance supposée existante et organisée.

Laissons là cet exposé et revenons à la phrase en question. Si nous comprenons bien, il s'agit de pénétrer dans la centrale syndicale désignée et de la noyauter.

Donc, d'abord y adhérer comme membre, individuellement, puis s'y rassembler, former un groupe minoritaire, créer un journal ou, tout au moins, une feuille ronéotypée et essayer de convaincre les camarades, de les amener à comprendre l'idéal libertaire et de les détacher de l'éternel réformisme des syndicats politisés.

Voilà certes, une magnifique proposition, ne croyez-vous pas ? Bien faite pour séduire certains militants, certains esprits pondérés, qui estiment que l'on doit se garder de l'aventure, de l'audace, de parler net et fort, et qu'il vaut mieux essayer de faire comprendre, d'expliquer longuement et patiemment, plutôt que de brusquer les choses et de mettre les individus devant leurs responsabilités.

Eh bien, disons-le tout de suite, non, pour nous, cela ne peut être valable.

Et cela nous paraît être, de surcroit, le type même de l'utopie, de la rêverie irréalisable, de la vue de l'esprit par excellence !...

Quelle est la centrale qui se prêtera à pareille chose ?

Quels sont les dirigeants, solidement ancrés dans leur sinécure, qui laisseront se développer impunément une telle action, dans leur fief ?

Ne croyez-vous pas que les téméraires noyauteurs seraient rapidement mis hors d'état de nuire, et que leur bulletin, s'il était créé, ne paraîtrait sans doute qu'une seule et unique fois.

D'ailleurs, dans ce domaine-là, le passé ne manque pas de nous instruire, car toujours, les éléments anarcho-syndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires qui ont essayé de faire prévaloir leurs idées dans les syndicats de types actuels, se sont trouvés immanquablement noyés dans la masse.

Et, même aujourd'hui, nous connaissons des militants de valeur, égarés à F.O. volontairement, et qui prétendent y faire du bon travail.

Ils sont près de la base, paraît-il, avec les travailleurs du bas de l'échel-

(Suite en page 4.)

L'Etat dictateur anonyme au pouvoir illimité

Quelques camarades de travail (cégétistes) m'ont reproché après lecture du « Combat Syndicaliste » l'ironie désespérante de mes articles. Tu nies, m'ont-ils affirmé, la nécessité de l'action revendicative pour l'augmentation des salaires, que ce soit par prime ou par catégorie, tu critiques tous les mots d'ordre venant des autres centrales syndicales que la C.N.T. Ton attitude est démoralisante ; même si parfois sur le fond de la question tu as raison, li faut compter avec les besoins immédiats de la classe ouvrière et notre devoir, à nous militants, est d'essayer de faire aboutir toutes les revendications, même si parfois ces revendications sont en contradiction avec nos conceptions. Pour ce qui est de la hiérarchisation des salaires, nous ne pouvons pas être d'accord avec toi et ton organisation ; un ouvrier qualifié ne peut toucher la même paie qu'un manœuvre, à plus forte raison pour la maîtrise et les cadres, il est nécessaire de récompenser ceux qui prennent des responsabilités dans le travail, dans n'importe quel régime politique l'égalité des salaires serait une erreur, ce serait la porte ouverte à la paresse, au je-m'en-foutisme, etc... Vous autres, anarcho-syndicalistes, vous êtes des utopistes, des rêveurs ; vos théories ne sont que littérature sans aucune chance de réalisation. Nous t'aimons bien, mon vieux Silvestre, mais enfin nous ne pouvons pas t'approuver ; tu es dans les nuages à rêvasser ; tu ferais mieux de faire un petit saut en parachute afin de revenir sur terre, près de nous, pour mener le bon combat conforme à nos possibilités.

Voilà, à quelque chose près ce qui souri un peu tristement devant tant de naïveté et d'ignorance de la chose sociale ; pourtant ces copains-là sont

(Suite en page 2.)

NECROLOGIE — MAURICE ARONDEL

C'est à coup sûr la perte la plus sensible que la section française de l'A.I.T. a enregistrée depuis qu'elle fut reconstituée en 1946.

Notre ami Maurice n'est plus. C'est un des derniers militants d'une autre époque, faste en révolutionnaires incorruptibles, qui est disparu.

Trésorier inamovible du S.U.B. — qu'il aimait tant — jusqu'au moment où la maladie le cloua irrévocablement dans son fauteuil, il assuma aussi pendant toute la durée d'un mandat la fonction de trésorier confédéral, qu'il n'accepta que pour rendre service, sa modestie le faisant douter de ses capacités réelles.

Seul l'auteur de ces lignes qui travailla avec lui jour après jour, au coude à coude pendant plusieurs années, a pu apprécier le véritable tour de force qu'il réalisa pendant cet exercice. Il se révéla un administrateur remarquable et contribua pour une bonne part à assurer la continuité de notre C.N.T. quand elle connut une période critique, ce qui lui donna droit à notre entière reconnaissance.

A tous les siens nous renouvelons ici nos plus sincères condoléances, les assurant, si cela peut atténuer leur peine, qu'il ne s'est guère passé de jour. depuis qu'il cessa son activité, sans que le souvenir de notre ami disparu ne soit évoqué dans l'organisation, ces rappels répétés étant la preuve irréfutable de la place importante qu'il occupait parmi nous.

C. N. T.

L'Etat dictateur anonyme au pouvoir illimité

(Suite de la page 1.)

sincères, dévoués. Ils sont certains d'avoir raison et ne recherchent aucun privilège, je les connais depuis longtemps et leur foncière probité m'a empêché de leur répondre vertement, ce qui ne m'empêche pas aujourd'hui de mettre les choses au point, surtout à la veille du 1er mai, cette journée révolutionnaire galvaudée par des aventuriers sans scrupules, qui, à l'ombre des potences de Chicago, ont transformé en mascarade et foire aux mensonges ce Vendredi Saint du Prolétariat international.

Tout d'abord, il est bien évident que si j'étais d'accord avec les conceptions politiques ou syndicales des autres organisations ouvrières, je ne serais pas venu à la C.N.T. Si c'est un rêve que je fais dans les nuages, je le préfère au cauchemard que d'autres font sur la terre et j'y reste. Je suis d'ailleurs persuadé que ce rêve pourrait devenir réalité ; il suffirait que nous soyons quelques centaines de mille à le faire pour que la vieille société bourgeoise s'endorme d'une façon définitive dans un sommeil éternel.

Revenons maintenant à nos critiqueurs. Hé bien ! non, mille fois non, le syndicalisme n'est pas ce qu'ils croient ; ce n'en est qu'une caricature. Quand les travailleurs ont tort, il faut leur dire, seraient-ils la majorité, cela ne change rien, il suffit de lire ou relire Pelloutier et son « Histoire des Bourses du Travail », pour en être persuadé ; quant au salaire hiérarchisé des professionnels, maîtrise et cadres, accepter d'en discuter c'est nier l'esprit même du syndicalisme né de la révolte des travailleurs qui proclamaient la nécessité de la suppression du salariat.

En régime capitaliste libéral ou étatique, nous pouvons et même nous devons poser des revendications ; ces revendications n'ont rien à voir avec les slogans que l'on nous a habitué à entendre. Le jour où nous les poserons c'est que nous aurons la force d'exiger leur application. En voici quelques unes qui me viennent à l'esprit.

Semaine de 40 heures et même de 36, sans diminution du salaire actuel payé pour 48 h. Suppression des zones de salaire. Un mois de congé à tous les travailleurs. Retraite à 55 ans pour tous, équivalent au salaire d'activité.

Exiger des Pouvoirs publics la baisse du coût de la vie en confiant à des Coopératives de Producteurs et de Consommateurs la surveillance du circuit de distribution. La gratuité totale des Services Publics, eaux gaz, électricité, charbon, transport en commun (métro, bus, trains de banlieue des grandes agglomérations), médecine, chirurgie et soins gratuits dans tous les établissements gérés par l'Etat. Liberté d'expression de la presse et de la R.T.F., suppression de la censure des livres et des spectacles par les tartuffes des *Eglises et leurs amis* groupés dans des associations lapinistes.

Suppression des subventions aux écoles dites « libres », suppression de l'impôt sur le salaire.

Statut des objecteurs de conscience. Abolition de l'ignoble loi de 1920, interdisant l'emploi des moyens anticonceptionnels en réclamant le droit à la maternité volontaire, en un mot, le droit sexuel pour tous.

Il y a bien d'autres revendications nécessaire au bonheur des êtres humain et je ne vois pas la possibilité de les obtenir d'un Etat qui, s'il s'arroge le droit de prendre l'argent où il veut, par les impôts ou emprunts, sur les champs de courses, dans l'alcool, le tabac et même les bobinards, ne permet à personne le droit d'exiger des comptes — serait-il le Peuple souverain. Que ce soit dans une République ou dans une Monarchie, l'Etat est le maître absolu, il détient tous les pouvoirs avec son armée, sa police, sa magistrature, il dispose de la vie de chaque citoyen ; pour lui, l'individu n'est qu'un matricule dont il veut connaître les secrets les plus intimes, c'est l'ennemi le plus acharné de la Liberté.

L'Etat a ses ministres, ses préfets et hauts fonctionnaires pour faire exécuter ses ordres ; lui-même est anonyme en tant qu'individu, et pourtant il existe. Alors, qui est-il ? Tout simplement la grande finance avec ses banques. Et pour reprendre un vieux slogan de 1936, les deux cent familles qui gouvernent le monde et sont responsables de la guerre comme de la paix, de la misère comme de l'opulence.

Voilà à qui nous allons poser des revendications ! Allons, soyons sérieux. Et je ne pense pas être un utopiste ou un rêveur en disant que la seule issue au bonheur de l'humanité c'est la destruction de l'Etat. Qu'on ne vienne pas me parler d'un Etat socialiste ; le Socialisme c'est la liberté, l'Etat en est la négation. Tous les penseurs révolutionnaires de la vieille école l'ont proclamé. Karl Marx dans son « Capital » et Lénine lui-même trouvaient nécessaire la destruction de l'Etat pour arriver au Communisme. S'ils acceptaient un Etat socialiste ce n'était qu'une période transitoire et s'ils vivaient encore, ils risqueraient l'excommunication pour déviation, des marxistes léninistes.

Il me faut donc conclure qu'il n'y a pas d'autre issue que la Révolution sociale si nous voulons que la totalité des individus bénéficie d'un régime de justice et d'égalité. Tout avantage particulier existe au détriment d'une autre catégorie, avantage d'ailleurs sans valeur réelle puisqu'il est constamment remis en question par la fluctuation des prix.

Nous savons, nous, anarcho-syndicalistes, que le combat sera rude car nous sommes persuadés que, pour que notre soi-disant rêve devienne réalité, c'est sur le plan international que nous devons nous battre ; notre adversaire étant lui-même une puissante organisation financière internationale. Nous ne nous faisons pas d'illusions, mais ne croyant pas plus aux miracles qu'aux guérisseurs, nous préférons prendre le chemin direct qui nous mène à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme plutôt que de devenir des gérants plus ou moins déguisés d'un Capitalisme libéral ou étatique. Nous avons confiance dans l'avenir et à la veille de ce 1er mai 1961, nous saluons la mémoire des martyrs de Chicago. C'est au pied de leurs potences que nous avons trouvé le grain de révolte, nous nourrissant l'esprit, qui nous permettra un jour que nous espérons très proche, de creuser la fosse qui ensevelira leurs bourreaux.

SILVESTRE.

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.
Anatole FRANCE

REFERENDUM ET BAGUETTE MAGIQUE

J'ai longtemps cru, en mon enfance, en l'existence de la fameuse baguette magique des fées et des enchanteurs. Et j'ai aussi ingénument déploré jusque vers l'âge de douze ans, de ne pas en avoir une à ma disposition, à seule fin d'exterminer, d'un coup, les farouches Indiens des Grands Lacs, qui passaient leur temps à déterrer la hache de guerre...!

Plus tard, adolescent, combien ai-je encore regretté la non-possession d'un pareil instrument, tant pour changer en or pur un tas de cailloux, que pour subjuguer une jolie brunette de 16 ans qui se moquait cruellement de moi, gourde et emprunté que j'étais !

Eh bien ! cette baguette magique, cet outil mirifique et désiré en vain par des milliers d'individus, au cours des siècles passés, voici que quelqu'un la possède. Et ce quelqu'un, c'est le général de Gaulle !

Le général de Gaulle qui, de par la magie des chiffres et la grâce du référendum du 8 janvier, se trouve à même de faire ce que bon lui semble. Du moins en matière politique, le voici libre de décréter, de promulguer, de libérer, d'opprimer, de bâtir, de démolir... et, en un mot, d'agir. Le voici à même de transformer non pas un tas de cailloux en un tas de louis d'or (peu de chose, cela, et, de plus, affaire de savants), mais une situation politique trouble et sanglante qui dure depuis plus de 6 ans, en une situation tout autant politique, mais claire et bénéfique.

Il s'agit en effet, pour lui de cesser ou de continuer la pacification des féroces populations barbaresques de l'Afrique du Nord, de négocier ou non avec les représentants de ces populations l'arrêt des hostilités, de mettre un terme ou non à cette stupide et inutile tuerie que le monde entier réprouve, de faire ou non de l'Algérie un Etat indépendant plus ou moins associé à la France.

Il s'agit, donc, de faire la paix.

C'est-à-dire, en fait, de reprendre avec le F.L.N. les pourparlers qui échouèrent si lamentablement à Melun, l'année dernière.

Ce pourquoi, malgré le précédent de 1958, la majorité des votants a déposé dans l'urne un bulletin portant le mot OUI.

Mais par ce OUI, du fait de l'ambiguïté de la question posée, il est libre aussi de faire d'autres choses, des choses qui ne concerneraient ni la paix, ni l'Algérie. Ces choses-là, il est aisé de les prévoir, de les deviner en s'inspirant surtout de ce qu'il a déjà fait, et de ce que sa formation, ses attaches, et ses déclarations successives lui commanderont de faire (ou de ne pas faire évidemment). D'abord, et ceci en toute logique, de concentrer entre ses mains (encore plus qu'avant, si possible) tous les pouvoirs, et ce n'est pas la présence d'une assemblée fantôme ni d'un conseil de ministres approbateurs qui pourront le gêner.

Ensuite d'user et d'abuser des dits pouvoirs. Ce qui est la règle implacable à laquelle se doivent d'obéir tous les dictateurs, de quelque origine qu'ils soient, issus ou non du peuple, anciens militaires ou anciens peintres en bâtiment, anciens réactionnaires ou anciens socialistes...!

Parmi ces actions futures, il y a en premier lieu la transformation de l'armée et le développement de la force de frappe. Destinée surtout à frapper, cette force a aussi pour but évident de montrer au monde entier que la France est toujours à la pointe de la civilisation... et aussi qu'elle n'entend pas céder à quiconque la priorité en matière de désarmement ! En deuxième lieu, si l'on peut dire, l'extension et le développement dans tout le pays de l'esprit : travail et famille, patrie et religion, sabre et goupillon, drapeau et bénitier, etc..., tout cela ensemble idoine et nécessaire, de toute évidence, au développement et à l'expansion économique d'un grand pays comme le nôtre.

Dans ce même but évident, amenuisement ou même suppression de toutes ces associations plus ou moins subversives et démoralisantes, telles que : associations des anciens élèves de l'Ecole Laïque, syndicats ouvriers, unions d'anciens ou de nouveaux combattants, et autres cartels des vendeurs de cravates à la sauvette.

Suppression encore des sociétés secrètes et autres loges maçonniques qui firent les beaux jours de la Révolution, de la Restauration et des deux Empires, le grand et le petit.

Par contre, développement et renforcement de toutes les associations et confréries d'anciennes chaisières, bedeaux, chanoines, curés et autres punaises de sacristie.

Sans oublier l'encouragement général et pécunier donné aux bons jésuites de l'enseignement libre, cet enseignement si hautement moral, et orienté autant que possible dans le bon sens, et convenant si bien aux rejetons de ces mères lapines directement inspirées par la propagande et les allocations familiales de nos éminents démagogues patriotiques des années 45, 46 et suivantes.

Mise au pas de la presse, cette pelée, cette gâleuse..., à l'exception, naturellement, de la presse du cœur, qui sera déclarée d'utilité publique !

Aménagements apportés au fonctionnement des services publics tels que radio et télévision, sans oublier le cinéma et les organisations de jeunes scouts et autres éclaireurs. Enfin, réorganisation du travail, dans un sens nettement progressiste, ce qui implique la modernisation des entreprises, dans ce même sens progressiste, c'est-à-dire machiniste, cartelliste et surtout *adaptiste* aux nécessités économiques nouvelles, tant européennes que mondiales. Ce qui implique, aussi, la réorganisation des travailleurs... car il est absolument nécessaire que ceux-ci se sentent épaulés, soutenus et pour ainsi dire guidés par les pouvoirs publics..., et non livrés aux vicissitudes de l'existence... Il importe surtout qu'ils ne soient plus en butte aux fantaisies et intempestivités de ces organismes nuisibles et d'ailleurs périmés que l'on désigne sous le nom péjoratif de syndicats. Sous réserve, naturellement, du maintien nécessaire de certaines associations professionnelles hautement reconnues bonnes et idoines par ces mêmes pouvoirs publics. Car, ne l'oublions pas, il y a de bons et de mauvais syndicats. Le travailleur et sa famille doivent être à l'abri du besoin, habiter une maison claire et ensoleillée, disposer d'un minimum de confort que personne, certes, ne s'avisera de leur refuser. Il doit être libre de ses opinions, et, dans cet ordre d'idée, il lui sera tout au plus suggéré, tout autant que cela ne le blessera pas profondément dans ses convictions intimes, d'envoyer ses enfants s'instruire à l'école libre qui est, comme chacun sait, l'école de l'avenir. Qu'il se garde surtout, ce travailleur nouveau style, cet ancien prolétaire, de toutes ces manifestations grotesques et ridicules, nuisibles et, au surplus inutiles qui, sous le nom de « grèves » troublèrent tant de fois dans le passé l'ordre et la quiétude du pays.

Au besoin, ce travailleur conscient et désorganisé, on lui fera l'honneur d'une promotion, on lui fera gravir un échelon dans la hiérarchie sociale..., on l'intéressera, on le fera participer à la gestion de l'entreprise qui l'emploie. Il saura ainsi ce qu'est la responsabilité du chef, il aura voix (petite au chapitre participation aux bénéfices... et peut-être aux pertes...!

Franchement, que pourra-t-il désirer de plus ? La liberté ? L'égalité ? Des mots cela, des mots qui nous ont fait tant de mal ! D'ailleurs, il n'a qu'à regarder ses collègues des pays de l'Est, qui vivent sous des régimes plus ou moins socialistes : sont-ils libres, sont-ils égaux ?

Enfin, par-dessus tout cela, il faut faire l'Europe, c'est-à-dire accomplir cette union des pays de l'Ouest européen, qui ne demandent qu'à coopérer, tant sur le plan économique que sur le plan militaire, sous la direction et la tutelle de la plus grande France de Dagobert, de Charles IX, de Jeanne d'Arc et de Napoléon (les deux).

BLANQUET.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le dimanche 5 mars à 10 heures. Salle du Café du relai Faeury, rue P.-Doumer, Nanterre (près de la gare).

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

★

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.
Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

La crise agraire

Si la guerre n'éclate pas, le surpeuplement et la mévente feront déborder l'ordre social, si tant est que l'on puisse appeler « Ordre » une civilisation construite sur le mensonge, le vol et l'exploitation.

Que va-t-il se produire dans notre sphère agricole ?

Dès les premiers symptômes de troubles profonds, les partis dits « révolutionnaires » lanceront le fameux appel à l'égoïsme : « La terre aux paysans ! », en échange de la reconnaissance du pouvoir socialiste ou de la dictadure du prolétariat.

...Organiser un soviet ou une assemblée politique qui désignera un comité chargé de recevoir et d'exécuter les ordres du parti bolcheviste.

Nous savons que cette tactique a pour but de rallier les paysans au soutien du parti gouvernemental en application de la tactique « de la démocratie nouvelle », ce qui signifie : « promettre le pire en attendant de le pouvoir reprendre par des moyens terroristes ». On sait les désordres, les massacres, les excès qui en résultèrent en Russie. Si le village cédait à un tel machiavélisme, il en serait fait de son autonomie et de la dignité individuelle. Qu'allons-nous faire ?

1) Organisation du syndicat local agricole, d'un syndicat industriel, s'il y a lieu, de l'union coopérative des consommateurs.

2) Fédération de ces organismes dans l'Union syndicalo-coopérative communale, laquelle lance la proclamation suivante :

a) La propriété privée est abolie. Tous les biens deviennent propriété de la Commune.

b) Les grands domaines deviennent des exploitations coopératives, seront remembrés, étendus ou fusionnés selon les besoins.

c) Le salariat est aboli. Le commerce également.

d) Toute exploitation mise en valeur par la famille, sans le concours d'aucune main-d'œuvre salariée, est confiée à la gérance de cette famille sous le contrôle du syndicat local.

e) Les ouvriers agricoles deviennent des producteurs associés dans la mise en production des domaines transformés en coopératives. Chaque domaine élit un comité de culture.

f) L'union coopérative des consommateurs organise la distribution de tous les produits de consommation et d'usage. Les commerçants y trouvent leur emploi.

g) L'union syndicalo-coopérative organise les ateliers industriels, les transports, les œuvres sanitaires et de sécurité, la défense de la commune en armant tous ses membres volontaires qui assurent, tour à tour, le travail et la défense.

h) Tous les hommes valides sont astreints à un service social économique.

i) L'enseignement est réorganisé et placé sous le contrôle scientifique des pédagogues, des hommes de science et de l'administration communale. L'enseignement religieux est supprimé, mais les croyants peuvent pratiquer leurs cultes après avoir rempli leur service social.

Tous les biens religieux deviennent biens communaux.

j) Tous les individus sans aucune distinction sont appelés à participer sans aucune crainte de représailles à la construction d'une nouvelle société basée sur l'égalité économique, et n'ayant d'autre but que la justice et le bonheur social.

Ainsi se trouvent réalisées les premières mesures indispensables, de telle façon que la **production et la distribution ne subissent aucun arrêt.**

Le syndicat agricole va poursuivre l'organisation de la production :

a) Former deux secteurs, deux sections :

— celle des domaines coopératifs;
— celle des exploitation familiales.

Chaque section élit son comité de gestion et de contrôle.

Les deux comités réunis forment le comité de gestion agricole de la commune.

b) Chaque exploitation familiale pourra à tout moment se rallier à la forme d'exploitation coopérative, soit en ralliant les grands domaines, soit en créant avec ses voisins une coopérative nouvelle.

c) Dans tous les cas, chaque exploitation est chargée de réaliser un plan de culture qui est l'expression isolée d'un plan de culture plus général dressé par le comité de gestion et de contrôle du syndicat local.

Le plan général de production est l'œuvre commune de l'union syndicalo-coopérative, fédérant dans l'administration communale, producteurs et consommateurs

Ainsi se trouve réalisée l'économie des besoins.

d) Le syndicat agricole assurera les liaisons techniques et sociales avec le canton, la région, la nation.

Sur un plan plus général que celui que nous avons choisi, la Commune syndicalo-coopérative est la synthèse locale des organismes de production et de consommation. Elle abolit toute superstructure politique. Ainsi seulement l'administration des choses peut succéder au gouvenerment des gens.

La période transitoire, si chère aux politiciens, nous n'avons pas à la prévoir, puisqu'elle est dans la ligne évolutive de la société capitaliste, qui, dans les méandres de ses contradictions, crée les formes imparfaites sans doute, mais déjà représentatives, des organismes économiques dont la nécessité impérieuse pour sauver le monde de ses angoisses et l'homme de ses incertitudes.

La période transitoire est le philtre sociologique que les malins proposent aux masses afin de ralentir leur évolution vers des concepts économiques et sociaux qui balaieraient leurs privilèges et feraient litière de leur autorité politique.

La transition ? Nous la vivons, elle se déroule sous notre regard impatient, elle s'étonne que de ses accouchements successifs nous n'ayons pas encore modelé cette prise de « cons-

(Suite en page 3.)

(1) Voir « C. S. » nos 165 à 167.

OPTIMISME

Non, les travailleurs français ne subissent pas le capitalisme avec passivité. Cela n'a jamais été vrai, ni dans les esprits, ni dans les faits. Pour ceux qui ont vécu le 1er mai 1919, qui se rappellent l'explosion de colère de Paris durant toute cette journée où la foule manifestante coulait comme de l'huile bouillante dans les voies et carrefours de la grande cité, cela est inoubliable. Quand le peuple se fâche, la bourgeoisie n'a plus assez de chiens pour entourer la foule et la mordre.

La guerre venait de finir, à l'Est une révolution bouillait, en Russie le peuple avait pris le pouvoir et voulait gouverner par la base (Soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats) en France, les gouvernants soutenaient comme toujours le patronat qui voulait faire payer à la classe laborieuse les frais d'une longue guerre.

Les salaires de 1914 n'avaient pas été augmentés et en 1919, les prix étaient triplés par rapport à 1914. Durant la guerre, des grèves avaient eu lieu, en 1915, 1916, 1917 (ainsi que des mutineries réprimées avec férocité), ces grèves s'étaient poursuivies en 1918 et certaines duraient encore en 1919. Les débauchages des femmes de mobilisés, la présence massive des libérés sans travail aggravèrent le chômage.

Les soucis pour l'existence, après les deuils, accablent la classe ouvrière.

A la veille du 1er mai, la loi de 8 heures pour laquelle on s'est tant battu est enfin accordée par la Chambre bourgeoise.

Mais les partis dits « ouvriers » se sont disqualifiés, le peuple n'a plus de chefs.

Les plus notoires des bonzes syndicalistes sont réformistes et acoquinés à la bourgeoisie et le peuple de Paris le sait, il vômit ses Merheim, ses Jouhaux, ses Lenoir.

Aussi, le 1er mai 1919, la foule est compacte, la manifestation devant avoir lieu place de la Concorde, le monde des travailleurs parisiens coule de tous ses accès, les barrages cèdent les uns après les autres, police, chasseurs à pied, pompiers-arroseurs, cavalerie sont submergés. Ce n'est plus la place de la Concorde qui sert de lieu de rassemblement, c'est tout Paris, c'est à tous les carrefours que s'exprime la colère populaire.

A la gare de l'Est, des scènes inénarrables se déroulent — on enmène des trophés (jambes de pantalon, entre-autres) — beaucoup d'agents doivent emprunter des couvertures pour ne pas rentrer chez eux à l'état de nature.

C'était la physionomie de la grève révolutionnaire — le peuple était maître de la rue — malheureusement ce n'était pas la grève générale. Seules les corporations lésées avaient débrayé, le syndicalisme avait démontré sa puissance mais le peuple, toujours inéduqué, n'avait su engendrer le souffle révolutionnaire qui fait les révoltes valables et durables.

Actuellement nous assistons à la révolte des peuples colonisés. Lumumba est mort, mais il a dit son fait en pleine figure au roi des belges, ce sont les masses d'esclaves hier colonisées qui prennent l'initiative d'une lutte qui les amènera à l'indépendance (l'avenir nous dira jusqu'où ira cette indépendance).

Les impérialismes essaient de sauver les meubles, ils y parviendront mal.

Des anciens manœuvres de chez Citrën, Simca, Renault, etc..., discutent avec les gouvernants qui défendent les intérêts des trusts et refusent de s'asseoir tant que la chaise ne leur paraît pas assez propre.

Et il ne s'agit plus d'un problème politique, non plus que d'organisation économique, ce qui compte aujourd'hui, ce sont les « conditions de vie » la structure sociale, la possession de tout, territoires et moyens de production.

Bien sûr ! c'est encore trop teinté de nationalisme, mais il ne s'agit pas d'un seul pays, et d'ailleurs une tendance très nette à se fédérer se manifeste un peu partout et cela vous a un air de « jeunesse » qui réconforte.

Après que les rancunes seront assouvies, nous aurons peut-être des surprises en ce qui concerne le choix social que feront ces peuples « sous-développés », et n'oublions pas qu'il s'agit de presque la moitié de la population mondiale, sans compter la Chine, qui n'adoptera peut-être pas, en définitive un communisme moscovite.

L'inquiétude des occidentaux, et même des autres est devenue un genre d'affolement.

Les « évolués » des colonies refusent maintenant de constituer « les cadres » de la domination capitaliste, il y aura peut-être des couches dominantes indigènes, mais ce ne sera plus au profit des impérialistes. Il est fort possible que ceux-ci ne puissent plus acheter les chefs religieux et militaires avec des décorations et des cadillacs.

Des masses énormes s'ébranlent, réclament les richesses, autant à Cuba qu'au Congo, en Guinée, en Algérie, etc...

Et les « grands cerveaux » des colonisateurs restent sans solutions devant l'ampleur du problème.

Les travailleurs belges nous ont montré la force de l'action directe, ont mis au grand jour la couardise, la duplicité des chefs politiques et démontré la propreté de l'action syndicale.

Comment, en ce 1er mai 1961 ne serions-nous pas optimistes ? Certes, rien ne se fera sans lutte, mais la lutte syndicale est une lutte au soleil, propre et nette — nette des saletés de l'action des politiciens.

Vive la C.N.T. !

D. S.

Les deux monstres (1) LE MONSTRE RUSSE

Ce fut l'Ours de tous les temps, sobriquet historique bien mérité.

Pays de plaines immenses, climat dur aux hivers terribles. Terres riches ou désolées dont la mise en valeur eut exigé un matériel adéquat et des connaissances techniques qu'un isolement soigneusement organisé empêchait d'acquérir.

Les guerres ravageaient ces régions, et tribus et peuplades, conduites par des guerriers farouches se concentraient sur les terres les plus riches et sous les tyrans les plus exécrables. Yvan le Terrible fut le grand rassembleur de terres, orientant son royaume vers un empire que ses successeurs devaient élargir sans trêve.

Les tyrans distribuaient les terres les plus riches aux guerriers, aux nobles, en récompense de leurs services. Ce peuple a laissé à l'histoire le souvenir de ces tyrans, de leur cruauté, le souvenir de ses souffrances sous l'esclavage et le knout...

L'esclavage et le servage s'étendaient sur toutes les terres de valeur, sauf, pourtant, sur les terres restées propriété des czars.

Ce fut l'époque féodale.

En 1855, il existe 300.000 serfs émancipés sur 46.000.000. En 1861, le czar Alexandre II abolit le servage. A cette date, on trouve 47 millions de paysans : 20 millions sur les biens de la couronne, organisés en communautés, 4.700.000 travaillant sur les apanages, dans les mines ou les usines; 21 millions de serfs, 1.400.000 gens de service.

L'émancipation s'accomplit lentement. L'Etat cède aux Mirs, c'est-à-dire, aux communes, les terres abandonnées ou reprises aux seigneurs n'acquittant pas leurs impôts.

Il s'agissait davantage d'un calcul que d'une libéralité. Les paysans libres, essaimés sur de vastes espaces vivaient dans la pauvreté, et la levée des impôts était difficile. Le Mir, par sa concentration, facilitait la distribution et la levée des charges fiscales dont il assurait la responsabilité.

LE MIR : FORME LA PLUS ANCIENNE DU FEDERALISME COMMUNAL.

La terre appartient à cette commune.

Chaque paysan jouit en toute propriété de sa maison et de son enclos.

Les terres arables sont partagées périodiquement entre les familles au prorata de chacune d'elles.

La commune est propriétaire, le paysan : usufruitier.

Le partage définitif, en appropriation individuelle, pouvait être réalisé si les deux tiers des membres le demandaient.

Cette dernière clause ou possibilité menaçait l'équilibre du Mir. L'exiguïté des parcelles, l'accroissement de population, le manque de crédit, le manque d'instruction, l'arriérisme, obligeaient les paysans à s'embaucher dans l'industrie pendant l'hiver. Ils devenaient la proie des créanciers, des « mangeurs de Mir ». Ainsi se constituèrent des propriétés plus vastes, celles des Koulaks.

En 1893, un décret rendit les lots inaliénables, mais cette mesure ne donnait pas aux paysans les moyens financiers et techniques qui leur eussent permis de vivre de leur production.

Les révoltes paysannes de 1905 provoquèrent une réforme agraire : l'ukase du 6 mars 1906 permit à chaque paysan de quitter le Mir après avoir reçu sa part collective de terres. A cette date 52 % **des paysans vivaient sans terres et sans outillage.**

Une loi de 1910 exigea le passage à la propriété privée dans les Mirs ou n'avaient pas eu lieu de partage depuis 1887.

Sur 10.400.000 familles vivant en communautés en 1904, 4.160.000 étaient passées à la propriété privée en 1916. Les paysans pauvres ne pouvaient racheter les terres. Ils cédaient leurs droits aux « Mangeurs de Mir » qui formaient une bourgeoisie rurale.

Il faut donc admettre que, lorsqu'éclata la révolution, en 1917, le Mir était en voie de désintégration, vaincu par la pauvreté générale des paysans, les charges fiscales et le manque d'instruction de ses membres. Il eut fallu, pour maintenir sa structure et la développer — ce qui eût été facile vu l'esprit d'entraide des moujiks — que la révolution mette à sa disposition tous les progrès techniques dont elle était capable.

Il faut noter que parallèlement au Mir, les ouvriers, depuis le Moyen-Age s'organisaient en « artels ».

L'artel était une entreprise coopérative formée entre quelques dizaines d'ouvriers du bâtiment, de la menuiserie, de la pêche, de la chasse, etc...

Ils entreprenaient des travaux, se louaient collectivement, partageaient également les bénéfices de leurs travaux.

On voit donc qu'à tous les stades, paysans et ouvriers pratiquaient largement l'entraide, et souvent le communisme.

On peut dire que ce fut le caractère dominant de la race slave, ce qui ne se rencontrait nulle part en Europe.

Si le Monstre américain dut son succès au fait qu'il put se développer et grandir dans un pays vierge et presque désert, ne rencontrant ainsi aucun obstacle à ses initiatives, le Monstre Russe, rajeuni par le souffle révolutionnaire, pouvait espérer vaincre tous les obstacles intérieurs grâce à des structures économiques millénaires dont l'usage avait favorisé l'évolution des esprits vers des formes communautaires et communistes.

On sait que Marx considérait que les conditions d'édification du socialisme exigeaient un niveau très élevé des forces productrices, et que, par conséquent, la révolution ne pouvait éclater qu'en des Etats à maturité industrielle très développée.

C'est exactement le contraire qui se produisit en Russie, sur un terrain social, intellectuellement et techniquement arriéré, mais aux prédispositions communistes profondes, quand éclata la révolution de 1917.

L'IMMIGRATION REVOLUTIONNAIRE.

La tyrannie moscovite et séculaire, par sa brutalité et sa corruption marquait douloureusement les intelligences et les révoltait. La déportation, l'exil, devinrent des foyers révolutionnaires intenses où mûrissaient les esprits et les cœurs.

L'émigration forgeait ses plans, les alignant sur les théories socialistes de l'Occident. La tendance politique prédominait, c'est-à-dire que, sauf les anarchistes, les socialistes des autres tendances étaient partisans de la conquête de l'Etat, de ce monstre dont le peuple russe avait tant souffert, mais qu'ils prétendaient régénérer en le conservant, voire en le fortifiant. Les révoltes paysannes de 1905 s'étaient déroulées au cri de « Toute la terre russe au peuple russe ! », ce qui était fort vague...

Les socialistes russes reprirent ce mot d'ordre en 1917 : « La terre aux paysans ! », et lancèrent le décret du 26 octobre 1917 :

Art. 6. — Le droit de jouissance de la terre est accordé à tous les citoyens sans distinction de sexe qui désirent travailler eux-mêmes la terre avec leur famille ou en association, et seulement dans la mesure où ils ont la force de la travailler. Le travail salarié est interdit.

Art. 7. — Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres, c'est-à-dire, que la terre est répartie entre les travailleurs suivant les conditions locales. Les formes de jouissance de la terre doivent être absolument libres, par maison; par métairie, par artels, par commune ».

Que devient le Mir ?

Les socialistes, par cet appel ont réalisé l'instinct d'appropriation des paysans sans terres. Les bolchevistes soutiennent cette action : « D'abord avec l'ensemble des paysans contre la monarchie et les survivances féodales tant que la révolution reste une révolution démocratique bourgeoise. Ensuite, avec les paysans pauvres, avec le semi-prolétariat, avec tous les exploités contre le capitalisme, contre les paysans riches, les koulaks, les usuriers : en même temps, la révolution devient une révolution prolétarienne. »

La première phase révolutionnaire s'accomplit donc selon la doctrine bolcheviste par la consécration **de la démocratie bourgeoise capitaliste.**

Ce qui détermine une extermination de tous ceux qui prétendent passer outre en supprimant le droit de propriété. » **(Extrait des œuvres de Lénine.)**

En 1917, les paysans pauvres et moyens occupaient 60 millions d'hectares, les koulaks 40 millions.

Les propriétés individuelles s'étaient élargies et multipliées.

En 1927, les paysans pauvres et moyens occupent 136 millions d'hectares; les koulaks : quatre millions.

Le petit propriétaire ou petit exploitant sur les Mirs est donc devenu l'élément dominant : un **élément capitaliste.**

Et quand des millions de paysans ont été installés dans cette fausse sécurité économique. « **car on n'avait pas prévu l'équipement de ces exploitations** », la science marxiste-léniniste entreprend leur expropriation.

Une répression atroce se déchaîne, Yvan le terrible, l'Ours moscovite, réapparait dans toute sa brutalité.

Des millions de paysans périront pour n'avoir pas compris la stratégie de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, la dictature d'un parti ! A la fin de cette première étape, l'économie rurale de la Russie se compose de 24 millions de petites exploitations. Elles ne peuvent ni prospérer, ni relever leur production, « car le lien communautaire » a été brisé par la stratégie politique. Les **villes sont affamées.** Les paysans n'ont plus confiance dans la révolution...

L'histoire s'étonnera un jour que les bolchevistes ne se soient pas servis du Mir comme base de la révolution paysanne. Le Mir, avec ses traditions était une économie fédéraliste, jalouse de son autonomie, fière de son indépendance : elle eut gêné, rendu sans doute impossible la dictature d'un parti, mais la liberté sera toujours à ce prix...

La force d'un gouvernement est dans la concentration des pouvoirs. Lénine l'avait exprimé avec force : « La masse travailleuse n'est que la porteuse d'instinct de révolte d'une énergie révolutionnaire. De par sa nature même elle est incapable d'un rôle organisateur, créateur. Elle n'est pas capable de créer la forme de la révolution, ni celle de la société future. Cette dernière tâche incombe au groupe révolutionnaire éclairé, s'étant consacré à l'idée de la révolution. Par conséquent le premier devoir du parti révolutionnaire est celui d'établir son hégémonie entière sur la masse. Cette hégémonie n'est possible qu'à la condition que le parti lui-même soit construit sur le principe de la centralisation le plus sévère ».

Dans ces conditions, l'avenir et le bonheur des paysans étaient sacrifiés à la victoire du parti, à la conquête de l'Etat.

La deuxième étape marque l'effort des soviets pour ravitailler les villes. On organise la collectivisation des terres après avoir célébré les splendeurs de l'appropriation du sol !

Les comités de paysans pauvres sont peu à peu dépouillés de leurs attributions au profit du soviet local qui n'est que le fonctionnaire du Parti. Kolkhoses et Kovkhoses se développent trop lentement : la dictature déclare la collectivisation forcée.

Répression sauvage, déportation de millions d'hommes : la terreur !

Puis, la dictature lâchait du lest, et lançait à la paysannerie son fameux encourageemnt : « Enrichissez-vous ! »

C'était le triomphe de la « valeur financière », le retour aux accaparements capitalites... Et les villes avaient pu calmer leur faim par une dégradation des tactiques bolchevistes.

Le bolchevisme avait enseigné aux paysans pauvres que de la fortune des paysans moyens et koulaks dépendait le sort de la révolution affamée... Comment ceux à qui on avait lancé cet encouragement « Enrichissez-vous ! » pouvaient-ils accepter leur expropriation ?...

Aussi les rendements des Kolkhoses s'avèrent déficitaires. Staline promulgue un décret par lequel nul ne peut être obligé d'adhérer au Kolkhose. Mais ceux qui quittent le Kolkhose ne récupèrent pas le bétail qu'ils y avaient apporté, et rebâtir une économie agricole quand on est sans ressources est une entreprise difficile... L'appropriation devient un leurre...

Alors, la rage au cœur, ils retourneront « volontairement ». Par la suite, l'économie rurale se stabilisera pour accroître sa production avec des alternatives diverses qui prolongeront le chaos organisationnel.

Kroutchev, devenu le chef incontesté d'une nouvelle évolution préconise la socialisation volontaire, consentie. C'est une concession qui ne peut ressusciter les millions de morts victimes de la dictature, ni effacer les souffrances du peuple russe.

Au fond, dans cette évolution chaotique il faut considérer deux éléments : le facteur héréditaire et le système politique.

Il suffit d'étudier l'histoire russe pour s'apercevoir que la brutalité de cette dictature, dans son principe comme dans son application, n'était qu'une résurrection du terrorisme moscovite ancestral. Il est très difficile, à qui n'a pas tenté de triompher de ses instincts ataviques, de se soustraire à des dépôts barbares séculaires : le Monstre reste toujours agissant.

Les émigrants européens en Amérique se réclamaient d'une puissance abstraite : Dieu. C'était naïf, simple et sans conséquence sur la poursuite de leurs efforts. Mais la bible marxiste assaisonnée d'implacabilité bolcheviste, devenait une loi qui effaçait toutes les autres, écartait toutes les sensibilités, écrasait toutes les aspirations les plus saines **au bénéfice de la prise du pouvoir par un parti,** ce qui dégénera, fatalement, en l'exercice de la dictature par une équipe ou par un dictateur..

Sacrifier les possibilités économiques latentes à la conquête foudroyante de l'Etat, c'est provoquer, dès le départ, et sans l'avoir désiré, la régression inévitable de la révolution.

« Toute révolution politique se réalise au détriment de l'essor économique à qui elle entend imposer sa structure et son parasitisme ».

Vouloir bâtir une économie communiste par la conquête de l'Etat est un défi au bon sens. La prise du pouvoir politique est un acte de conservation sociale, parce qu'il concentre le pouvoir en l'exaspérant.

Vouloir abolir le capitalisme privé par administration étatiste, « c'est en concentrer toutes les valeurs dans une seule Banque : « le capitalisme d'Etat ».

Le Monstre n'est pas détruit : ses forces sont centuplées.

Si le Monstre américain écrase le monde du poids de ses dollars, afin de l'asservir à ses banques, le Monstre Russe tend fraternellement sa patte à ceux qui acceptent la dictature de ses griffes.

La révolution espagnole eut pu triompher, mais son esprit libertaire, son respect de la liberté individuelle étaient absolument inconcevable dans le catéchisme bolcheviste... La Passionaria a attendu 25 ans pour reconnaître que le Monstre Russe avait étouffé la révolution espagnole !

La Fédération nationale des Etudiants français sonnant le rassemblement de tous contre la colonisation et la guerre algérienne fut un acte hautement humain et révolutionnaire en faveur de la libération d'un peuple; mais le parti bolcheviste refusa de s'y associer parce qu'il ne soutient que les actions qui lui sont soumises...

La philosophie du bolchevisme est celle de l'Eglise aux temps de l'Inquisition : me subir ou je t'écrase... Elle évolue, peut-être... mais trop tard...

Certes, le monstre bolcheviste, tout comme le monstre américain est une force. L'une écrase, l'autre pourrit..., mais comme la force exerce toujours un ascendant sur les masses, ne nous étonnons pas de leur prestige réciproque.

L'évolution aura-t-elle raison de leurs impérialismes ?

OUI, si la peur de la guerre désarme leurs ambitions, et si des hommes clairvoyants et résolus coordonnent leurs bonnes volontés et leurs moyens pour orienter les peuples vers des conceptions économiques sacrifiant « le Profit » à la satisfaction des besoins.

Oui, si malgré la religiosité politique des masses nous arrivons à leur faire comprendre que là ou l'Etat n'est pas aboli, les forces économiques lui restent soumises, et qu'il ne saurait alors être question d'assurer la sécurité et la Paix sociale.

On n'apprivoise pas les monstres, on les chasse, car le monde n'est pas plus « libre » sous la griffe de l'Ours que sous l'écrasement du Dollar.

La dictature bolcheviste impose à son peuple une inégalité de conditions qui fait les Etats « forts » et rend la liberté individuelle illusoire.

Sur le plan extérieur, elle encourage les révolutions qui subissent son impérialisme, et abandonne celles qui s'y dérobent quand elle ne les écrase...

L'analogie est grande entre les deux monstres...

La libre Amérique, par un essor prodigieusement rapide a réalisé autour du dollar, une fièvre d'espérance qui permet à cet Etat de maintenir une inégalité de conditions qui favorise les privilèges.

Sur le plan extérieur, les Etats-Unis soutiennent les Etats à capitalisme privé sur lesquels ils peuvent déverser leurs produits et leurs armements : **c'est la colonisation financière.**

La liberté américaine forge des chaînes dans l'espoir de stopper par l'évolution irrésistible des peuples vers le socialisme.

Les deux monstres rivalisent d'adresse, de ruse, mais ils sont, par le monde, les deux forces les moins dissemblables, car, chez les deux, : la Force prime le Droit. *(A suivre)*

(1) Voir « C. S. » n° 167.

LES CONDITIONS D'UNE REPUBLIQUE ACCEPTABLE

(SUITE)

(Voir « C. S. » nos 164 à 167.)

« L'argent n'est pas seulement le nerf de la guerre ; il est aussi, le ferment de tous les crimes ! »

IL FAUT SUPPRIMER L'ARGENT !

Nul doute qu'il sera difficile de convaincre la majorité des humains de la nécessité d'abandonner ce séculaire moyen d'échangeabilité. Pourtant, il convient de considérer les maux inhérents à cette pratique.

Toutes les monstruosités naissent souvent, *du désir de posséder ce vil papier !*

LE BANDITISME :

Le banditisme sous toutes ses formes n'a jamais eu d'autre objet. Quelles que soient les raisons qui déterminèrent l'organisation des bandes, soit pour détrousser les passants ou faire irruption dans les châteaux, ces crimes ont toujours pour objectif la possession de l'argent.

L'argent a ce pouvoir magique de procurer toutes les satisfactions sans effort ni justification d'origine, dans l'immédiat surtout, si l'on a pavillon sur rue. Dès lors, on ne peut s'étonner des moyens légaux ou extra-légaux qu'employent ceux qui aspirent à le posséder. Et la pègre a de tout temps observé que le moyen le plus sûr d'en avoir était de s'attaquer aux détenteurs de fortunes ou là où ils entreposaient ce césame universel ; c'est pour ce motif qu'elle a laissé le travail à ceux qui veulent rester honnête en crevant de faim. Malgré cette lamentable expérience, aucune législation n'a été capable de « moraliser » la teneur monétaire. Bien au contraire, plus les sociétés vieillissent, plus le banditisme prend de l'extension et aussi plus ses adeptes sombrent dans l'égoïsme sordide. Cartouche et Mandrin sont des figures sympathiques en comparaison de nos gangsters modernes. La petite histoire nous montre ces deux malandrins sous les traits joviaux de justiciers, reprenant aux nobles (?) le fruit de leur insupportable prélèvement, pour le rendre en partie aux malheureux serfs qui avaient été contraints de s'exécuter. Tandis qu'aujourd'hui, nos brigands se soucient peu des impositions faites aux pauvres, ce qui compte pour eux c'est la grande vie. L'argent n'a pas d'odeur dit le proverbe, mais pour ces grands bourgeois de la casse, ils lui en donnent une, celle qu'ils partagent avec les puissants seigneurs officiels de l'industrie et de la politique. Farniente, whisky et pépés à gogo !

L'AMORALISME : MENDICITE, ORGUEIL ET EXPLOITATION.

Il n'y a hélas, pas que la pègre qui incite à souhaiter la disparition de l'argent. Combien d'hommes nous seraient infiniment plus respectables si ces viles figurines n'existaient pas. Voyez ce vieux mendiant tendre la main, il a perdu toute dignité, sa morale c'est de se vautrer dans l'abjection pour quelques sous. Voyez ces autres courir à l'annonce du décès d'un parent, se battre autour du cadavre à peine froid, pour le partage, et ces autres hypocrites qui s'intéressent à la santé de l'oncle ou de la tante à héritage en souhaitant en être bientôt débarrassés, quand ils n'aident pas le destin.

Voyez aussi, ce dégingandé parce qu'il a un diplôme et est un peu mieux payé que son voisin. Ce ridicule basset promène sa suffisance tout en tirant le diable par la queue comme les copains. Mais, de tous ces drames, le plus sordide provoqué par l'argent, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme ! Celle-ci se présente sous différents aspects. Depuis le praticien immonde qui refuse d'opérer un malade sous prétexte qu'il n'a pas d'argent et qui préfère endeuiller toute une famille plutôt que d'exercer son art pour sauver un être humain, jusqu'au patronat affameur. En matière d'exploitation capitaliste l'argent constitue le plus infame agent de dégradation humaine ; c'est là que réside l'ignominieuse école de tout ce qu'il est possible d'imaginer dans l'abjection. Le principe essentiel repose sur la hiérarchie des postes et des salaires, mais là ne s'arrête pas l'infection. Afin d'obliger chacun des échelons de la hiérarchie à faire pression sur l'autre, il est alloué une prime à la production, progressive selon les émoluments et, naturellement, selon les normes de production, et aussi, soumises aux bénéfices généraux de l'entreprise.

Ces primes représentent une double soupape de sûreté ; d'une part elles assurent une production toujours en harmonie et de l'autre elles limitent les salaires des travailleurs. Car, pour conserver ou accroitre leurs primes, les différents échelons cadres font peser sur le travailleur l'obligation de produire d'avantage en même temps que dans les consultations faites au sein des Conseils d'Administration, ils s'opposent à tout relèvement des salaires, craignant de voir leurs primes réduites. Ainsi fait, l'intérêt l'emporte sur toute considération humaine, ajoutez à cela l'orgueil de notre basset ci-dessus, et le compte y sera. Il ne faut pas le dissimuler, mais si le confort d'un individu est toujours proportionnel à ses ressources, de même son désir de plus de bien-être finit par subroger toute moralité.

L'ARGENT, FACTEUR D'IMMOBILISME SOCIAL :

A côté des monstruosités citées ci-dessus, il faut ajouter le rôle rétorsif de l'argent à l'encontre du développement rationnel du progrès.

Faut-il construire une route ou autre œuvre d'art utile à la satisfaction des besoins manifestés par les collectivités. Aussitôt, l'argent entre en lice. Pas d'argent on ne construit pas. Imaginons un dialogue :

« Le sage, il faut construire un pont. — R. Il n'y a pas d'argent ! Soit, mais c'est indispensable, les matériaux sont là, la main-d'œuvre ne manque pas, que vient faire votre papier ? R. — S'il n'a a pas d'argent on ne peut construire. Bon, alors fabriquez-en ! R. — Pardon, il ne s'agit pas de cela. ? ? ? — L'argent existe, il est le monopole de ceux qui le possèdent, il leur appartient et eux seuls peuvent décider de cette réalisation. Admettons, dans quelle mesure ceux qui le détiennent consentiront-ils à le donner ? R. — Vous êtes fou ? L'argent est une matière qui est valorisable par sa rentabilité, sinon à quoi servirait-il d'en avoir ? Enfin, c'est ridicule, il faut un ouvrage d'art, sa construction est utile et profitable à tous les citoyens, chacun apporte son effort pour cette réalisation, pourquoi faut-il que M. Untel exige un loyer pour son apport alors qu'il bénéficiera des mêmes avantages que l'ouvrier qui aura travaillé à l'installation. Enfin, s'il est impossible de faire autrement, faites payer à cet individu un droit de passage. R. — Soyez conséquent, il faudrait mettre un bureau à chaque entrée du pont, c'est impossible, et puis, M. Untel est contribuable et à ce titre, il paie des impôts, on ne peut décemment pas le faire payer deux fois ! Mais c'est un langage de sourd que vous me tenez là ! Comment ? M. Untel prête de l'argent, en tire rentabilité, passe sur le pont sans bourse déliée et sous prétexte qu'il paie ses impôts est à égalité de droit avec l'ouvrier qui en est l'artisan et qui, lui, paie aussi ses impôts, c'est un peu fort !... Dites-moi, cher ratiocineur, cet ouvrage jeté sur un fleuve est-il à la charge exclusive de ses riverains ou bien à celle de la nation toute entière ? R. — De même que le prêteur peut habiter loin de cette œuvre, le contribuable doit en assurer le remboursement où que soit le lieu de sa résidence. De mieux en mieux, mais me direz-vous jusqu'à quelle époque votre prêteur touche-t'il ses intérêts et quand est-il remboursé ? R. — Celà dépend de lui seul, tant qu'il n'en demande pas le remboursement, il continue à percevoir des intérêts, il peut même transmettre par voie d'héritage ses coupons à ses enfants, etc... Bravo ! puisque vous êtes si aimable, veuillez me dire si l'ouvrier qui a participé à cette construction a lui aussi des coupons d'intérêts à faire valoir et transmissibles à sa descendance ? R. — Vous débarquez mon cher ! Non ! l'ouvrier n'a contribué qu'à boiser ou mettre pierre sur pierre, il a donc reçu pour cela un salaire, donc les intérêts lui ont été payés..., en réméré, si vous le permettez ? Vous pouvez tout dire mais il n'en est pas moins aberrant qu'un citoyen habitant à 300 ou 1.000 kilomètres paie toute sa vie des impôts pour un pont qu'il n'a jamais traversé et qu'il ne connaîtra peut-être jamais tandis qu'un autre encaisse des intérêts jusqu'à perpette et qu'il peut le traverser quand ça lui chaut ; pour la seule raison d'avoir prêté de l'argent. Et voilà où nous en sommes avec cette invention diabolique millénaire.

Cependant, il faut bien reconnaître que nos maîtres ne sont pas toujours aussi tatillons pour libérer le pactole. Et même pour violer eux-même la sacro-sainteté de l'argent. Poincaré n'a pas hésité à mettre le franc à quatre sous, et sous le règne de l'homme du 13 mai 58, le pontife l'a revalorisé à 20 sous en l'amputant de 16 % avant son entrée en scène. En fait, l'argent n'est qu'un moyen d'oppression interne, il permet de couillonner le bon populo, qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez et qui marche allègrement pour la plus grande joie des auteurs de cette farce burlesque.

La machine à tirer les billets de banque fonctionne jour et nuit pour assumer les responsabilités du pouvoir et ces billets s'inscrivent sur le livre de la dette publique. Qu'un conflit éclate, qu'il faille couvrir de suite des centaines de milliards, une signature et hop les milliards sortent mais qu'il faille 300 millions pour assurer le bien-être des quelques millions de familiques, alors les caisses sont vides. Etant donné les conditions économiques, il est impossible de faire supporter aux contribuables de nouveaux impôts qui risqueraient de troubler un climat social trop obscurci. Mais, le lendemain de cette promesse, on parle d'augmenter les allumettes, le tabac, le prix des transports, etc...

Allons, citoyen le plus intelligent de la terre, réfléchis un peu devant ces contradictions qui s'étalent impunément pour mieux te narguer, te classer parmi les plus idiots, vois tous les crimes, les trahisons qu'engendre ce vil papier et dis-moi en toute sincérité, si vraiment, ce ne sont pas là des motifs suffisants pour supprimer l'argent ?

Je sais, tu vas me demander par quoi le remplacer. Par ton intelligence d'abord...

Camille ANDRES.

(A suivre.)

La crise agraire

(Suite de la page 2.)

cience économique » qui doit déterminer la revanche de l'Esprit, le triomphe des besoins et l'avènement de la Liberté.

P. S. — Nous avons choisi une commune essentiellement agricole, mais son système d'administration vaut pour la commune mixte, c'est-à-dire : agrico-industrielle; pour la cité industrielle de même, c'est-à-dire que ici ou là, le noyau administratif est : l'Union syndicalo-coopérative, soit : Production + consommation.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 48 nos 8,50 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

A. I. T. A. I. T.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e)

PROLETAIRES, ON SE FOUT... DE VOUS

La Ve République administre la preuve qu'elle ne peut faire mieux que les précédentes; cela n'est pas une référence.

Elle a, comme les autres, ses petits et... grands scandales.

Le nombre des sans-logis augmente chaque jour.

Votre pouvoir d'achat diminue, lentement mais sûrement.

Sous le signe de la Liberté, la Loi est appliquée par les flics, à coup de matraque et de grenades lacrimogènes.

En Algérie, le dernier quart d'heure n'a pas progressé d'une seconde depuis l'an passé. Ceux qui se battent à Paris ou au Caire ont le temps. « La négociation sera longue et difficile », « La guerre continue »; ce n'est pas nous qui le disons !

A. France avait raison d'affirmer : « On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels ». S'il n'y avait plus de pétrole au Sahara, la guerre serait terminée en 8 jours.

Avec une parodie de référendum ou d'élection, un soupçon de « Prestige », une pointe de « Grandeur », corsés de quelques flonflons de « Marseillaise », on vous fait tout gober.

AVEC NOUS, IL VOUS FAUT REAGIR !

Les mystificateurs de tout poil : Politiciens, curés, responsables syndicaux réformistes et autres beaux parleurs qui vous promettent tout... pour plus tard, doivent être neutralisés.

LA C. N. T.

estime que tant que le profit subsistera il y aura des guerres. Pour qu'elles disparaissent, et que puisse être fondée une société à la mesure de l'homme, il faut éliminer le SYSTEME CAPITALISTE cause de tout le mal.

Elle considère aussi que la satisfaction des besoins essentiels de tous est, depuis longtemps déjà, réalisable. Les moyens d'y parvenir vous seront indiqués dans son organe confédéral

« LE COMBAT SYNDICALISTE »

et au cours des meetings qu'elle organise à l'occasion du

PREMIER MAI

Soyez tous présents.

1er MAI 1961

RIEN A SIGNALER

(Suite de la page 1.)

démontrer le contraire. Impensable, aussi, que la collaboration avec nos ennemis de classe puisse nous mener où nous voulons aller : « Collaborer, c'est capituler » ; le travail à la tâche, les primes, les heures supplémentaires, l'association capital-travail, les comités d'entreprises, etc... ne peuvent contribuer qu'à nous forger chaque jour de nouvelles chaînes. Alors ?

Etant donné que toutes les théories subtiles, préconisées par certains mystificateurs, se sont révélées sans valeur, et que rien de neuf ne s'affirme efficace, au risque d'être une fois de plus catalogués comme fossiles, il nous faut bien accorder crédit à celles dont nous avons toujours recommandé l'adoption. Elles n'ont jamais été dépassées, infirmées, expérimentées et ont échappé jusqu'ici à toute critique sérieuse.

Croire aux possibilités du système capitaliste pour assurer des conditions de vie harmonieuses à l'humanité, manque de sérieux. Tous ceux qui pensent sainement, en toute indépendance, sont d'accord sur ce point. Il faut donc en changer et substituer au régime du profit un autre, basé sur LA REPARTITION D'UNE PRODUCTION JUSTIFIEE PAR SA NECESSITE, avec « prise au tas » de tous les éléments de vie indispensables.

Oui, direz-vous ! Théoriquement la chose est belle. Mais, comment abattre « le mur d'argent » ? Pratiquement, c'est irréalisable !

Ce n'est pas du tout certain.

En effet, si nous étudions les méthodes des bourgeois capitalistes, possesseurs de références puisqu'ils ont mené à bonne fin plusieurs révolutions, il faut bien reconnaître que de larges espoirs nous sont permis en pratiquant comme eux, qui n'hésitent pas à recourir aux actions efficaces. Portant les yeux ailleurs, nous constatons exactement la même chose : SEULE L'ACTION DIRECTE PAIE !

Ne craignez rien; nous n'allons pas vous inciter à faire exploser un peu partout des charges de plastic, bien que cela fasse : Boum ! et crée un climat; car si certains des nôtres étaient pris, ils ne bénéficieraient pas de l'impunité dont jouissent ceux d'en face. Pas question non plus, de descendre dans la rue, lance-pierres en main, pour nous mesurer avec les mitraillettes des flics; les jeux seraient faits d'avance. Mais il y a mille façons de pratiquer l'action directe, parfois même dans la légalité. C'est là que réside notre force. La grève générale illimitée, INTERNATIONALE, entre autres, demeure et restera encore longtemps une arme irrésistible. A la condition que nous n'agissions pas en « minus habens », tels les cheminots et autres transporteurs des pays limitrophes — Français compris — lors des dernières grèves de Belgique.

Il serait puéril de développer ici les méthodes susceptibles d'être utilisés pour mettre par terre le système exécré, mais nous affirmons que l'action révolutionnaire se fait partout : Chez soi, dans la rue, dans l'entreprise surtout, à Paris, à Barcelone, à Rome, etc... Il faut en effet couper toutes les tentacules de l'hydre pour en venir à bout, pour qu'elle disparaisse définitivement.

Pouvons-nous actuellement évoquer le souvenir de tous les révolutionnaires authentiques, depuis Spartacus, en passant par les Martyrs de Chicago, jusqu'à Francisco Sabater, dernier en date, sans éprouver une certaine gêne ?

Bien peu pourraient répondre : Oui ! Car il ne suffit pas d'avoir été quelqu'un, il faut le rester.

Alors, après avoir accompli notre examen de conscience, faisons en sorte d'avoir quelque chose à signaler le 1er Mai 1962.

Raymond FAUCHOIS

Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui

(Suite de la page 1.)

Il réunit d'abord, et cela jusqu'au XXe siècle exclusivement les travailleurs les plus qualifiés.

En dehors de lui restent les masses souffrantes de femmes et d'enfants, rivés aux usines, sans aucune défense.

C'est très lentement, que le syndicat, d'abord illégal et masquant son activité, voire son existence, sous le nom de « Société Mutualiste » a conquis droit de cité et à fini par s'intégrer légalement dans la société industrialisée.

L'évolution du syndicalisme varie beaucoup d'une nation à l'autre, suivant les moments politiques ou sociaux de chaque pays.

Son style d'action aussi est fonction de la période, du progrès technique de l'époque, de l'évolution sociale du moment.

En France — tout d'abord, la coexistence du système corporatif et des artisans rend très difficile un développement syndical avant 1791 — de même en Grande-Bretagne avant 1815, en Allemagne et en Suède avant 1864.

Les coalitions ouvrières sont qualifiées « délits » par la loi « Le Chapelier » et le code Napoléon.

Les syndicats ne seront autorisés légalement en Grande-Bretagne qu'en 1825.

En France, les syndicats durent surtout se dissimuler pendant la période très difficile de 1849 à 1864.

A cette époque les espoirs ouvriers sont surtout orientés vers la conquête insurrectionnelle ou électorale de l'Etat. Néanmoins, sous la pression de la classe ouvrière, l'Etat se penche sur le sort des femmes et des enfants et intervient par des lois restrictives sur la durée de leur travail, mais cela n'améliore guère les conditions d'existence des masses laborieuses trop dispersées.

En Angleterre, l'Etat n'interviendra jamais en faveur de qui que ce soit.

Le prolétaire est toujours un sous-consommateur même lorsqu'il acquiert des droits politiques.

Une certaine fraction de la classe ouvrière est hostile au principe de la propriété, mais d'autres cherchent un enrichissement illusoire et une liberté plus réelle dans les associations coopératives de production, dites « Phalanstères ».

Les syndicats ne s'affirment comme une force montante que du jour où ils se concentrent, **légalisés ou non,** dans des « Fédérations ».

Alors, les buts sont proclamés : augmentation des salaires, réduction du temps de travail, amélioration des conditions, et, là où il n'existe pas, le suffrage universel (Hélas !).

L'arme essentielle devient la grève — par elle on obtient des limitations salaires, en vertu de ces mêmes lois, aux conditions abusives du travail.

En Grande-Bretagne, dès 1871, apparaissent les « Collective agreements » qui préfigurent les « Conventions collectives » qui verront le jour en France en 1936.

Par la suite le Syndicalisme prend conscience des réalités économiques et réalise en quoi consiste le mode capitaliste de production.

Une grande confédération groupe les fédérations, de syndicalistes révolutionnaires, pour donner l'assaut aux injustives capitalistes.

Les noms de Pelloutier, Griffuelhes, Latapie, Broutchoux, restent attachés à la période héroïque du syndicalisme révolutionnaire qui donne naissance à la Charte d'Amiens au congrès confédéral de 1906.

La fameuse résolution fut adoptée à l'issue de la confrontation de deux thèses en présence.

La première :

D'abord, les syndicalistes fidèles aux principes anarcho-syndicalistes de la Première internationale, anti-autoritaires, anti-étatistes, jaloux de l'indépendance du syndicalisme révolutionnaire ne remettant le soin de l'émancipation de la classe ouvrière à personne d'autre qu'aux travailleurs eux-mêmes, résolus et capables de faire l'effort nécessaire à leur libération sociale.

Puis les Guesdistes, défendant la thèse présentée par les syndicats textiles du Nord, c'est Renard, secrétaire de la Fédération qui l'expose :

« Pas d'antimilitarisme, ni d'antipatriotisme. Le syndicat ne doit que défendre les salaires, les conditions de vie des travailleurs », pour le reste il (le syndicat) doit marcher la main dans la main avec le parti socialiste qui défendra la législation sociale devant le parlement.

Le Congrès s'est prononcé pour l'autonomie du Syndicalisme, organisme de lutte quotidienne et de transformation sociale, les organisations confédérées n'ayant pas à se proccuper des partis politiques et des sectes, qui, en dehors et à côté peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

Le Congrès affirme : « La Confédération groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Le Congrès précise :

Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le Syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que : la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du Syndicalisme. Il prépare l'Emancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation du capitalisme.

Il préconise, comme moyen d'action, **LA GREVE GENERALE,** et il considère que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Bien sûr ! il n'est question, ni de la disparition de l'Etat, ni de l'Eglise, ni de l'armée, mais si seulement, le peuple ouvrier avait poursuivi sa tâche de suppression du salariat et du patronat; il eut bien fallu qu'il supprime le reste, y compris les parlementaires et la magistrature !

La Charte d'Amiens est-elle caduque ? Elle l'est sûrement si la classe ouvrière a perdu confiance dans le goût de la lutte, si elle ne pense qu'au cinéma. à la bagnole et à la télévision — voire au frigidaire qu'il faut payer à crédit avec les heures supplémentaire **à qui mieux mieux.**

Mais en se battant, on peut les avoir, ces bagnoles, ces frigidaires et les payer comptent. Alors, là ! **si on se bat,** la Charte d'Amiens n'est plus caduque, mais elle est tout de même périmée.

Elle est périmée par son insuffisance, parce qu'elle a oublié, par ce qu'elle n'a pas suffissament précisé, mais qui se trouve aujourd'hui largement défini dans la « **charte du syndicalisme révolutionnaire** dite Charte de Paris, adoptée au Congrès constitutif de la C.N.T., décembre 1946, **en opposition** : avec le syndicalisme réformiste, avec le syndicalisme politisé, **contre l'imposture des lois sociales,** la Charte de Paris affirme :

« Que les effort du prolétariat doivent tendre, non seulement à renverser le régime capitaliste, mais encore à rendre impossible la prise du pouvoir et son exercice par tous les **partis** politiques.

La Confédération Nationale du Travail s'affirme comme la force active qui doit permettre à tous les travailleurs de défendre leurs intérêts **immédiats** et **futurs, matériels** et **moraux.**

Vouloir préparer sans délai les cadres complets de la vie sociale et économiques de demain.

Syndicalisme révolutionnaire, basé sur la lutte de classe, adhérent à une internationale qui admet **l'autonomie complète, l'indépendance absolue** du syndicalisme dans l'administration, la propagande, la préparation de l'action, dans l'étude des moyens d'organisation et de lutte future et dans l'action elle-même.

Pour réaliser pourquoi il faut lutter contre l'asservissement du mouvement ouvrier aux exigences des partis dits « Ouvriers », il suffit de considérer l'action récente des Syndicats belges en grève, ils durent employer l'action directe pour faire la preuve que seuls des syndicats libres peuvent tenir tête aux pouvoirs établis.

Leurs élus socialistes, au pied du mur, furent mis en demeure de faire leur devoir par le leader des grévistes, André Renard, ils refusèrent. La cause est encore une fois entendue : les parlementaires ne sont pas des hommes, ce sont des politiciens !

Aujourd'hui, après deux guerres mondiales et une libération soi-disant révolutionnaire, la classe ouvrière française connaît un profond malaise, les nationalisations pratiquées à la libération ont surtout été profitables à la bourgeoisie, de tous les problèmes posés, aucun n'a été résolu au profit du prolétariat.

Tous les soi-disant avantages découlant des lois dites « Sociales » sont imputées intégralement sur les les travailleurs sont devenus dépendants des fonctionnaires.

Le travailleurs ne devrait conférer à personne le soin de défendre ses droits et sa dignité.

Les comités d'entreprise, soi-disant conquête de 1945, ont, par leur fonctionnement néfaste, consolidé l'autorité des patrons.

L'acceptation par les travailleurs de la hiérarchie des salaires, des trop nombreuses catégories de rémunérations, a encore accentué la division des prolétaires.

Le procédé patronal très adroit qui consiste à occuper l'activité des militants à se pencher sur les détails d'administrations des œuvres des comités d'entreprises, des clubs sportifs des entreprises qui contribueront à leur publicité commerciale, etc... constitue une sérieuse amputation de la dignité du militant, aboutit en fait à la diminution, pour ne pas dire à la disparition pratique de la lutte de classe.

Ceci, qui ressemble à de la collaboration de classe, engendre en partie la résignation de la classe laborieuse.

Cest là un pourrissement moral dû à l'action avilissante du réformisme syndical.

Nous entendons par réformisme, toute action qui, contribuant : à amputer la liberté morale du travailleur, abolit son esprit de précision dans la lutte sociale; et par cela même, affermit l'autorité et le pouvoir patronal.

De même, nous comprenons comme d'essence, d'intention révolutionnaire, toute action, qui, en arrachant par la lutte, un avantage **réel, profitable aux ouvriers, même en un seul lieu,** contribue à désarmer, à démoraliser le patronat, par exemple : les congés payés.

Actuellement, nous pouvons, **l'un après l'autre,** acheter beaucoup d'objets à crédit.

Mais le loyer, le pain, le beefteack, les pommes de terre, **tout ce qui est indispensable à la vie, nous devons le payer comptant.**

Le patron, lui, nous consent un salaire de plus en plus différé, parce que comportant une grande partie de bonis, de primes, de soi-disant participation aux bénéfices, toutes choses qui, demandant un délai nécessaire à leur calcul, sont payées plus tard que le salaire de base, ce qui fait que la plus grande partie du salaire est réglée à crédit, parfois avec trois mois de retard — c'est encore là une restriction à notre liberté économique, qui affecte la nature d'une peau de chagrin.

C'est encore une conquête du réformisme.

◆

Les journaux nous informent, au compte-goutte, des derniers scandales de la Ve République, mais ne croyez-vous pas que le véritable scandale, au sens humain, **c'est le régime capitaliste, avec tout ce qui gravite autour ?**

◆

UN DERNIER MOT

Le Premier Mai est la fête (dit-on) du travail. Bon !, alors vive les travailleurs; dont l'émancipation doit se faire par eux-mêmes, **s'ils le veulent ? Mais s'ils le veulent, ils le peuvent !** Mais, même le 1er Mai, le travailleur est obligé de manger, il est donc consommateur; pourquoi donc ne penserions-nous pas aussi en consommateurs ? Et pourquoi les consommateurs ne seraient-ils pas révolutionnaires ?

DUMONT

Au fil des jours

(Suite de la page 3.)

les quelques premiers jours, avec un tel zèle que ce malin spéculateur se répandit en pleine euphorie. Hélas... pour lui, le réveil fut désastreux, ces exploités se mirent en grève et malgré cacahuètes et bananes offertes à gogo, les anthropoïdes, non seulement refusèrent de reprendre le turbin, mais encore démolirent les machines. Il fallut faire appel à la... flicaille (des hommes) pour faire entrer dans des cages ces capricieux animaux.

Moralité : Un singe est moins couillon qu'un homme !

CHERCHEZ LE MAITRE

M. Villiers, président du syndicat du grand patronat français, dans un communiqué à la presse, déclarait : « Que les salaires ne pouvaient être relevés, pour 1961 au-delà de 4 %, faute de quoi il serait impossible de maintenir la concurrence avec les industries du Marché commun qui pratiquaient déjà des prix concurrentiels très compétitifs ».

Un certain Debré, Premier ministre, déclarait quelques jours plus tard, dans une lettre au patronat français : « Que l'augmentation des salaires entraînerait une diminution de la production et ne tarderait pas à se traduire par un accroissement du chômage, puisque les prix concurrentiels pratiqués par les industries étrangères mettraient nos exportations au-dessus des cours prévus dans le cadre du Marché commun ».

SIMPLE SUGGESTION

A la veille du 1er mai 1961, pourquoi ne réfléchirions-nous pas à des moyens d'action, directe, indirecte, comme on veut. Exemple : tous les chefs d'Etats ou de Partis politiques, de même les grands richards, ont à leur service une garde particulière, nervis, gorilles, tous les qualificatifs que vous voudrez. Que font ces « aimables travailleurs (?) » tentez-en vous-même l'expérience, en portant la contradiction à MM. Mollet ou Thorez, dans l'une de leur réunion ! En résumé, un homme politique de marque, même en bleu de travail, qui se déplace, est accompagné d'armoires normandes. Je sais, si le pactole passe par les permanences de ces seigneurs, il omet consciencieusement de faire un petit crochet pour irriguer la caisse miniature de la C.N.T. et, c'est tant mieux ! Mais le manque d'argent devrait être, dans cette affaire, subsidiaire, car l'argent existe quelque part, il suffit d'avoir la main heureuse. Je n'ignore pas les dangers d'une telle institution, mais entre la peste et le choléra je me permets de choisir. Et puis, si l'on examine la croyance générale des travailleurs, on est bien obligé d'en déduire, que pour eux, les syndicats ne font rien, ils le disent et il faut en tenir compte ! C'est d'ailleurs ce qui m'a inspiré cette suggestion. Il ne me semble nullement déplacé, dans un régime qui offre tant de primes à la violence (voyez installations d'autochtones anciennement colonisés) qu'un syndicat possède un élément moralisateur, j'affirme que si la C.N.T. pouvait constituer cette juridiction de techniciens aucun travailleur ne pourrait être la victime du patronat affameur, aucun chef n'oserait commettre la moindre injustice, et nous voguerions vers une société harmonieuse puisque grâce à cet appui, les travailleurs prendraient conscience qu'ils sont des hommes et les patrons, secondés de toute leur valetaille, ayant fait la salutaire expérience de leur dicton, « Qui bien aime, bien chatie », s'uniraient dans une sublime réconciliation qui marquerait la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est une utopie, méfions-nous d'affirmer trop vite ! Néanmoins réfléchissons !

Le repasseur.

SYNDICALISME

(Suite de la page 1.)

le, et ceux-ci paraissent se rendre compte de la valeur de leurs arguments.

Fort bien, mais qu'ils ne se leurrent pas ; venu le moment où ils dépasseront une certaine limite, ils seront impitoyablement sacqués.

Non, véritablement, la solution n'est pas là. Elle est dans la formation, dans la constitution d'une centrale franchement anarcho-syndicaliste, qui s'affirme hautement révolutionnaire et qui n'hésite pas à répandre et à proclamer partout les idées et les résolutions des syndicalistes du siècle dernier.

Donc, que tous les anarchistes ou anarchisants, syndicalistes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes ou simplement syndicalistes anti-politiques s'unissent, se rassemblent au sein d'une organisation nouvelle, bien séparée de toute autre, libre de toute attache politique ou confessionnelle et décidée à combattre à tout prix le réformisme et le paternalisme partout où ils existent.

Mais est-il donc nécessaire de la créer de toute pièces, cette organisation, n'existe-t-elle déjà pas ?

Mais oui, bonne gens, elle existe, mais oui ! Beaucoup la connaissent, qui connaissent l'histoire du syndicalisme ; elle s'appelle l'Association Internationale des Travailleurs, l'A.I.T. Issue de la première Internationale, elle seule peut revendiquer, par ses principes et ses prises de positions, l'héritage du syndicalisme révolutionnaire et apolitique.

Elle existe, formée de l'association des diverses organisations nationales, dont la C.N.T. d'Espagne s'est, jusqu'ici, montrée la plus combative. Et existe aussi la C.N.T. française, affiliée à l'A.I.T., dont le siège se trouve rue de la Tour d'Auvergne, qui édite le « Combat Syndicaliste ». Tout ceci, volontairement ou non, l'auteur de l'article du « Monde Libertaire » paraît l'ignorer.

Qu'il le sache donc, et qu'il sache aussi, par la même occasion, que rien au monde ne pourrait empêcher les militants syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances de se grouper, de s'unir au sein de cette C.N.T., s'ils le désiraient vraiment. Et de lui donner la force et la vie intense qu'un pareil organisme devrait avoir, et qu'il n'a pas hélas, précisément à cause de son faible recrutement, et de son manque de moyens. Et surtout à cause de la dispersion et de la désaffectation de beaucoup de libertaires.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9e)

(1) 12 numéros : 3,40 NF. — 24 numéros : 6,70 NF.

IL N'EST PAS NECESSAIRE D'ALLER AU ZOO POUR VOIR DES SINGES; NOUS EN AVONS AUSSI AU PARLEMENT.

YOSIDA,
Premier ministre Japonais.

CAMARADE,
AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

JAMAIS AUCUNE GUERRE N'A RESOLU UN PROBLEME, MAIS TOUJOURS LE PEUPLE A PAYE

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE —

Le Gérant responsable : J. SORIANO

3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 169 — 0,30 NF — JUIN 1961

A BAS LA CALOTTE !

Notre numéro du Premier Mai était en cours de tirage quand la prise de position de nos responsables, face aux événements d'Algérie a été écrite le dimanche 23 avril. Elle devait être diffusée le plus largement possible.

Le spectaculaire dégonflement des promoteurs du putsch nous a évité cette peine.

Cependant, pour que soit connue de tous la position de la C.N.T., notre C. A. Confédérale a estimé nécessaire sa publication dans « LE COMBAT SYNDICALISTE ».

En voici, ci-dessous, le texte intégral :

GARDONS LA TÊTE FROIDE

On va nous tenter de nous refaire le coup de « l'Union Sacrée », comme en 14, comme le 1er février 1960.

Les serviteurs du fascisme, qui groupent tous les dirigeants des partis politiques, dits de « gauche », du « centre » et des organisations syndicales réformistes, s'y emploient avec zèle afin, disent-ils, de sauvegarder les **libertés démocratiques** menacées.

Avec de Gaulle, contre les **factieux d'Alger**, préconisent-ils, établissant ainsi une hiérarchie pour définir les moins mauvais, alors que de Gaulle nous administre la preuve depuis toujours qu'il est un réactionnaire intégral dont ne peuvent rien attendre ceux qui, comme nous, aspirent à la liberté et au bien-être.

On nous donne en un mot le choix entre la peste et le choléra.

De Gaulle, c'est un militaire. Nous ne pouvons rien attendre de constructif de ceux-ci Sous leur direction la situation du pays ne peut que continuer à se détériorer pour aboutir au pire des cataclysmes : la guerre à l'échelon mondial; finalité logique pour des individus ayant adopté le plus condamnable des métiers, celui des armes.

De Gaulle, c'est un calottin. On désigne sous ce vocable les plus dangereux partisans que l'Eglise utilise pour arriver à ses fins. Or, l'Eglise c'est la mystification, l'obscurantisme, la régression sociale, la cause de la plupart des maux dont l'humanité souffre depuis des dizaines de siècles.

De Gaulle, c'est un capitaliste qui, par ses attaches, est partie intégrante des fameuses **200 familles**, toujours d'actualité et plus nocives que jamais.

De Gaulle n'a dans sa bouche que les formules : **Grandeur de la France, Prestige de la France, Autorité de l'Etat** et nous ne savons que trop, pour l'avoir vécu, ce qu'a pu coûter au prolétariat la répétition de ces slogans... sans signification.

De Gaulle, en un mot, est **notre ennemi de classe**, comme les autres. Il nous a donné sa mesure et recourrait aux mêmes méthodes, que ses adversaires du moment, si le besoin s'en faisait sentir.

La C.N.T., pour de multiples raisons, se prononce donc contre les **ULTRAS**, mais aussi contre de Gaulle. L'Union Sacrée est un attrape-nigaud. Elle recommande à ses adhérents de ne pas s'y laisser prendre. Les anarcho-syndicalistes doivent poursuivre leur but sans dévier. Celui qu'ils visent ne passe pas plus par Moscou ou Washington que par des formes de gouvernements, soi-disant démocratiques ou libres, qui dans la réalité sont purement autoritaires.

Nos militants, par une propagande appropriée, doivent essayer de regrouper et d'augmenter leur forces et éviter de les disperser, en attendent de les faire intervenir, au moment que nous considérerons opportun, dans la lutte émancipatrice du prolétariat.

En marge des autres, amplifions donc notre action, sans nous laisser prendre aux appels trompeurs des **mystificateurs** qui serinent continuellement à nos oreilles le mythe de la **Patrie** qui n'a pour nous aucune signification, les anarcho-syndicalistes étant internationalistes.

Que tous ceux qui se réclament de notre bel idéal calment momentanément leurs généreux instincts. Qu'ils gardent leur vie, qu'ils ne la gaspillent pas. Elle est trop précieuse pour qu'ils puissent en faire don, inconsidérément, pour la défense des biens des industriels.

C. N. T.

REACTIONNAIRES

Il y a quelques jours de cela, causant avec un ami des récents évènements d'Algérie, je fus amené à lui dire, en conclusion : « On nous la baille belle avec ces généraux factieux et on emploie les grands mots : rebellion contre la nation, trahison et crime contre la Patrie. Balivernes que tout cela, il s'agit à peine d'un désaccord entre généraux, entre gens du même bord ; et ce serait plutôt risible, s'il n'y avait la guerre, la sale guerre. Au fond, vois-tu, ils sont tous d'accord pour la continuer, cette guerre, car politiquement, ce sont tous des réactionnaires ».

— Réactionnaires, m'a-t-il rétorqué, qu'est-ce que c'est que ça ? Ça ne signifie plus rien, c'est dépassé ; à qui fera-t-on croire qu'il y a encore des gens pour songer au rétablissement de la monarchie ?

— Tout beau, lui ai-je répondu, tout beau ! Des gens comme tu dis il y en a encore, quoique en infime minorité. Mais il ne s'agit plus de cela. Si le terme de réactionnaire a pu s'appliquer autrefois, pendant et après la Révolution par exemple, aux partisans de la monarchie, aux Royalistes, il est surtout employé, depuis un demi-siècle pour désigner ceux qui se dressent contre le progrès, contre les innovations, contre les mesures de libération et de bien-être prises dans les affaires politiques et sociales du pays. Tout ce qui est nouveau, tout ce qui heurte une certaine conception, une certaine façon de vivre considérée comme bonne par nos parents ou nos aïeux, suscite des réactions, et, par cela même des réactionnaires. Autrement dit, le réactionnaire se confond toujours avec le conservateur, avec le possédant, avec le nanti, avec le haut fonctionnaire, le soldat de carrière, le grand commis, le politicien arrivé, le membre de la hiérarchie cléricale et le nouveau venu dans la bande, le « technocrate ». Et les étiquettes des partis politiques ne changent rien à cela. Pour nous, anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires, est réactionnaire celui qui refuse de reconnaître nécessaire l'évolution de la société dans le sens du mieux-être de tous, de la dignité humaine et surtout de l'égalité économique. On peut, en effet, être radical et réactionnaire, si l'on vise surtout sa propre situation politique, et si l'on se borne à des discours retentissants... en pensant que le temps arrangera tout cela !

On peut être socialiste et réactionnaire, en pensant que l'on peut gouverner pour le bien de tous en composant avec les banques et les trusts !

On peut l'être également, tout en se proclamant et se croyant communiste, si l'on admet d'un cœur joyeux que l'armée doit être conservée et vénérée, et la hiérarchie sociale nécessaire a la vie et au développement de la « communauté ».

Enfin, on peut être aussi réactionnaire même en se réclamant de l'anarchisme ou du syndicalisme révolutionnaire, si l'on compose tant soit peu avec les autres idéologies, avec les camarades intoxiqués par les slogans démagogiques et électoraux, avec les parents ou amis qui sont eux-mêmes réactionnaires. Toutes proportions gardées, naturellement, car, après tout, il faut bien vivre, et cette expression banale dit bien ce qu'elle veut dire. Car, ne l'oublions pas, pour servir au maximum la cause, l'idéologie que l'on embrasse, il faut être un peu sectaire, un peu fanatique, et, surtout, il faut agir. Or, en ce qui nous concerne presque tous, nous sommes un tant soit peu désabusés, sceptiques et nous nous contentons surtout, en fait d'action, d'écrire. Nous nous réfugions volontiers dans l'exposé des « thèses », nous ne sommes plus en contact avec la base, nous sommes, ou nous nous croyons, trop vieux ! Oui, c'est bien cela en réalité, trop vieux et conscients que nous ne sommes pas relayés, que la jeunesse n'a pas les mêmes espoirs, les mêmes élans que celle d'autrefois, ...et conscients aussi que cette jeunesse révolutionnaire, telle que nous la voudrions, telle que certains l'ont eue, nous n'avons pas su la former.

Les idéaux totalitaires issus des propagandes des partis marxistes nous ont submergés et sont devenus, pour l'heure, un obstacle insurmontable pour notre action rationnelle et désintéressée.

Il nous aurait fallu dix, cent, mille Sébastien Faure pour résister à cela. Ceux d'entre-nous qui parcourent la France en apportant un peu partout la bonne parole sont sur la brèche depuis de longues années et ont quelque raison de se sentir las. Et il nous aurait fallu aussi, un organe valable, un quotidien ou à la rigueur, un hebdomadaire substantiel, bien fait et ne dédaignant pas le fait divers. Au lieu de cela, une poussière de feuilles spécialisées, chacune valable certes, mais chacune aussi affectée d'un tirage restreint, et peu susceptible d'augmentation. Et chacune aussi, il faut bien le dire étant l'organe d'un clan, d'une secte on pourrait même croire !

Lequel d'entre-nous n'a pas rêvé, un jour ou l'autre, de fondre toutes ces publications en une seule ; d'unir toutes ces forces dispersées sous une même bannière, sous un même titre, et de faire éclater au grand jour toutes ces idées généreuses et génératrices de progrès social qui forment l'essentiel de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire. Question d'argent disent les uns, et de bonne volonté, disent les autres. Les deux raisons sont, je le crois, également valables, la deuxième, à mon avis plus facilement surmontable.

Quant à la première, hélas, elle est toujours l'obstacle principal, le roc, l'écueil contre lequel viennent inéluctablement buter les intentions les meilleures et les plus pures. Toutefois, il n'est pas interdit de réfléchir et de penser, par exemple, à l'exceptionnelle réussite du « Canard Enchaîné » qui, à ses débuts, ne devait pas avoir un compte en banque bien solide !

Et, si nous envisageons le présent, est-il interdit de dire qu'un essai pourrait être tenté dans ce sens : les rédacteurs, propriétaires et gérants des feuilles subversives se réunissant, se

(Suite en page 4.)

« Vive les vacances »

VOS DROITS :

Cette jolie ronde enfantine est aujourd'hui celle de tous les travailleurs, et comme leurs bambins, la seule chose agréable c'est de s'évader pendant trois petites semaines de l'atelier ou du chantier. Pour ce qui est question finance, ce n'est plus la même chose; là, c'est le patron qui paie (c'est lui qui le dit) alors voyez mur des lamentations, carreaux troubles et regrets éternels. Enfin, parmi nos philantropes employeurs il en est qui ne respectent pas ce que la « bonté » du législateur nous a alloué.

Voici succinctement quelques précisions :

LES CONGES PAYES. — La loi du 27 mars 1956 a institué les trois semaines de congés pays, c'est-à-dire 1 jour et demi par mois = 18 jours ouvrables par an. Il est admis des congés supplémentaires.

◆ **Au titre de l'ancienneté : deux** jours ouvrables après 20 ans; 4 après 25 ans et 6 après 30 ans de service dans l'entreprise.

◆ **Pour les jeunes :** 6 jours ouvrables pour les moins de 18 ans.

◆ **Les jeunes de 18 à 21 ans** peuvent bénéficier de 24 ou 18 jours ouvrables quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, mais ces suppléments ne sont pas payés !

◆

FONCTIONNAIRES ET AGENTS D'ETAT :

Par décision du 15 avril 1959 : Fonctionnaires titulaires 30 jours consécutifs par an; non-titulaires 30 jours après un an de présence, ou un jour et demi par mois de présence. Les ouvriers **d'Etat**, rémunérés sur la base d'un salaire régional ont : 21 jours ouvrables après un an, 22 après 25 ans et 24 jours 30 ans de présence.

◆

ACCORDS SPECIAUX : Nous ne faisons que le signaler étant donné qu'il s'agit de conventions collectives et qu'il en existe plus de 4.000.

REGIMES PARTICULIERS : Nous signalerons pour mémoire : Agriculteurs, travailleurs à domicile, les professions des transports, des docks et du bâtiment, etc.

Pour le bâtiment, les congés payés sont assurés par la caisse à laquelle cotisent les employeurs successifs des travailleurs de cette profession.

◆

CALCUL DE L'INDEMNITE DU CONGE PAYE : Régime général des salariés de l'industrie, etc.

1) L'indemnité de congé payé, pour 1961 est due de la période allant du 1er juin 1960 au 31 mai 1961; elle ne peut pas être inférieure à 1/16e du salaire brut. **Entre pour le calcul,** outre le salaire, les primes, les gratifications, les avantages en nature, etc..., et les heures supplémentaire. **Ne sont pas à considérer,** les primes de risques, de salissure, de panier et la prime de transport, pour la région parisienne.

2) Il arrive souvent que les employeurs paient à leurs ouvriers trois semaines d'indemnité de congé, il appartient donc au travailleur de calculer lui-même où est son avantage et de signaler à son patron le mode de paiement qu'il a choisi.

Exemple : un travailleur gagne 4.000 NF par an, **le choix 1/16e**

4.000 : 16 = 250 NF brut.

Ce même travailleur **accepte 3 semaines :**

76,94 arrd. × 3 = 230,82 NF brut. Soit différence 250 — 230,82 = 19,18 NF que perd notre manœuvre balai breveté C.F.T.C., F. O. et C.G.T.K.

COMME CHAQUE ANNÉE

en raison des vacances, « LE COMBAT SYNDICALISTE » ne paraîtra pas pendant les mois de juillet et août.

Sauf événement actuellement imprévisible, le numéro 170 sera distribué au plus tard le 10 septembre.

LE COMITE DE REDACTION DU « C. S. »

Une camarade de Belgique nous écrit :

Monsieur et cher camarade,

J'ai eu le plaisir de lire votre « lettre ouverte aux camarades belges en lutte ». Très touchée par les sentiments de solidarité que vous exprimez aux travailleurs belges, j'apporte à cette lettre, une réponse. Je porterai demain votre journal à André Renard qui jugera peut-être à propos de lui donner, lui aussi, une réponse.

Le moment est venu, me semble-t-il de faire bon marché de ce qui divise encore le monde syndical et de chercher à unir toutes ses forces combatives sur la base d'un anticapitalisme concret et surtout de son remplacement par une économie nouvelle dont il faut, dès à présent, étudier les modalités d'application.

C'est avec un vif intérêt que je lis votre journal chaque fois qu'il m'est envoyé et plus d'une fois, le désir m'est venu d'y collaborar, je m'efforcerai d'ailleurs de vous rencontrer lors de mon prochain passage à Paris.

Je vous prie d'agréer...

Denise LEROY,
Présidente du M.W.A.

⁂

REPONSE A LA « LETTRE OUVERTE AUX CAMARADES BELGES EN LUTTE »

Ce n'est pas aux lecteurs de ce journal qu'il faut dénoncer les méfaits du capitalisme, ils sont convaincus de la nécessité de remplacer l'économie du profit et du salariat par l'économie des besoins et du service social. Cette nécessité devient urgente : le vieux système est au pied du mur (voir difficultés des E.-U.) alors, guerre ou chaos ? Nous savons qu'une économie des besoins n'est possible que dans les pays où la production a franchi « le seuil de l'abondance » (comme disent les économistes qui appellent toujours cette abondance « surproduction » et jamais « sous-consommation ») donc, dans nos pays occidentaux ou aux E.-U. Allons-nous croire que son établissement va s'imposer par la force des faits et s'étendre comme une épidémie de grippe ? Non ! il faut la poussée d'une force antagoniste au capitalisme ; quelle est cette force existant déjà dans notre organisation sociale actuelle, sinon le syndicat ? Il faudra

(Suite en page 4.)

A nos Abonnés, Diffuseurs, Sympathisants

Les encouragements que nous recevons au sujet du journal ne manquent pas... les critiques non plus.

Ceux qui formulent celles-ci, parfois justifiées, se représentent-ils les conditions dans lesquelles nous travaillons, des moyens dont nous disposons ?

Pour intoxiquer le peuple, de Gaulle a à sa disposition des centaines de milliards; nous, pour faire l'inverse, du montant des abonnements et de quelques centaines de francs dus à la libéralité de trop rares souscripteurs. Tout cela ne fait pas lourd.

Si les facteurs étaient intervertis nous ferions un travail formidable et le système exécré que nous subissons serait balayé comme fétu de paille.

Malheureusement, nous n'en sommes pas là !

Ce rappel de la réalité est accompli dans l'espoir de voir ceux qui éprouvent de la sympathie pour notre mouvement anarcho-syndicaliste et son organe, participer plus activement à notre propagande.

Ils peuvent le faire en nous aidant financièrement, car l'argent ne tombe pas du « ciel », avec qui nous sommes d'ailleurs en mauvais termes; en s'abonnant, en diffusant le journal, après l'avoir lu eux-mêmes; en le vendant à la criée; en faisant des abonnés; pour ceux qui ont la plume assez leste, en écrivant des articles; en nous faisant connaître, enfin, des sujets, des faits divers dignes d'être traités.

Pour la plupart, vous désirez que ça change, nous aussi, mais pas pour rire. « LE COMBAT SYNDICALISTE » est un des éléments le plus valable pour y parvenir. Alors, aidez-nous ! puisque c'est vous qui dites, et c'est vrai : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Or, travailleurs, nous le sommes tous à la C.N.T.

LE COMITE DE REDACTION DU « C. S. »

Le Fonctionnaire est-il un esclave ?

On peut considérer que celui qui, son travail terminé, a la faculté de faire ce qu'il veut, bien entendu dans le cadre des lois en vigueur, jouit d'une incertaine et relative liberté.

Le fonctionnaire, lui, possède une particularité : il est noté par des supérieurs dont il est étroitement dépendant, et ceci, tendant à l'assujettir complètement, entraîne d'incalculables conséquences, ce qui, dans un régime où le pouvoir central étend de plus en plus son contrôle, loin de nous étonner, ne fait que confirmer ce que nous pouvions penser de l'Etat patron et de ses représentants. Nous l'allons bien voir.

La feuille de notation d'un fonctionnaire, quel que soit le ministère considéré, comporte une rubrique, assez anodine de prime abord et qui, cependant, a pour effet de le mettre en état de sujétion totale. C'est la rubrique « Conduite privée ».

De tout temps, les syndicats, ou prétendus tels, de fonctionnaires, ont considéré qu'il ne pouvait s'agir en l'occurrence, d'y signaler autre chose que les délits entraînant des condamnations pénales : crimes, vols, attentats aux mœurs, etc... Mais, au fond, dans ce domaine, il subsiste une dangereuse imprécision.

Car le dossier administratif contient des renseignements dont il est à craindre qu'ils soient incontrôlés.

On y met ce que l'on veut, et pour « avoir » à tout prix quelqu'un dont la tête ne revient pas ou qui joue le trouble-fête, il est bien tentant de porter contre lui des accusations fausses, si ce que l'on peut lui reprocher est discutable sur le plan administratif. L'intéressé aura bien du mal à le savoir et à parer le coup.

Il en résultera que l'administration, pas toujours bien informée, pourra être amenée à sanctionner des agents sous un prétexte quelconque, pour des faits extra-administratifs, alors qu'elle aurait fort bien pu se déclarer incompétente eu égard à l'infraction réelle. Une pratique détestable est malheureusement courante : le parti pris sur le rapport d'un seul.

A quand donc la suppression, ou tout au moins, dans l'immédiat, la réforme du dossier administratif confidentiel, qui contient souvent des accusations inconnues des intéressés, et contre lesquelles ils ne peuvent se défendre ?

Il est à craindre que certains fonctionnaires d'autorité, dont l'esprit inquisiteur et despotique ne connaît aucune limite, ne se soient déjà ingérés de façon inadmissible dans la vie privée de leurs subordonnés, en les sanctionnant pour leur imposer leur conception plus ou moins, et sans nul doute plus que moins étriquée, de la morale.

Curieuse morale d'ailleurs qui consisterait donc à persécuter, par un

(Suite en page 4.)

Une imposture sociale : les retraites

Lorsque vous découvrez soudain avoir commis une bévue, pour vous faire pardonner vous faites votre acte de contrition ou bien vous donnez le change en transformant votre erreur en une nécessaire période expérimentale. Toutes nos lois, dites sociales participent de ce dernier principe.

Les retraites appartiennent à ce lot. Comment en serait-il autrement ? Sans être grand clerc, chacun sait qu'une personne âgée a les gestes moins assurés qu'un jeune et est aussi d'une santé plus délicate, conclusion, il faut prendre des dispositions. Dans les peuples dits sauvages, les vieillards sont supportés autant que le permet les ressources de la peuplade, ne pouvant plus les nourrir, ils les suppriment. Dans nos Etats policés, on se montre moins barbare ? D'abord, les vieux sont classés en catégories : les riches, les hiérarchies professionnelles, les travailleurs et les déchus sociaux. Des premiers, leur situation n'a jamais varié, dans la multitude des seconds, d'aucuns s'apparentent aux premiers, mais la majorité penche vers les travailleurs. Il reste donc trois catégories de « vieux ». Les classés, fonctionnaires de base, avec des ressources diminuées de 50 %; les vieux travailleurs salariés avec des ressources qui vont de 18 à 40 % du plafond de la Sécurité sociale, puis les déchus, anciens commerçants, artisans et les clochards, avec 10 %. Résultat de la générosité de nos gouvernants, les « vieux » meurent d'inanition.

Si l'on veut bien considérer les raisons qui président à ces « sentimentalismes sociaux » on est obligé de prendre pour critère les conditions économiques. Or, nous voyons apparaître ces réformes à des périodes de crise aiguës, ou comme la retraite des fonctionnaires en 1853 pour permettre le recrutement et justifiant le maigre salaire des miséreux en faux-col. Mais c'est 1930 qui marque le départ avec la création des Assurances sociales. Critiquée par les partis et syndicats bolchevisants, non pour sa monstruosité originelle, mais uniquement par dessein politique.

Dès 1927, la crise de chômage, comme on disait alors, obligea les pouvoirs publics à instituer l'allocation-chômage. Ce phénomène dû à la modernisation des moyens de production et au stimulant de la concurrence prit vite l'aspect d'une gangrène économique. Ainsi pris à la gorge, les capitalistes durent chercher le remède capable de juguler l'effrayant mal qui pouvait les réduire à néant. Ils firent donc étudier, parmi les revendications de leurs malheureuses victimes, celles qui étaient de nature à créer un climat plus favorable à leur conservation. L'institution des Assurances sociales répondait à cette attente. De même que l'installation des bureaux de chômage avaient permis l'emploi de quelque dix mille gratte-papier, l'A. S. allait à son tour en engager une centaine de mille et, ce qui ne gâte rien, ces paperassiers offraient l'avantage de n'être pas à la charge de l'Etat, puisque cette institution était une assurance pour les travailleurs, il était donc normal que ce fut eux qui les entretiennent, fut-il décrété. Ainsi, on conservait dans le circuit de la consommation un tiers de la clientèle tandis que sur le plan de l'exploitation, on pratiquait une sélection parmi les travailleurs soit, pour s'en séparer provisoirement, ou pour les rejeter définitivement.

Mais le progrès est un terrible adversaire, entré dans les mœurs il a ses impératifs, plus virulent à mesure qu'on le sollicite, il devient le cancer du système capitaliste. La guerre 1939-1945, qui a tué plus de cinquante millions d'hommes et détruit un nombre considérable de constructions de toute nature, semble l'avoir rendu plus actif. Aussi, nos capitalistes se sont consultés, ont mis leur capacité de nuire en commun, puisé à nouveau dans les revendications ouvrières, pour trouver de nouveaux palliatifs. Et c'est ainsi que nous avons vu fleurir et s'épanouir les sociétés à responsabilité limitée, puis la retraite complémentaire des cadres, celle des travailleurs, l'extension des assurances de toutes sortes, afin de créer de nouveaux emplois permettant de conserver une clientèle satisfaisante, l'absorption de la production. Avant de conclure, voyons ces différents régimes de retraite.

FONCTIONNEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Quel est l'assujetti qui en connaît le fonctionnement, ou qui est normalement avisé de ses droits ? Celui qui veut être tenu au courant de tout, il lui faut acheter à prix fort la documentation, avoir le temps de l'étudier et, lorsqu'il aura accompli ces obligations, même, s'il est abonné aux mises à jour, il devra encore compter avec l'administration de cette institution.

Exemple : vous sollicitez votre pension, on vous envoie un formulaire à remplir, apparemment, il n'y a rien d'inquiétant et il arrive que tout marche à merveille. Mais cela ne prouve pas que vous soyez admis à tous vos droits.

Imaginez un travailleur ayant été employé dans plusieurs boîtes. Ensuite, considérez que depuis le jour où vous cotisez, vous devez avoir gardé tous vos bulletins de paie, si vous ne les avez plus comment pourrez-vous contrôler si votre caisse vieillesse ne vous vole pas ? Et puis, votre caisse vieillesse ne peut sciemment vous voler, elle peut se tromper dans ses calculs, mais pas vous voler dans le calcul de votre pension. Voici pourquoi la caisse vieillesse reçoit à inscrire à votre compte une somme indiquée par l'U. R. S. S. A. F., elle s'exécute, si ce qu'elle encaisse correspond à la réalité, tant mieux, sinon tant pis pour vous, vous êtes volé, mais elle n'est pas voleuse. Car voyez-vous, l'organisme de sécurité sociale, n'assure qu'une seule sécurité, la sienne ; la vôtre, elle s'en fout ! Il n'a été créé subsidiairement que pour cela !

Qu'est l'U. R. S. S. A. F. ? L'organisme qui reçoit des employeurs les doubles cotisations, patronale et ouvrière, maladie, vieillesse et accident, puis les versements d'allocations familiales. Que fait cet organisme ? Il ventile aux caisses intéressées, la part qui leur revient et c'est tout. Ainsi, toutes les administrations de Sécurité sociale s'en lavent les mains d'autant qu'elles n'ont rien touché et que vous ne pouvez rien prouver. Mais, bonnes princesses, si vous pouvez faire valoir vos droits (1), elles s'inclinent et donnent satisfaction.

COMMENT SAVOIR ?

Lorsque vous êtes malade, sur présentation d'un mois de fiche de paie, la Caisse maladie vous rembourse vos prestations ; comme ce délai correspond à une date peu éloignée, vous êtes toujours en mesure de satisfaire l'exigence de la dite caisse de maladie. Mais il n'en va pas de même pour votre pension. Alors, avant d'engager toute écriture, vous vous adressez à la Caisse vieillesse de votre région et lui demandez **une fiche comptable** et là, vous pouvez voir ce qui manque à votre compte. Si vous jugez que cela correspond, alors vous faites liquider (c'est le terme) votre pension.

Attention ! A condition que vous ayez 65 ans révolus, ou que vous soyez déjà bénéficiaire de la pension d'invalidité si, pour ce dernier cas, vous avez plus de 60 ans. Ajoutons, pour ce dernier cas, que la S. S. vous liquide généralement pour ordre avec pension entière à 40 %.

Notez que si vous n'avez pas 65 ans d'âge révolu, vous seriez liquidé au taux correspondant à votre anniversaire de demande de liquidation et aussi compte tenu de vos annuités de cotisations : 15 à 30 ans.

TAUX DE LIQUIDATION PAR TRENTIEMES

A 60 ans : 20 % ; 61 ans : 24 % ; 62 ans : 28 %; 63 ans : 32 %; 64 ans : 36 %; 65 ans : 40 %; après 65 ans, 4 % supplémentaire par année de non liquidation (2) (le pourcentage est celui du salaire moyen des 10 dernières années d'activité).

Exemple : votre salaire moyen décennal correspond au plafond S. S. actuel : (7.200 × 40) : 100 = 2.880 NF de pension par an, payable par trimestres. Evidemment, ce qui précède, c'est le cas sans rature, mais il en est de plus compliqués sur lesquels nous reviendrons prochainement.

DRAISANS.

(1) Dans le cadre qui vous est abandonné.

(2) Si vous avez moins de 65 ans et que vous demandiez votre liquidation de pension, vous serez liquidé sans avertissement du taux de votre pension et, ne pourrez jamais plus prétendre au taux maxima, même arrivé à votre 65e anniversaire.

PORTRAITS

de Jean SOUVENANCE

CES ETRES QUI ME FIRENT TANT DE MAL

Ces êtres qui me firent tant de mal approchent de leur fin. Vieillesse et décrépitude rendent la méchanceté moins apparente sur leurs traits avachis. L'arrogance s'efface dans la sénilité. Ils sont usés, désormais sans danger.

Je les vois parfois se traîner le long d'une rue. Ils vont, bafoués par le temps, corps sans âme que couvre déjà l'oubli. Ils n'ont point de clairs souvenirs. Leur vie fut lourde de lâchetés. Ils la regrettent pourtant et souffrent de porter un inutile venin.

Déchets que l'on voudrait repousser du pied, ils se dissolvent au fil des jours, entraînant avec eux tout un passé d'ombres et d'impuretés. Leur rencontre écœure. Inconscients et vils, ils s'accrochent à l'existence, mais, pareils aux immondices, se perdent dans un cloaque.

Ces êtres qui me firent tant de mal approchent de leur fin.

●

LES INCONSISTANTS

Les inconsistants vous feront mille promesses et toujours abonderont dans votre sens. Ils sont apparemment pleins de flamme, se déclarent vos meilleurs défenseurs et se disent prêts à toutes les audaces pour soutenir la cause qui vous est chère.

Grande sera votre déception si vous faites confiance à leurs serments. Dès que s'annonce le danger, ces êtres sans courage cherchent le dos derrière lequel ils pourraient se placer, le refuge susceptible de les mettre à l'abri des coups. Ils aiment trop le profit pour s'exposer à des risques qui ne rapportent point et demeurent vos amis tant que rien de fâcheux ne vient gêner leurs projets. Belles paroles et gestes d'enthousiasme cachent la couardise qui les hante. Leur fausse énergie est aussi trompeuse que la mare glacée sur laquelle l'imprudent s'aventure. A la moindre menace, ils disparaissent et vous abandonnent, ayant toujours quelque raison pour excuser leur absence.

Les inconsistants sont légion en tous milieux, mais l'administration est leur fief. Ils y trouvent des roueries de métier qu'ils adoptent sur le champ et la bassesse qu'il convient aux caractères vils. Des chefs, ils seront les larbins astucieux; des politiciens, les flatteurs éhontés. Ils prendront avec véhémence le parti de l'homme influent, quitte à reviser subitement les idées qu'ils affichent si quelque changement se produit dans les sphères gouvernementales. Ils ont le respect de la hiérarchie, mais surtout un désir trés vif d'avancement.

Ces pleutres à face de Judas sont humbles ou rodomonts, attentifs ou distraits, secs ou doucereux, suivant les exigences de l'heure. La girouette est leur symbole.

Rien de solide ne peut être bâti avec eux, rien de sûr ne peut naître de leurs pensées. Ils ressemblent aux sables mouvants, à la vase, à la m.. qui glisse sous les pieds et provoque une chute brutale.

●

LA FAMILLE TENTACULE

M. Tentacule est un homme important. Il occupe une situation en vue, parle bien et ne manque point d'admirateurs. Bonne instruction, mémoire fidèle, facilité de travail, servent largement son désir de briller. Il sait endormir les foules par des compliments ou des discours imagés. Une verve intarissable lui permet de subjuguer ses adversaires, qui se laissent prendre à son jeu subtil de phrases savantes et de gestes onctueux. Il aime qu'on l'écoute, met en relief son indéniable talent d'orateur, tient aisément le rôle essentiel de tout entretien et se montre volontiers artiste ès-phrases de rhétorique. Il a de sérieux appuis politiques. Nul n'ignore l'influence de ses interventions lors des campagnes électorales. Sa prestance démocratique le fait respecter, ses réparties vigoureuses plaisent. Il s'entoure de collaborateurs adroits, leur procure des postes enviables, les soutient avec une paternelle attention et ne néglige point pour autant les membres de sa très nombreuse famille.

Ses fils, ses neveux, ses cousins, ses gendres trouvent, grâce à lui, mille occasions de satisfaire leurs appétits et de renforcer le pouvoir des Tentacule. Ils forment un trust solide, une moderne seigneurie contre laquelle rien ne prévaut. On les rencontre dans les administrations publiques, dans les banques, dans les sociétés commerciales. Partout, ils dictent leurs ordres, sûrs d'être utilement protégés. Il semble que la cité relève de leur seule autorité, que leur contrôle s'exerce en tous lieux et que leur visa soit nécessaire pour entreprendre la moindre action. Ils sont omnipotents. Qui se croit à l'abri, loin du réseau d'espionnage par eux monté, heurte soudain des membres du clan. Ils hantent tous les milieux, pérorent dans les salons, fréquentent les cafés, font des conférences, organisent des fêtes, participent aux cérémonies les plus diverses. Mailles d'un vaste filet, ils y retiennent tout ce qui leur sied. Ils épurent pour ne point compromettre de hautes prérogatives, pour mieux jouir d'avantages jalousés.

La famille Tentacule est une pieuvre vorace et très remuante dont les attaques sont toujours à craindre. Elle guette, épie, surgit au moment où personne ne l'attend et tout à coup étouffe l'imprudent qui s'aventure sans nulle précaution. Elle ne pardonne pas aux faibles, les suit dans l'ombre, brutalement les paralyse. La loi du plus fort lui fournira quantité de moyens pour se justifier.

●

FAUX FRERES

Petit air supérieur et rire protecteur sont la marque habituelle des faux-frères. La critique que subissent leurs camarades les enchantent. Sans rien dire, ils prennent une attitude qui donne toujours raison au plus fort. Ils ne se prononcent point, mais soulignent par leurs regards de serviles acquiescements. Ils sont odieusement amicaux et pleins de venimeuses attentions. On les sent trop adroits et très polis dans leurs méchancetés. Ils ont la plaisanterie facile, les geste onctueux, la langue doucereuse, mais s'éloignent aisément dès qu'un danger menace. Impossible de compter sur leur aide s'ils croient déplaire à quelque chef. Ils sont prêts à satisfaire tous ses désirs, même si la plus abjecte trahison en découle. Ils se montrent lâches avec naturel et deviennent malhonnêtes sans effort. Dans l'ombre des puissants, ils ignorent toute réelle clarté. Ils sont miroirs complaisants de qui les paie, singes savants de qui les entretient. Se fier à leurs assurances, c'est courir maintes désillusions et risquer avec candeur les pires avanies.

Du Génie au Crétin...

Le 24 août 1960, des voix savantes se sont réunies à la radio pour traiter le sujet suivant : « Démographie et Médecine ».

Ces voix savantes se sont trouvées d'accord pour admettre qu'en l'an 2.000, c'est-à-dire dans 40 ans, la population terrestre aurait doublé et atteindrait le chiffre de 5 milliards d'individus !

— « Et vous croyez, docteur, que la terre pourra nourrir tout ce monde ? »

— « Je le pense... »

Chacune de ces voix dépense alors toutes les ressources de son imagination pour inventer de nouvelles nourritures :

Le plancton des mers, qui en ce temps paradisiaque sera enrichi par le crottin de 5 milliards d'humains...

Les tourteaux de céréales et plantes oléagineuses qui, transformés en plaquettes, seront d'une saveur délicieuse... (la voix de ce Génie ne nous a pas dit ce que l'on donnerait aux vaches après leur avoir volé leur alimentation)...

On entendait respirer certains de ces spécialistes de la Tribune, qui n'osaient intervenir pour ne pas compromettre la propagande étatiste en faveur de la natalité...

C'est alors que soudain, une voix martelée, la voix du Grand Crétin, s'éleva au-dessus du bourdonnement des hésitations et déclara : « Il faut apprendre aux hommes à manger moins et à se nourrir de tout. Ainsi les pygmées, dans leurs forêts, se nourrissent d'insectes et se portent très bien : j'ai pu le constater... »

Alors, soulagés de leurs inquiétudes, les Crétins se ruèrent ! Et l'on entendit la lecture de menus gastronomiques :

Salade de limaces, paté d'araignées,
rosbif de sauterelles et de criquets,
fromage de punaises et de cafards,
vin de sciure fermentée,
eau de mer au plancton..., et j'en passe...

Pourtant, une ressource alimentaire qui fut, pendant des millénaires la seule alimentation énergétique des peuples affamés n'eut pas droit à la citation : la chair humaine... Je m'étonne de cet oubli, dû sans doute, à l'indigente imagination de cette illustre assemblée qui avait pourtant le souci de gagner son « bifteck ».

Aussi, pour répondre à cette sensationnelle confrontation de grands esprits autour d'un problème qui dépasse les facultés du Génie ou les misères du Crétinisme, je fais cette proposition à tous nos camarades syndicalistes :

« Prévenir les inconvénients du pullulement par la constitution d'un stock de vivres qui seront conservés dans les frigos, et dont le principal aliment sera la chair humaine...

Je pense que tous les crétins du pullulement auront à cœur de se sacrifier, ou de se laisser sacrifier sur l'autel de la Natalité, à seule fin d'éviter à leurs semblables les troubles digestifs qui résulteraient de l'ingestion des insectes, cafards et autres détritus...

Et à seule fin que ces volontaires de la mort puissent se présenter à l'heure du sacrifice dans un état physique appétissant, je propose qu'il soit alloué aux crétins de la tribune une ration supplémentaire de foin... Il ne faut pas que leurs divagations cérébrales provoquent leur amaigrissement physique... »

N'est-ce pas les gars ?

Vive l'Anthropophagie !

SI LE PACIFISME DEVAIT SE FONDER SUR LA PEUR, IL VAUDRAIT MIEUX AVOIR RECOURS A LA VIOLENCE.

GANDHI.

★

LA SOUVERAINETE DES PEUPLES NE PEUT ETRE ASSUJETTIE A AUCUN TRAITE SIGNE PAR DES TYRANS.

MIRABEAU

◆

Il n'y a pas que les producteurs qui doivent manger.

Les chômeurs, les malades, les vieux ont droit aussi à un pouvoir d'achat décent.

⁂

LE PEUPLE :

C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il avale tout, il admire tout ; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE

(« L'Ecole des Cadavres »)

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et administration du Combat Syndicaliste : Joseph Soriano, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris, (9e), C.C.P. 11.833-32 Paris.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le dimanche 5 mars à 10 heures. Salle du Café du relai Faeury, rue P.-Doumer, Nanterre (près de la gare).

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

★

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.

Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

DEUXIEME UNION REGIONALE
Dimanche 11 juin 1961 à 9 h. 30
Salle de la C.N.T.E.
24, rue Ste-Marthe — PARIS (Xe)
exposé sur « **LE SYNDICALISME** »
par Camille ANDRES, secrétaire de l'U. R.

Dimanche 25 juin 1961
La 2e Union Régionale de la C.N.T. organise une sortie au forêt de Chantilly
Pour les détails de l'organisation s'adresser au siège.

COMMUNIQUÉ DE LA FEDERATION ANARCHISTE

FETE DE SAINT NOM LA BRETECHE
organisée par les groupes Louise-Michel et Asnières
le Dimanche 11 Juin 1961
Pour les campeurs les samedi et dimanche 10 et 11 Juin
Parcours fléché depuis la gare de St-Nom
Trains toutes les demi-heures à la gare St-Lazare

CE QU'IL FAUT LIRE :

BROCHURES :

	Prix	Franco
« **VALEUR DE LA LIBERTE** » **Ernestan** (L'origine et l'Evolution de l'humanité; l'autorité, l'oppression et l'exploitation de l'homme, le marxisme, la liberté et le problème social, etc...)	1,00	1,25
« **SOCIALISME ET HUMANISME** » **Ernestan** (L'homme, le Socialisme, et critique de la philosophie marxiste)	0,80	1,05
« **LA CONTRE-REVOLUTION ETATISTE** » **Ernestan** (L'Etatisme contre le Socialisme)	0,40	0,50
« **L'ANARCHIE** » **E. Malatesta** (Sa doctrine, son idéal)	0,60	0,85
« **QU'EST-CE QUE LE PROLETARIAT ?** » **Lashortes** (Et quels sont ceux qui sont vraiment des Prolétaires)	0,40	0,50
« **POUR LA JUSTICE ECONOMIQUE** » **L. Barbedette** (La propriété, le capitalisme, le marxisme, les libertaires, les Syndicats et le problème social)	0,50	0,60
« **LE SYNDICALISME ET L'ETAT** » **E. Rotot** (Pas de révolution sociale sans la suppression de l'Etat : le rôle du Syndicalisme dans la transformation économique	0,50	0,60
« **CATALOGNE LIBERTAIRE** » **A. et D. Prudhommeaux** (Histoire et expérience de la C.N.T. et de la F.A.I. en Espagne)	0,80	1,05
« **LES ANARCHISTES FACE A LA TECHNOCRATIE** » **S. Parane** (Les dangers d'une nouvelle forme d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme)	0,50	0,60
« **LE COMMUNISME** » **G. Leval** (Définition du Communisme : la hiérarchie en U.R.S.S. et le Communisme Libertaire pendant la Révolution espagnole)	1,20	1,45
« **LES PROPOS SUBVERSIFS** » **S. Faure** (Douze conférences formant une série de douze brochures : La fausse rédemption; La dictature de la bourgeoisie; La pourriture parlementaire; Leur patrie; La morale officielle... et l'autre; La femme; L'enfant; Les familles nombreuses; Les métiers haïssables; Les forces de révolution; Le chambardement; La véritable rédemption). — Chaque exemplaire	0,40	0,50

LIVRES :

« **PARTIR DE L'HOMME** » **Dwight Macdonald** (Examen critique des fondements de l'action marxiste. Le monde tel qu'il est : Le Capitalisme, le Collectivisme bureaucratique, etc...)	2,50	3,10
« **LA VERITABLE REVOLUTION SOCIALE** » **S. Faure, Barbedette, V. Méric, Volinè** (Ce qu'elle doit être : de l'antiquité à la Révolution Française, la Révolution Russe : Pour conclure)	3,00	3,60
« **L'INDISPENSABLE REVOLUTION** » **G. Leval** (Etude des différents système économiques et sociaux dans le monde et nécessité de la solution Libertaire)	3,00	3,60
« **LE MONDE NOUVEAU** » **P. Besnard** (Plan d'organisation, Industriel, Administratif, et social de la Société Fédéraliste et Libertaire)	2,50	2,95
« **MON OPINION SUR DIEU** » **S. Faure** (La vérité face au mensonge : Douze preuves de l'inexistance de Dieu. Réponse aux paroles d'une croyante, etc	2,50	295

POURQUOI
ME DETRUIRE ?
UN AUTRE PEUT
ME LIRE

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus berner par les politiciens, œuvrez à votre libération en réjoignant le syndicalisme révolutionnaire.
Ralliez la C. N. T. !

Si je consomme, je dois produire ;
Si je reçois, je dois donner ;
Si je profite à la société, je dois la [servir.

Mme GYP

B.D.I.C

Les conditions d'une République acceptable (1)

IL FAUT SUPPRIMER L'ARGENT !

« La réussite de la crapule est faite (même facilitée) de la naïveté des honnêtes gens ! » — Félix Le DANTEC.

L'aphorisme énoncé par F. Le Dantec devrait faire réfléchir ceux qui rêvent d'établir une société juste avec les moyens classiques laissés à leur disposition. En réalité le juste n'apparaît souvent à ces esprits troublés qu'en fonction d'entités métaphysiques dont ils sont farcis, parfois même, s'y ajoutent des raisons d'ordre « professionnel ». Combien parmi ces sociologues, économistes, etc..., sont-ils qui, partant d'un événement oculaire ne se fourvoient dans les dédales d'une dialectique romancière ? Leur excuse lorsqu'ils sont confondus est que : « La sociologie n'a pas comme les sciences exactes un critère lui permettant d'orienter ses recherches afin d'établir, avec la même certitude, les lois d'une éthique humaine ».

Sans doute, dans l'histoire des Sociétés, la complexion est grande, par le manque de documents, la transcription incomplète, erronée et même fausse de ceux-ci. Mais, outre que je confesse avoir l'impertinence de n'attacher qu'une valeur toute relative à l'histoire des régimes disparus qui, nous a été plus ou moins heureusement dédicacée (2). Je ne puis concevoir qu'il faille faire appel à Thémistocle ou Cicéron en passant par une pléiade de philosophes antiques pour constater les iniquités et les possibilités qu'offre le progrès de les anéantir en édifiant une société à la mesure de l'homme.

D'accord, l'homme d'aujourd'hui n'est pas dissemblable de celui d'hier, ses besoins essentiels restent les mêmes, mais, la gamme de ses besoins a été modifiée par la mise en mouvement des sciences exactes qui ont permis toutes les révolutions techniques connues ou inconnues du grand nombre. Si donc, dans le domaine des diverses techniques il a été possible de mettre à la disposition de l'individu des conditions matérielles avantageuses, pourquoi sur le plan social en est-on resté à un principe archaïque et moyennageux ?

Je n'aurais garde de passer sous silence les innombrables écrits qui traitent du « mal social de notre temps », il existe des tonnes de volumes présentés à la curiosité du lecteur; tous sollicitent son attention, sur des solutions de compromis avec la société capitaliste et surtout dans son cadre. Mais ces réformes proposées si elles parviennent à mettre en valeur leurs auteurs et leur assure dans le présent une situation assez cossue, c'est à peu près le maximum déductible. Pourvu que l'auteur y trouve son compte n'est-ce pas déjà une victoire ?... Notez, qu'il existe de judicieuses critiques du régime capitaliste, parfois poussées jusqu'à la limite de l'indignation, mais, hélas, la conclusion est dans un changement de gouvernement, avec un programme social qui reste toujours à définir. Enfin, aucun de ces savants sociologiques n'ont daigné souhaiter la disparition de l'argent (sauf les anarchistes) même Alfred Naquet (les temps futurs), qui considérait l'anarchie comme le triomphe de la Raison et de la Vérité, n'en a pas moins tenté de justifier le capitalisme et la capitalisation.

CE QU'ILS N'ON PAS VOULU VOIR :

Perdus dans leurs savants théorèmes, pris entre le désir de consoler les malheureuses victimes d'une société abjecte, et de ne pas bousculer l'ordre établi, ces riches prosateurs n'ont su que prôner la charité pour le pauvre et la prudence aux puissants. Jamais ils n'ont eu l'audace (?) d'aller jusqu'à la négation totale de toutes structures de ces monstrueux régimes, édifiés sous toutes les latitudes. D'aucuns, qui s'étaient égarés dans les ronces de l'anticonformisme littéraire, se sont vite ravisés en faisant amende honorable. En fait, la question s'est-elle jamais posée à leur esprit ? Tout laisse à croire que **cette fine fleur de la pensée** l'aurait écartée avec horreur. Penser ? Ecrire, se faire imprimer et songer qu'un tel monument de sagesse et de grandeur humaine, serait distribué comme un vulgaire prospectus aux vulgaires chalands... Pouah !

Dès lors ils sont aveugles et si l'un consent à vous entendre lorsque vous lui exposez : Voyons maître ? « Le « bandit qui vous égorge c'est pour « prendre votre argent ! Le commer- « çant qui vous vend une marchan- « dise frelatée, qu'il ne voudrait pas « manger; c'est pour votre argent « qu'il se fait voleur ! Le proxénète « qui fait le commerce de femmes, « c'est pour de l'argent ! (3.000 fem- « mes sont ainsi vendues chaque an- « née). Enfin, l'exploitation de l'hom- « me par l'homme. Vous pouvez y « ajouter encore, dans le domaine « plus particulier de l'Etat; il y a « deux comptabilités bien distinctes : « celle qui s'insère dans le grand « livre de la dette publique et qui « échappe à tout contrôle permettant « de régler les dépenses somptuaires « ou créditives des divers mouve- « ments extra-légaux provoqués par « le régime et, celle externe qui per- « met d'oppresser le citoyen, en l'é- « crasant d'impôts et aussi en le « menaçant chaque fois qu'il élève la « moindre protestation, de le pressu- « rer davantage, et qui grâce à ce « subterfuge donne l'illusion d'un « budget effectif, basé sur une mise « de fonds initiale portée sur un livre « de compte national, avec ses ru- « briques : actif et passif. »

Après vous avoir écouté le cher maître vous répond un peu ennuyé : « Sans doute il serait souhaitable « d'enlever à l'argent un pouvoir « aussi considérable mais, de là à le « supprimer, il y a tant d'inconvé- « nients. Songez, le nombre de gens « qui vivent uniquement de ce moyen « d'échange ? Les banquiers, les « Assurances, les artistes, les litté- « rateurs, que sais-je ? Evidemment « ce serait très beau de pouvoir vi- « vre sans avoir à payer quoi que « ce soit. Mais c'est impossible; les « crimes, les vols, les astuces finan- « cières de l'Etat, tout ceci fait par- « tie d'un ensemble bien regrettable, « mais le mal est chez tous les indi- « vidus et c'est eux les responsables « de tous ces méfaits. »

SURSUM CORDA !

(élevez vos cœurs !)

Allons tous, bourgeois, valets et autres idolâtres de l'argent, dites votre peur, de voir disparaître ce vil métal, qui pue : depuis la sueur du prolétaire jusqu'au sang de l'imbécile capitaliste !

Osez avouer franchement que ce n'est pas la disparition de ces papiers qui vous fait frémir, mais la pensée de vous retrouver demain à égalité de droit avec l'éboueur. D'être obligé de vous occuper de vos affaires seuls, plus personne pour cirer les chaussures, entretenir vos luxueux appartements, de conduire votre voiture enfin, de vous occuper à des travaux plus sains. D'ailleurs, pour vous l'argent a-t-il un autre attrait ? Oui ! vous avez peur, peur de la haine que vous avez semée. Il n'y a pas d'autres raisons ! Alors, pour ne pas nuire à votre orgueil imbécile, vous maintenez les peuples dans l'asservissement, jusqu'au jour où las, l'un, tel un volcan vous écrase avec votre famille, comme des bêtes puantes. Bien sûr il n'y a pas qu'aux riches à qui s'adresse cette demande, il y a toute la séquelle des petits exploiteurs, commerçants, fonctionnaires inutiles, etc.

Reste le populo (atteint lui aussi par ce microbe), qui voudrait bien être mieux traité, et qui ne voit pas comment il ferait sans ces sales billets.

POUR UNE SOCIETE A LA MESURE DE L'HOMME

Foin ! de tous ces esprits conservateurs, les jeunes générations ne doivent pas perdre leur temps à écouter ces radoteurs ou ces aigrefins, l'avenir leur appartient; on ne bâtit pas avec des matériaux en ruine, ou fossile. L'argent est l'obstacle majeur à leur bonheur. Si leurs parents se sont laissés prendre à l'infâme supercherie de la haute pègre et qu'ils en sont les victimes, ce ne doit pas être un motif pour ces jeunes de les plaindre, mais la vraie solution pour eux est d'œuvrer pour la disparition de ce moyen d'oppression interne et externe.

D'ailleurs, seule la saine raison finit par triompher de tous les obstacles et celle-ci ne saurait actuellement émaner des masses moutonnières, car les masses ne pensent pas ! Elles ne sauraient donc avoir de raison ! Jeunes, prenez exemple sur le savant dans son laboratoire, et dites-vous bien que si cet homme s'avisait à révéler à ces masses ses projets et ses ambitions et lui demandait leur avis, il n'aurait plus qu'à se retirer sous sa tente et attendre comme elles, la mort !

L'expérience le démontre pleinement, et l'on peut se féliciter que nos savants (de tous temps) n'aient jamais eu l'idée saugrenue de faire faire un référendum pour connaître l'avis du grand nombre, car alors, nous serions encore à l'époque de la pierre polie.

Une société à la mesure de l'homme était inscrite dans les conditions d'une République acceptable, hélas, à travers les quelques objections soumises dans les colonnes de ce journal, même non prévenue, ma conclusion aurait été la même en constatant :

Que le citoyen n'a aucun droit, que ceux qui lui sont accordés sont astucieusement déterminés; que cette république n'a jamais rempli quelque soit son millésime, ses obligations envers le citoyen mais, au contraire, s'est délibérément tournée contre lui. L'asservissant à des puissances financières, mobilisant des forces considérables et armées avec toujours le doigt sur la gachette pour assurer son exploitation et l'intérêt du capital.

Enfin, que rien n'est fait pour assurer l'égalité entre les citoyens, que pour réaliser ces conditions en accord avec la pensée de Jean-Jacques Rousseau : « Que dans une République, il faut qu'aucun homme ne soit assez riche pour pouvoir en acheter un autre, ni aucun assez pauvre pour devoir se vendre ». A défaut de la suppression de l'argent le « **compte bancaire du citoyen** » lequel aurait été alimenté par une répartition égalitaire de la production, en sorte que le citoyen ne pouvait jamais être dépourvu ni être en mesure de profiter de la pauvreté d'un autre.

Ces conditions n'étant pas remplies il appartient à **tous ceux** qui sincèrement désirent vivre dans un climat social de paix interne et externe d'abandonner cette monstrueuse institution pour construire une véritable société digne de l'être humain !

C. ANDRES

(1) Voir C. S., numéros 164 à 168.

(2) Il s'agit des démocraties Athénienne et Romaine, ces démocraties toutes proportions gardées, devaient être à l'image de la nôtre; elles avaient leurs citoyens et leurs esclaves. Que ceux qui souriront de ces assertions veuillent bien faire revivre les humains (tous) qui vivaient à ces époques, ensuite nous verrons.

Notre camarade Gaston Michaud, collaborateur du « COMBAT SYNDICALISTE » est hospitalisé depuis trois semaines.

Nous lui adressons ici nos meilleurs vœux de prompt rétablissement.

Nous sommes au regret, en raison de ce qui précède, de suspendre momentanément la publication de la suite de l'article intitulé : « Le monstre russe ».

La C. N. T.
parle aux cheminots

La C. N. T. constate avec regrets que les cheminots obéissent sans discernement à des ordres de débrayage pour la « satisfaction » de revendications incapables d'améliorer leurs conditions de vie.

L'augmentation hiérarchisée des salaires, toujours dépassée avant qu'elle ne soit appliquée, est **préjudiciable** à tous les agents de la base. L'augmentation uniforme **ne change rien** à la situation de ceux-ci. Dans le cadre du système capitaliste, la solution la moins mauvaise est une augmentation massive des salaires de base, aboutissant par dégression au statu quo pour les traitements égaux ou supérieurs à cent mille anciens francs par mois ; la lutte devant être menée parallèlement pour faire baisser les prix des produits de consommation.

La C. N. T. est pourtant consciente que **la véritable solution n'est pas là.** Elle réside dans la disparition du salariat et le retrait aux mystificateurs patronaux de la gestion de la production et de sa répartition; **la prise au tas**, depuis longtemps déjà réalisable, de tous les éléments de vie de première nécessité : logement, chauffage, lumière, soins médicaux, produits pharmaceutiques, pain, boisson, légumes, etc., et la distribution à chacun, pour les autres besoins, d'un revenu social décent, identique, non thésaurisable.

La C. N. T. réclame :

La retraite à 50 ans, égale pour tous, permettant la satisfaction de tous les besoins;

Trente jours ouvrables de congé par an;

La journée de six heures, en attendant mieux, par réincorporation dans la production de tous les chômeurs déguisés (fonctionnaires, militaires, etc...) et l'utilisation intensive des machines, l'application de l'automation ouvrant à celles-ci des perspectives illimitées, etc...

La C. N. T. s'élève contre les grèves limitées dans le temps, de caractère corporatif, catégoriel, local, régional. **La seule grève valable est générale, internationale et de duré illimitée.**

Elle rappelle en outre que le « **cadre** » est notre ennemi de classe, au même titre que le patron dont il est le valet.

La C. N. T. ne vous dit pas : « Venez chez nous », bien que rien ne s'y oppose si vous estimez sa position juste, logique, loyale. Elle vous demande avant tout de défendre ses revendications seules susceptibles de débarrasser le prolétariat du joug de ses exploiteurs.

La section cheminote de la C. N. T. — Ateliers de Vitry

JAMAIS AUCUNE GUERRE N'A RESOLU UN PROBLEME, MAIS TOUJOURS LE PEUPLE A PAYE

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.
Anatole FRANCE

Au delà du bien et du mal

« De l'audace, toujours de l'audace, encore de l'audace ».
DANTON.

Loin de moi la prétention d'exagérer les détails, ici je désire tout simplement apprécier à sa juste valeur, tout axiome hypothétique, j'agis donc conformément à la Nature et à la Raison, tout en évitant de minimiser les contemporains ainsi que les camarades, ce sont là des impératifs catégoriques indispensables pour quiconque désire réaliser l'indépendance des individus, des collectivités, ainsi que sa propre indépendance.

On dit que : « La fin justifie les moyens ». En effet, cela est absolument vrai, il s'ensuit que lorsqu on veut vraiment la Paix, la Justice, l'Indépendance, lorsqu'on prétend abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, l'on doit agir conformément aux principes acceptés en connaissance de cause et librement.

A quoi servirait de tergiverser ? Quiconque veut la Paix se doit de préparer la... Paix et non pas la guerre, car « qui veut la paix prépare la guerre » est un slogan suranné ayant germé dans le cerveau de chizophrènes. Donc, tout pacifiste intégral s'efforcera d'éliminer les causes de conflit, il se dira que tout arrangement, même mauvais, sera toujours préférable à une bonne guerre. Pour ce faire, il ne suffit pas d'imiter les marxistes et dire : « Chaque peuple a droit de disposer de lui-même », mais il est plus que jamais indispensable de reconnaître qu'un peuple doit disposer de lui-même et de se gérer d'après ses droits. Tout comme un Etre a droit à disposer de son corps, de sa pensée, de même un peuple, qui après tout n'est qu'un ensemble d'individus, a droit d'opter pour le système social le plus conforme à ses aspirations, et lorsqu'une « Société des Nations », ainsi que l'O. T. A. N., rédigent des « Protocoles » pour le règlement pacifique des chicanes internationales, l'on devrait éviter l'équivoque et ne point écrire : « Toute guerre **(d'agression)** constitue une infraction, etc... », mais l'on devrait préciser que : **toute guerre, quelle qu'elle soit, est un acte de vandalisme, elle est une infraction au droit des gens à disposer d'eux-mêmes, elle est la négation même de la solidarité, elle est un crime universel.**

En effet, au-delà, au-dessus des Nations, des Patries, des Partis, des Dictatures, **il y a l'Etre Humain, il y a la Fraternité humaine,** parce que si l'Etre est l'effet de l'évolution et non pas de la production, laquelle suit l'Etre et ne le précède pas, il s'ensuit que tous les Etres qui actuellement peuplent la Terre, descendent d'une même souche, donc la « **Fraternité** » n'est pas du tout un mythe, ni une légende, elle est une réalité indéniable et puisque le mot « **Fraternité** » choque l'ouïe de certains, il serait tout de même logique d'admettre que tous les humains sont cousins.

De même que la « Géologie » explique le cycle de la circulation de l'eau par la condensation, la précipitation, les glaciers, le ruissellement souterrain et superficiel, d'où retour de l'eau à la mer, de même l'anthropologiste est contraint de reconnaître que les humains ont une origine commune, que tous les contemporains ayant forcément une ascendance commune, l'on peut dire que tous les Etres sont parents. Ainsi, en suivant Claude Bernard, l'on peut dire : « Critiquer signifie rechercher la vérité en séparant ce qui est vrai de ce qui est faux. »

Disons donc que dans les milieux de la faune morbide, des Etres déambulent en proie à la névrose, de sorte que l'imaginaire aidant, l'on accuse les uns et les autres de fautes auxquelles ils n'ont jamais pensé. A vrai dire, lorsqu'on se charge de réfuter les thèses d'un adversaire ou d'un camarade, il faudrait autant que faire se peut, éviter de se servir de la calomnie ou de la médisance, il faudrait aller droit au but, c'est-à-dire qu'il faudrait essayer de montrer par des faits concrets qu'il ne suffit pas de faire de belles phrases, mais qu'il faut agir conformément aux principes que l'on défend.

Après celà, il est compréhensible que quiconque reconnaît la nécessité d abolir l'exploitation de l'homme par l'homme (parce qu'elle est une tare dégradante, une plaie sociale puante et horrible à voir), s'efforcera d'éliminer tout ce qui, de près ou de loin, peut dégénérer en exploitation, il s'efforcera donc d'éliminer la Dictature, l'Etat, l'Autorité, même celle dite bienfaisante. Il serait facile de montrer, documents en mains, que quiconque exerce l'autorité, ne saurait admettre d'être contredit, donc l'autorité dite bienfaisante, se transformerait, aux premières secousses, en autorité malfaisante.

Je sais, par expérience que mes opinions ne plaisent pas à tout le monde, je sais aussi que j'ai horreur de mettre quelqu'un en coupe réglée ou à être sous la coupe de quelqu'un, et c'est peut-être celà qui déplaît à certains, que puis-je y faire ? Il se peut faire que j'aie l'habitude de faire des galimatias sans nom, que je mélange, confond, interprète **volontairement** ou involontairement ce que je m'efforce de réfuter, cependant, partout et toujours j'évite la calomnie ou la médisance, je limite mon rôle à réfuter des thèses, des hypothèses par des thèses et des hypothèses.

Somme toute, s'il y a des individus qui ont le droit ou s'attribuent le droit de calomnier les anarchistes, les anarcho-syndicalistes, l'on voudra bien admettre qu'à mon tour, j'ai le droit de défendre des théories qui, jusqu'à preuve du contraire, ne sont pas du tout fausses, mieux que celà, ce sont des principes qui impliquent avant tout le respect de l'individu, des collectivités. Tout comme les marxistes et les fascistes croient indispensable de faire de la propagande marxiste ou fasciste, de même je pense que pour faire des anarchistes, des anarcho-syndicalistes, il faut faire de la propagande anarchiste ou anarcho-syndicaliste. Voilà la vérité que l'on voudrait nier et que je ne cesse de proclamer depuis des années et des années.

Essayons d'éviter les paradoxes, ainsi lorsque je dis que l'exploitation de l'homme par l'homme revêt mille et un aspects, qu'elle se camoufle sous des noms rococo, j'énonce une vérité banale. Quand je dis que la production se divise en deux branches distinctes, d'un côté, la production active, nécessaire, indispensable à la conservation de l'Etre et de l'espèce, de l'autre une production fictive et pas du tout indispensable à la conservation, je dis ce que les faits montrent à quiconque veut, désire, vraiment voir.

Disons donc que l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'extraction des matières premières (charbon, minerai, potasse, pétrole), l'industrie électrique, celle des constructions navales, celle qui fabrique des moissonneuses, tracteurs, charrues, camions et ainsi de suite, sont indispensables et bénéfiques pour l'humanité. En revanche, l'industrie des voitures de luxe, la fabrication des objets de bijouterie, les parures vestimentaires ou autres, ainsi qu'une très grande partie de la bureaucratie, ne sont pas du tout indispensables, en conséquence, la suppression de tout celà, n'entraînerait pas pour la société, un déséquilibre social comme certains ont eu le culot de l'écrire. Ce sont là des faits que quiconque peut constater, contrôler par ses propres moyens car, incontestablement l'on vit de froment, de légumes, de viande, de poisson, d'air et d'eau et non pas de beaux discours et de joujoux.

Je sais aussi bien que n'importe qui que ce qui précède sera, pour certains de l'utopie, ou le fruit d'un cerveau en délire ou justifiable de la pathologie; pourtant, souvenons-nous de la Cigale qui ayant chanté tout l'été, creva en hiver faute de nourriture. Dès lors, il est certain que les agriculteurs, les éleveurs et les autres pourraient très bien répondre à tous les producteurs de fanfreluches ou d'engins destructeurs : « Messieurs, qu'avez-vous fait pendant que nous labourions ou semions ? », et étant donné que la réponse est connue à priori, il s'ensuit que les travailleurs susnommés pourraient très bien répondre : « Et bien, messieurs, nous ne pouvons rien faire pour vous, alors nourrissez-vous avec ce que vous avez fabriqué ». Il est certain qu'à la suite d'une réponse semblable, tous les parasites passeraient un très mauvais quart d'heure.

Par ce qui précède je me suis efforcé de préciser ma pensée et dire, que si actuellement, tous ceux que l'on peut désigner de l'adjectif qualificatif « parasites » reçoivent l'indispensable à leur conservation, alors qu'ils ne produisent rien d'utile, voire même fabriquent du nuisible (bombes, canons, etc...), la Société en supprimant l'emploi de ces gens-là, peut se payer le luxe de continuer à les nourrir sans rien faire et ce faisant, la Société ne perdrait absolument rien, au contraire, Elle économiserait des matières premières qui au lieu de servir pour la fabrication de chars de combat, etc., serviraient pour fabriquer des camions, des charrues, etc...

Celà est-il clair, ai-je réussi à me faire comprendre Aux camarades de juger.

Luc BREGLIANO.

Le brouillard se dissipe

Deux articles de Maurice Laudrain, dans « La Grande Relève » viennent préciser la doctrine de ce mouvement. C'est un apport que l'on attendait sur une question cruciale.

1. Assurer à chacun un revenu social, croissant en même temps que la production générale du pays;

2. Attribuer un revenu social d'émulation, récompensant l'effort personnel et la responsabilité, mais restant fixe.

Le mérite de ce plan est d'assurer à chacun « du berceau à la tombe » une allocation de subsistance : c'est une assurance vie...

Au-dessus, resurgirait le salaire dont le taux varierait selon l'effort et la responsabilité...

Parlons net : « Ceux qui veulent abolir le salariat le ressusciteraient sous une dénomination nouvelle ».

Alors pourquoi cette ruse démagogique de préconiser l'abolition d'un système que l'on se propose de renouveler ?

Parce que dit ce militant : « Les Français façonnés par des siècles d'économie marchande, n'ont pas l'esprit égalitaire ».

Nous le savons bien, mais nous savons aussi que les marxistes en conservant le **droit inégal** ont **exaspéré la faim de revenus** en Russie, et ressuscité les classes qu'ils se proposaient d'abolir...

Il est bien évident que le système des abondancistes créerait deux catégories de citoyens, deux classes bien distinctes :

Celle du minimum vital et celle des bien pourvus.

Et que le nouvel Etat aurait pour charge principale de maintenir l'équilibre entre deux classes dont la mieux pourvue occuperait tous les postes-clefs, comme elle jouirait de tout le superflu « **produit par tous...** ». Nous admettons qu'il soit dur aux technocrates de ne pas jouir de privilèges financiers; que leur nombre s'accroissant avec les conquêtes du progrès, ils veuillent se substituer à une bourgeoisie déclinante...; nous savons qu'en fait, s'ils veulent bâtir une nouvelle société, ils entendent pourtant en rester les plus grands profiteurs...

Laudrain écrit bien « que leurs privilèges une fois déterminés resteront fixes », mais c'est d'une grande naïveté ou d'une ruse maligne. Car, psychologiquement l'Etat technocratique tout comme l'Etat soviétique ne saurait empêcher ses techniciens et ses privilégiés de vouloir consolider leurs avantages, leurs prérogatives, dans une **société financière fondée sur le droit inégal.**

Le revenu social ferait un pas en avant s'il était assorti d'une « mise en gratuité progressive » de tous les services sociaux au fur et à mesure de leur épanouissement. Ainsi l'esprit de l'homme s'habituerait peu à peu, à cette nécessité de la jouissance commune des richesses créées par tous... Les techniciens et les plus aptes, devant ces perspectives, seraient beaucoup plus enclins à se passionner pour un combat pacifique dont l'enjeu serait la jouissance commune et libre de toutes choses. Comment admettre d'ailleurs que par dégoût d'une société corrompue et viciée par les inégalités, les techniciens puissent proposer **sérieusement** de devenir les **profiteurs** de la civilisation dont ils nous vantent les projets et les plans ?

Si la masse n'est pas mûre pour l'Egalité, c'est que les intellectuels qui en sont issus n'ont pas encore répudié, surmonté, dépassé l'Egoïsme qui leur fut enseigné dans des universités — qui somme toute — sont le résultat de la collaboration de l'esprit et du travail...

Les Abondancistes essaient d'échapper à l'étreinte du passé. C'est bien, mais ce n est pas assez : il leur faut répudier le vieil homme et les ruses politiques.

Il ne s'agit donc pas de « conquérir le Pouvoir », mais à la faveur de l'évolution économique « d'éclairer les esprits ».

Il faut d'abord et surtout enseigner aux travailleurs l'ineptie de la « conquête des hauts salaires », et que toute grève ne doit avoir d'autre but que de réduire la durée du travail et de rendre les services publics — dont ils sont les créateurs et les copropriétaires — absolument gratuits dans leur jouissance commune.

Dans cette lutte, les techniciens ont un rôle à jouer :

Démontrer par leur solidarité, que la science, le savoir et la technique sont des privilèges « **dont ils sont redevables à tous** », et non des formes larvées de l'ambition financière et politique.

Que le camarade Laudrain nous comprenne bien : « Dans la lutte pour la conquête du Pouvoir, de l'Etat, l'intérêt et la liberté des masses, et, par conséquent, de l'individu, ont toujours été sacrifiés à l'ambition et aux appétits des plus aptes... Toujours ! Sans jamais un cas exceptionnel. Alors ?

Eh bien, apportons une conclusion à cette immense expérience historique, que chacun peut analyser et comprendre **s'il n'est pas gêné par le poids de ses privilèges et l'ordure de son égoïsme :**

« L'art de la politique est la science du « droit inégal ».

L'Etat fut et sera toujours une superstructure administrative chargée de maintenir cette inégalité de conditions, cette injustice.

« Or, la liberté ne peut naître de l'injustice, de l'inégalité dont l'Etat est le facteur de conservation.

« Donc, la mise en commun des efforts, la distribution gratuite des choses et des services sont les matériaux fondamentaux de la liberté.

« La société sera donc exclusivement économique ou la liberté ne sera jamais ».

Certes, la politique est un virus des sociétés ou « civilisations » financières, mais la Science lutte sans trève contre les virus qui accablent le corps humain, pourquoi n'adopterions-nous pas ses méthodes pour triompher des égarements de l'esprit ?

Ne reconnaissez-vous pas vous-même que l'accélération du Progrès emporte l'homme au-delà de ses préjugés et de ses appétits ?

Alors ? Devenons ses éclaireurs, ses pionniers, et gardons-nous de lui proposer la « soumission » à nos privilèges, à notre dictature.

J. B.

CAMARADE,
AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail — Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 36 Nos, 10 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

Réactionnaires

(Suite de la page 1.)

mettant d'accord et unissant leurs ressources pour lancer le « *Canard Libre* », quotidien libertaire, organe des syndicalistes révolutionnaires.

Lequel quotidien (ou, peut-être, hebdomadaire) traiterait de toutes les questions politiques, sociales et d'actualité dans un sens révolutionnaire et surtout anti. Je veux dire par là, anticlérical, antiparlementaire, anticapitaliste, antitotalitaire, etc..., etc... Et ne manquerait pas de mettre les choses au point dans sa rubrique « Faits divers » et sa chronique des tribunaux.

Sans oublier non plus, les spectacles et les sports. En se gardant bien, je m'empresse de le dire afin qu'il n'y ait pas confusion, du côté « culte de la vedette », « courrier du cœur », et « résultats des courses » qui sont les trois principales mamelles de la « grande presse » d'information.

Mais, est-ce que les rédacteurs, propriétaires et gérants des feuilles subversives se réuniront, se mettront d'accord et uniront leurs ressources pour fonder le « Canard Libre » ?

Rien n'est moins sûr, et, en cas de non-réussite, il ne nous restera plus, imitant en celà un général célèbre parlant aux « étranges lucarnes » (1), qu'à dire tristement : Hélas ! hélas ! hélas !

BLANQUET.

(1) *Voir le « Canard Enchaîné », dans sa rubrique « La Cour ».*

AU FIL DES JOURS

UN PROCES QUI FERA ECHO

C'est celui qui s'est ouvert à Tel-Aviv, contre l'ex-bourreau nazi Eichmann. On se souvient que ce criminel de guerre, trompant la surveillance (?) de ses gardiens G. I., parvint à se réfugier en Argentine et, que la police secrète Israélienne est venue le cueillir au nez et à la barbe de sa collègue Sud-Américaine. Il ne nous appartient pas de nous arrêter à cette farce burlesque, d'autant que, bien des criminels de guerre sont honorablement en liberté. Mais, nous ne voudrions pas être dans la peau de MM. Soustelle, des deux S.F.I.O., Lacoste et Naegelen, ni autres gouverneurs de nos anciennes colonies. Car, si, histoire de donner le change à leur population, les nouveaux maitres de nos ex-possessions, prenaient la fantaisie de faire pareillement saucissonner ces anciens haut fonctionnaires ?.. Qui sait ?

N'avons-nous pas un proverbe qui invite à ne jamais parler de corde dans la maison d'un pendu ? Le chanvre MM., ça serre le cou et, méfiez-vous de ce précédent, auquel, dans une dernière réunion, vous avez applaudi !

UN HEROS DE L'ESPACE

Ça nous change un peu des niaiseries amoureuses des princesses et des fesses de B.B. mais, pas des inquiétudes quotidiennes, savamment éclipsées, par tout le bla bla bla de la presse pourrie. Là encore nos bobardiers excellent en rivalité pour méduser le « cher lecteur », ébloui, par tant de luxe dans le détail, le malheureux succombe, plutôt retombe, dans sa léthargie circonvolutive et ne se réveille que lorsque la tuile lui tombe sur la gueule, comme il est trop tard, que voulez-vous qu'il fisse ? Il meurt !

Il se nomme Gagarine, il était lieutenant, grâce à son exploit M. K. l'a fait élever au grade de commandant, comme dirait le doyen de nos chansonniers ça vaut ça !, mais là n'est pas la question, notez bien que nous ne suivrons pas les mauvaises langues, qui voient dans cette promotion, la volonté du chef des communistes russes, de ne pas s'afficher avec un officier trop subalterne. Or donc, notre héros est parti pour l'au-delà de notre atmosphère, et nous nous devons de saluer son courage. Nous sommes d'autant plus enclins à le faire qu'il est le premier homme à accomplir deux exploits dans le même, car visiter les contours de la terre et boucler le bec à Khrouchtchev, voilà une performance que personne ne saurait plus accomplir.

Cette grande page que vient de tourner cet homme, doit nous réjouir et nous inciter à mieux saisir l'importance de tous les problèmes humains. Ne nous arrêtons pas aux festivités offertes à notre intrépide cosmonaute, elles découlent à la fois de la comédie politique et du calcul crapuleux de tous les esclavagistes. Non! ce qu'il importe, c'est le réalisme du pouvoir fonctionnel de la faculté que l'homme recèle en lui et qui peut se traduire par toutes les prétentions à la connaissance et à la consécration heureuse de celle-ci. Si nous n'avons pas vu les savants assis au premier rang à côté du héros du jour et du dictateur rouge, et que malgré tout ils se trouvaient dans les rangs inférieurs (nous espérons qu'ils n'étaient là que pour la forme, fiers, ils ont droit de l'être, mais c'est tout !) nous ne pouvons que saluer leur modestie et nous associer au regret, qu'ils ont peut-être subjectivement manifesté d'avoir été contraints de perdre, dans ces inutiles mascarades, un temps bien plus précieux. Enfin, l'enthousiasme hystérique des masses nous fait regretter que cela marque d'avantage leur esprit de soumission qui les abaisse au lieu de les stimuler à se libérer du complexe morbide de leur infériorité !

LES GREVES QUI TOURNENT... MAL

La technique s'empare de tous, minutant les gestes, décidant du bien et du mal. Nos dirigeants syndicaux reconnus d'utilité publique doivent avoir laissé installer à leur siège un cerveau électronique qui a composé un calendrier des grèves, avec leur importance et les impondérables adéquats. Exemple : les grèves des fonctionnaires, cheminots etc..., devront espacer d'un minimum d'au moins 24 heures, toutefois, si le général de Gaulle éprouvait quelques ennuis du côté d'Alger avec généraux félons ou autres factieux, ou encore à la suite de la venue d'une haute personnalité étrangère, tel M. K., la grève serait suspendue jusqu'après la fin de l'alerte ou le départ de notre illustre visiteur. L'attention de tous nos adhérents dont la vigilance ne doit jamais se relacher est ici appelée afin d'assurer le maximum de succès et, nous invitons les catégories à ne se mettre en grève qu'après avoir pris connaissance de nos cartes perforées.

Je ne sais jusqu'où ira ce syndicalisme-robot, mais, ce qui est sûr, c'est qu'aucune mécanique ne saurait fonctionner sans la volonté de l'homme, alors à défaut de connaître le mécanicien, pensons, nous travailleurs qui avons encore le droit de le faire avec nos facultés propres. Et, voici ce que des gens simples concluent des résultats positifs de ces grèves tournants.

C'est que les premiers touchés ce sont les travailleurs. Touchés d'abord par un surcroit de fatigue et puis ensuite dans leur pouvoir d'achat. Belle affaire ces augmentations de salaire, lorsquel l'on considère que depuis 1936 le pouvoir d'achat de tous les travailleurs a diminué d'au moins 50 %.

Non, messieurs les robots syndicalistes politiciens, vos supercheries revendicatives ne sont plus de mise. Outre le résultat négatif sur le plan salarial, votre collusion avec les affameurs apparait plus clairement dans les événements politiques, déclenchés souvent par ceux qui gouvernent. L'ouvrier que vous avez tant abusé commence à comprendre que votre programme tient dans les sinécures que vous occupez et pas ailleurs.

Pourtant, les désertions et les scissions qui se produisent dans vos rangs devraient vous éclairer sur le comportement que vous devriez avoir, même bien modeste, mais sincère, les travailleurs y seraient sensibles.

Pour nous, syndicalistes, ce qui reste valable. à défaut de la révolution sociale, c'est que quels que soient les évènements politiques, même celui des généraux d'Alger, provisoirement ennemis de de Gaulle, c'est la grève générale, et lorsque les gouvernements éprouvent des difficultés nous estimons que c'est là qu'il faut agir, car c'est le seul moyen de débarrasser le terrain. Si au lieu de trahir en vous tournant du côté des exploiteurs vous aviez, même avec le souci de réformistes conservateurs, appelé les travailleurs et les fonctionnaires, etc... à la grève générale au moment des derniers événements d'Alger et de Paris, vous auriez pu contraindre l'homme du 13 Mai à retourner à ses choux et obliger les exploiteurs capitalistes à définir un nouveau statut social qui aurait pu contenir :

◆ La diminution des heures de travail, le minimum d'activité professionnelle permettant de prétendre à la retraite, des congés payés plus long en deux périodes (2 mois ?).

Contentieux social :

◆ Les assurances, accidents et maladies ou chômage avec le salaire normal, ni obligations, pour les deux premiers ci-dessus, de payer le toubib ni le pharmacien.

◆ Enfin salaire et retraite basés sur le revenus national et par une répartition égalitaire.

Même ce minimum vous n'en voulez pas, vous n'auriez plus grand chose à dire, tandis que de Gaulle et consorts c'est du solide, ça fait vivre (vous), ça tourne, ça tourne, les haines s'ébauchent, que l'ombre se dissipe et mes bons messieurs ce qui pourrait tourner c'est votre sang de... traitres !

LE REPASSEUR

F. A. F.

La Fédération Anarchiste s'élève contre le coup de force des généraux fascistes.

Ce pronunciamiento a pour but de maintenir les populations, toutes les populations dans un état de servitude qui permet aux gros colons de continuer l exploitation des masses colonisées.

Ce coup de force, la Fédération Anarchiste l'avait prévu; pour en avoir démasqué les responsables « Le Monde Libertaire a été poursuivi ».

Attaché à conserver les disciplines qui font la force de son système de coercition, le gouvernement s'est refusé à soustraire le contingent à l'autorité des officiers factieux. Il a préféré muter dans des sinécures en Allemagne ou autre part les cadres de l'armée en désaccord avec lui sur la façon la plus rentable de continuer l'exploitation de la population algérienne.

La Fédération Anarchiste fait appel à tous les prolétaires pour que par leur association étroite et au besoin par la grève générale, ils mettent fin aux agissements d'une caste militaire désuète qui tend à dominer la société française.

(Communiqué).

IL N'EST PAS NECESSAIRE D'ALLER AU ZOO POUR VOIR DES SINGES; NOUS EN AVONS AUSSI AU PARLEMENT.

YOSIDA,
Premier ministre Japonais.

Le Fonctionnaire est-il un esclave ?

(Suite de la page 1.)

abus d'autorité caractérisé, pour des affaires intimes alors que l'on ne s'indignerait jamais, parce que c'est trop dangereux, des massacres et exactions, des tortures atroces qui se perpétuent un peu partout dans le monde, très près de nous aussi, et dont on ne souffle mot. Jouer les redresseurs de torts, d'accord, mais sans courir de risques soi-même ; or, dans le second cas...

N'oublions pas aussi que, fréquemment, la jalousie mesquine de celui qui voudrait bien se donner un peu de bon temps, n'étant moral que vis-à-vis des autres, mais qui recule devant ce qu'en pensera un entourage à peu près aussi évolué qu'au Moyen Age, est une attitude courante qui le porte à combattre ce qu'il n'ose pratiquer.

La malveillance, aussi universellement répandue que les imbéciles, fait que les uns ne s'intéressent aux autres, et réciproquement, que pour les critiquer, puis, à l'occasion, au nom de principes à éclipses, leur porter tort. Au demeurant, planer vers les sommets des échelles hiérarchiques ne constitue pas obligatoirement un brevet d'intelligence et de largeur de vues.

Malheureusement, il y a tout lieu de croire que la surprenante souplesse d'échine de leurs subordonnés ne saurait que renforcer l'esprit autoritaire de certains hauts fonctionnaires tentés de trouver tout naturel, voire même méritoire (!) de leur imposer leur conception des rapports sociaux extérieurs au service, quand ce n'est pas leurs opinions politiques ou religieuses.

En bref, légion sont les démocrates résolus qui considèrent que tout est permis, à condition de faire comme les autres. A ce compte-là, Hitler et Mussolini furent d'excellents libéraux.

Le décalage incontestable de l'évolution des esprits entre certaines provinces et Paris aggrave aussi le problème.

Autre fait d'importance, en rapport direct avec tout ceci, la coexistence absurde d'un système politique qui se prétend démocratique et d'une administration extrêmement centralisée, dont, parallèlement à l'Etat, la structure autoritaire s'est remarquablement maintenue depuis que le dictateur corse l'a organisée. Etonnnons-nous après cela que la plupart des agents de l'Etat rampent devant leurs supérieurs et écrasent leurs subordonnés !

Chez les fonctionnaires, l'horreur des incidents est telle que lorsque l'on soupçonne, à tort ou à raison, qu'il pourrait s'en produire, on aurait tendance à prendre sans retard, plus ou moins impartialement et souvent moins que plus, selon la tête du client, des mesures préventives qui ne se rapportent à aucun fait, et sont par conséquent en contradiction absolue avec les principes les plus élémentaires du Droit. Car si l'on se met à réprimer sur des probabilités, l'arbitraire est roi.

Nous voici loin de la rigoureuse équité qui devrait être exigée, sous peine de sanctions impitoyables, de ceux qui sont investis d'importantes fonctions de direction.

De quel moule déformant des esprits aussi faux et atrophiés ont-ils pu sortir ? La réponse est aisée à donner. Dans notre pays, habité par le peuple le plus intelligent de la terre (pitié pour les autres), nous ne savons que trop à quelle idéologie rétrograde se rattachent les « bien pensants » même quand, croyant l'avoir reniée, ils veulent demeurer sérieux, c'est-à-dire considérer avec un immense respect des rites sociaux dont c'est à croire qu'ils n'ont jamais cherché à se demander s'ils n'étaient pas absurdes et grotesques, sans plus.

Cette hypocrite morale de façade ouvre la voie aux plus ahurissants paradoxes. Dans les services où des fonds sont manipulés, un agent pourri de dettes diverses, et il n'en manque pas, parviendrait à moins risquer d'être inquiété que celui qui offenserait la conception bourgeoise de la morale ! Et pourtant, duquel des deux y aurait-il le plus lieu de craindre des détournements ?

Comme il faut toujours passer de la critique à l'action, il serait utile que, dès à présent, nos camarades enregistrent, en s'entourant de toutes garanties sur l'exactitude des faits, les empiètements inadmissibles dont ils viendraient à être informés, afin de pouvoir, sans retard, éventuellement, déclencher une action vigoureuse tendant à dénoncer au public et à diffuser le plus largement possible toute atteinte caractérisée à la liberté individuelle.

Mais quand donc les autres centrales se décideront-elles à s'attaquer à ce grave problème, des plus généraux, des plus importants, et à mener une action aussi vigoureuse que soutenue jusqu'à ce que des directives administratives nouvelles permettent de lui trouver la solution libérale, seule admissible pour de vrais syndicalistes. Nous les invitons à agir pour réprimer et prévenir d'intolérables abus. Il faut obtenir que chacun et tous soient enfin protégés contre l'arbitraire.

Fédération des fonctionnaires.

Une camarade de Belgique nous écrit :

(Suite de la page 1.)

qu'une économie nouvelle s'établisse d'abord en une région où seront réunies entre autres conditions : une industrie puissante, une agriculture suffisante, des travailleurs résolus ayant conscience que l'heure n'est plus aux petites revendications dans le cadre d'un système périmé mais au grand chambardement, quelques dirigeants syndicaux lucides et dynamiques: Ces conditions existent en Wallonie, elles n'existent pas en Flandre. A part quelques centres industriels comme Gand ou portuaires comme Anvers, la Flandre est cléricalisée et encore largement sous la coupe des grands propriétaires fonciers, les récentes élections viennent encore de prouver qu'elle reste le bastion de la réaction politique et sociale.

Les populations de Wallonie ont été prolétarisées très tôt et ont eu à se défendre contre le grand capitalisme industriel et financier ; depuis longtemps, les travailleurs y sont familiarisés avec la lutte de classes. Entre les deux, une nette frontière linguistique, culturelle, économique et politique. Les Wallons doivent-ils attendre patiemment que l'éducation amène les Flamands à leur niveau ? « So l'tin qu'l'avône crèhe, li chvà crive » (pendant que l'avoine grandit, le cheval crève : dicton wallon). Ou ne rendraient-ils pas un plus grand service au peuple flamand (et à tous les peuples du monde !) en donnant l'exemple du fonctionnement concret d'une réelle économie des besoins qui n'existe encore nulle part dans le monde ?

Le fédéralisme que réclament les travailleurs wallons n'est pas du régionalisme, notion périmée (il est d'ailleurs moyen plutôt que but !) mais de même qu'une famille ne peut être vraiment unie que si elle permet à chacun de ses membres de se réaliser pleinement, de même la « République des Citoyens du Monde » vers laquelle il faut bien tendre, si nous voulons voir régner la paix, ne peut se constituer valablement qu'en fédérant des peuples libres et prospères, entités naturelles se substituant aux nations actuelles dont la plupart furent créées artificiellement par les « Grands » des siècles passés.

Sera-t-il donné au peuple wallon d'être le pionnier d'un monde nouveau ?

Ce rôle n'aurait-il pas dû appartenir à l'un des peuples de France, si ceux-ci n'étaient pas englués dans la « Grandeur Française » ?

De toute façon, la Wallonie se prépare à de nouveaux combats et sait que ses plus sûrs appuis, elle les trouvera chez ses voisins du sud.

En quelle qualité puis-je donner une réponse à votre lettre aux camarades belges ? Parce que, Présidente du M.W.A. (mouvement wallon pour l'abondance et l'économie distributive), je représente un groupement qui, à la suite de J. Duboin, a le mérite de proposer les grandes lignes et les principes d'une économie des besoins et qui, conscient du rôle primordial des syndicats unis pour réaliser cette mutation, a apporté son appui total aux récentes grèves belges.

Préparez-vous aussi au combat, camarades anarcho-syndicalistes ! Le capitalisme est en ce moment comme une énorme pyramide sur sa pointe ! Vous avez raison de croire que l'Anarchie est le but ultime de l'homme libre mais vous savez aussi que plusieurs étapes restent encore à parcourir, avant d'y arriver : la première n'est-elle pas une fédération de quelques peuples ayant réalisé une économie distributive de l'abondance moderne, grâce à la lutte victorieuse des travailleurs syndiqués ?

Denise LEROY.

Les G. D. V.(1)

Ça commence comme une histoire, mais celle-là a l'avantage d'être authentique. Ça se passe dans un train qui de Marseille monte vers Paris.

A Avignon, grand branle-bas. Apparaissent, au fond du couloir de la voiture, six mercenaires armés jusqu'aux dents, encadrant deux Français à part entière, enchaînés de même. Deux jeunes gens très distingués, par ailleurs, bien qu'un peu mats de teint. Des fils de caïds si l'on juge par le nombre des porteurs d'uniformes chamarrés qui vinrent leur faire leurs adieux sur le quai et de l'importante escouade, de composition identique, qui les accueillit à la gare de Lyon.

Chaînes vérifiées, nos deux hommes sont confortablement installés, chacun dans un compartiment réservé, encadrés de deux protecteurs, sans doute chargés de leur faire « passer le temps ». Les deux en surnombre, dans le couloir, admiraient le paysage d'un œil connaisseur et, si l'on peut dire, échangeaient des idées.

Un peu avant Lyon, le train ralentit brusquement et continua sa route au pas. La chaleur accablante incita un des représentants de l'ordre à baisser la vitre; il regarda ce qui se passait en avant et dit à son compagnon : « On fait des travaux ».

Presque aussitôt, commence à défiler devant nous, torse nu, noyé de sueur, attendant que le train soit passé pour poursuivre leur travail, l'imposante équipe, composée pour une bonne part de Nord-Africains, qui effectue périodiquement la substitution des voies; ceux qu'avec raison les connaisseurs ont pour habitude d'appeler les « forçats du rail ».

Conscient sans doute de la popularité de sa livrée, un des deux mercenaires dit à l'autre : « S'ils nous reconnaissent, nous allons avoir notre succès ». Aucune réaction ne fut cependant enregistrée.

Sans doute vexé par tant d'indifférence, le même continua sur sa lancée et s'en prit à « ces gens qui n'en foutent pas lourd puisque maintenant tout le travail est fait par les machines ». Chacun voit le niveau élevé de la conversation. Puis, estimant sans doute que celle-ci avait assez duré sur ce sujet, il conclut, désignant d'un menton rageur les pauvres exploités juchés sur le ballast : « Quand je pense que nous payons des impôts pour nourrir tout ça ! »

Les deux cheminots qui se trouvaient près de moi dans le couloir en furent abasourdis; ils purent tout juste me dire : « Vous avez entendu ? »

Oui, j'avais entendu. Et j'ai conclu, moi aussi, en pensant à certaine histoire de paille et de poutre, devant bien reconnaitre, de plus, avec regrets, qu'il n'y a pas seulement que les gens d'esprit qui arrivent à vous « asseoir ».

Raymond FAUCHOIS

(1) Contrairement à ce que pourraient insinuer certains médisants ce n'est pas « Gueules de vache » qu'il faut lire, mais « Gens du voyage ».

LE PARVENU et son rôle

Qu'est-ce qu'un parvenu ? Tout simplement un ex-ouvrier qui est devenu patron, ou chef d'une boîte quelconque.

Comment y arrive-t-il ? Et bien, il réalise son projet à force de bassesse et d'hypocricie devant son exploiteur qui, voyant bien que c'est l'individu dont il a besoin, le prend en confiance; c'est ainsi qu'il lui propose de devenir le défenseur de ses intérêts en échange de sa place de parasite au sein de l'entreprise.

C'est alors que le nouveau venu dévoile son jeu et ses ambitions. Ne faisant cas d'aucun scrupule, il devient le petit dictateur de la maison. Il met les ouvriers dans le choix d'accepter tous ses ordres ou de partir. Il sait bien qu'il aura toujours quelques machines humaines pour remplacer celles qui se retireront. Du même coup, le coffre de son patron continuera de se remplir, en même temps que le sien, dans la plupart des cas.

Je pense que ce genre d'individu sans conscience, qui a le courage de dire aux ouvriers qu'ils ne travaillent pas assez, ou ne vont pas assez vite, tient un rôle abject.

Qu'il me soit permis de dire que je méprise plus son laquais que le patron lui-même, car le patron depuis sa naissance fait partie de la classe des exploiteurs, et nous, les prolétaires, savons que nous devons le combattre, puisque nous sommes contre l'exploitation de l'homme par l'homme, tandis que le parvenu qui travaillait naguère avec nous, par son poste, devient un traître à la classe ouvrière ; ce n'est ni plus ni moins qu'un mercenaire de la bourgeoisie, avec tout ce qu'il y a d'écœurant dans ce mot.

Donc, la bourgeoisie, très objective, a trouvé dans ce genre d'individus les défenseurs les plus acharnés de ses intérêts. Et pour le grand malheur des ouvriers, ces hommes foisonnent dans toutes les boîtes où on va. Aussi, camarades ouvriers, il faut que nous combattions les parvenus comme nos pires ennemis de classe.

Mais qu'ils sachent, bien qu'ils se considèrent en sécurité et croient que leurs affaires vont bien, qu'ils seront balayés comme toute la société bourgeoise le jour où la révolution sociale accomplira le grande nettoyage et que s'édifiera le communisme libertaire.

René ALVAREZ.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C. C. P. Paris 11.833.32
J. SORIANO, 39, rue de la Tour-d'Auvergne - Paris (9e)

(1) 12 numéros : 3,40 NF. — 24 numéros : 6,70 NF.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers* : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable : R. FAUCHOIS

BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE MUSÉE
3428

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 170 — 0,30 NF — SEPTEMBRE 1961

"La Terre que nous habitons est peuplée d'aveugles, conduits par des fous" Shakespeare.

Ils en redemandent !

Il n'y a guère plus de quinze ans que le dernier massacre généralisé est terminé.

Quinze cents, deux mille avions sur Hambourg, Cologne, Berlin, et autres lieux, presque chaque jour; les constructions transformées en amas de ruines d'où émergeaient des poutrelles tordues, enchevêtrées, les rues transformées en fleuves de napalm en fusion, tel fut le spectacle épouvantable sur lequel on tira le rideau en 1944.

Seuls ceux qui ont vécu cela pourraient se souvenir. C'est à dessein que nous écrivons au passé car la plupart n'ont plus de souvenirs puisqu'ils ont laissé leur vie sous les ruines. Les autres, tels les Français dénoncés par Pétain, ont la mémoire courte, ils ont oublié.

C'est tout simplement effarant, car il y a eu comme bouquets à ce feu d'artifice Hiroshima, Nagazaki.

Eh bien... aussi inimaginable que ce soit, les Berlinois de l'Ouest « en redemandent ». Avec ferveur, comme à un sauveur suprême, ils ont serré les mains de M. Johnson, second grand des U.S.A., qui venait leur dire : « Nous ne vous abandonnerons en aucun cas ». Ils ne se sont même pas demandé comment ils seraient sauvés. Dans leur enthousiasme, ces « braves gens » ont tout effacé, même Gdansk.

Au fait, connaissez-vous Gdanks ?

Pour ceux qui l'ignorent, indiquons que c'est une ville polonaise qui s'appelait avant 1939 Dantzig, et avant 1919 était allemande.

Défenseurs du Droit et de la Liberté, les Alliés — qui n'étaient pas les mêmes que maintenant — créèrent, pour permettre à la Pologne d'accéder à la mer, le « corridor » de Dantzig (c'est ainsi qu'on appelait un couloir à l'époque).

Dantzig et son corridor ont une histoire assez importante puisqu'ils furent cause du déclenchement du conflit mondial de fin août 1939. Le bilan de cette affaire, qui maintenant ne revêt plus aux yeux du monde aucune espèce d'importance, se solda par **quatre vingt millions de morts**, ce qui nous semble parfaitement exagéré.

Nous restons malgré tout, aujourd'hui, quelques-uns à nous en souvenir. Aussi, au sujet de Berlin-Ouest et de son couloir, qui ressemblent singulièrement à Dantzig et son corridor, à l'instar de ce parlementaire qui fut condamné à mort parce qu'il « refusait de verser une goutte de sang pour Dantzig », disons-nous le plus respectueusement possible à de Gaulle, pour éviter de déchaîner son courroux : « Pas une goutte de sang pour Berlin ».

« L'infanterie » en a marre, général. Elle est sursaturée par vingt-deux années de guerre; elle n'en peut plus et demande la PAIX. Elle sait que vous êtes infatigable et admire votre tempérament. Elle sait aussi que c'est votre métier de général de faire la guerre, mais dans la piétaille nous ne sommes, nous, pour la plupart, que des amateurs et envisageons les choses d'une toute autre manière que vous. Nous savons bien aussi que la GRANDEUR et le PRESTIGE de la France sont en jeu et qu'il faut les maintenir au zénit; mais depuis des millénaires on n'y parvient, et vous n'échappez pas à la règle, qu'en suivant toujours le même sentier battu, qui est malheureusement celui de la guerre.

Nous pensons que, comme tous vos grands prédécesseurs dans le « métier » des armes, vous vous êtes fourvoyé et, mieux, que vous allez continuer.

Avec une hâte fébrile, vous désirez vous débarrasser au mieux du chancre qui vous ronge, le Maghreb, pour vous lancer à corps perdu dans l'aventure du nouveau corridor et y cultiver, sur un terrain plus fertile la GRANDEUR et le PRESTIGE de la France, qui sont avant tout les vôtres.

Que serez-vous dans quelques décennies ? Un oublié, comme Joffre ou Foch ? Un condamné à mort, comme Pétain ? Ne souriez pas; cela vous est déjà arrivé. Aux yeux des patriotes, ça manquait évidemment un peu de sérieux, mais les gens sont tellement changeants !

Les Berlinois de l'Ouest qui « en redemandent » ont l'excuse d'être jeunes, de ne pas savoir, ou, comme Willy Brand, bourgmestre régnant — triste personnage qui ose se réclamer du socialisme — d'être fous. Ce n'est pas votre cas, vous en avez vécu d'autres, vous, pour notre malheur, et savez que le bilan pronostiqué par un certain Mac Namara, il y a quelques jours, en cas de prochain conflit nucléaire — et il le serait presque à coup sûr — est de l'ordre de cinquante millions de morts, plus quinze millions d'« irrécupérables », **pour les U. S. A. seulement**. En admettant qu'il ait minimisé de moi-

(Suite en page 2.)

AVIS TRES IMPORTANT

L'ancien administrateur du journal s'étant démis de ses fonctions, tous les versements destinés au « COMBAT SYNDICALISTE » devront être effectués dorénavant à Tersida VERGNOLLE, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e), C.C.P. 14.504-73 Paris.

LA NOUVELLE JACQUERIE

C'est en 1358 que les paysans du Beauvaisis, les Jacques, les Croquants se révoltèrent. Corvéables et taillables à merci, méprisés par leurs seigneurs, rançonnés par les grandes Compagnies, las de voir leurs récoltes ravagées ou brûlées, ils eurent vite fait, par excès de violence, de mettre le pays à feu et à sang. Les « effrois » s'étendirent en Basse-Normandie, dans le Ponthieu, la Picardie, le Perthois et la prévôté de Vitry. Mais mal armés, mal organisés et indisciplinés, ils furent écrasés par Charles de Navarre à Mello et, comme il arrive toujours après ces sortes d'événements, la répression fut terrible.

Peut-on parler de Jacquerie à propos du mouvement qui vient de se produire dans de nombreux départements, en France, et qui a dressé le monde agricole contre le gouvernement ? Assurément, non !

Car, ici, il ne s'agit pas de miséreux luttant pour ne pas crever de faim, mais de métayers ou de petits et moyens propriétaires mécontents (1).

Mécontents, sans doute à juste raison, mais tout de même vivant dans l'aisance ou presque, possesseurs de machines agricoles, de tracteurs, de véhicules de transport (même si tout cela n'est à leur disposition que grâce au crédit) et, malgré toutes les vicissitudes, arrivant toujours à joindre les deux bouts.

Mais ils se plaignent surtout de voir leurs efforts mal récompensés, le travail de la terre étant ce qu'il est. Les prix qu'on leur donne en échange de leurs produits sont trop bas, et surtout pas en rapport avec ceux que payent les consommateurs des villes.

Ils disent encore que le fisc est trop dur, que l'Etat ne les soutient guère et que les prix industriels, grimpant sans cesse, les empêchent d'atteindre un niveau de vie raisonnable, qui leur permettrait d'éviter les marasmes qui résultent parfois des baisses inconsidérées des prix agricoles.

Dès lors, s'estimant lésés et las d'attendre les réalisations promises par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis des années, ils ont eu recours à des manifestations de masse, spectaculaires et propres, semble-t-il, à les rappeler au souvenir de l'Etat omnipotent et tout puissant.

Vastes rassemblements, barrages sur les routes à l'aide de tracteurs et autres véhicules, manifestations devant les mairies et les préfectures, perturbations même du trafic ferroviaire, tout cela s'est développé d'un bout à l'autre de la France, sans autre mot d'ordre, semble-t-il que le mécontentement général du monde agricole.

Que devons-nous penser de tout cela ?

En premier lieu, et pour nous en tenir au grief principal pas de doute : le consommateur paye très cher ce que le producteur vend relativement bon marché.

Où va la différence ? D'abord aux transporteurs, ensuite aux intermédiaires (courtiers, demi-grossistes, grossistes, mandataires, etc...) et aux détaillants. Sans oublier l'Etat, qui, à chaque stade du circuit prélève sa part, qui ne cesse d'augmenter d'années en années. En ce qui concerne les transporteurs, sans doute, s'enrichissent-ils, dans l'ensemble, mais ils travaillent dur, souvent, et, en tout cas, sont absolument nécessaires.

Au moindre degré, on peut, semble-t-il, en dire autant des détaillants.

Reste donc les intermédiaires avé-

(Suite en page 4.)

DIX-NEUF JUILLET

Le gros handicap pour les périodiques mensuels est, comme on dit à Paris, d'avoir souvent dans l'étude des événements le traditionnel métro de retard.

Pour la commémoration du 19 juillet, qui tombe en pleine période de vacances, c'est de deux rames qu'il faut considérer que nous sommes décollés du peloton de nos camarades affinitaires qui ont déjà traité la question sous la plupart de ses angles : Ascaco, Durutti et tous ceux qui, connus ou anonymes, ont donné le meilleur d'eux-mêmes, et trop souvent leur vie, ont été honorés; l'admirable sursaut révolutionnaire du prolétariat espagnol, dressé face au despotisme, a été développé ainsi qu'il fallait; quant aux magnifiques expériences d'organisations collectives, trop tôt interrompues, malheureusement, la démonstration de leur grande valeur intrinsèque a été réalisée une fois de plus, et indiquée la voie dans laquelle il nous faut cheminer pour atteindre notre but. Dans ces domaines il n'y a rien à ajouter mais, dans celui des réalisations, depuis cette période transcendante, il n'en va malheureusement pas de même.

Vingt deux années se sont écoulées depuis que l'ignoble Franco impose sa dictature de l'autre côté des Pyrénées et que nous espérons sa disparition et celle de son régime. On a bien raison de dire que l'espoir fait vivre; nous en avons là une démonstration flagrante.

Il est possible qu'à une échéance rapprochée le dictateur soit déboulonné de son piédestal, et nous le souhaitons ardemment, mais il faut admettre que sur tous les plans le bourreau de nos frères affinitaires d'Espagne demeure inébranlable.

A l'intérieur, ses mercenaires exercent une répression sauvage et étouffent dans l'œuf les réactions des mécontents qui sont nombreux ; le clergé, empoisonneur des consciences, représentant pour lui le plus précieux appoint, celui sans doute qui, plus que tous les autres, lui permet de durer.

A l'extérieur, dans le secret presque absolu des ambassades, le Caudillo renforce sa position dans le bloc occidental, dont rien ne le sépare sur le plan des idées, tous les partenaires étant comme lui les laquais du capitalisme omnipotent.

On peut donc conclure que si, actuellement, il y a progression c'est à l'adversaire qu'il faut l'attribuer,, la régression étant notre fait.

Quand on a la certitude de la supériorité de ses conceptions, qu'elles soient d'ordre économique ou social, sur celles des autres, et qu'on enregistre de continuels résultats négatifs c'est presque à coup sûr parce que la tactique utilisée pour aboutir est inefficace.

Nos camarades de la C. N. T. - F. A. I., par les éléments d'information dont ils disposent, sont mieux placés que nous pour définir comment doit être orientée leur activité. De plus, il ne nous appartient en aucune façon de les conseiller. Pourtant, nous nous permettons de rappeler quelques remarques que nous faisons depuis plus de dix ans :

1. **La question espagnole prend de plus en plus un caractère international** ; le méconnaître nous apparaît comme une erreur que Franco se garde bien de commettre;

2. Regrouper les **authentiques révolutionnaires** pour mener, **partout où ils se situent**, la lutte contre le fascisme est une nécessité impérieuse. On a certainement perdu de vue, si on l'a jamais admis, que pratiquer une brèche dans le système défensif de l'un des despotes c'est amenuiser dans une proportion presque identique la force de ses alliés;

3. Sur le plan économique le système capitaliste libéral est beaucoup plus vulnérable qu'il apparaît de prime abord et, pour être moins spectaculaire, l'action serait peut-être plus rentable si elle était orientée dans ce sens.

La section française de l'A. I. T. a toujours accordé un grand crédit à l'action directe menée dans le secteur économique. L'expérience des Belges, il y a quelques mois, a été précieuse en enseignements. Bien que trahi par les curés, les socialistes et le prolétariat des pays voisins, André Renard a fait trembler sur ses assises tout le système en place. Affreusement seul, il eut suffi de quelques **« pilotes »** supplémentaires à son image, autour de lui, pour que le triomphe des exploités et des opprimés soit assuré.

Que peut coûter le renouvellement d'une pareille expérience puisqu'un échec nous resituerait exactement au point où nous en sommes actuellement ?

La multiplicité des moyens de lutte à notre disposition doit être dévelop-

(Suite en page 4.)

LA CRISE AGRAIRE en FRANCE

Le monde paysan est en complète effervescence. L'abondance de la production agricole et sa conception désordonnée en face d'un pouvoir d'achat insuffisant, provoque la mévente.

En fait, ce désordre économique est dû à plusieurs causes :

1. L'individualisme des petits producteurs ne leur permet ni d'obtenir de hauts rendements, ni d'aborder les marchés dans des conditions commerciales favorables.

Remèdes :

Coopératives de production, de vente et d'achat, c'est-à-dire de vente directe aux consommateurs par l'organisation de comptoirs communaux sur tous les marchés;

Gratuité des transports des marchandises agricoles par voies ferrées. Résultat : forte baisse des prix de toutes les marchandises, donc consommation plus forte;

2. La liberté de production, tant sur le plan industriel que sur le plan agricole est devenue un mythe. A l'heure où la productivité permettrait de satisfaire tous les besoins « si l'on passait de la vente à la distribution », il est certain que la production doit être organisée en fonction des nécessités de la consommation.

Il est évident que de planter des pommes de terre ou des choux-fleurs sans être assuré de leur écoulement, est un désordre stupide qu'une bonne gestion pourrait faire disparaître.

Remèdes :

Les syndicats agricoles et les ligues de consommateurs sont des organismes à développer, afin que les deux grands services sociaux : production, consommation, puissent élaborer, en association et sans le secours de l'Etat, le plan de la Consommation.

Il ne servirait à rien de mettre en place des organismes bureaucratiques pour harmoniser des échanges rendus impossibles ou inutiles par l'intervention des intermédiaires et la dégradation du pouvoir d'achat. Il serait particulièrement stupide de former des organismes alliant paysans et intermédiaires dans le but d'exploiter les consommateurs plus scientifiquement : **il faut supprimer les intermédiaires par la vente directe aux consommateurs**; c'est la solution de l'honnêteté et du bon sens.

Il est particulièrement révoltant que chaque consommateur soit obligé de verser cinq à six mille francs par an dans la poche du paysan « après lui avoir payé ses produits », alors que ce producteur ne songe aucunement à faire bénéficier ce consommateur du bon marché de sa production en la lui vendant directement

Les syndicats agricoles s'efforcent au contraire, de maintenir les intermédiaires dans l'exercice d'une profession parasitaire !

Remèdes :

La coopération dans le travail.

La vente par les comptoirs communaux en liaison avec les syndicats ouvriers et les ligues de consommateurs;

4. Enfin, si la population continue à s'accroître, on peut envisager que tôt ou tard, les besoins dépasseront les possibilités agricoles. Il est donc nécessaire, dans le présent comme en prévision de l'avenir, que la production cesse d'être « un **démerdage individuel** » pour devenir un plan concerté de la satisfaction des besoins, une mesure pour la limitation des naissances.

La solution de la crise agraire est entièrement contenue dans l'association des syndicats agricoles et des ligues de consommateurs.

L'avenir, c'est-à-dire demain, apportera à ces conclusions provisoires le dynamisme d'un monde bâti sur l'égalité des conditions.

LISEZ
page 3 de ce numéro
le début de
« LA LAICITÉ »

Faites circuler ce texte, vous contribuerez ainsi à faire triompher la Vérité.

LA PRISE AU TAS

Quand dimanche dernier, c'était le 30 juillet, je suis descendu dans la rue, non pour faire la révolution, mais simplement quelques emplettes, mon regard s'est porté, en passant devant mon habituel marchand de journaux, sur « L'Humanité-Dimanche » qui, en manchette, indiquait : « En 1980, en U. R. S. S., le logement, le gaz, l'électricité, l'eau, le chauffage, les transports urbains, les assurances sociales, etc., seront gratuits, les impôts supprimés.

J'avoue que cela m'a donné un petit coup, là, et j'ai relu une seconde fois, par crainte d'avoir mal enregistré. Il n'y avait pas d'erreur.

Bien qu'on ne puisse le taxer d'être le « Chef des Miracles » comme notre « Grand » national, ni évidemment de posséder une intelligence identique à la sienne, il faut tout de même reconnaître que Khrouchtchev qui préside aux destinées de plus de 200 millions d'individus et en oriente près d'un milliard d'autres, c'est quelqu'un.

En affirmant cela, je suis courageux, étant certain qu'un olibrius quelconque, il y en a toujours un en réserve, redira que je suis un « agent communiste à la solde de Moscou », dont je suis pourtant l'ennemi, pour les mêmes raisons que mon ami J. B. exprime d'autre part.

Nous pensons cependant, lui, un certain nombre d'autres et moi que la prise au tas pour les éléments de vie de première nécessité : logement, chauffage, lumière, eau, soins médicaux, pain, légumes, transports, etc... est valable et réalisable dès maintenant. Entendre confirmer sa possibilité dans vingt ans par un individu comme Khrouchcthev, qui dirige un potentiel économique énorme, nous apparaît réconfortant et nous change un peu des théories de nos penseurs affinitaires contemporains qui estiment que « tout doit être repensé » (?), ce que nous estimons faux puisque aucun des objectifs que nous nous sommes assignés n'a jamais été atteint.

Je n'ai pas pour habitude de nager dans l'euphorie, et, cette satisfaction enregistrée, le réalisme qui m'habite toujours a vite repris le dessus.

Vingt ans, c'est bien long, surtout si l'on considère les innombrables embûches que le système capitaliste libéral peut dresser devant la prise au tas. De plus, ce délai écoulé, il serait étonnant que le Français soit mûr pour l'appliquer.

Faute de connaissances économiques, le scepticisme de ceux à qui cette réforme profiterait au maximum n'est pas un mince obstacle, mais le principal est constitué par la multitude d'individus **nantis**, sans être pour cela des capitalistes, encroûtés dans leurs préjugés ridicules, qui par crainte de perdre ce qu'ils considèrent des privilèges, raisonnnent en authentiques bourgeois et se comportent comme les meilleurs défenseurs de ceux-ci. L'impossibilité d'échapper à la conception étriquée du profit est flagrante, même chez les plus évolués.

Il m'est arrivé de causer de la déclaration de Khrouchtchev avec un ingénieur, qui parle dix langues. Elle ne l'a pas enthousiasmé; il en est encore aux vertus du coopératisme et je l'ai bien embarrassé en lui demandant comment il pourvoierait avec son système aux besoins des gens sans moyens financiers.

Lui expliquant nos conceptions et lui parlant de la monnaie fondante (non thésaurisable) il m'a indiqué que, même dans ce cas, de multiples formes de capitalisation resteraient possibles. Les collections de timbres entre autres. Il est resté bouche cousue quand je lui ai demandé s'il estimait normal qu'en période de prise au tas on continue à apposer sur la correspondance les ridicules petites figurines dont la vente assure la rentabilité du service public que sont les P T. T. ? On voit par ce simple exemple — nous en enregistrons journellement un certain nombre — que le chemin à parcourir pour aboutir à **la liberté**, qui se situe au bout de la satisfaction des besoins de tous, sera bien long encore.

Avouons néanmoins, malgré l'opposition irréductible qui sépare nos principes antiétatiques et antiautoritaires de ceux des marxistes-léninistes, que la déclaration de Khrouchtchev constitue une bonne propagande pour la prise au tas qui **est essentiellement nôtre.**

On me rétorquera que cela n'a pas convaincu tout le monde et qu'en attendant nos députés ont voté à main levée l'abandon de la protection des 400.000 sans logis parqués dans les hôtels et que notre « Grand » entre les « Grands » a, par personne interposée, fait ajouter une rallonge substantielle au prix de la baguette et du « Parisien », ce qui nous fait marcher à reculons.

C'est vrai ! Mais avoir mis en opposition la prise au tas avec les « conceptions géniales » inspirées par le système capitaliste, n'est pas négligeable. On en cause, on y pense, c'est très important; qui n'est pas farfelu déduit où se situe la solution rationnelle.

On admettra avec nous que cela a une certaine valeur.

Raymond FAUCHOIS.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et Administration du « COMBAT SYNDICALISTE » :
Tersida VERGNOLLE, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e))
C.C.P. Paris 14.504-73.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.

Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON

Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

MISE EN GARDE

Les responsables de l'Union Locale de St-Etienne tiennent à rendre public que Léon SEIGNE, ne peut se réclamer en aucune circonstance de la C.N.T. Son comportement est incompatible avec le titre de membre de notre Organisation.

A la demande, toutes précisions seront fournies sur l'action néfaste menée par cet individu.

UN LIVRE, UN MONDE !

Que l'on se rassure, il ne s'agit pas ici, de critique littéraire, non plus que de dissertation philosophique.

Simplement, je viens parler d'un livre que je viens de lire, qui m'a enthousiasmé, en me faisant connaître un monde que j'avais tendance, comme beaucoup d'ailleurs, à croire disparu. Ce livre, c'est « La Pendule à Salomon », de Raoul Vergez, ce monde, c'est celui du compagnonnage. L'auteur, lui-même compagnon, nous raconte l'histoire d'un compagnon charpentier de notre époque et, en même temps nous fait pénétrer, tant au présent qu'au passé, dans cette société de constructeurs-bâtisseurs, pour qui les concepts essentiellement concrets de travail, de métier, sont intimement liés aux concepts de dignité, de courage, d'honneur et de probité.

Apprendre les rudiments d'un métier, puis l'essentiel en allant de ville en ville, en faisant son « Tour de France », puis quand on le possède à fond, devenir compagnon, reçu en exécutant son chef-d'œuvre, quelle belle chose.

Et quelle satisfaction, pour un homme digne de ce nom, de tailler, de façonner, d'assembler la pierre, le bois, les métaux, d'œuvrer à la fois de ses mains et de son cerveau, de travailler, quoi !

Et quel plaisir de se rassembler, de fêter l'ouvrage terminé; quel bonheur de se rencontrer, de se reconnaître au hasard de la randonnée sur les routes de France. Et quels souvenirs, plus tard, autrement exaltants que les pauvres et stupides souvenirs du régiment dont se gargarisent volontiers les générations actuelles et celles qui les précédèrent depuis le Premier empire.

La société peut être transformée, la nation, le pays régénérés par des moyens autres que politiques ou coercitifs. Le premier de ces moyens et le plus important, étant le travail. Non le travail abrutissant et sans espoir de manœuvre d'usine ou de l'ouvrier robot, tel qu'il existe actuellement presque partout dans le monde, mais le travail intelligent, producteur, le travail permettant à l'homme de vivre harmonieusement, le travail lié au métier. Oui, le métier, son enseignement, sa pratique, son respect, son chef-d'œuvre. Pour le compagnon, et nous ne pouvons que l'approuver, tout est là. Point de véritable travail utile sans métier. Et point de métier sans enseignement. Non pas seulement enseignement théorique et livresque, mais surtout pratique, en contact avec les compagnons, les maîtres. Sans doute, la tradition, les tours de main et les secrets de métier, n'ont plus l'importance qu'ils avaient autrefois, mais on ne peut les négliger et surtout on ne peut les apprendre qu'en exécutant, qu'en travaillant avec ceux qui les possèdent.

Certes, la profession évolue, se transforme, des métiers disparaissent, d'autres apparaissent, et tous doivent s'adapter aux exigences modernes, mais ce qu'il faut surtout combattre, ce qu'il faut refuser totalement c'est l'embrigadement, le caporalisme et l'entassement dans les usines-casernes. Il faut décongestionner les villes, et particulièrement Paris, équiper et moderniser la campagne, repeupler certaines régions presque désertiques, même si le sol ne permet pas une bonne culture. Les moyens de transport modernes permettent de bâtir et de construire des ateliers ailleurs que dans les agglomérations.

Et d'abord, cesser d'attirer artificiellement les gens des provinces dans la capitale, pour faire de petits trous dans les tickets du métro, ou encore, pour taper à coups de bâton sur les grévistes ou les manifestants de toutes sortes.

Electrifier, construire des barrages, des routes, des aqueducs et des maisons d'habitation confortables pour le paysan, pour l'ouvrier et des écoles et des hôpitaux... et tant d'autres choses qui manquent, hélas !

Lieux communs que tout cela, dira-t-on, et que d'autres ont déjà tant de fois annoncé !

Oui, parbleu, mais il y a la manière, et celle que préconise l'auteur de « La Pendule à Salomon » me semble être la bonne : l'association et la gestion ouvrière. Association libre des compagnons unis à la fois par le métier et la sympathie, et aussi par le désir d'œuvrer utilement pour le bien-être de tous et non de quelques-uns. Suppression ou réduction au minimum des organes parasitaires, tels que directeurs, contremaîtres et bureaucrates.

A la tête, un compagnon élu et, pour la comptabilité imposée par l'Etat capitaliste, le strict nécessaire.

Rêveries, diront certains ! Ce n'est pas mon avis, et je crois que tout le monde commence à se rendre compte des inconvénients que procure aux individus le conglomérat qu'on leur a imposé ou qu'ils n'ont pas su éviter.

Certes, les pontifes de la productivité à outrance crieraient au scandale, mais qu'a-t-on besoin de ces gens-là ? Et qu'a-t-on besoin de tant de choses futiles ou dangereuses, ou nocives, ou simplement inutiles, que l'on produit actuellement en quantités illimitées. Dois-je citer ici, les armes plus ou moins meurtrières, les bombes plus ou moins atomiques et les spécialités pharmaceutiques plus ou moins empoisonnantes.

Oui, il faut réclamer à l'ouvrier l'amour du métier, le désir et la satisfaction de l'ouvrage bien fait et surtout la certitude qu'il accomplit œuvre utile.

Toutes choses qui ont tendance à disparaître, précisément à cause de l'usine-caserne, de l'habitat-taudis et du manque de loisirs sains et reposants.

Etant entendu, que la machine, qui ne fera jamais tout, doit être au service de l'homme et non l'homme au service de la machine.

Etant entendu encore, que le moyen âge a bien disparu, mais qu'il nous a laissé des œuvres durables qui ne sont pas uniquement des œuvres de foi, comme on a tendance à nous le faire croire.

Etant entendu, enfin, que le temps des masses ne sera pas éternel, et que le temps des individus, des hommes ne tardera pas à lui succéder.

Méfaits du lapinisme

La classe ouvrière a sa destinée dans ses mains. La méthode la plus efficace pour échapper aux maux qui l'accablent — cadences excessives de travail, salaires insuffisants, absence de loisirs, etc... — est de réduire le nombre des individus, par la copulation préventive, et d'harmoniser ainsi l'offre et la demande de travail. Les autres moyens proposés pour éliminer la pauvreté sont illusoires. Le socialisme, l'émigration, l'organisation du travail, sont tout au plus, en admettant que ce ne soient pas des chimères impossibles à réaliser, des palliatifs qui finissent par aboutir au mal. La classe ouvrière devrait refuser d'étudier les plans qui ne tiennent pas compte du problème démographique. Ce ne sont que des feux follets dont la poursuite fait perdre le temps et les efforts et aboutissent à un désespoir plus profond. Elle devrait démontrer l'efficacité des moyens préventifs et faire comprendre le devoir absolu de limiter la reproduction. Elle devrait s'aider elle-même et ne pas compter sur les autres. Si ce devoir était connu et rempli par tous, la pauvreté s'amenuiserait en fort peu de temps et finirait par disparaître complètement.

Il est souhaitable qu'il naisse aussi peu d'enfants que possible tant que le paupérisme subsistera. Si l'on suivait une telle politique, dans un laps de temps réduit, la classe ouvrière pourrait obtenir des avantages auxquels on n'ose penser aujourd'hui.

La satisfaction des besoins doit assurer l'indépendance de tous. Les accidentés, les malades, les individus victimes de calamités, la plus faible des femmes et le plus maladroit des ouvriers doivent pouvoir vivre largement, les uns étant dignes d'intérêt et méritant autant d'égards que les autres. Or, pour beaucoup les moyens de subsistance sont bien inférieurs aux besoins de l'heure, ce qui, en cette période d'abondance, est inadmissible et devrait disparaître

Un autre but à atteindre serait de rendre salubres toutes les occupations sans exception. Aucun homme ne devrait être forcé par le besoin, comme il l'est à présent, d'exercer des métiers qui amènent infailliblement la mort au bout de quelques années d'exercice. Nous pourrions aussi assurer plus de loisirs qu'il n'en existe aujourd'hui ; moins d'ouvrage avec des salaires plus élevés au lieu d'être écrasés par un labeur constant; il faudrait plus de temps pour développer les facultés de corps et d'esprit. Les heures de labeur devraient être calculées selon la santé et l'intérêt de l'individu. Tous ces problèmes, et grand nombre d'autres, pourraient être solutionnés par une étude constante de leurs véritables causes qui permettrait d'y remédier.

Il est possible à la classe ouvrière de se procurer tous ces avantages, d'imposer ses conditions au capitalisme si elle parvient à discipliner sa morbide et maladroite soif d'accouplement et ne pas engendrer à tort et à travers. C'est par ce moyen, et non des grèves désespérées ou des révolutions sanglantes, qu'une amélioration de sa condition peut s'effectuer. Elle apprendra par là aux classes riches qu'elles ont à lutter contre les difficultés qui leur sont propres et que dans une certaine mesure le problème démographique peut se retourner contre elles.

Les familles nombreuses nuisent à tous. Elles sont la cause du travail excessif, des petits salaires, de la prostitution qui désolent les classes pauvres. Dans ces conditions, il est impossible d'obtenir un revenu social assuré du berceau au tombeau, ce qui permettrait de satisfaire les besoins en travaillant raisonnablement.

Toujours on nous parle d'unité, mais qu'est-ce que cette chimère; on nous rabâche continuellement cette formule qui n'existe que pour les morts dans le cimetière.

Faute de militants actifs, il est impossible d'établir des principes plus humains et plus vrais. Car ce sont les tyrans qui commandent et imposent leur volonté, ce qui leur permet de faire la guerre pour nous asservir. Les partis vident leurs querelles par les armes au lieu de les soumettre à une décision raisonnable et équitable; elle est un reste épouvantable de la barbarie; elle est un effroyable fléau et la honte de notre civilisation.

La guerre dure au milieu de la vie moderne. Peu importe l'origine de la dispute, quel est l'offenseur ou l'offensé, la guerre est simplement un duel à grande échelle avec la circonstance aggravante qu'au crime, au brigandage, le vol s'ajoute ordinairement sous la forme d'annexions, d'indemnités de guerre et autres formes de pillage par lesquelles les belligérants cherchent à profiter de tous les avantages. Il faudrait donc être assez fort pour chasser une fois pour toutes ces mauvais usages ; le Bonheur, répétons-le encore, ne dépend que de nous et de tous.

Trop de monde sur la terre, c'est vouloir mettre dans un récipient beaucoup plus qu'il ne peut contenir, c'est le débordement complet qui provoque la rupture. Nous sommes à la merci de tous les fléaux, auxquels il serait si simple de remédier puisqu'il suffirait en somme de nous comporter en individus conscients de nos responsabilités.

S. BONNEFOY.

Au fil des jours

CITEE A L'ORDRE DE LA NATION !

M. Benoît Frachon, de la C. G. T.K. s'est creusé pour faire quelque chose, pour les travailleurs, quelque chose qui dépasse de loin les conventions collectives, les primes hiérarchisées, l'augmentation des salaires, l'allongement des vacances, l'abaissement de la durée temporelle du travail, en un mot un geste qui annihile l'exploitation capitaliste, un monument d'une hauteur égale à celui du petit père Staline à Berlin-Est. Se tournant et retournant (j'imagine) dans son lit, il n'eut de cesse qu'il n'ait trouvé ! Euréka !, s'écria-t-il, se rappelant ses classiques, comment n'y ai-je songé plus tôt ? Et, la France (ses murs) toute entière fut pavoisée de l'épitre en caractères gros comme ça ! **La C.G.T. cite la classe ouvrière française à l'exemple de la Nation; elle a bien mérité de la patrie et du peuple.**

Quelle belle et benoîte frachonnade; citer les travailleurs à l'ordre ! Pourquoi ? Pour une minute de silence lors du putsch des généraux d'Alger ! Pauvre Benoît, j'espère qu'après ça de Gaulle t'aura cité à l'ordre de l'étron napoléonien, il est vrai qu'il y a belle lurette que tu l'arbores.

A MON CAMARADE EBOUEUR

Pourquoi, toi qui es un travailleur conscient et organisé à la C.G.T. et fais partie de la cellule mets-tu tant d'attention à ramasser ce qui tombe des poubelles avenue des Champs-Elysées et repousses d'un pied rageur au milieu de la rue Lesage les mêmes malencontreuses tombées ? Peut-être ne le sais-tu pas ? Mais, l'avenue des Champs-Elysées c'est le repaire de la haute pègre tandis, que la rue Lesage est habitée par des travailleurs comme toi, où de pauvres enfants qui ne peuvent aller en vacances, s'étiolent et respirent les immondices que tu laisses volontairement traîner. Serais-tu lâche ou bien attends-tu un ordre de la C.G.T. pour faire à Belleville ce que tu fais pour la santé des bourgeois ?

SUR LES ROUTES NATIONALES

Lorsque vous abordez un virage non loin d'un village ou d'une ville, le premier panneau publicitaire que vous apercevez, c'est celui du curé vous indiquant l'heure de ses représentations théâtrales. Je sais bien que leur bon dieu ça n'existe pas, mais, j'imagine la gueule qu'il devrait faire en sachant l'usage que l'on fait de lui, placé entre les fesses de notre B.E. nationale et les nouilles de la mercante. Allons athées, réjouissons-nous de voir ces sorciers réduits à faire de la publicité.

UN NOUVEAU GUSTAVE HERVE

Gustave Hervé, figure un peu oubliée. Rappelez-vous ce professeur socialiste emprisonné et congédié de l'enseignement pour avoir, avant 1914, trempé le drapeau dans la merde et qui eut droit après 1918 à une chanson dans laquelle il le ramasse pour l'approprier avec sa langue. Eh bien, cet après-guerre connaît lui aussi un Gustave Hervé, vous l'avez deviné, il se nomme Nocher Jean. Certes, si ce dernier sort aussi de l'enseignement, il est loin de valoir le premier ! Il fit ses débuts, avant cette dernière, avec des critiques assez caustiques et apparemment sincères, mais depuis il a mué.

Tous les soirs notre héros s'essaie à intéresser les « chers auditeurs ». Critique en tous genres, sur ses adversaires, et il en a, ou faisant l'apologie de son roi (n'en est-il pas le fou ?) et surtout de sa patrie; pauvre type !

Bref, dernièrement, Gugusse, pardon, Jean, n'a pas craint d'affirmer que la France était le premier pays à avoir des lois sociales vraiment humaines. Je me demande où ce pauvre bougre a pu se vautrer pour anonner une telle bourde !

Qu'il sache ce parvenu que la France est le quatrième pays du monde à avoir de mauvaises lois sociales : 1) Le Portugal; 2) l'Espagne; 3) l'Italie; enfin 4) la France. Qu'il sache encore que lors des conventions d'armistices passées entre les Alliés et l'Allemagne occidentale, les lois sociales Allemandes durent s'aligner en partie sur celles de sa patrie, c'est-à-dire que les ouvriers Allemands qui ne payaient ni médecins ni frais pharmaceutiques sont astreints aujourd'hui à payer 20 % de ces frais !

D'autre part la France est le Pays où les vieillards sont les plus mal traités. A moins que M. Nocher ait voulu parler des lois sociales en faveur des Cadres, alors là ! il aurait raison.

Gustave Hervé est mort bêtement, emportant dans la tombe le ridicule; il en sera de même de Nocher.

LE REPASSEUR

Si je consomme, je dois produire ;
Si je reçois, je dois donner ;
Si je profite à la société, je dois la [servir.

Mme GYP

L'erreur paysanne

Les paysans bretons du Finistère se sont révoltés parce que le gouvernement n'a pas su prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'écoulement de leur production à des prix rentables.

C'est ainsi qu'ils vendent leurs pommes de terre 8 francs le kg, qui seront revendues au détail 40 à 50 francs le kg !

Ce lieu de production étant fort éloigné du bassin parisien, il s'ensuit que toutes les marchandises subissent des frais de transport considérables avant leur distribution...

Cela signifie que du fait des frais de transport et des profits prélevés par une longue chaîne d'intermédiaires, le paysan ne gagne pas sa vie et le consommateur se prive devant le tas...

La crise est donc due à deux facteurs : les frais de transport et les intermédiaires.

Il y a quelques mois, les paysans d'une autre région de la Bretagne, producteurs d'artichauts et de choux-fleurs, se révoltèrent contre les intermédiaires, et passèrent à la vente directe aux consommateurs. C'était la meilleure solution tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

Aussitôt, les syndicats agricoles de ces régions désavouèrent une initiative qui, si elle s'élargissait menaçait de ruiner certains commerçants et de supprimer les grossistes.

Or, il n'y a pas d'autre remède à l'exploitation éhontée des producteurs paysans par les intermédiaires, et la baisse du coût de la vie ne peut résulter que de la suppression des prix de transport en ce qui concerne les produits agricoles, et de la vente directe de ces produits sur tous les grands marchés par des comptoirs agricoles gérés directement par les paysans et les consommateurs associés.

L'esprit paysan se refuse à sortir de ses champs pour considérer son activité par rapport au social, aux consommateurs.

Le syndicalisme agricole devrait avoir pour but principal la défense et l'écoulement de la production, c'est-à-dire, de faire que la production réponde exactement aux besoins des consommateurs, ce qui rend nécessaire l'association des ligues de consommateurs et des syndicats ouvriers aux syndicats agricoles.

Paysans !

Vous devez comprendre que si la consommation est ralentie, c'est que tout est trop cher.

Si tout est trop cher, c'est que les frais de transport sont exorbitants et que la somme des profit s prélevés par la chaîne des intermédiaires appauvrit à la fois, vous qui produisez et ceux qui consomment.

La communauté toute entière et les syndicats ouvriers en particulier devraient demander l'abrogation des frais de transport pour les produits agricoles.

Les syndicats agricoles devraient organiser des comptoirs de vente sur tous les marchés citadins, aidés, soutenus et contrôlés par les consommateurs.

Alors, nous verrions s'amorcer cette fameuse baisse des prix assurant au salaire tout son pouvoir d'achat.

Si la hausse des salaires est toujours dépassée par les prix, la baisse des prix donne au salaire une position privilégiée.

Les travailleurs en sont encore à considérer la production, « les 200 familles, argumentation démagogique des politiciens ouvriers », comme la forteresse dont la prise ouvrirait le chemin de la liberté.

Ils oublient que les 200.000 familles qui constituent la chaîne des intermédiaires forment le rempart protecteur et agissant du système capitaliste, et que cet immense parasitisme vit de la sueur des paysans et des privations des consommateurs.

Nous en appelons à tous les paysans clairvoyants !

Le remède à vos maux pose le problème de la consommation. Producteurs et consommateurs associez-vous dans la lutte pour la suppression des intermédiaires : hors de là, pas de salut !

Vive les comptoirs agricoles de vente !

Vive l'association des producteurs agricoles et des consommateurs !

TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus berner par les politiciens, œuvrez à votre libération en réjoignant le syndicalisme révolutionnaire.

Ralliez la C. N. T. !

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les versements à Tersida VERGONLLE, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e). C.C.P. 14.504-73.

(1) 12 numéros, 3,40 NF. — 24 numéros, 6,70 NF.

Ils en redemandent !

(Suite de la page 1.)

tié pour ne pas trop effrayer la galerie, vous voyez ce que cela donne pour les pauvres Yankees; pour les autres, d'en face, sans parler de nous qui serons au milieu de tout cela et servirons de tampons. Ajoutons, pour ceux qui pourraient croire que nous galégeons, que Mac Namara c'ect le Secrétaire d'Etat aux armements des U.S.A., quelque chose comme le ministre de la guerre, et qu'il est renseigné.

Vous risquez donc, général, en suivant le peloton du monde libre, de mettre bas, à brève échéance votre... (voir plus haut), car il y a des choses, quand on les a subies, qu'on ne pardonne pas.

A votre place, nous, on se laisserait décoller, histoire de souffler un peu; cela provoquerait tout de suite un sérieux coup de frein parmi les bellicistes. Puis, demain, pas plus tard, nous lancerions au monde la proclamation que la France évacue toutes les bases qu'elle occupe hors de son territoire, donne à l'Algérie son indépendance totale, inconditionnelle, et que, la guerre ne pouvant aboutir à rien de constructif, la France entreprend sans plus tarder son désarmement général, unilatéral; preuve qu'elle se désintéresse totalement de tous les « couloirs ». Cela ferait du bruit; vous n'auriez jamais lancé une bombe pareille.

Et pour votre PRESTIGE, votre GRANDEUR, puisque vous y tenez. Quelle montée en flèche. Si en l'an 3.000 la terre n'a pas été désintégrée, nos descendants diraient : Vous savez, de Gaulle, c'est ce général qui au XXe siècle a montré la voie de la sagesse aux fous qui présidaient aux destinées de la planète et peut être considéré comme un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

Mais vous êtes général et, malheureusement, jusqu'à ce que la cruche casse, vous continuerez à suivre la voie d'Attila, plutôt que celle de la raison.

Pas plus que lors du putsch d'Alger nous ne vous suivrons, général et, à plus forte raison, n'emboîterons le pas aux Berlinois de l'Ouest intoxiqués par la propagande revancharde. Nous ferons même notre possible pour empêcher « l'infanterie » de faire comme vous, sans discernement.

C'est la PAIX que nous voulons, nous, avec des conditions de vie normales, des maisons pour nous abriter, des loisirs, du bifteck frites, etc...

Des saucisses Potin, du pâté de poisson, on n'en veut plus ! On sort d'en prendre !

C. N. T.

B.D.I.C

Dissipons le brouillard

Sous le titre « Le brouillard se dissipe » le numéro de juin du « Combat Syndicaliste » a commenté deux articles extraits de la série de 24 articles que je viens de publier dans le journal « La Grande Relève », sous le titre général de « L'Economie distributive et le communisme ».

J'ai voulu, par ces articles, esquisser une doctrine d'action, celle de la mise en œuvre par le mouvement ouvrier d'une économie distributive de l'abondance. Ce sujet me tient trop à cœur — nous tient trop à cœur, n'est-il pas vrai, camarades du C. S. ? — pour que je n'essaie pas de dissiper tout à fait le brouillard qui semble tout de même persister après mes articles.

Ayant rappelé que, du fait d'une production marchant vers l'automatisation, le salariat ne permet plus de distribuer un pouvoir d'achat capable d'acquérir les produits qu'elle jette sur le marché, j'ai conclu à la nécessité de distribuer le pouvoir d'achat par un autre moyen que par le salaire. J'ai fait remarquer que l'évolution historique elle-même nous désignait cet autre moyen : un **revenu social dissocié du travail**, c'est-à-dire basé sur le droit à la vie et non plus sur l'échange travail contre produit (ou argent le représentant). C'est en effet, le principe même des allocations familiales, de la retraite des vieux, du salaire annuel garanti revendiqué par les travailleurs américains, du revenu garanti demandé par les cultivateurs bretons... J'en ai conclu que l'institution d'un revenu social croissant en même temps que la production et distribué à tous de la naissance à la mort doit devenir la revendication majeure des travailleurs.

Deux problèmes se posent alors. Ce revenu social doit-il et peut-il être égalitaire ?

J'ai répondu que ce revenu doit être égalitaire dans une société d'abondance, mais qu'il ne peut l'être, pour motif de psychologie sociale, tant que nous n'aurons pas obtenu l'abondance pour tous les produits essentiels. Ce qui n'est pas, ce me semble, discutable de la part de travailleurs qui connaissent l'état d'esprit de leurs camarades d'atelier ou de bureau.

Dire que « si la masse n'est pas mûre pour l'Egalité, c'est que les intellectuels qui en sont issus n'ont pas encore répudié, surmonté, dépassé l'Egoïsme... », c'est raisonner comme les « bonnes âmes » du catholicisme social qui prétendent que l'éducation des esprits et la réforme morale doivent nécessairement précéder la transformation des structures. C'est oublier que les conceptions morales socialement dominantes sont toujours, en quelque sorte, le reflet des rapports de production. Il s'agit donc de placer les hommes dans un nouveau cadre économique impliquant de nouveaux rapports de production pour provoquer l'évolution de leur mentalité. C'est le fait même de l'abondance qui rendra les hommes égalitaires; ils ne pourront le devenir tant qu'ils vivront au sein d'une économie de rareté, même relative.

C'est en fonction de cette loi que je préconise l'institution d'un double revenu social. L'un de base, permettant à tous une vie décente correspondant à une certaine conception de la civilisation et de l'homme, et l'autre « d'émulation », récompensant l'effort, le mérite, les services rendus à la collectivité. Mais tandis que le premier croîtrait en même temps que la production, le second serait déterminé, fixé, une fois pour toute, constitutionnellement, et ne pourrait être modifié. Ne croissant pas avec la production, son importance relative ne cesserait de diminuer par rapport au revenu social de base. Les travailleurs entreraient ainsi, insensiblement, dans l'égalité économique.

Comme l'écrit très justement votre rédacteur J. B., la mise en gratuité des produits au fur et à mesure de leur accession à l'abondance — ce que Jacques Duboin et moi-même avons toujours prévu — faciliterait l'instauration de l'égalité économique.

Il va de soi que si la direction de l'économie était aux mains des technocrates, l'accession à l'égalité économique risquerait fort de ne plus être aussi prochaine que nous le souhaitons, car ces hommes combattraient eux aussi l'abondance pour maintenir leurs privilèges autoritaires. C'est pourquoi, dans un article intitulé « Révolution et Démocratie », j'ai exposé que l'économie distributive ne saurait exister que dans une société dont l'organisation économique et sociale serait assumée par le peuble lui-même organisé dans ses syndicats de travailleurs et dans ses syndicats de consommateurs.

C'est alors que je me heurte à la dernière objection de J. B. qui déclare que « la société sera exclusivement économique ou la liberté ne sera jamais ».

Je ne veux pas savoir, si dans un millénaire, un Etat, c'est-à-dire une administration chargée d'organiser **sur le plan national** les rapports humains ne sera plus nécessaire. **Je combats pour transformer la société actuelle** le plus prochainement possible. Et je suis bien obligé de prendre les hommes tels qu'ils sont. Je souhaite un Etat démocratique et populaire, mais je sais bien qu'il demeurera néanmoins contraignant à l'égard de la personne humaine, qu'il imposera plus ou moins ouvertement des conceptions politiques et morales exprimant celles de la majorité de nos concitoyens, toujours attardée. Il faut avoir la sagesse de savoir attendre les mûrissements de la conscience humaine. Mais cette attente doit être active, je veux dire que nous devons nous employer à hâter, par des institutions appropriées et l'éducation l'éveil de toutes les consciences.

Un dernier mot. Au temps de l'artisanat et de l'économie communale, il eut sans doute été logique et raisonnable de lutter pour une économie fragmentée, à l'échelle de la commune ou tout au plus de la région, régie par des associations locales fédérées. A l'heure actuelle ou le cadre national éclate pour faire place à un cadre de plus en plus international, les conceptions étroitement associationnelles et mutuellistes sont dépassées. La planification économique est nécessaire. Elle exige de grands espaces. Au moins le cadre national.

Ne soyons pas des révolutionnaires à contre-courant. Ne tournons pas nos regards vers des temps révolus, mais vers ceux qui viennent...

Maurice LAUDRAIN.

L'HUMAIN TRES INHUMAIN

« Etre ou ne pas Etre, autrement dit, la critique devrait être l'art de distinguer le vrai du faux. » L. B.

L'homme est à la fois puissant et très faible. Il est puissant parce qu'il a conscience de sa force, de ses possibilités intellectuelles, physiques, il est faible parce qu'il s'imagine pouvoir imposer sa volonté et croit dominer l'histoire ainsi que la Nature alors qu'en réalité, quoi qu'il fasse ou dise, c'est la Nature qui dominera, triomphera toujours et des hommes et du reste.

On sait par expérience que seuls ceux qui sont méprisables craignent constamment d'être méprisés, de celà il résulte que le problème social ne sera pas résolu à coups de baguette magique, mais l'on résoudra ce probème en appelant un chat, un chat, autrement dit, on le résoudra en donnant à chaque individu ce qui lui revient de droit.

Les politiciens, y compris les époustouflants marxistes, maîtres dans l'art de débiter des sophismes, agitent, à tour de bras, un sujet dont l'on devrait avoir honte d'esquisser l'étude, il s'agit de la « Vieillesse ».

Voilà un sujet qui, de plus en plus se transforme en spéculation politique, car l'on fait miroiter devant les « Vieux » une carotte afin d'obtenir leur vote, donc le « Vieux » se transforme ou est transformé en perche très solide qui permettra à des politiciens de sauter très haut.

Les « Vieillards », voilà un mot qui a fait, qui fait et qui fera couler encore beaucoup d'encre, cependant ce mot recèle une bonne dose de supercherie. La presse, mégère folle, se préoccupe des « Vieillards » sorte de pellagreux ou si vous préférez, quintessence de l'inconscience ou mal de la misère, de l'orgueil, de l'ignorance.

On veut pallier ce cauchemar qui hante la jeunesse et les hommes mûrs, dès lors l'on institue toutes sortes de « manèges » au profit des pellagreux ou des « Vieux », donc l'on organise, nationalement et internationalement, l'hypocrisie. En agissant ainsi, ceux qui gouvernent, les Grands, croient-ils vraiment agir conformément à la grandeur humaine, à la solidarité ? Hélas ! ces gens-là dévoilent, inconsciemment leur conscience humaine très inhumaine, ils démasquent leurs batteries et voilà qu'un devoir universel est transformé en corvée ennuyeuse, desagréable, pénible.

Faut-il défendre les « Vieux », faut-il confier les soins de la défense à des Intellectuels scribes et pharisiens ? Assurément non, car les « Vieillards » ne doivent point être défendus, la question est tout autre, il faut donner aux « Personnes Agées » ce qui leur revient de droit. L'hypocrisie a assez duré et étant donné que tout prouve que les « Personnes Agées » sont toutes des anciens travailleurs (l'on voudra bien reconnaître qu'une mère qui élève plusieurs enfants est plus qu'une travailleuse, elle est une éducatrice, une infirmière attentive, constamment sur le qui-vive, qui trime quinze, seize heures par jour), donc, comme tel, ils ne doivent point être traités en « Vieillards » mais doivent être considérés comme des êtres qui ayant accompli leur tâche, ont droit à une retraite paisible, honorable et non pas à des aumônes. Qu'on se le dise une bonne fois pour toutes, le « Vieillard » ou une Personne Agée est le jeune d'hier car, qu'on le veuille ou non, l'enfant au berceau d'aujourd'hui sera le vieillard du surlendemain, dès lors nous n'exagérons pas en disant que le mot « Vieillard » devrait disparaître du dictionnaire. Il est vrai que « Mon Vieux, Ma Vieille » peuvent être considérés comme des calineries, mais « Vieillard » est un mot exécrable, honteux, abominable, car, en réalité, il n'y a pas de vieillards, il y a des Etres atteints par une loi impitoyable qui veut que tout ce qui nait doit trépasser. En plus de celà, disons que la roue tourne constamment de sorte que celui qui s'amuserait à cracher en l'air risquerait fort d'être souillé par ses propres crachats.

Voici donc que de plus en plus on tend à faire des « Vieillards » une classe distincte, dès lors l'on institue des caisses pour les pellagreux (autrement dit les « Vieux »), caisses complémentaires qui ne complètent rien du tout. Vraiment, pour résoudre cette équation, faut-il posséder des parchemins d'Université, faut-il être spécialiste en économie pure ou économie politique, en sociologie, en droit ou le bon sens, le simple bon sens tant détesté, méprisé, suffit pour résoudre l'équation ?

Soyons logiques, évitons d'essayer d'escamoter ce qui n'est pas escamotable. Voici la réalité, un jeune couple fonde un foyer ayant une fonction spécifique, celle de perpétuer l'espèce à laquelle nous appartenons tous, autrement dit, ce couple a la mission d'engendrer des enfants qui, sauf imprévu, seront les vieillards de demain. De ce fait, les parents triment pendant une période qui varie entre vingt, trente, voire quarante-cinq années et parfois davantage car ces maudits « Vieillards » ne se résignent pas à vieillir, ainsi tant qu'ils auront des forces ils seront tout heureux de pourvoir à leurs propres besoins, en plus de celà, ils sont ravis lorsqu'ils peuvent combler leurs petits enfants, ainsi lorsque l'on organise la « collecte pour les vieillards », lorsqu'on impose la vignette que les propriétaires des voitures de luxe refusent d'acheter, lorsqu'on organise des banquets de la « Noël et du Premier de l'An », lorsque l'on organise le « colis de fin d'année », on montre que la société est une équipe qui dispute un tournoi de pelote basque au cours duquel on se renvoie la balle et l'on cherche à remporter la victoire, c'est-à-dire à imposer aux autres une corvée qui n'est pas du tout une peine mais est bel et bien un devoir impérieux et primordial.

Les économistes férus se préoccupent d'économie pure, de plus value ou de profit tout en évitant de reconnaître que pour fonder un foyer et perpétuer l'espèce humaine, il faut des êtres qui sacrifient leur propre bien-être afin d'assurer l'avenir de leur progéniture. Or, ils serait logique de donner aux vieillards, sans lesquels il n'y aurait point de jeunesse, tout ce dont ils ont besoin. La diététique indispensable aux « personnes âgées » n'a rien à voir avec la plus value ou le profit ; disons donc que s'il est logique que des militaires de carrière, des employés ministériels, des policiers, des ronds de cuir qui n'ont jamais produit, leur vie durant, un seul radis, perçoivent des retraites leur permettant de terminer leur cycle vital dans l'aisance, il serait juste, logique, humain, très, très humain que ceux qui ont travaillé leur vie durant reçoivent des retraites leur permettant de vivre honorablement et non pas de mendicité.

Qu'on se le dise, la société actuelle est une conséquence des jeunes de la veille qui seront les « Vieillards » du lendemain, ainsi il est clair que l'on devrait donner aux « personnes agées » ce qui leur revient de droit au lieu de leur faire des aumônes comme l'on fait des aumônes aux clochards.

On accuse souvent les anarchistes, les anarcho-syndicalistes d'utopistes, on ne cesse de les incriminer de malfaçons, cependant l'axiome anarchiste, anarcho-syndicaliste : « De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » est de beaucoup plus humain, plus juste, plus solidaire que tous les « commandements » de l'Eglise apostolique et romaine et impériale. A vrai dire, par la pratique d'un tel axiome il est incontestable que les « personnes agées » recevraient ce qui leur revient de droit.

Disons donc que les aumônes que l'on attribue à ces pellagreux, ces maudits « Vieillards » prouvent que l'être humain est très inhumain, on prétend que l'homme se trouve au sommet de la hiérarchie animale, or son attitude envers les « Vieux » montre bel et bien qu'il est un sinistre farceur car, somme toute, les « Vieux » sont les continuateurs de l'espèce, ils étaient des éducateurs, ils ont constamment produit de quoi nourrir leur progéniture, ils ont participé activement et directement à la production nationale, internationale, donc ils ont contribué à augmenter le bien-être général, c'est à cause de celà que l'on devrait leur permettre de vivre leurs dernières années dans l'aisance et la joie.

Luc BREGLIANO.

Réponse de J. B.

Laudrain, comme tant d'hommes de bonne volonté, admet bien que l'égalité, c'est-à-dire la justice, pourra régner un jour, mais, pas demain... Comme Lénine, il pourrait déclarer : « Nous n'avons aucune donnée nous permettant de trancher la question du moment et des formes concrètes de la mort de l'Etat. »

Un père jésuite me déclarait un jour après une causerie : « Je suis d'accord avec vous sur le problème de la liberté; c'est notre but commun, mais nous ne pouvons pas la désirer dans un avenir immédiat. »

Et tous les économistes de l'économie des besoins se heurtent à cet écueil et ne sachant pas le tourner, proposent de maintenir le vaisseau de l'évolution à son port d'attache, c'est-à-dire enchaîné au passé.

Il est admis que la radio, le frigidaire, etc., ont été des objets rares avant de devenir abondants; que la science et la technique précédant toujours les besoins par leurs découvertes, une foule d'objets devenus utiles ou agréables seront relativement rares avant de devenir abondants, et que « s'il fallait attendre l'abondance de tout ce qui sera désiré **l'égalité ne serait jamais réalisée.**

L'Amérique a réalisé l'abondance et pourtant, ses citoyens restent hostiles à toute forme de socialisme. Ce qui démontre bien que des conditions économiques nouvelles ne suffisent pas pour orienter les esprits vers des états nouveaux correspondants.

Un excitant est donc nécessaire pour orienter les esprits les plus aptes vers une conception nouvelle de la révolution économique à poursuivre : c'est l'éducation.

Les plus aptes, les plus actifs étant initiés, les thèses économiques et sociales se répandront dans les masses : l'erreur du marxisme fut de consirer que le fatalisme économique suffisait à forger des consciences : quelle erreur !

La thèse de Laudrain, si habilement soit-elle présentée, s'enrobe dans un plasma bolcheviste qui lui fait perdre toute sa séduction : faire entrer insensiblement les homms dans l'égalité économique **par l'usage du droit inégal !**

Il s'agirait donc demain comme dans le passé et comme aujourd'hui, de dire **aux moins pourvus** : « Soyez patients, votre tour viendra.

Et c'est laisser croire que **les mieux pourvus**, c'est-à-dire les technocrates et les intellectuels, accepteraient une égalité qui briserait leur orgueil hiérarchique et abolirait leurs privilèges.

Permettez-moi de sourire de votre naïveté : interrogez donc les abondancistes comme je l'ai fait moi-même, et vous serez fixés.

Laudrain, s'appuyant sur ses connaissances marxistes, préconise la concentration industrielle et économique, que poursuit d'ailleurs le capitalisme, considère le fédéralisme comme un rêve dépassé par la nécessité des grands espaces.

Il est donc partisan, comme le journal dans lequel il écrit, d'une centralisation politique, économique et sociale. Je dois reconnaître qu'il reste ainsi logique avec sa thèse du « droit inégal ». Là où l'Etat concentre dans sa structure : le Trésor, l'administration, l'économie et la répression, on ne saurait parler de liberté. La concentration de toutes les puissances dans son appareil autoritaire : c'est la dictature !

Je m'étonne que l'auteur ne tienne pas compte de l'expérience russe, laquelle nous démontre que l'Etat peut acheminer un peuple vers la Puissance, mais non vers l'Egalité ?...

Nous avons des points communs, mais nous marchons dans des sens différents : c'est bien dommage !

Comme le note Laudrain, la plupart de nos camarades d'atelier, surtout les plus aptes et les plus hiérarchisés, n'envisagent pas l'égalité économique comme un régime possible.

Voilà des hommes qui sont le résultat d'un esclavage millénaire, qui ont subi **religieusement** l'enseignement politique leur promettant la libération par le truchement de l'Etat et le bonheur par le **« droit inégal, à chacun selon son travail »**; comment pourraient-ils s'arracher à ce mensonge sans notre intervention ?

Les neuf dixièmes des hommes croient en Dieu, pratiquent les religions. Cet état spirituel fondé sur le songe religieux ne nous oblige-t-il pas à intervenir scientifiquement pour la foi et l'Eglise ?

Le fait que la majorité des hommes soient la proie des mensonges politiques et religieux ne nous oblige pas à sacrifier la vérité à l'erreur : au contraire !

Le M. F. A. ne se dresse pas contre ces mensonges : il les cultive ! C'est un parti politique, sans plus.

L'alcool fait vivre ceux qui le vendent, mais tue ceux qui le boivent.

Anatole FRANCE

⁂

LE PEUPLE :

C'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il avale tout, il admire tout ; il conserve, il défend tout, il ne comprend rien.

CELINE

(« L'Ecole des Cadavres »)

LA LAÏCITÉ

A NOS CAMARADES

AUX AMIS DE L'ENFANT

Les auteurs de ce texte, des amis de l'enfance, ne prétendent pas avoir traité à fond, dans ses détails pédagogiques la question de l'éducation enfantine.

Leur travail n'est pas un traité de pédagogie.

S'adressant aux travailleurs, ils auront atteint leur but s'ils ont pu amener les ouvriers, les paysans, LES PARENTS, à réfléchir sur cette grave question de l'Enseignement, et à prendre parti dans la lutte que se livrent, sur ce terrain, les principes d'autorité et de liberté.

Nous croyons qu'il vient à son heure et pose un problème urgent.

Nous demandons à tous les camarades de nous aider à le diffuser.

PREFACE

Quels sont les buts poursuivis par les auteurs de ce texte ?

Uniquement inspirés par un profond amour de l'Enfance, obsédés par l'angoissant point d'interrogation que pose son avenir, ils ont voulu essayer de définir LA VRAIE LAICITE ; sans prétendre traiter dans toute son ampleur et son apparente complexité, le problème de l'Education totale, ils ont voulu :

— Chercher les bases d'un enseignement désintéressé, exclusivement au service de l'Enfance et de l'Humanité : **L'Enseignement laïque ;**

— Critiquer les principes de l'Eglise en matière d'Enseignement ; démontrer son opposition absolue à tout développement scientifique, et son incapacité technique d'enseigner ;

— Dénoncer les dogmes de l'Etatisme ; les principes de l'Enseignement étatique ; arracher à l'Etat son masque hypocrite de fausse laïcité, et démontrer l'indéniable contrainte exercée par lui sur l'éducation afin de l'enchainer au respect de ses institutions.

Le moment nous semble propice.

Les « slogans » se succèdent selon les besoins de gouvernements soucieux avant tout de « rester en place ».

Il y eut le **Monopole de l'Enseignement**... D'aucuns y ont cru. Il subit un bel enterrement de 1ère classe... mérité d'ailleurs.

Au lendemain de la guerre (c'était... avant-hier) la démocratie régnante — cette vieille prostituée, si décatie que ses anciens amants ne la reconnaitraient plus — la démocratie fit semblant de s'inquiéter d'un renouveau de religion (qu'elle n'avait pas su ou pas voulu éviter), du retour des congrégations (qu'elle n'avait pas su, ou pas voulu, ou pas pu empêcher) ; elle feignit de s'émouvoir des assauts donnés à **son** enseignement, **dit laïque**, par toutes les forces de conservation sociale ; elle prétendit défendre (!) ses écoles et ses instituteurs... Des naïfs ont pu espérer quelque chose de ces velléités, réprimées aussitôt qu'exprimées ; ils en ont été pour leurs espoirs déçus.

Hier, c'était l'Enseignement unique. Ah ! le beau temps !

Le savoir dispensé aux pauvres comme aux riches, la science accessible à tous... Hélas !

Aujourd'hui, tandis qu'un peu partout, si nous en croyons les instituteurs, l'école catholique reprend pied et grignote l'école publique, qu'on ne parle plus de défendre ni de protéger (main tendue ?... Union sacrée?...), aujourd'hui donc, on nous prépare une **Réorganisation Totale de l'Enseignement.** « A quoi bon replâtrer, rapiécer, rafraîchir un système trop vieux ? A la refonte ! Faisons du neuf ! »

Nous verrons bien...

Mais nous croyons nécessaire à cette heure (l'heure des faillites, hélas !) de prendre position :

Pour la laïcité ;

Contre son enemi le plus acharné : l'Eglise ;

Contre son exploiteur le plus direct : l'Etat.

Trop bref, ce texte voudrait être cependant un cri d'alarme : d'une part contre l'abrutissement des jeunes générations par l'enseignement religieux ; d'autre part contre leur exploitation, leur accaparement par l'Etat qui limite à ses propres besoins l'épanouissement de leurs facultés.

Il voudrait vous convaincre, Camarades qui le lirez, qu'il faut arracher l'école à l'emprise et à l'autorité des religions spirituelles ou politiques, défendre l'Enfant contre l'Eglise et contre l'Etat pour le rendre à lui-même.

Réaliser la vraie laïcité en créant un enseignement **libre**, confié à des hommes **libres**, et méthodiquement organisé par le corps pédagogique, sous la direction du corps médical et du corps scientifique, avec l'aide et le contrôle des Travailleurs organisés.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ENFANT A L'HOMME : L'ENSEIGNEMENT

Qu'est-ce qu'un enfant ? Un petit homme. Et nous donnons à ce terme son sens complet : comme l'adulte, l'enfant a sa personnalité, son individualité, avec laquelle il faut compter.

Malgré des différences de tempéraments, qui se retrouvent d'ailleurs chez les hommes, les Enfants ont des points communs : bien portant et normal (les autres relèvent du médecin, non de l'école), l'enfant est un jeune être essentiellement actif et curieux. Toujours interrogeant, il cherche à connaître le monde qui l'entoure. Il veut le comprendre, il veut pénétrer le secret des êtres et des choses, il veut « apprendre la vie ».

Cette insatiable curiosité, c'est l'intelligence enfantine à la recherche de la science. Elle est comme une grande page blanche où s'inscrivent, au jour le jour, les acquisitions que, seuls ou avec notre aide, l'enfant réalise.

Elle a, sur l'intelligence adulte, la supériorité d'être blanche, d'être neuve, d'être vierge. Le mensonge et l'erreur qui souillèrent trop souvent la nôtre, elle les ignore. Elle est apte à cueillir la science pour la faire sienne, prête à en apprendre la vérité, à « comprendre la vie ».

Mais prenons garde ! N'ayant pas encore connu le mensonge, elle est confiante. Et cette confiance, cette crédulité, cette naïveté enfantine, que d'aucuns vantent, admirent et cultivent, c'est pour l'enfant une infériorité, pour sa fragile intelligence, un danger.

Incapable encore de raisonner, de juger, de discuter, il ne peut distinguer la vérité du sophisme, et si celui-ci s'inscrit sur la page blanche aux lieu et place de celle-là, quels efforts l'en délogeront ?

« Petit enfant deviendra homme »

L'homme vit en l'enfant comme le fruit dans la fleur, comme la plante dans la graine.

Faible dans le présent, l'enfance est forte et riche de l'avenir qu'elle contient et promet.

Que sera cet avenir ? Quels hommes deviendront ces bambins confiants et curieux, ces petits gais et vifs vers qui se penche aujourd'hui notre sollicitude, à la fois affectueuse et angoissée ?

Nous les voudrions, selon l'expression de Marcel Martinet, « des hommes, non des machines, non des soldats, non des esclaves ».

Nous les voudrions forts et conscients de leur force, libérés de toute autorité imposée, de toutes contraintes extérieures à eux, de tous dogmes.

Nous les voudrions libres et heureux, capables « d'accomplir le maximum de leur destin dans une société permettant à tous les hommes ce maximum d'accomplissement (M.M.). »

Pour qu'elle s'épanouisse en une belle floraison d'hommes sains, pour qu'elle tienne sa promesse d'hommes forts et vrais, tels que nous les rêvons, tels que les demande la révolution,

Il faut instruire l'enfance.

1°. — Culture prolétarienne.

« C'est un merveilleux outil que le cerveau d'un homme instruit », a dit Anatole France. L'écrivain avait raison. L'intelligence éclairée est d'abord la condition indispensable d'un raisonnement sain, d'un jugement droit, d'une volonté consciente et ferme, d'une mentalité bien équilibrée.

Elle est la condition nécessaire, et nous dirons volontiers suffisante, à l'émancipation des hommes.

C'est son intelligence, son instruction qui permettront à l'enfant devenu adulte, de pénétrer le secret des choses et des hommes, le sens de la vie ; qui éclaireront ses décisions et ses actes ; qui lui donneront la possibilité d'asservir toujours davantage les forces de la nature pour la satisfaction de ses besoins; qui lui feront conquérir la liberté et le bonheur, en créant une société toujours plus libre et plus heureuse.

Aider l'enfant, puis l'adolescent, à conquérir ce merveilleux outil ; apporter à son besoin de savoir, et lui rendre accessibles les acquisitions des sciences expérimentales, sans lasser, ni éteindre sa curiosité, condition indispensable de toute culture ; muer cette curiosité instinctive et confiante en curiosité consciente, intelligente, capable de raisonner, de juger, de discuter, c'est la tâche de l'Enseignement.

Elle est primordiale et belle, certes. Elle est aussi délicate et lourde de responsabilité.

Qui s'en chargera ?

Et quelles garanties devront offrir ceux qui en sont chargés ?

En premier lieu, des garanties de savoir : qui doit instruire les autres a besoin d'être instruit soi-même et ne le sera jamais trop.

Ensuite, des garanties d'impartialité absolue (nous ne disons pas de neutralité). Et pour cela, l'instituteur devra être indépendant. Uniquement au service de l'enfant qu'il enseigne, il ne doit dépendre d'aucune coterie, d'aucune chapelle, d'aucun gouvernement.

C'est un homme tout simplement appelé à éveiller des hommes ; son but unique, sa seule préoccupation doivent être de « développer aussi intégralement que possible les facultés... de l'enfant... en respectant sa personnalité ».

Ainsi s'exprimaient en 1911 les instituteurs syndicalistes à Angers, dans leur manifeste.

Ces garanties que nous demandons au personnel enseignant, les a-t-il données dans le passé ? Les donne-t-il dans le présent ?

(A suivre).

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 36 Nos, 10 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

LA NOUVELLE JACQUERIE

(Suite de la page 1.)

rés, parasitaires en fait, car tout leur travail se borne à des opérations de bureau et qui en faisant des prélèvements financiers destinés au fisc, ne sont pas autre chose que les collecteurs d'impôts.

Collecteurs d'impôts dont l'Etat a le plus grand besoin, qu'il se garderait bien de supprimer, comme l'ont demandé depuis longtemps, des générations et des générations de parlementaires.

De là vient qu'ils sont toujours en place, tout puissants, dirigeant et organisant à leur gré la distribution des produits alimentaires, sans oublier naturellement, de prélever au passage, ce qui leur est nécessaire pour vivre, disons : largement.

Les paysans sont-ils assez naïfs pour ignorer cela ? Non, sans doute, mais ils savent aussi que s'attaquer à ces bastions féodaux est au-dessus de leurs forces et que seule, une véritable révolution pourrait en venir à bout.

Aussi, malgré leur colère et leurs manifestations impressionnantes, se contenteront-ils, sans doute, d'aménagements et de palliatifs provisoires, ainsi que le gouvernement le leur propose.

Et tout sera dit pour quelques années.

Pour nous, qui voyons cela d'un autre œil, qu'il nous soit permis de dire que l'action du monde agricole ne nous paraît guère pertinente.

Il est d'autres façons de revendiquer plus efficaces et moins onéreuses que celles de bloquer la circulation dans les villes et sur les routes, avec la complicité plus ou moins volontaire des forces de police et des maires et préfets. En passant, rien ne nous empêche de penser qu'un pareil mouvement, déclenché par des ouvriers, n'aurait sans doute pas bénéficié de tant de mansuétude, et que les C.R.S. ne se seraient pas contentés de rester l'arme au pied à contempler les perturbateurs !

Oui, il est d'autres façons, moins spectaculaires, moins bruyantes, mais aussi plus dangereuses pour eux, s'ils ne se sont solidement unis et bien organisés.

Loin de nous l'idée de leur donner des conseils, et même, diraient certains, de mauvais conseils. C'est à eux de voir, de chercher, de supputer, de décider !

Et surtout de se rappeler les paroles de cet homme d'Etat, à qui on faisait part des murmures du peuple, à la suite de la prise de certaine mesure fort impopulaire. « Bah ! ils crient, mais ils paieront ! ».

Que demande l'Etat ?

BLANQUET.

---

(1) Il ne semble pas que les agitateurs ordinaires, tels Dorgères, aient eu une part à l'organisation de ce mouvement, non plus d'ailleurs que les trusts betteraviers du Nord ou vinicoles du Midi.

DEVOIRS ENVERS LES ENFANTS

On a trop souvent commis l'erreur d'interpréter les relations entre parents et enfants comme étant régies par une loi à sens unique accordant aux parents tous les droits et aux enfants tous les devoirs. En fait, les parents ont vis-à-vis de leur progéniture une infinité de devoirs et le seul droit qu'ils ont découle de ceux-ci, car c'est celui de les accomplir au mieux des intérêts communs.

C'est aux parents qu'il appartient en premier lieu de donner à leurs fils à leurs filles, la nourriture matérielle aussi bien que la nourriture morale. Il ne suffit pas pour être un bon père, une bonne mère, de veiller à ce que le petit animal homme croisse bellement, plein de vie et de santé, qu'il soit largement nourri, bien vêtu, bien logé.

Cela, l'Etat pourrait s'en charger.

Hé oui, me dit-on, cela vaudrait, dans bien des cas, beaucoup mieux Combien de parents n'y a-t-il pas qui ne s'occupent guère de leurs enfants. Si le gouvernement s'en chargeait, tous ces jeunes êtres en tireraient profit.

C'est vrai, il y a malheureusement bien trop de cas semblables, où l'Etat pourrait se sustituer avantageusement aux parents. Mais cela ne veut pas dire que la formule serait bonne, cela montre tout simplement qu'il est trop peu de gens qui ont conscience de leurs devoirs. Car laisser l'Etat se charger de l'éducation des enfants, ne peut jamais être un bien, ce peut tout au plus être, dans certains cas limités un moindre mal.

L'Etat, dans les meilleures hypothèses, ne pourrait en effet, tout au plus que faire de l'élevage d'hommes, comme d'autres élèvent des poulets ou des bœufs. N'oublions pas que la domestication des animaux les abrutit au point de leur faire oublier les plus simples fonctions vitales, comme celle de la recherche de la nourriture et de l'enfantement. Alors que dans les prairies d'Amérique ou d'Asie, les derniers troupeaux de buffles vivent en liberté, sans vétérinaire, et ne s'en portent pas si mal, tout le monde sait qu'une vache ou une brebis ne parvient même plus à mettre au monde, sans l'aide d'un praticien, un veau ou un agneau.

Il est vrai que la femme en est déjà là, elle aussi, dans la majorité des cas, mais cet exemple veut montrer qu'il ne peut être que néfaste de laisser l'Etat domestiquer encore davantage les hommes. Ils ne le sont déjà que trop, eux qui croient que l'Etat a quelque droit essentiel a leur demander leur vie. C'est justement sur ce plan là, sur celui de la défense de l'individu contre les empiètements de plus en plus constants de l'Etat sur ses dernières et plus importantes libertés, que le rôle des parents est essentiel.

Je laisse aux spécialistes de la question le soin de décider s'il vaut mieux que le couple soit considéré comme moralement et indissolublement lié, s'il se doit une fidélité réciproque et absolue : en somme, cela regarde principalement les partenaires eux-mêmes tant qu'il n'y pas d'enfants.

Lorsqu'il y en a, les parents doivent agir en sorte qu'ils trouvent un ou plusieurs milieux familiaux accueillants et réconfortants où ils pourront puiser les enseignements nécessaires pour être des hommes dignes de ce nom.

Il semble bien certain qu'un ménage uni pourra toujours offrir un appui plus convenable et plus efficace : le premier devoir des parents est donc, avant même de procréer, de tenter d'établir entre eux une entente suffisante pour que leur exemple même puisse servir à la génération future.

Dès le début, il faudra veiller à n'enseigner aux enfants que ce que l'on sait être : c'est dire qu'être de bons parents implique la nécessité absolue de s'inquiéter des réponses à donner à toutes les questions, même celles d'apparence la plus futile. Il faudra se documenter, s'assurer de la réalité des choses avant d'en parler aux petits : leur donner de constantes fins de non-recevoir, ou leur mentir est désastreux.

Pour la plus grande partie de ce qui concerne la vie courante, chacun sait d'ailleurs ce qu'il doit faire, ou ce qu'il devrait faire : il faut essayer d'agir le mieux possible, et je ne crois pas utile d'y insister ici, car ce n'est pas l'endroit pour faire un cours de puériculture.

Le seul point sur lequel je veux insister c'est le devoir qui s'impose de plus en plus aux parents de désintoxiquer leurs enfants du virus scolaire.

Ils devront dire et montrer :

— Qu'il n'est pas vrai que leur pays soit parfaitement gouverné, ni que dans le monde, sur tous les plans, son gouvernement soit le meilleur;

— Qu'il n'est pas vrai que leur langue soit digne de primer sur toutes les autres;

— Qu'il n'est pas vrai que leur race soit supérieure;

— Qu'il n'est pas vrai qu'il y ait jamais eu une guerre juste;

— Qu'il n'est pas vrai que leur pays n'ait jamais eu aucun tort grave;

— Qu'il n'est pas vrai que l'Etat ait droit de vie ou de mort sur les citoyens;

— Qu'il n'est pas vrai que le service militaire soit utile;

— Qu'il n'est pas vrai que l'armée soit digne de respect en tant qu'armée;

— Qu'il n'est pas vrai qu'il soit licite de tuer des ennemis en temps de guerre;

— Qu'il n'est pas vrai qu'un espion chez nous soit un héros et qu'un espion ennemi soit un salaud: tous deux sont immoraux, puisque menteurs et complices d'assassins;

— Qu'il n'est pas vrai qu'il faille s'énorgueillir d'être un pays très peuplé;

— Qu'il n'est pas vrai que la colonisation se soit faite pour le bien des colonisés ; elle ne s'est jamais faite qu'au profit de la haute finance;

— Qu'il n'est pas vrai que tuer pour rétablir l'ordre soit mieux que tuer pour le modifier; tous deux sont des crimes;

— Qu'il n'est pas vrai que la chasse soit un sport noble : c'est une sauvage déviation de l'antique chasse utilitaire;

— Qu'il n'est pas vrai que la boxe brutale ou les courses de taureaux aient de la beauté : ce sont des spectacles qui touchent par leur cruauté inutile;

— Qu'il n'est pas vrai que tout ce qu'on dit à l'école soit vrai : il y a beaucoup de chances pour tout ce qui concerne l'Etat soit faux, totalement ou partiellement;

— Qu'il n'est pas vrai que la guerre soit une fatalité nécessaire;

— Qu'il n'est pas vrai qu'aucune guerre, révolution, répression, pacification aient pu moralement se défendre : toutes les opérations guerrières, de torture ou d'assujettissement sont toutes immorales, sans exception;

— Qu'il n'est pas vrai que la guerre ait une beauté : c'est une atrocité...

Nous pourrions continuer notre liste, mais nous supposons que chacun de nos lecteurs a compris qu'il n'est pas possible d'être absolument complet. Les parents devront être diligents et veiller constamment à redresser l'esprit de leurs enfants chaque fois qu'on aura tenté, par la parole ou par l'écrit, de le fausser, même légèrement.

Et cette tâche n'est pas facile, car au fond de la cervelle de chacun demeure une croûte de la vieille crasse scolaire : déchets de brabançonnes, rognures de héros morts pour la patrie, raclures de sonneries de clairons et de saluts aux drapeaux. Il faut constamment se surveiller, vérifier l'emploi des mots, les raisons qu'on donne, les faits qu'on explique.

C'est surtout aux mères qui ont le plus long contact avec les enfants jeunes encore que revient le rôle que je crois le plus efficace, celui de convaincre leurs enfants que pour les relations entre hommes et entre Etats, la non-violence est la seule technique valable et celle de l'avenir.

Il ne suffit pas de dire qu'il ne faut pas se battre, il faut montrer que par des concessions réciproques, tous les différends peuvent se régler, dans le calme et la bonne foi.

Il ne suffit pas de dire que la guerre est la pire calamité, il faut montrer par des exemples qu'on a déjà pu s'en passer, qu'elle n'est nullement inéluctable, qu'il suffit de la refuser pour ne la point avoir.

Il ne suffit pas de nier toute valeur au service militaire, il faut encourager les jeunes bonnes volontés à se porter objecteurs de conscience, sans cacher ce qu'il peut en coûter, et en affirmant surtout que le service militaire et la guerre raviront certainement la vie à des milliers d'hommes, dont l'objecteur lui-même peut-être, alors que sa position morale et juste ne peut lui coûter plus.

En un mot, il ne suffit pas de parler, de transmettre la bonne parole, il faut que toutes les mères dans le monde comprennent qu'elles ne doivent pas attendre que la guerre ait cessé d'exister pour en constater la disparition, car c'est elles surtout qui pourront par leur action convaincante et intelligente sur leurs enfants, aider à la venue d'une ère de paix longue et prospère.

J. HENRIQUEZ.

⁂

Cet article est extrait de la publication périodique « L'Anti-Antitoutiste pour la Paix » éditée à Bruxelles par J. Henriquez.

De chacun des « Qu'il n'est pas vrai que... » se dégage une telle vérité, une telle logique tombant avec la sécheresse d'un couperet, que nous n'avons pu résister au désir d'en faire profiter nos lecteurs.

On notera que ce texte, écrit avant tout pour les Belges est valable pour les ressortissants de toutes les nations. Pour ce qui nous concerne un seul terme est à changer, substituer « marseillaises » à « brabançonnes ».

LA REDACTION.

DIX-NEUF JUILLET

(Suite de la page 1.)

pée. Ingénions-nous donc à former le plus rapidement possible des « pilotes » qui démontreront la valeur des principes anarcho-syndicalistes et de son arme majeure — que nous considérons comme irrésistible — **la grève générale illimitée, intercorporative, internationale.**

Mais, attention ! Dès maintenant, **méfions-nous des MAUVAIS BERGERS**, serviteurs camouflés de nos ennemis de classe, qui auraient tôt fait, si nous les écoutions, de nous aiguiller dans la première impasse rencontrée.

Raymond FAUCHOIS.

LA SOUVERAINETE DES PEUPLES NE PEUT ETRE ASSUJETTIE A AUCUN TRAITE SIGNE PAR DES TYRANS.

MIRABEAU

Les deux Monstres(1)

LE MONSTRE RUSSE

La crise agraire en Russie nous fut révélée à la session du comité central du parti communiste en janvier 1961.

Les causes de cette crise sont de deux ordres : celles que révèlent Khroutchev et celles dont il s'abstient de parler...

Que dit Khroutchev ?

« La récolte de 1960 est à peine supérieure à celle de 1959, alors que sept millions d'hectares supplémentaires ont été ensemencés.

« 3.500.000 moutons sont morts dans les étables par manque de fourrage.

« Les bureaucrates responsables fournissent de fausses statistiques pour dissimuler leur incompétence.

« La moitié des récoltes de l'Ukraine ont été volées par les kolkhoziens qui ne montrent aucun intérêt pour les kolkhoses.

« Les fournitures mécaniques à l'agriculture sont d'une qualité déplorable et distribuées sans réalisme ».

Khroutchev concluait : « Il faut frapper les responsables si haut placés soient-ils, les exclure du parti. »

Le président d'un kolkhose fit valoir que « Pour traiter le statut des kolkhoses, il fallait réunir un congrès des kolkhosiens ! ».

Voilà une suggestion qui a du faire sensation auprès de militants tous acquis à la concentration administrative...

⁂

Si les récoltes sont tellement déficitaires, c'est que les paysans russes se désintéressent des rendements, et que leurs dirigeants sont dépassés par des problèmes qu'ils sont incapables de résoudre...

Si les paysans et leurs administrateurs laissent mourir le bétail dans un pays disposant de possibilités fourragères énormes, c'est sans nul doute un sabotage idiot et criminel, même s'ils ont des raisons de mécontentement.

Si les kolkhosiens volent les récoltes des kolkhoses, c'est que les possibilités de « Vente et d'achat » leur permettent de réaliser des profits personnels...

Si les fournitures industrielles à l'agriculture sont d'aussi mauvaise qualité, c'est que le sabotage de la production se réalise à l'usine comme aux champs. Si ce matériel est mal distribué, c'est que les décisions sont prises **d'en haut**, c'est-à-dire d'où l'on ne peut ni voir, ni savoir. Si les responsables, qui sont désignés par leur qualité politique et non par leur valeur professionnelle, fournissent de fausses statistiques pour masquer leur impéritie, c'est qu'ils sont eux-mêmes victimes d'un centralisme qui les a placés là où ils ne devraient pas être...

Analysons maintenant les causes de cette crise que Khroutchev connaît sans doute, mais qu'il ne peut révéler sans condamner le système politique de son pays.

⁂

a) Nous savons que le principe même de la dictature écarte toute possibilité pour la base, c'est-à-dire pour les producteurs réels, d'organiser les exploitations collectives selon leur expérience. On leur impose direction et plans.

Tout au long d'une évolution politique désordonnée les kolkhosiens sont tantôt des volontaires forcés ou des travailleurs astreints à la participation aux kolkhoses.

Le kolkhose atteint parfois des superficies gigantesques de plusieurs milliers d'hectares..., ce qui, techniquement est absurde, car alors, même si le directeur d'une telle exploitation est un homme capable, il lui devient impossible de contrôler les travaux, les germinations et la marche rationnelle des récoltes.

Ces gigantesques exploitations sont une conception politique de la production :

La concentration administrative des sols entraîne également une concentration démographique des exploitants qui favorise le contrôle dictatorial de leurs opinions et facilite ainsi leur soumission au pouvoir : plus le groupe est puissant par le nombre, plus l'individu perd d'autonomie et de dignité...

b) La robotisation du paysan détermine chez lui, face à des espaces incontrôlables, devant des directives qu'il ne peut contôler, un détachement sentimental et technique de l'œuvre à laquelle il est attaché. Le fait, par l'Etat, d'imposer le prix auquel il achète les récoltes, et le prix de vente aux consommateurs soulève l'indignation des kolkhosiens lésés par le Profit anormal prélevé par l'Etat du producteur au consommateur.

En Russie, comme en Bretagne, le paysan est volé par l'intermédiaire. En France, le voleur c'est la chaîne des intermédiaires privés; en Russie, le voleur, c'est l'Etat...

c) Le système russe est une économie financière, soumise, par conséquent à la loi capitaliste : « Prix, Salaires, Profits ».

La Valeur, c'est-à-dire la Monnaie est donc la fondation du système. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si les paysans réagissent contre les abus d'un tel système en pratiquant l'effort le plus facile et le plus lâche : le vol.

Ils ne volent pas pour consommer, mais pour réaliser des profits grâce à la vente clandestine ou non des produits volés.

Si les kolkhosiens avaient la possibilité de déterminer eux-mêmes, directement, le statut de leurs kolkhoses, d'orienter les techniques de leurs exploitations, on les blâmerait d'utiliser le vol pour une libération problématique, mais nous savons que toute liberté leur est interdite... Alors, comment les blâmer d'une telle dégradation ? Tout système basé sur la valeur financière, qu'il soit d'ordre politique ou économique, récélera toujours en lui ce virus de l'égalité sociale : la Monnaie.

CONCLUSIONS

Cette analyse est trop brève pour être complète, une brochure serait nécessaire pour traiter la question à fond.

Nous devons assurer nos lecteurs que nous nous refusons à pratiquer un anti-bolchevisme aveugle, fanatique et négatif. Nous avons avec les bolchevistes quelques principles communs :

a) Abolition du capitalisme privé. Mais nous repoussons toute méthode d'administration socialiste étatiste qui a abouti au « capitalisme d'Etat »;

b) Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais nous sommes obligés de constater que « si le travailleur est exploité par l'Etat au lieu de l'être par un entrepreneur privé, cela ne change rien à sa condition d'esclave. Que le capital soit un attribut personnel ou un privilège d'Etat, il conserve sa puissance arbitraire et ses moyens de corruption : « Il aboutit dans tous les cas au droit inégal, ce qui une tactique marxiste faussement déclarée **« socialiste »**;

c) Sous prétexte d'aboutir plus facilement à une prise du Pouvoir, les bolchevistes ont fait front populaire avec les bourgeois démocrates et socialistes. Ils ont hurlé avec eux ces slogans démagogiques : « La terre aux paysans ! L'usine aux ouvriers ! ».

Or, la terre et l'usine sont à tous. Qui s'approprie un bien lèse la collectivité.

La révolution russe a éclaté dans un monde, le seul, ou la question paysanne pouvait être réglée dans le cadre du socialisme libertaire. Les moujiks russes étaient psychologiquement préparés par une entraide économique séculaire, par la pratique d'un communisme plus ou moins total, au passage direct à l'économie communale.

Cette révolution est une grande leçon de choses : « Les principes sont des horizons que l'on ne peut atteindre que par des moyens ou des techniques en rupture avec les erreurs du présent, en liaison avec toutes les possibilités éducatives de l'individu.

La dictature du prolétariat ne mène pas à la liberté, car ni Lénine, ni ses successeurs n'ont envisagé la mort de l'Etat. Au contraire, ils en ont fait un monstre.

Mais ce monstre a jeté le désarroi dans le « monde libre » en lui proposant le désarmement total ! Et il est évident qu'en proposant à ceux qui se survivent par les armements d'en cesser la fabrication, il ajoute aux difficultés du capitalisme privé...

N'oublions jamais que là où s'instaurerait le socialisme libertaire, cette cité nouvelle aurait à lutter contre le vieux monstre du « Monde dit libre ». Ne l'oublions jamais et laissons **le réarmement moral** baver ses orémus.

L'homme ne sera pas délivré par la prise du pouvoir, par l'idolâtrie mystique de l'Etat, mais par une action obstinée en vue de réaliser l'économie des besoins, c'est-à-dire : l'Egalité économique.

La Politique est la lèpre de la civilisation ; vive l'administration des choses !

---

(1) **Voir le « Combat Syndicaliste », numéros 167-168.**

POUR DES POIS CHICHES !

En raison des résultats négatifs de la plupart des grèves, il est souvent admis qu'on les a faites « pour des haricots ». Si l'information puisée il y a quelque temps dans le quotidien « Le Monde » est exacte c'est « pour des pois chiches » qu'on en a déclenché une, cette fois ; cela nous change un peu. Voyez plutôt :

250 OUVRIERS ESPAGNOLS FONT GREVE POUR OBTENIR... DES POIS CHICHES.

(De notre correspondant particulier.)

Metz. — A la société métallurgique de Knutange, qui emploie cinq mille personnes, deux cent cinquante ouvriers espagnols observent un mouvement de grève à chacun des « postes » de travail.

Pensionnaires d'un hôtel moderne que la société a fait construire pour ses ouvriers célibataires et qui comporte 600 chambres, ces travailleurs transpyrénéens veulent la cuisine à l'huile, des menus plus substantiels en féculents, notamment en pois chiches, la proscription du navet et des casse-croûte plus variés. Ces ouvriers, dont beaucoup envoient une grande partie de leur salaire ' leurs familles, estiment aussi que les prix des repas et de la pension journalière, respectivement 2,20 et 6,40 NF (repas et chambre) sont trop lourds pour eux.

La direction de l'usine semble décidée à donner satisfaction aux ouvriers espagnols, tout au moins en ce qui concerne les menus afin qu'ils reprennent normalement le travail.

Certains penseront sans doute, comme celui à qui ça plaisait d'être battu : « Et si ça leur plaît de manger des pois chiches ? » Nous admettons volontiers que des goûts et des couleurs on ne discute pas et, de plus, il est très possible que notre palais n'ait pas la finesse nécessaire pour apprécier la saveur des pois chiches. Constatons toutefois qu'au cours des réceptions brillantes offertes, aux frais des contribuables, aux notabilités de partout... et même d'outre-Pyrénées, à l'Elysée ou en tout autre lieu, on voit assez rarement figurer sur les menus soumis souvent à notre délectation (1) par les journaux bien pensants, un sucoulent plat de ces féculents pour faire « passer » l'insipide homard, à n'importe quelle sauce, servi en toutes circonstances. Déduisons-en, simplement, que les grands de ce monde, tout comme nous, manquent de palais.

Cette divergence de goûts admise, d'où vient notre réprobation ; car on se doute bien que ce n'est pas pour l'approuver que nous avons relevé ce singulier « mouvement social ».

Nos griefs sont multiples :

Il y a cinquante ans, la misère habitait la plupart des foyers ouvriers. Le « haricot de mouton sans viande » ou quelques pommes de terre à l'eau étaient à l'honneur sur nos tables. Les huit heures, le repos hebdomadaire, etc... étaient encore du domaine du rêve. Le travail à la tâche — aux pièces, comme on disait à l'époque — mis à l'index par les syndicats, était néanmoins pratiqué par certains.

A force d'action révolutionnaire, 1936 nous vit nantis des 40 heures, congés payés et autres multiples avantages. Les salaires suivant le train, la satisfaction des besoins s'amplifia. Les employeurs virent évidemment cela d'un mauvais œil et ils ne manquèrent pas de réagir à la première occasion.

La guerre étant terminée, la reconstruction aussi, l'automation et l'emploi des travailleurs étrangers sous contrats se révélèrent des armes à leur mesure : la première diminuant chaque jour les besoins de main d'œuvre, la seconde contribuant, par le travail à la tâche, les heures supplémentaires, le travail noir, les taux horaires ridiculement bas consentis, à avilir le marché du travail. On voit ainsi, actuellement, sous de multiples prétextes, et ceux-ci ne manquent jamais, débaucher, dans de nombreuses branches d'activité, les travailleurs indigènes pour leur proposer un nouvel emploi identique quelques jours plus tard à un taux horaire très nettement inférieur.

Cette régression s'amplifiant sur tous les plans, allons-nous devoir encore nous insurger contre les sempiternels ratas et aussi contre les pois chiches, que les gourmets d'outre-Pyrénées veulent imposer. Après avoir si longtemps lutté pour que disparaissent les repas infects servis dans la plupart des cantines d'entreprises et obtenu partout de notables améliorations, après avoir ainsi que nous le dénoncions vulgairement « mangé à l'auge », comme des porcs, le comportement de ces étrangers rétrogrades, peu évolués, va-t-il inciter les employeurs à recourir aux anciens errements ? Aucun d'entre nous, espérons-le, ne le tolèrera, même s'il faut renvoyer ces immigrants manger leurs pois chiches dans leur pays respectif, même au risque d'être taxés de nationalisme, ce qui est loin d'être notre cas.

Dans l'exposé des faits, *l'on nous cache la vérité*. Le patronat enregistre sans mécontentement les réactions des suppôts de Franco et de l'Eglise — la plupart des grévistes le sont — et semble prêt à donner satisfaction à ces fascistes qui, chez eux n'ont même pas le courage de relever la tête pour élever la moindre protestation. Ils ne cachent pas d'ailleurs qu'il leur suffit d'avoir vécu une guerre civile, qu'ils ont compris, que le régime leur convient, que le syndicalisme, *surtout le nôtre*, ne les intéresse pas. Ils sont venus en France, pays de cocagne, non pour venir en aide à leurs parents mais, par esprit de lucre, pour amasser le plus d'argent possible, retourner rapidement chez eux pour s'y installer commerçants et... gruger les autres. Beaucoup l'avouent cyniquement.

Certains lecteurs en douteront, pensant que de nombreuses années seront nécessaires avant que ces aspirants capitalistes puissent réaliser leur rêve. Pas tant qu'ils supposent.

J'en connais un qui fait presque chaque jour dimanche compris — en plus de sa journée normale, du travail noir jusqu'à 22 ou 23 heures. Son épouse, femme de chambre, accomplit, elle aussi, un nombre imposant d'heures supplémentaires. J'en ai cotoyé un autre qui m'a exhibé orgueilleusement une fiche de paie de deux cent quarante cinq mille francs pour une mensualité. De tels exemples foisonnent ; alimentation, repos, confort, loisirs, etc... tout est sacrifié à l'appât du gain, cependant que les Français affinitaires et nos amis exilés politiques se voient proposer pour travailler des salaires de famine, qu'ils refusent d'accepter, et sont en chômage.

Il est grand temps que les ouvriers mettent un peu d'ordre dans leurs affaires et fassent en sorte que les laquais du capitalisme despotique se conforment aux conditions de vie, aux us et coutumes en vigueur chez nous.

Comme il n'y aura pas de menus différents, car, encouragés par le précédent, les Italiens ne manqueraient pas de réclamer des spaghettis, les Nord-Africains du couscous, et ainsi de suite, on voit où cela mènerait. Que pourraient donc faire les Français dans tout cela ? Manger des pois chiches, qu'ils n'aiment pas, alors qu'un plat de navets, agrémenté d'une substantielle portion de canard, ferait leurs délices.

Non ! Ils ne doivent pas se contenter de payer la note sans rien dire. Car, en effet, il y a une note à payer, la subvention versée par l'usine pour que la pension dans un hôtel moderne puisse être accordée au taux ridiculement bas de 6,40 NF par jour. Cette note est évidemment incorporée dans le prix de revient de la marchandise vendue par l'usine et c'est la collectivité qui la paie.

Assez de largesses, donc, pour des gens qui ne les méritent nullement. Qu'ils mangent des navets comme les autres, quand cela se présente. S'ils ne sont pas satisfaits, qu'on les expulse ; qu'ils retournent à leur esclavage. Ils pourront alors, sans en imposer aux autres, faute de mieux, manger des pois chiches à satiété, sous la férule de Franco, Salaar et autres dictateurs en exercice, qu'ils tiennent en grande estime.

Et si les dirigeants de l'usine de Knutange sont en veine de largesses, qu'ils se souviennent qu'il existe dans leur localité, et partout en France, des « économiquement faibles » — autrement intéressants que les fascistes susnommés — qui la plupart du temps n'ont rien à se mettre sous la dent.

---

(1) Il s'agit bien de délectation et non de dégustation.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers* : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE —

Le Gérant responsable : **R. FAUCHOIS**

BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE MUSÉE
342-8

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE. — NOUVELLE SERIE. — Numéro 171 | 0,30 NF | OCTOBRE-NOVEMBRE 1961

" Il y aura des guerres tant que les peuples seront dirigés par des trusts et non par les peuples eux-mêmes "

Henri Barbusse

A LA CONQUÊTE DE LA GRATUITÉ

Comme l'a très bien fait remarquer notre camarade Fauchois dans le N° 170 du « Combat Syndicaliste », l'évènement sociologique le plus important de notre époque, est que Khrouchtchev après Mao Tsé Tung, ait fait sienne la théorie de la gratuité progressive dans la distribution des biens de consommation.

La rareté des biens semble avoir ralenti l'effort de Mao dans ce sens. La Russie empêtrée dans son bureaucratisme est encore loin de réaliser ce qui n'est qu'un slogan de propagande. Mais le seul fait que les bolchevistes admettent que l'abondance des biens doive déclencher automatiquement leur consommation gratuite, nous incite à rechercher les meilleurs moyens pour y parvenir, et les causes qui s'y opposent.

La prise au tas, ou distribution gratuite, qui nous valait le qualificatif d'utopistes de la part des preneurs de Pouvoir d'hier, devient aujourd'hui, une réalité de demain. Quel dommage que Kropotkine ne puisse assister à la revanche du bon sens, du sens pratique...

Nous savons, dès aujourd'hui, que nos moyens de production, sous condition de limiter les naissances, suffisent pour assurer l'abondance des 127 articles qui contribuent à déterminer le coût de la vie !

Savez-vous que jamais problème n'a été aussi facilement posé, et susceptible d'une solution aussi immédiate?

Comprenez-vous, incrédules, timorés, hésitants, que les syndicalistes révolutionnaires ont raison de vous exposer le problème social de la manière suivante :

1° Nous désirons l'abolition du salariat, c'est-à-dire, de la formule « Prix, Salaire, Profit », parce que nous considérons comme un acte nuisible à la consommation, de vendre ce qui est abondant : Au moment où un objet peut être produit au-delà des besoins, sa valeur marchande ou financière tombe, se désagrège : *il n'a plus qu'une valeur d'usage, mais sa quantité le rend sans prix.*

Maintenir alors sa valeur financière n'est qu'un artifice favorisant l'exploitation des besoins et détruisant les possibilités de liberté.

2° Si l'abondance des biens rend la valeur financière superflue ; si la vente est dépassée par l'encombrement des marchés, alors que le pouvoir d'achat, la masse des salaires est diminuée par l'apparition de l'automatisme, comment la raison, le bon sens et l'intérêt peuvent-ils accepter *que faute d'argent, le consommateur ne puisse satisfaire ses besoins ?* Si la vente et l'achat sont devenus impraticables à cause de l'abondance, c'est qu'une étape économique est franchie, dépassée, qui considérait le salaire comme un moyen de consommation.

Les travailleurs sont donc entrés, sans l'avoir intellectuellement désiré, poussés par les progrès économiques, dans une étape nouvelle où le salaire perd à la fois son efficience et sa raison d'être : *l'âge du salariat est dépassé !*

Vous ne voudriez tout de même pas que pour ménager des ambitions politiciennes et des préjugés archaïques, nous fassions chorus avec tant d'hommes de bonne volonté qui n'ont pas l'audace de leurs déductions !

3° Si tout le système capitaliste privé ou d'Etat, est devenu une organisation économique et sociale périmée, nous sommes donc justifiés dans notre propagande :

Dès lors que le bonheur public n'est plus qu'une manière de distribuer les choses que la science rend abondantes, les sources de liberté se trouvent libérées. La valeur financière s'opposant de plus en plus à la satisfaction des besoins, l'abolition des économies capitalistes devient une nécessité.

Il ne s'agit plus que de produire pour consommer. La gratuité de la distribution, c'est-à-dire la prise au tas, réalise automatiquement l'égalité économique en dehors de laquelle la liberté n'existe pas...

Il est donc nécessaire d'abolir tous les privilèges, le système capitaliste privé qui s'efforce de subsister par l'organisation mondiale de la rareté dans la production.

Il sera encore nécessaire d'abolir le capitalisme d'Etat, dit russe. Il peut promettre la gratuité dans 20 ans, mais, comme il ne saurait l'organiser sans détruire les privilèges sur lesquels il asseoit sa dictature, le socialisme étatiste, par le fait qu'il réalise sa puissance sur l'inégalité des conditions, par le fait que pour se défendre contre les besoins de ses administrés il est obligé de favoriser et de subir la volonté de puissance de sa bureaucratie, est dans l'incapacité de passer du gouvernement des gens à l'administration des choses.

Mais le fait demeure, que, pour revivifier sa propagande, le bolchevisme *reconnaît aujourd'hui comme valable* la thèse de la « Prise au tas », c'est-à-dire de la distribution gratuite qu'il condamnait hier comme une utopie en assassinant tous ses défenseurs...

L'erreur des penseurs libertaires est d'avoir précédé dans cette voie ceux qu'aveuglaient leurs ambitions politiques.

Avec Fauchois et tant d'autres, nous sonnons le ralliement des égarés, de ceux qui doutaient du triomphe final de nos principes. Allons, les gars des usines et des champs, il y a du travail pour tous, et la raison vous appelle au combat !

J. B.

LA PARITE

Quel joli et grand mot. Nos syndicalistes C.F.T.C. n'y sont-ils pas à l'aise ? Pour eux, la fraternité avec le patronat n'existe-t-elle pas déjà en d'autres lieux ? On est chrétien avant d'être ouvrier : tant pis si le premier fait crever le deuxième.

Mais alors, des qui ont fière mine, ce sont les anarcho-syndicalistes de la F.O. Ah ! Ah ! Ah ! laissez-nous rire franchement.

Voyez un peu ces Caisses à participation ouvrière, comme on y abîme les patrons ! Ce sont d'ailleurs ces abus qui permettent à nos copains, ayant passé la soixantaine, de crever littéralement de faim !

Et quelle œuvre gigantesque accomplie par ces organisations syndicales sur le problème du logement H.L.M. Car, là aussi, la parité existe ; témoin : les C.I.L.P.

Ces camarades sont là pour construire des logements pour la classe ouvrière et, par là même, donner du travail aux gars du bâtiment. Admettons quand même que, où la parité n'existe pas, la construction est zéro ; mais là où elle vit, quelle harmonie ! Quelle égalité entre ces bons patrons et les compagnons : la même vie... les mêmes avantages. Et comme dans la vie, tout n'est que question de goût, les uns se baladent en 403 (ou mieux) et les autres en mobylette, à condition toutefois, d'avoir fabriqué quelques gosses supplémentaires à la compagne — histoire de lui faire passer le temps agréablement. Pour les vacances, les uns loueront une villa à la mer, à moins qu'ils n'aient la leur (bien à eux) et, ma foi, les autres feront du « noir » pour améliorer l'ordinaire.

Comparez l'ascension des entreprises travaillant depuis le début pour ces organismes et celle des ouvriers collaborant par leur travail dans ces entreprises.

Il est bien évident qu'on ne peut pas construire et en même temps se préoccuper du sort des travailleurs. Mais une occasion supplémentaire de rire nous est fournie par ceux-là même qui critiquaient les fameux : « Retroussez vos manches » ou « Produire d'abord, revendiquer ensuite ». En effet, le journal distribué à ses locataires (ouvriers) par le C.I.L. d'Angers (gérant : un militant F.O.) dans son N° 10, ne dit-il pas que perdre cinq minutes par heure de travail (cela est vite passé en faisant une cigarette ou en contentant une envie de pisser) constitue au bout de dix ans un *vol* de deux mille cinq cents heures.

Pauvres patrons, vous les feriez tous tomber par le « cul de la charte » ; et avez-vous songé à ce que vous deviendriez sans eux ?

Ne voit-on pas aussi ces syndicalistes d'antichambre, combattants acharnés du double emploi, s'ingénier à l'embauche dans leur organisme, de retraités, exgendarmes ou autres, profitant d'une retraite bien supérieure au S.M.I.G. dont bon nombre de travailleurs sont forcés de se contenter.

Il est vrai qu'ils savent reconnaître dans cette classe ouvrière, le « manœuvre balai » de l' « ouvrier hautement qualifié ». Aussi vrai qu'il peut leur arriver à eux-mêmes d'accepter, tout en profitant d'une retraite de directeur, une nouvelle place de directeur (sans aucun doute bénévole).

Avec de tels exemples sous les yeux, étonnez-vous de voir les « prolos » bouder le syndicalisme « libre ».

Bien sûr, on a pu voir dans certain journal fédéral F.O. qu'il ne faut pas oublier que le syndicalisme tend à l'abolition du patronat et du salariat. Mais... bla... bla... bla... C'est de l'histoire ancienne. Vive la propriété batie ! Vive la fraternité ouvriers-patrons ! Vive l'association Capital-Travail, avec tout ce qu'elle entraîne comme avantages !

Un ex-syndiqué « F. O. »,
GODET.

LES THEORIES ET LES REALITES

NOTE DE LA REDACTION

Dans la série de dix cahiers dont nous commençons ci-dessous la publication, notre camarade Gaston Michaud analyse les théories constructives des principaux penseurs socialistes qui nous ont précédés, les contradictions et erreurs de certains, que le recul du temps met particulièrement en lumière.

Il dénonce avec vigueur la nocivité de l'Etat, de tous les Etats, et développe comment il entend substituer au système capitaliste privé ou d'Etat, axé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, « l'administration des choses », *seule susceptible de réaliser l'égalité économique et sociale dans le cadre des communes libertaires.*

Nous vous recommandons la lecture du travail de notre ami, auteur aussi d'une brochure remarquable, intitulée : « Périr ou distribuer », qui, selon les avis autorisés recueillis, constitue sur le plan économique et social le travail le plus constructif effectué depuis plusieurs décennies.

⁂

— CAHIER I —

Saint-Simon naquit en 1760. Ce grand bourgeois fut un précurseur du socialisme scientifique. Ses travaux ont inspiré — même contradictoirement — bien des penseurs de notre époque.

« Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. »

Saint-Simon n'est donc pas un communiste, mais l'organisation scientifique de la société sera sa principale passion. Il apportera à cette tâche un génie technique dont il voulait pénétrer la bourgeoisie, comme si cette classe historique de l'évolution était vouée à une vie éternelle !...

Comme chez Proudhon, plus tard, on rencontre chez ce précurseur, des contradictions étonnantes. Proudhon lui a d'ailleurs fortement emprunté, transposant quelques-unes de ses conceptions économiques.

Citons le Saint-Simon apolitique :

« Supposez que les gouvernants se soient élevés jusqu'à vouloir se faire un plan régulier d'administration, ce à quoi l'organisation parlementaire les pousse jusqu'à un certain point ; attendu que les seules combinaisons dont les gouvernements se soient montrés capables jusqu'à présent (et cela sous toutes les formes de gouvernement), se réduisent toujours à celles de la force avec la ruse, c'est par la force et par la ruse qu'ils se proposeront de faire prospérer la société.

« On ne saurait trop le répéter, il n'y a d'action utile exercée par l'homme que celle de l'homme sur les choses. L'action de l'homme sur l'homme est toujours en elle-même nuisible à l'espèce. »

Qui n'aurait pas lu les œuvres de l'auteur, conclurait avec raison que ce dernier fut certainement le premier *à condamner l'esprit de gouvernement* et l'exploitation de l'homme par l'homme, serait-ce par le truchement d'un gouvernement.

Mieux encore, Saint-Simon émet, pour la première fois, cette pensée qui guide aujourd'hui nos travaux : *« il n'y a d'action utile exercée par l'homme que celle de l'homme sur les choses ».*

(Suite en page 4.)

UN COMBLE...

Il existe maintenant des Séminaires administratifs !

En l'an de grâce 1961, il faut s'attendre à tout, et la Ve soi-disant République a dû se fixer pour objectif de se surpasser elle-même.

Dès à présent, deux catégories de citoyens semblent se former en France : les cléricaux dont les plus beaux titres de gloire sont le lapinisme quasi-criminel et la propagation d'une prétendue morale toute de façade, étriquée, intolérante (jamais appliquée d'ailleurs) et les autres.

Les premiers crient à la liberté violée dès que l'on cherche à s'opposer à leurs continuels et intolérables empiètements. Comme si les complices de tous les dictateurs passés et présents, car, si nous ne nous abusons pas, Franco l'assassin bénéficie encore de l'appui et de la complicité de l'Eglise, pouvaient, sans faire preuve du cynisme le plus intégral, invoquer la Liberté dont ils sont les pires ennemis ! Eux seuls pourront-ils bientôt, du train où nous allons, accéder aux fonctions supérieures et peut-être pas uniquement dans l'administration ? Une réglementation spéciale, comme pour les Juifs pendant l'occupation, ne suffirait-elle pas ? A moins qu'alors tout se passe en coulisse...

Les seconds ont le tort impardonnable de ne plus lutter dans un monde où, de tout temps, seule l'énergie agissante a pu imposer les idées, bonnes ou mauvaises. Au nom de la tolérance ils se font les fourriers de la dictature cléricale, alors que leur plus impérieux devoir serait de ne l'admettre à aucun prix, toute mielleuse et sournoisement étouffante qu'elle soit. De plus, condamnés par leurs idées, ils risquent, emportés par la vague montante du catholicisme, de devoir bientôt se contenter d'emplois subalternes, où leur présence ne saurait se révéler dangereuse pour l'Etat déjà capitaliste et en passe de devenir ultra-clérical. Les soviétiques sont-ils vraiment plus bas ?

L'administration en général et la nôtre en particulier, ne pouvaient manquer de se mettre au goût du jour.

Ainsi, les bulletins de la formation professionnelle de la Direction de la Comptabilité publique nous apprennent qu'il a existé dans le Trésor, l'an dernier, des séminaires, à Besançon et à Caen notamment, et que d'autres sont en projet pour cette année. La royauté absolue ou l'Empire, sous lesquels n'avait jamais été créé aucun séminaire administratif à l'usage des fonctionnaires et qui se montraient souvent gallicans, sont surclassés.

Nous nous verrons évidemment objecter que séminaire ne signifie pas seulement établissement où l'on forme des prêtres mais que cette dénomination est applicable à une profession quelconque. Il n'empêche que l'usage a conféré à ce vocable un sens très précis et que, pour l'immense majorité des gens, il a une signification cléricale.

(Suite en page 2.)

XIe CONGRES DE L'A.I.T.

Au moment de la mise en page du journal, les traductions relatives au XIe Congrès de l'A.I.T., qui s'est tenu à Bordeaux à partir du 22 septembre, ne nous sont pas encore parvenues.

Nous nous excusons pour ce contretemps. Le compte-rendu du congrès sera publié dans notre numéro 172.

LE COMITE DE REDACTION

ANARCHIE ET VERITE

« On ne peut pas dire que le faux constitue un moment ou même une partie du vrai, le faux, en tant que faux n'est plus qu'un moment de la Vérité. »

HEGEL.

Nul (fut-il un génie de la trempe de M. Garaudy, agrégé ès dialectiques ou ès contrepèteries) ne peut nier que le mensonge ne sera jamais la vérité.

L'on sait que l'avenir est imprévisible et si pour charmer les badauds l'on peut chanter : « laissons l'avenir venir » nul, fut-il Dieu ne serait capable de prédire, à coup sûr, un évènement quel qu'il soit, tout au plus l'on pourrait combiner des appréciations en vue d'une action probable, toujours possible et toujours soumise à caution. Donc dans ce qui va suivre, je m'efforcerai d'analyser les faits afin d'en tirer les enseignements utiles, je suivrai donc la pensée suivante de M. Alain : « Eviter de dire des sottises tout en refusant d'enseigner ce que nous ne comprenons pas ».

Certains philosophes membres de « l'Académie » osent affirmer ceci : « L'anarchie est une erreur sociologique fondée sur une ignorance psychologique stupéfiante ». Or ce qui est vraiment étonnant c'est de constater que le philosophe affirme cela tout comme si cela découlait de source et voici que notre bonhomme ajoute : « Plus de lois, prétend Stirner, l'on doit tout au plus fort, au plus hardi, voilà le vrai régime anarchique ».

Ainsi le philosophe, jongleur émérite, ne craint point d'affirmer l'absurde ou de nier la vérité même si après il affirme, sans jamais étayer ses affirmations de preuves concrètes, l'existence de Dieu ou de symboles plus ou moins fantaisistes. Pédant, souvent effronté, le philosophe se délecte dans l'imaginaire (existentialisme chrétien ou athée), les goujateries, l'effronterie. Bien sûr, il peut se faire que « l'anarchie soit une pierre de touche à quoi l'on connaît les esprits radicalement faux », preuve que le comportement et lui seul montre de quoi un être est capable. Disons donc que quiconque est partisan de l'autorité, désire imposer celle-ci tout en refusant constamment de la subir ; en conséquence, cet être irrévérencieux raisonnera tout comme le philosophe raisonne.

L'on sait que les agrégés, académiciens, universitaires, tous savants en us, usent et abusent de très belles phrases justifiant le parasitisme social, ainsi l'on comprend très bien pourquoi le philosophe et ses disciples, n'hésitent point à énoncer : « l'anarchie est de nos jours, synonyme de désordre, de chaos, de pagaïe à un degré tel qu'il n'a jamais été atteint au cours du siècle ». Incontestablement tout parasite (et ils sont nombreux), prétend prolonger à l'infini l'existence fœtale ; dès lors ce fait explique merveilleusement toutes les subtilités grammaticales tendant à jeter le discrédit sur l'anarchie ainsi que sur les anarchistes, les anarcho-syndicalistes.

Pourtant un fait incontestable, absolument contrôlable, indiscutable, montre que les partisans de l'Etat, des Dictatures rouges ou noires, de l'Eglise, de l'Armée, s'appuient sur des hypothèses tout en essayant de tirer la cause de l'effet, autrement dit, la fin justifie les moyens, en vertu de quoi ils veulent soumettre les individus, cause principale de tout ce qui existe au point de vue social, à des effets tels que Patrie, Eglise, Dictature, Parti, etc..., lesquels sont des fantômes, des mots spécifiquement conventionnels.

Ces gens-là prétendent agir d'après des données psychologiques, scientifiques. Or, contrairement à ce que l'on pense, les anarchistes n'agissent pas comme si la nature était contraire à ce qu'elle est. Mieux que celà, il serait facile de montrer que les affirmations des ennemis ou des adversaires de l'anarchie, des anarcho-syndicalistes, sont l'œuvre d'individus incapables de vivre honnêtement à la sueur de leur front, et sont inaptes à se déplacer sans le secours d'un tuteur.

Tout montre que le Prêtre, l'Officier militaire, le Magistrat, le Législateur sont des hommes semblables au commun des mortels, leur fonction très bien rémunérée leur permet aisance et insouciance, il est donc logique que ces Messieurs défendent l'Etat, l'Autorité dont ils sont les premiers bénéficiaires, ainsi ces braves Messieurs, en défendant l'Etat, l'Autorité, défendent d'abord leur propre cause.

(Suite en page 2.)

◆ LISEZ ◆
page 3 de ce numéro
la suite de
« LA LAICITÉ »

LES MALADIES PROFESSIONNELLES (1)

LES PNEUMOCONIOSES

On appelle *pneumoconioses* les maladies des poumons dues à l'action des poussières. D'après la conférence de Sydney, « *le terme de poussière est employé pour signifier les particules de matière solide à l'exclusion d'organismes vivants* ».

Il y a toujours des poussières en suspension dans l'air. Suivant leurs dimensions, on les classe en grosses poussières, poussières fines, poussières ultra-microscopiques.

Grosses poussières. — Ce sont des particules de dimension supérieure à 5 microns (1 micron = 1/1000 de millimètre). Elles sont en suspension instable, soumises aux lois de la pesanteur et se déposent facilement.

Elles pénètrent dans les voies respiratoires avec l'air où elles sont en suspension, mais n'arrivent pas jusqu'aux alvéoles pulmonaires. Elles se déposent sur les parois des fosses nasales, du cavum et des bronches et sont ensuite rejetées par les crachats.

Poussières fines. — Ce sont des particules allant de 5 microns à environ 1/4 de micron, limite de la visibilité au microscope optique ordinaire.

Elles sont en état de dispersion tel qu'elles constituent un véritable *aérosol*, semblent avoir perdu la pesanteur et restent très longtemps en suspension dans l'atmosphère. Elles pénètrent jusqu'aux alvéoles pulmonaires et une partie y est retenue ; le reste repart avec l'air expiré. Ce sont les particules de l'ordre de 1 micron dont le pourcentage est le plus élevé. Il existe d'ailleurs un *mécanisme physiologique d'expiration* pour débarrasser les alvéoles pulmonaires des corps étrangers qui y pénètrent. Les vaisseaux sanguins se dilatent et il y a une exsudation de sérum dans les alvéoles. Certaines cellules de la paroi alvéolaire se détachent, tombent dans l'alvéole où elles englobent les poussières. Ces « *cellules à poussières* » retraversent la paroi de l'alvéole et viennent dans les vaisseaux lymphatiques qui entourent les bronchioles. Elles sont véhiculées plus ou moins loin par le courant lymphatique et peuvent même parvenir aux ganglions du hile du poummon.

Ce mécanisme suffit à protéger l'organisme contre un afflux normal de poussière. Mais il peut être forcé et devenir insuffisant si le nombre des particules est trop considérable et, surtout, suivant la nature chimique de ces dernières.

Poussières ultra-microscopiques. — Elles ne peuvent se voir qu'au microscope électronique et vont de 1/4 de micron jusqu'à 0,01 micron et même moins. Elles sont parfois appelées poussières colloïdales et constituent les fumées légères telles que les fumées de cigarettes. Elles sont animées de mouvements constants, les mouvements browniens.

⁂

Toutes ces poussières peuvent être *dangereuses*, mais le sont à des titres divers.

Grosses poussières. — Elles n'arrivent pas aux alvéoles pulmonaires et ne pénètrent pas dans l'intérieur des poumons. Mais elles peuvent produire des lésions locales des organes sur lesquels elles se déposent, soit en raison de leur nombre, soit en raison de certaines particularités physiques, en particulier les barbes de céréales ou les fibres d'amiante.

On a été frappé de la fréquence du cancer du poumon à la suite de l'inhalation de certaines poussières, chromates, amiante, uranium. On l'attribue à l'action irritative que produisent à la longue ces poussières sur les bronches.

Il est bon d'appeler l'attention sur *un mécanisme mixte* d'introduction des substances nuisibles dans l'organisme. Certaines poussières peuvent être riches en particules de substances toxiques, de sels de plomb par exemple. En poids, la plus grande quantité est constituée par des grosses particules. Elles ne vont pas dans les alvéoles et ne sont pas absorbées à ce niveau. Elles se déposent sur les parois du cavum et des bronches et sont expulsées avec les crachats. Mais, chez les enfants et chez beaucoup d'adultes, les crachats ne sont pas tous expulsés et un bon nombre est dégluti. Le poison arrive donc dans l'estomac et il pénètre dans l'organisme, non par la voie pulmonaire, mais par la voie digestive.

Petites poussières. — Seules elles parviennent dans les alvéoles pulmonaires. Elles sont englobées par les cellules à poussière et entraînées par celles-ci dans les voies lymphatiques. Mais ici intervient leur constitution chimique.

Les poussières de la plupart des métaux (en particulier du fer), de la plupart des charbons, silicates, etc..., et les poussières végétales sont dites *inertes*. Leurs particules sont véhiculées par les cellules à poussière, mais ne les altèrent pas. Elles se comportent comme de simples corps étrangers, de simples tatouages que l'organisme humain se contente de fixer ou d'évacuer.

Il peut en résulter une *pneumoconiose bénigne* se caractérisant par une accentuation de la trame pulmonaire, cessant avec l'exposition à l'empoussiérage. Ces pneumoconioses bénignes sont l'anthracose (charbon), la sidérose (fer), etc...

Par contre, il est un certain nombre de poussières dites *actives* qui, par suite de réactions physico-chimiques encore mal élucidées, altèrent, puis tuent les cellules à poussière et qui en outre irritent les tissus environnants. Elles ont la propriété de faire fabriquer par le poumon du tissu fibreux ; il en résulte la production d'un élément caractéristique, le nodule fibreux. Cette *fibrose*, contrairement au cas précédent, a une tendance extensive, même quand l'empoussiérage nocif a cessé, d'où le danger considérable de ces *poussières actives* :

☆ La silice ;

☆ L'amiante ;

☆ Le bérylium et ses composés.

La silicose est, de beaucoup, la plus fréquente et la plus grave des pneumoconioses. Nous lui réserverons une étude spéciale.

Particules ultra-microscopiques. — Contrairement à ce que l'on pensait il y a encore peu de temps, ces particules peuvent se déposer dans les alvéoles pulmonaires et pénétrer dans l'organisme.

Elles peuvent donner une réaction pulmonaire, mais elles peuvent aussi passer directement dans le sang, sans laisser de traces apparentes de leur passage dans les poumons.

On explique ainsi la *fièvre des fondeurs* (en particulier des fondeurs de zinc) qui dure une nuit et disparaît le lendemain sans laisser de traces.

C'est par cette voie que pénètrent les substances sensibilisantes solides, responsables des crises d'asthme, la quinine, l'ipéca, les débris épidermiques, la farine, etc... Presque toutes les substances peuvent être sensibilisantes, si bien que les phénomènes de *sensibilisation ou d'allergie* sont de plus en plus fréquents.

⁂

L'action des poussières sur l'organisme n'est pas toujours aussi systématique que nous l'avons décrit.

Outre la nature des poussières, cette action dépend de différentes conditions :

— formation des agrégats,

— poussières combinées,

— interréactions des différents éléments de poussières.

AGRÉGATS DE POUSSIÈRES

Il se forme souvent des agrégats par floculation des fines particules qui se trouvent dans l'air. Ces agrégats sont fréquents dans les poussières soulevées par un balayage ou un courant d'air léger. Ils sont rares quand la poussière a été produite par une force considérable, meulage, concassage, perforations, explosions.

Ils ne sont pas très cohérents et se détruisent par suite des chocs. Les appareils de numération des particules tels que les impinger ou les conimètres donnent un nombre de fines particules trop élevé parce que les poussières sont recueillies par choc sur une surface, ce qui produit une dissociation des agrégats.

Lorsque les agrégats dépassent 3 microns, ils s'arrêtent dans les voies aériennes supérieures et ne parviennent pas aux alvéoles pulmonaires.

POUSSIÈRES COMBINÉES

Une poussière contient fréquemment un mélange de plusieurs substances : charbon et silice, silice et silicates par exemple. L'une d'elles peut être particulièrement nocive, telle la silice. Aussi est-il très important d'en connaître la proportion dans le mélange.

Il n'y a pas de parallélisme entre la teneur des différentes substances dans une roche et la teneur de ces mêmes substances dans la poussière.

Hacht a étudié un échantillon de grès contenant 90 % de silice libre. Après broyage, il n'a trouvé dans la poussière que 25 % de particules de silice inférieures à 5 %. Ce grès était composé, en effet, de grains de silice pure relativement gros et durs, cimentés par un lien argileux constitué par de fines particules de silicates. La désagrégation de la roche s'est produite surtout aux dépens de ce ciment, d'où la proportion plus élevée de poussières fines de silicate que de particules fines de silice.

INTERRÉACTION DES DIFFERENTS ELEMENTS DE LA POUSSIERE COMBINEE

Les différents éléments d'une poussière peuvent réagir les uns sur les autres, si bien que la nocivité totale peut être augmentée ou diminuée.

Cela peut être dû à des modifications physico-chimiques ou à des modifications biologiques.

Modifications physico-chimiques. — La silice amorphe, peu nocive, peut, sous l'influence de la chaleur, donner à 870° de la tridymite et à 1.470° de la cristobalite, formes cristallisées très nocives.

La terre à diatomées (Kieselguhr) présente d'algues fossiles et se compose de silice amorphe et de silicates.

Naturelle, elle ne donne pas de silicose, mais quand elle est fusi-calcinée, elle devient riche en cristobalite, les silicates se décomposant et donnant de la cristobalite, d'où des lésions pulmonaires graves.

Des phénomènes analogues se passent dans le meulage des pièces contenant du sable, dans la terre réfractaire de certains fours, dans la cuisson de kaolin, dans la fabrication du corindon artificiel et du carborandum.

Par contre, nous trouvons dans le *ciment* une modification heureuse sous l'influence de la chaleur. Le ciment contient avant cuisson une certaine quantité de silice libre. Mais, après calcination avec de la chaux, il se produit des silicates complexes et il ne reste presque plus de silice libre.

Modifications biologiques. — Il existe des poussières combinées dans lesquelles l'action nocive de la silice peut être plus ou moins modifiée par certains corps. On a étudié cette action des substances inhibitrices dans l'espoir de trouver des corps neutralisant les effets nocifs de la silice.

On a étudié de la sorte le fer, le gypse calciné, le calcium, le graphite et surtout l'aluminium. Mais ces études n'ont pas abouti à des réalisations pratiques jusqu'à maintenant.

Nous pouvons conclure :

1° Il n'y a pas une poussière, mais des poussières ;

2° De même, il n'y a pas une pneumoconiose, mais des pneumoconioses ;

3° Les unes, dont le type est la silicose, sont malignes parce qu'elles sont dues à des poussières actives ; les autres sont relativement bénignes parce qu'elles sont dues à des poussières inertes.

Professeur V. RAYMOND,
Conseiller technique médical de l'I.N.S.

(1) Extrait de « Travail et Sécurité ».

ANARCHIE ET VERITE

(Suite de la page 1.)

Le philosophe ainsi qu'un être quelconque, partisan de l'autoritarisme, affirmera : « Par le fait seul que prendre au tas est plus court (ou plus facile dirons-nous) que mettre au tas, le système anarchique est condamné ».

Voilà une affirmation abstruse car, l'on voudra bien admettre que les militaires de carrière, la police, les magistrats, les avocats, les prêtres, les fabricants de bombes ou de mitrailleuses, de navires de guerre, d'avions de chasse, les philosophes existentialistes chrétiens, athées ou marxistes, sont des parasites qui trouvent très commode de prendre au tas mais qui en revanche, refusent systématiquement de mettre au tas.

Quoique l'on dise ou fasse pour prendre au tas, il faut d'abord faire des tas, or les marchands d'orvietan, tous les bonimenteurs de l'univers, se contentent de conseiller tout en évitant très soigneusement de mettre en pratique, leurs propres conseils, il s'ensuit que les parasites puisent à pleines mains dans les tas accumulés par les travailleurs, ensuite ils insultent ces derniers qui, d'après eux, sont des êtres exigeants, voire très exigeants.

Comme quoi, en dépit des affirmations des philosophes et des savants ès sociologies, l'Etat, l'Autoritarisme sont bel et bien des mots, rien que des mots dont se sert une association de malfaiteurs afin d'imposer ce qui mijote dans leurs neurones cérébrales. Bien sûr, un Dictateur, un Président, sont presque toujours partisans de l'autorité bienfaisante en ce sens que, quoi qu'ils fassent ou disent, ils le font et le disent avec l'intention préméditée de faire le bonheur de leur peuple ; mais si ce peuple s'avise de refuser les ordres des chefs, à ce moment-là, cette autorité bienfaisante se transforme, au grand galop, en autorité très malfaisante. Voilà donc prouvé que l'Etre, les dirigeants, créateurs de science, perpétuent des méthodes surannées qui n'ont jamais fait le bonheur humain, qui souvent même sont cause de révoltes et de désordres ; ensuite, ces lascars, ces malfaisants ne cessent de déclamer, aux quatre points cardinaux que l'anarchie est une somme d'utopies ou une maladie infantile de l'extrémisme révolutionnaire. Qu'est-ce à dire sinon que les concepts des meneurs des peuples sont des piperies, des complexes de trahison ? Qui oserait nier que Marx-Engels, en substituant la Dictature soi-disant prolétarienne à l'Etat bourgeois, capitaliste ont fait reculer l'émancipation intégrale des travailleurs ?

Voici la vérité. Séduit par la nouveauté parce qu'elle est captivante, ainsi que par la vérité, la clarté parce qu'elles éliminent la confusion, les méprises, l'anarchiste exclut les quiproquo, les compromis, cause de désunion, de mésentente. Ce qu'il réclame, il l'exige en connaissance de cause, avec la conscience de l'Etre qui sait ce qu'il veut et quel est le but à atteindre, tout en s'efforçant d'éliminer, systématiquement l'orgueil, la manie de grandeur, la monomanie pourvoyeuse de désirs inavouables.

Chacun sait que l'Etre se lasse de tout et cependant, il ne se lasse jamais de plonger dans l'inconnu parce qu'il a soif de nouveautés, lesquelles l'attirent comme l'aimant attire la limaille. Ovide écrivait : « On se lasse de tout sinon de comprendre », ainsi l'analyse du comportement humain montre que ce qui fait la force d'un parti, d'une église, d'un syndicat, d'un système donné, ce sont d'abord la volonté de ses membres, ensuite ce sont les pensées profondes de Justice sociale, de Solidarité, d'Entr'aide, de Respect absolu de la personne, la propagande intensive.

Certains affirment que la propagande n'est plus rentable, affirmer celà c'est avouer qu'on n'a jamais rien compris au problème social car, lorsque l'on peut apprendre à lire, écrire, obligatoirement l'on doit aller à l'école ou du moins il faut s'adresser à ceux qui connaissent l'art de lire et d'écrire ; de même si l'on veut inculquer l'anarchie, l'anarcho-syndicalisme, il faut ranimer, raviver le désir d'indépendance qui sommeille en chacun, donc la propagande s'impose, en conséquence, contrairement aux affirmations de certains pessimistes ou défaitistes, la propagande est plus que jamais indispensable car, tout comme l'on apprend aux enfants à aimer Dieu, la Patrie, la Dictature, à tout sacrifier pour ces entités, l'on peut très bien inculquer aux enfants, qui seront les hommes de demain et les vieux du surlendemain, à respecter les contemporains pour la simple et bonne raison qu'au-dessus de Dieu, de la Patrie, de la Dictature il y a l'Etre, c'est-à-dire tous les Etres, lesquels, pour vivre et perpétuer l'espèce, ont tous besoin d'obéir aux lois de l'assimilation fonctionnelle.

Ainsi, il apparaît que l'on doit respecter l'Etre non pas pour obéir à Dieu, au Dictateur, mais l'on doit respecter l'Etre en général parce que celà est conforme aux données scientifiques, à la raison, à l'intelligence, parce que l'Etre, quel qu'il soit, mérite du respect puisqu'il est écrit que quiconque veut, désire être respecté doit d'abord respecter son contemporain.

Luc BRÉGLIANO.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Charles MOLINA
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e) C.C.P. 12793-89 Paris
Rédaction et Administration du « COMBAT SYNDICALISTE » :
Tersida VERGNOLLE, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e))
C.C.P. Paris 14.504-73.

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE
Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.

UNION LOCALE DE VERSAILLES
Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.
Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE
Dans l'attente d'une salle à la Bourse du Travail, nos réunions ont lieu à l'Amicale laïque, et les permanences sont tenues tous les samedis à 19 heures, 24, rue Rouget-de-l'Isle, St-Etienne.
Pour tous renseignements, écrire aux secrétaires, les camarades Morel et Jouve, 41, rue des Passementiers, St-Etienne (Loire).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

MISE EN GARDE

Les responsables de l'U. L. C.N.T. de St-Etienne tiennent à rendre public que Jean SEIGNE, ex-trésorier de notre organisaton, ne peut en aucun cas se réclamer de la C.N.T. Son comportement équivoque, et sa façon de gérer pendant huit ans la trésorerie, nous empêchent de lui donner le quitus pour cette désastreuse gestion.

Son attitude est incompatible avec le titre de membre de la C.N.T.

Nous fournirons toutes précisions sur l'action néfaste menée par cet individu dans la région stéphanoise.

Le Bureau de l'Union Locale
de la C.N.T. de St-Etienne

UN COMBLE...

(Suite de la page 1.)

S'agit-il vraiment là d'une inconséquence, d'une coïncidence ? Devons-nous croire que la neutralité des hauts fonctionnaires de l'Etat est au-dessus de tout soupçon ? Leurs agissements sont-ils assez surveillés ? Les sanctionnerait-on le cas échéant et ne serait-ce pas faire preuve de malveillance que de supposer la laïcité rien autre chose qu'un simple mot inscrit dans la constitution ?

S'il en était autrement, qu'attendraient donc la C.G.T. et F.O. pour protester contre cette nouvelle atteinte à la neutralité de l'Etat à laquelle plus de 12 millions de Français, les résultats de la récente pétition laïque l'ont démontré, tiennent encore ? F.O. en particulier, ne prétend-elle pas avoir la plus large audience ?

Nous savons que le pays est menacé de tomber entre les mains des jésuites, mais l'affaire n'est peut-être pas encore dans le sac et nous comptons bien que l'administration ne deviendra pas une succursale du Vatican, où il y aurait des aumôniers payés par l'Etat, bien entendu, comme cela se pratique déjà dans l'armée de la République, qui excelle particulièrement dans l'organisation des pélerinages à Lourdes. Aussi antimilitaristes que nous puissions être, nous pensons que son rôle devrait être autre. Nous avons d'ailleurs notre idée là-dessus.

Nous ne voulons pas admettre que notre administration possède le triste privilège d'avoir dans ses rangs la plus belle collection d'échines courbées, à qui l'esprit de dénigrement mesquin tient lieu d'intelligence, et qu'ayant pour une fois l'occasion de faire preuve utilement d'esprit critique, son silence ne soit pas troublé par un balanceur d'encensoir, rédacteur des « Libres propos d'un séminariste » insérés dans le bulletin précité.

De quel droit, d'ailleurs, se permettrait-on d'imposer à nos collègues, dont bon nombre sont incroyants, une dénomination particulière à une secte et intolérable aux athées ? Admettrait-on l'inverse ? Assurément pas !

Pour nous, il est impensable que l'insertion, naguère, dans le bulletin des services sociaux du ministère des Finances d'un article d'une jeune monitrice de colonie de vacances couvrant d'opprobre les protestants soit autre chose qu'une coïncidence ou un fait isolé. Il serait écœurant que certains, encouragés par l'actuel régime du sabre et du goupillon, atteignent, par « diplomatie » à la perfection dans la servilité.

Que se serait-il produit si l'un des participants aux stages techniques qui sont effectués dans les séminaires avait élevé, au nom de la stricte neutralité qui devrait encore être de règle dans l'administration, une ferme protestation contre une initiative qu'on peut, à bon droit, supposer issue d'un esprit partisan ?

Rien peut-être, mais il aurait pu quelle que soit sa valeur, considérer logiquement comme compromis son succès aux examens de stage. C'est ainsi que se crée un climat de contrainte.

Et c'est ainsi également que l'on provoque les chocs en retour. Car les fonctionnaires qui ne respectent pas la neutralité dont ils savent si bien toucher les deniers pourraient non seulement être un jour stoppés dans leurs agissements, mais avoir à rendre compte d'abus aussi caractérisés.

Ils seraient alors bien mal venus de se plaindre d'avoir à subir des sanctions qu'ils auraient eux-mêmes attirées sur leur tête.

UN DU TRESOR.

CE QU'IL FAUT LIRE :

BROCHURES

	Prix	Franco
« **PERIR OU DISPARAITRE** », G. Britel	1,00	1,25
LA FOIRE AUX ANES, G. Britel	1,00	1,25

VIENT DE PARAITRE

REVES ET COMBATS
par Jean SOUVENANCE
Préface de M. Toesca
Un fort volume de 550 pages. — Prix : 23 NF.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,
NOM .....
Prenoms .....
demeurant .....
.....
déclare souscrire un abonnement de (1) .....
au « Combat Syndicaliste ».
Le .....
SIGNATURE

Envoyez les versements à Tersida VERGONLLE, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e). C.C.P. 14.504-73.

(1) 12 numéros, 3,40 NF. — 24 numéros, 6,70 NF.

B.D.I.C

Le militarisme croît de plus en plus en Inde

Alors que le délégué de la Grande-Bretagne annonçait au Congrès de Gandhigram, la fin de la conscription militaire dans son pays, en ajoutant avec franchise que l'action du W.R.I. (Résistants à la guerre) n'y était pour rien, un délégué indou lançait la nouvelle la plus affligeante : la croissance du militarisme en Inde.

En effet, un système de service national comprenant un entraînement militaire, est en voie d'entrer en vigueur pour les universitaires ; mais déjà, le Corps national des Cadets et le Corps pour l'Entraînement des officiers révèlent la montée indéniable de l'esprit militariste.

Si tout cela paraît insensé pour certains, choquant pour d'autres, il apparaît par ailleurs, que ce processus d'évolution illustre malheureusement le faux jugement porté par beaucoup, sur un pays renommé pour sa non-violence, parce qu'il était celui de la terre natale des initiateurs de la satyagraha. Il est significatif, ajoutait le premier délégué, que notre conférence convient au moment où l'Angleterre abandonne la conscription militaire, tandis que le gouvernement indien se prépare à imposer aux étudiants un service militaire obligatoire. Au nom de l'Angleterre, Lord Montbatten a félicité tous ceux qui avaient été forcés de perdre deux ans, comme conscrits ; quant à nous, nous avons félicité à notre tour, les 75.000 jeunes qui avaient rendu un service de bien plus grande valeur, en portant un défi devant les tribunaux, au droit de l'Etat de les obliger au service militaire.

Avec regret, il constatait que la fin de la conscription en Angleterre a eu lieu, non pas grâce à la bonté du cœur du gouvernement, mais à cause des considérations stratégiques. Voilà encore un exemple d'une bonne action pour une raison mauvaise.

Le mouvement pacifiste n'a donc pas, en vérité, à se féliciter de la fin de la conscription en Angleterre. Le gouvernement sait bien que la conscription étant impopulaire, il peut réduire les effectifs de l'armée conventionnelle, se fiant à l'armement atomique.

En conclusion, dit le délégué anglais, « je n'aime pas recevoir un cadeau de mon ennemi ».

La légende entretenue avec ferveur par les mystiques de la non-violence, est reprise non sans raison, pour les besoins de l'Etat, qui lui, en fait son profit, et ainsi cette conjonction d'idées satisfait les uns et les autres.

Dans un discours prononcé lors de la 57eme session du Parti du Congrès, à New Delhi, M. Nehru affirmait que : « Si, un quart de l'argent dépensé pour l'armement était utilisé pour relever le standard de vie et pour aider les pays qui ont souffert au cours de la deuxième guerre mondiale, afin qu'ils puissent se redresser et, aussi pour aider les pays sous-développés qui pour une raison quelconque restent arriérés, la face du monde pourrait en être changée. L'agression et la crainte de l'agression s'alimentent l'une de l'autre. N'est-il pas possible d'empêcher toute agression ou intervention dans les affaires d'un pays par un autre pays, de manière à ce que chaque pays puisse vivre selon ses vues ? Nous pouvons ne pas approuver le mode de vie d'un pays, et notre mode de vie peut ne pas être approuvé par d'autres. Mais il est peu probable que nous puissions convaincre par la force et par la contrainte. La seule méthode pratique est d'admettre que le monde est varié et différent et que les hommes ont des croyances différentes. Il y a beaucoup de mal dans le monde et il faut combattre le mal, mais ceci ne pourra être fait par des méthodes qui sont elles-mêmes mauvaises, ni davantage par la haine et la violence ». (1)

La politique de l'Inde doit donc se conformer à ce but, s'adapter aux conditions changeantes, mais garder ces objectifs.

Paroles d'hommes d'Etat, semblables à celles que prononcent tous les hommes d'Etat. Le thème reste toujours identique, sans plus ; c'est là, tout l'art de la politique : parler pour ne rien dire, d'une part, se jouer des contradictions, d'autre part.

Elle se précise dans un autre message radiodiffusé, adressé par le premier Minitre à la nation, la même année encore, dans lequel il demande que les problèmes internationaux soient abordés dans un esprit de paix. « La paix ne peut s'acheter par un compromis avec le Mal, ni en capitulant. Elle ne peut non plus être maintenue par des méthodes qui elles-mêmes constituent sa négation. Aujourd'hui, si nous parlons de paix, parfois l'on se méprend et l'on croit à une politique d'apaisement devant le Mal. L'Esprit de paix est complètement manquant actuellement et pour beaucoup de gens, l'unique alternative à la capitulation semble être la guerre avec ses terribles conséquences. Pourtant, continua Shri Nehru, certainement il y a d'autres alternatives, très éloignées de la capitulation et qui conduisent au but recherché et c'est dans cet esprit que nous avons tenté d'aborder les problèmes internationaux. Nous ne sommes pas des pacifistes, nous avons une armée, une marine et une aviation et si le danger nous menace, nous les utiliserons, mais nous ne cherchons pas à dominer d'autres peuples. Le Premier ministre a fait ressortir combien l'Inde a travaillé en toute sincérité pour la cause de la Paix. Nous avons été parfois incompris par nos amis mais je pense que dans l'ensemble, l'on réalise généralement maintenant que l'impulsion dominante qui gouverne nos actes est le désir de contribuer au maintien de la Paix mondiale ». (2)

Je n'ignore point, que les discours des chefs d'Etats recèlent une grande part d'opportunisme mêlé à une bonne part d'hypocrisie, présentés comme le reflet d'une sincérité sans faille. Hélas, ne soyons pas dupes de tels artifices, pas plus non plus que de cet autre message du Président de la République, pour l'anniversaire de l'indépendance de l'Inde (3) :

« Nous avons fait notre choix, disait le Dr Rajendra Prasad, et il est conforme aux idéaux historiques de notre pays et aux enseignements de notre maître Mahatma Gandhi. Nous soutenons la dignité de l'esprit humain, le règne de la justice et de la raison ainsi que l'établissement et le maintien de la paix parmi les nations et les classes de la société. Nous croyons que c'est seulement par la recherche de ces valeurs que nous pouvons bâtir le temple de la prospérité et de la culture dans notre pays. Je voudrais assurer tous les peuples que nous ne désirons rien de plus que de pouvoir nous consacrer en paix à l'accomplissement de cette tâche historique et nous espérons ardemment que les autres nations consacreront aussi leurs énergies et leurs ressources aux buts créatifs de la vie. »

Discours étonnant peut-être, mais discours sempiternellement conforme et enjôleur, comme tous les messages des chefs d'Etats prononcés à l'occasion d'un grand fait historique de leur pays.

Aujourd'hui plus encore, il faut en rabattre, et on doit à la vérité de dénoncer cette course aux armements, à laquelle participe l'Etat indien avec une fièvre peu ordinaire.

Il ne pouvait en être autrement, puisque aucun Etat ne peut se refuser d'entrer dans cette ronde infernale. Il se voit dans l'obligation d'y plonger, à cause même de la structure économique et politique.

Hélas, les masses se laissent continuellement prendre aux jeux de ces slogans cousus de fil blanc. La réalité est toute autre ; derrière la façade se cache cet autre esprit de violence inhérent à l'Etat. Un pacifiste intégral ne peut taire cette onduleuse projection d'une pensée qui ne doit souffrir la moindre concession.

Voici donc l'Inde arrivée à ce tournant tragique. Pour que survive ce nouvel Etat, qui a conquis son indépendance par des moyens non-violents (c'est ce que l'on veut bien nous ressasser sans fin), il doit maintenant se défendre à la fois intérieurement et extérieurement par une organisation armée de terre, de mer, et de l'air.

Tissus de contradictions qui ne peut que laisser rêveur, tout esprit libre et pacifiste.

Dix ans à peine se sont écoulés depuis ces choses dites, et si en 1961, nous nous penchons sur les réalités, nous sommes forcés de constater que l'accentuation vers la militarisation est en progrès sensible.

Les chemins qui conduisent à de telles impasses sint toujours les mêmes. Nous allons le vérifier une fois de plus.

Comme dans tous les autres Etats, ce sont des sommes fantasmagoriques inscrites au budget des dépenses militaires. Elles se chiffrent par des milliards de nos francs, et cette course folle aux armements ne fait que s'amplifier. Elles atteindront les sommets les plus vertigineux, contre lesquels le bon sens se heurte désespérément.

On assiste, en corrélation avec ces évènements, à des déclarations les plus saugrenues d'un nouvel Etat ayant à peine accédé à l'indépendance. Le voici prêt à voler, avec ses forces armées, au secours de la paix et de la liberté des autres. On le retrouve disposé à rétablir l'ordre au Cachemire, à lutter en faveur de la liberté des Coréens — lesquels ? — à éviter les combats entre l'Egypte et Israël ; hier en Indochine, aujourd'hui au Congo ex-belge, où il veut envoyer des troupes et déverser un trop-plein de population, par une émigration massive et intéressée.

Tout cela est risible, loufoque, mais dénote un certain état d'esprit qui n'a rien de commun avec la non-violence tant prônée, ou le pacifisme affirmé avec grandiloquence.

Car, en fait, l'armée en Inde s'est réorganisée dès le lendemain même de cette indépendance, et, si la famine continuait et continue à sévir, cela semble secondaire : d'abord l'armée, ensuite...

J'en ai vu le long des routes, de ces casernes alignées, toutes neuves, tandis que des millions d'Indous ne savent où s'abriter, vivent dans des cabanes plus que lamentables ! Mais cette réorganisation fut, paraît-il, facile, étant donné la qualité des traditions de cette armée. Ainsi lit-on dans un ouvrage officiel publié en 1961, par l'Ambassade de l'Inde à Bruxelles.

Il faut donc en finir avec toutes ces tergiversations, montrer sans réserve qu'il ne peut en être autrement ici, là-bas, ailleurs ; attendu que partout, c'est l'Etat qui domine, dicte, décide. Or, l'Etat, c'est la violence personnifiée, la violence en demeure.

En ce qui concerne l'Inde, et pour édifier ceux qui pourraient avoir le moindre doute sur le bien fondé de ce que j'avance, voici quelques informations officielles 1961 : « Les forces défensives de l'Inde ont progressé depuis le 15 août 1949, d'une manière notoire. L'armée est presque entièrement nationalisée, à l'exception de quelques officiers britanniques ayant une connaissance technique spéciale. Depuis avril dernier, le Ministre de la Défense nationale assume, en accord avec les Rajpramukhs des Unions d'Etats, tout le contrôle des forces de ces Etats. Ces dernières sont en voie de réorganisation et seront mises sur un même pied d'égalité que les unités de l'armée indienne.

« L'instruction des armées indiennes est similaire à celle des armées des principales puissances mondiales. Certains officiers sont même envoyés au Royaume-Uni et en Amérique pour se perfectionner au point de vue technique. La construction de l'Académie de la Défense Nationale, située à Khadakvasla, a commencé en octobre 1949. En attendant d'être terminée cette académie a commencé à fonctionner à Dehra-Dun.

« Un programme de développement de la marine indienne, d'une durée de 10 ans a été entamé. Le port de Cochin deviendra un centre de formation navale. La « Indian Air Force » a inauguré l'année dernière, un nouveau projet d'entraînement au vol, réduisant la période d'entraînement. »

Rien n'est oublié d'ailleurs : « L'uniforme fut un peu modifié, des décorations nouvelles furent créées ; l'anglais, jadis utilisé pour les commandements, fut remplacé par le hindi et les anciens drapeaux des régiments, par des nouveaux ». Uniforme, drapeau, décoration, et quoi encore ? « On trouva suffisamment d'officiers indiens pour diriger l'instruction des recrues et des aspirants. » Voilà de quoi méditer, et ce n'est pas tout ! « La carrière militaire devint intéressante du fait que de très hauts salaires et des soins médicaux donnés non seulement aux soldats mais encore aux membres de leurs familles, sans parler d'un bel avenir assuré à la fin de leur service militaire. » Et ce qui est logique, ee qui en découle : « Ainsi, le service militaire obligatoire fut évité. La totalité de l'armée indienne, de la marine et de l'aviation se compose de volontaires. » Mais, attendons la fin et les besoins nouveaux. L'ogresse a bon appétit ! L'important, ce sont les fastes de la dite armée. Les officiers rapportant volontiers les beaux succès — depuis 34 ans — de l'aviation en temps de guerre. On ne craint pas d'ajouter les excellents résultats au cours des combats livrés aux frontières Nord-Ouest, au front de Birmanie, lors de la 2eme guerre mondiale, et durant la guerre du Cachemire et de Corée. Le Monument aux Morts pour la Patrie pourra s'édifier demain, et celui du Soldat Inconnu trouvera aisément sa place à New Delhi. J'en ai d'ailleurs aperçu l'endroit, en passant.

Il y a de quoi rester rêveur, quand on songe aux perspectives de paix ou d'éducation vers la paix dans des pays où fleurit la non-violence et qui furent la terre de pionniers tels que Gandhi.

Quant au Président de la République, il est général en chef des forces armées. Le Dr Rajendra Prasad, fut jadis, avant son élection à la présidence, avant même la déclaration d'indépendance, un invité, membre du W. R. I.

Je me souviens avoir assisté à une réunion du Conseil international du W.R.I., où il était présent. J'ai, peu après, demandé au bureau d'Enfield, de le rayer des nôtres, l'ayant vu sur une photo-reportage, passer en revue les troupes indiennes, lors d'un anniversaire quelconque. De plus, je protestai contre le fait que lui-même ne l'avait point décidé par dignité. En effet, en tant que disciple de Gandhi il eut, me semble-t-il, une attitude assez paradoxale.

Mais les temps ont changé, et dans un colloque qui s'est tenu en Inde, le Président Rajendra Prasad dit la nécessité, vu la situation mondiale et l'évolution de l'esprit des peuples, de prévoir un état de défense de fait, axé sur les armes et la violence ; à l'encontre de ce qu'il portait en son cœur.

Ce dualisme est celui de beaucoup, et tant qu'il perdurera, il n'y a aucun espoir de voir progresser l'esprit de paix qui devrait naître de la non-violence et du désarmement unilatéral, pierre de touche de tout prémice au désarmement général.

Lors de cette assemblée tenue à Delhi, pour discuter de la non-violence, des savants venus des quatre coins du monde se sont attardés à préciser les subtilités du problème. Le Président de la République de l'Inde a, lui aussi développé le même thème, et déclaré en substance, que l'Inde n'avait pas eu le courage de proclamer, à l'encontre des autres Etats, qu'elle se passerait de la force militaire.

Il ajoutait cependant, qu'ayant eu le privilège de recevoir l'enseignement de Gandhi, il regrettait que l'Inde n'osât point se lancer dans cette héroïque aventure.

Mais lui, soi-disant disciple de Gandhi, que fait-il pour entraîner l'Inde sur les chemins du désarmement total et unilatéral ?

Une occasion s'offrait au monde. Un pays avait, durant des années, des siècles, développé un enseignement non-violent, et voilà que, mis face à des responsabilités morales, ses leaders hésitent et acceptent comme tous les autres hommes d'Etat, la servitude du militarisme.

« Nous ne pouvons pas désarmer ; le peuple que nous représentons n'est pas assez fort pour cela. Nous avons donc le devoir de créer et de renforcer une armée. »

Solution de facilité, dictée par la pression des conditions existantes. Pourquoi, au contraire, ne pas choisir le chemin de l'éducation de la non-violence, de la résistance à la violence par d'autres méthodes que celles employées depuis toujours ? A quoi sert la sathyagraha ?

Entre temps, le Pandhit Nehru a déclaré en diverses occasions, que nul problème international ne pourrait être résolu par la force matérielle. Il reprenait en cela, les déclarations déjà faites par d'autres hommes d'Etat d'Occident. Hélas, ce ne sont là que des paroles, sans plus. Chose paradoxale, le Président de la République, comme le Premier ministre de l'Inde croient en la non-violence, mais agissent comme s'ils n'y avaient pas foi. Ils optent pour la violence organisée, c'est-à-dire qu'ils acceptent de créer, de développer, de renforcer une armée, pour les besoins d'une défense éventuelle de leur pays.

Ainsi donc, coincés entre l'intelligence pratique, c'est-à-dire le choix du pouvoir et l'ambition de servir, ils se méfient de la vérité et de l'amour, et trahissent le devoir essentiel de la conscience.

Une telle prise de position idéologique révèle l'état d'âme de ces conducteurs de peuples, qui, placés devant certaines responsabilités, optent pour le statu-quo et rejoignent, qu'ils le veuillent ou non, le clan des fauteurs de guerre.

L'Etat et sa politique ont une emprise détestable sur les individus qui se frottent à leurs cloisons. Pour rester libre et indépendant, il faut récuser tout compromis, refuser de le servir. Là est la seule porte de salut. Et, comme l'exprimait Tolstoï, dans un ouvrage admirable : « Le salut est en vous ».

Hem DAY.

(1) « Nouvelle de l'Inde ». 1-11-1951.
(2) « Nouvelle de l'Inde ». N° 2. 11-1-1951.
(3) « Nouvelle de l'Inde ». N° 36. 23-8-1951.

LA LAÏCITÉ (1)

Chapitre II

ENSEIGNEMENTS RELIGIEUX — ENSEIGNEMENTS ETATISTES

En dehors de quelques initiatives individuelles, l'enseignement a été organisé par l'Eglise ou par les Etats. Ils ont fait ainsi figure de civilisateurs. Mais, rivaux pour la forme, ils ont poursuivi le même but : dressage des enfants, domestication, asservissement des esprits.

« Laissez venir à moi les petits enfants », ainsi parle, selon les prêtres, le dieu des chrétiens.

Et l'Eglise qui avait déjà, pour capter les esprits et les cœurs, ses temples, et leurs chants, leurs lumières, leur encens, son paradis et son enfer, son dieu-jésus-enfant (trouvaille géniale), l'Eglise eût aussi des écoles.

Le savoir de ses moines et ses immenses richesses lui donnaient la possibilité matérielle de les créer et de les entretenir.

Mais logiquement, scientifiquement, l'Eglise a-t-elle le droit d'enseigner ? En a-t-elle la possibilité technique ?

EGLISE ET SCIENCE

Toute la puissance de l'Eglise repose sur la **révélation.**

La Révélation ? C'est l'ensemble des textes sacrés, ou écritures saintes, par lesquels on nous apprend que Dieu, le créateur de toutes choses, nous aurait fait connaître ses pensées et ses lois, par l'intermédiaire d'êtres de prédilection : prophètes et apôtres.

Dieu est le critérium de la morale. Principe de toute justice et de toute vérité, ses lois veulent être la synthèse de toute la vie et en contenir tout le dynamisme.

De ses lois, de sa vérité, découle un enseignement en dehors duquel tout est orgueil, vanité, erreur.

« C'est une erreur, proclame le Syllabus, de dire que les catholiques pensent approuver un système d'éducation en dehors de la Foi catholique et de l'autorité de l'Eglise, et qui n'ait pour but, ou du moins pour but principal, que la connaissance des choses purement naturelles et la vie sociale sur terre.

Autrement dit, « il n'est point d'enseignement en dehors de l'éducation religieuse ». La science, dont le rôle est d'étudier, d'observer, d'analyser, pour essayer de les expliquer, les forces naturelles qu'elle met ensuite au service de l'Humanité, la Science est la négation même de la Foi. Son domaine est illimité dans le temps comme dans l'espace; sa curiosité est sans respect : ses recherches scrutent les nues comme la terre, le passé comme le présent, les textes sacrés comme les textes profanes, les religions comme les civilisations.

Cherchant à éclairer les origines de l'Humanié, la Science se livre à une véritable dissection des textes religieux (qui prétendent les expliquer) ce qui l'amène, inévitablement, à nier l'existence des dieux des religions, dieux enfantés par la superstition.

La Science, en apportant chaque jour à l'homme des connaissances et des matériaux qui lui permettent d'améliorer ses conditions d'existence et ses rapports avec ses semblables, est, par excellence, l'agent du Progrès matériel et social. Mais elle ruine, par cela même, le caractère surnaturel des Révélations et détruit les fondements mêmes de la Théologie.

Aussi la Bible nous met-elle en garde contre cette puissance malfaisante.

Dans l'Ecclésiaste : chapitre I (Fils de David), nous lisons : « Car où il y a abondance de science, il y a abondance de chagrin. Celui qui s'accroît de la Science, s'accroît de la douleur. »

C'est donc déjà, à l'aube du Christianisme, l'affirmation que la Science est un danger pour l'homme.

Dans l'Evangile, aux contradictions si nombreuses, c'est la haine de Jésus pour tout ce qui est savoir, doute, scepticisme. Sa doctrine, résumée en une phrase lapidaire, qui domine sa légende, s'attache comme une lèpre spirituelle à tous les cerveaux catholiques : « Bienheureux les pauvres d'esprit... le royaume des cieux leur appartient ».

Enfin c'est, en des temps plus proches du nôtre, une pluie ininterrompue de décisions, de conciles, de bulles vaticanes, sermons, écrits religieux, condamnant le Modernisme; affirmant, toujours davantage, l'opposition irréductible qui existe, par définition, entre la Science et la Foi.

Dans l'allocution « Singulari Quadam » du 9 décembre 1854, le pape écrit : « Les sectateurs ou les Adorateurs de la Raison qui s'imaginent trouver en elle un guide, oublient, certes, la plaie grave et cruelle faite à la nature humaine par la coulpe du premier père ».

Vous douterez peut-être que pareil langage ait pu être tenu au XIXe siècle : ce texte est exact.

Dans les lettres apostoliques du 21 décembre 1863, nous cueillons ces lignes : « ...les vérités proposées par la révélation divine sont tellement au-dessus de la Raison que celle-ci ne peut jamais être capable de les comprendre elle-même. »

« Le progrès des Sciences dépend intimement de leur adhésion aux vérités révélées, enseignées, par l'église catholique. »

On ne peut pas plus clairement limiter les recherches scientifiques et plus hypocritement placer la Science sous le contrôle de la foi.

L'Encyclique Providentissimus fut encore plus formelle en déclarant « si les savants publient quelque chose de contraire à la foi catholique, croyons sans nulle hésitation que c'est très faux ».

Le chanoine Morel, consulteur de la congrégation de l'Index, n'écrivait-il pas « que m'importent vos découvertes si vous m'apportez la peste ? Si l'Eglise ne veut pas succomber, tout système de philosophie, de science, d'histoire, qui ne cadre pas avec la synthèse romaine, doit être rejeté avec horreur. »

N'est-ce pas ériger l'ignorance en système d'éducation, et rejeter avec mépris et « horreur » les résultats acquis par l'intelligence en lutte contre les forces universelles ?

Mais le document le plus important par lequel l'Eglise condamne la Science est, sans contredit, le Syllabus qui parut en 1864.

Nous n'en citerons que quelques articles, mais de quel poids ils appuieront notre argumentation concernant l'inaptitude technique de l'Eglise à enseigner.

« Art. II. — L'Eglise ne peut en aucun cas tolérer les erreurs de la philosophie et se doit de sévir contre elle ».

« Art. VII. — Anathème à qui dira : les miracles exposés et narrés dans les Saintes Ecritures sont des fables ».

« Art. 80. — Le Pontife romain ne peut, ni ne doit, se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ».

Et Léon XIII résumait en quelques lignes la soumission de l'homme à la divinité, de la raison à la foi :

« Il est certain que l'homme doit rester dans une dépendance entière et réelle à l'égard de Dieu. Nier cette dépendance est une révolte ».

Et la sanction a été prévue par le Syllabus :

« Art. 24. — Anathème à qui dira : l'Eglise ne doit pas défendre sa doctrine par la violence ».

Ainsi, non seulement l'Eglise proclame la vanité de la Science, mais elle se réserve le droit d'en réprimer les manifestations, d'annihiler ses conséquences.

Nous pourrions utiliser d'autres textes, ils abondent : à quoi bon ? Ceux-ci ne sont-ils pas suffisants pour montrer les religions et l'Eglise telles qu'elles sont : adversaires résolues de la vulgarisation de tous les éléments du savoir humain dont l'utilisation méthodique entraîne la société vers une vie plus rationnelle et plus humaine ?

Après la lecture de tous ces textes, le lecteur aura le droit d'être étonné qu'après une telle négation de la science, après une condamnation aussi virulente du libre-examen, de la libre-pensée, de l'esprit de recherche, l'Eglise ose prétendre, non seulement à l'éducation morale des peuples, mais encore à leur enseignement général.

Chapitre III

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Il a le droit de s'étonner, car enfin qu'est-ce qu'enseigner ? Nous avons déjà répondu, en gros, à cette question : c'est, d'une part, rendre accessibles à l'enfant les acquisitions déjà faites par les sciences exactes.

C'est, d'autre part, lui apporter tous les moyens d'étude, d'observation, d'analyse et de synthèse, de calcul, de contrôle et d'investigation qui lui feront connaître le monde où il vit, et élargir sans cesse le champ de ses connaissances.

C'est le doter de « l'outil merveilleux » qui, éclairant la vie et ses buts, déterminera, par l'incessante réaction de l'individu contre la société, une évolution plus accélérée de cette dernière vers des régimes de plus en plus rationnels, libres et humains.

L'enseignement religieux peut-il logiquement remplir cette mission ? Nous offre-t-il les garanties techniques indispensables à l'étude des réalités? Recherche-t-il la vérité par l'analyse objective et impartiale des faits ? Part-il du doute pour arriver à l'affirmation ? Remonte-t-il du connu à l'inconnu ? Des effets aux causes, pour établir la liaison entre le présent et le passé, entre le dernier et le premier anneau de cette chaîne qu'est la civilisation ?

L'enseignement religieux est-il la technique du savoir humain ?

A toutes ces questions, la réponse négative surgit de la doctrine religieuse même.

La religion ne peut pas enseigner : elle nie les connaissances humaines qui sont en désaccord avec la révélation ou qui peuvent écarter les hommes des superstitions grossières.

La religion ne peut pas enseigner, car elle s'interdit d'utiliser les procédés techniques qui s'imposent au savant dans l'étude, et la recherche des causes dont nous subissons les effets. Systématiquement, la religion écarte l'expérimentation comme moyen de culture.

Elle ne cherche pas à savoir : elle sait... Pour elle, la vérité n'est pas un but, elle contient la vérité, elle en est l'émanation, l'expression, mieux : elle est elle-même toute la vérité. En dehors de ses préceptes, de ses écritures, de ses dogmes, tout n'est que mensonge, vanité, erreur. orgueil.

La Science est née du doute allié au besoin de savoir; la religion est un acte de foi, un sentiment qui se refuse au contrôle de la Raison.

(A suivre.)

(1) Voir « C. S. », numéro 170

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail — Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 36 Nos, 10 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

LES THEORIES ET LES REALITES

(Suite de la page 1.)

Or, si le gouvernement s'avère dans son principe comme une force de désunion et de désordre ; si l'administration des choses est la seule activité raisonnable rationnelle et scientifique qui puisse assurer la sécurité des individus, Saint-Simon aurait dû conclure ses travaux par un plan d'administration des choses...

Saint-Simon écrira d'ailleurs en 1819 un pamphlet célèbre : La Parabole. Nous le résumerons : « Si la France perdait soudain ses savants, ses ingénieurs, ses techniciens, ses artisans, enfin tous ceux qui travaillent utilement, ce serait un désastre très long à réparer...

« Si, au contraire, le pays perdait tous les grands, les princes, les ministres, les conseillers, les archevèques, les évèques et les gros propriétaires, la perte des individus les plus réputés de l'Etat ne provoquerait aucun mal politique..., etc..., etc... »

C'est la condamnation de la politique, certes, mais c'est aussi l'amorce d'un gouvernement technocratique : le gouvernement ou l'administration politique exercée par les plus aptes, les plus utiles, les plus indispensables : les Producteurs.

Comment Saint-Simon envisage-t-il l'organisation de ce gouvernement qui jouirait de cette faveur ignorée par l'histoire, d'être à l'abri de toutes les ruses, de n'utiliser jamais la force, et de ne connaître jamais la corruption ?

Les Producteurs, c'est-à-dire, les savants et les artistes d'une part, les cultivateurs, les fabricants et les négociants de l'autre, qui forment le véritable corps de la nation, ne sont point encore entrés en activité politique, et, cependant, leur intervention peut seule préserver le roi et la nation des malheurs dont ils sont menacés.

La société tout entière repose sur l'industrie. L'industrie est la seule garantie de son existence, la source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités. L'état de chose le plus favorable à l'industrie est donc, par cela seul, le plus favorable à la société. Voilà tout à la fois et le point de départ et le but de tous nos efforts.

« L'action administrative (il entend par là l'administration des choses) peut, sans inconvénient majeur et avec de très grands avantages, être *superposée à l'action gouvernementale.* »

Ce généreux penseur, dont la préoccupation essentielle était d'apporter au peuple le bonheur et la prospérité, ne lui prêtait pas les qualités nécessaires à sa participation à la gérance de cette administration. En idéaliste, il prêtait aux producteurs et entrepreneurs des vertus telles qu'elles devaient régénérer la morale gouvernementale et par conséquent politique.

Il ne voyait pas que le pouvoir, fut-il exercé par des saints laïques, contenait en lui le virus de la dégradation. Et pourtant, Saint-Simon n'avait-il pas lui-même démontré cette déchéance fatale ...!

Sa foi dans le travail, dans les forces productives l'égarait dans ses plans de reconstruction...

Ce penseur, par son esprit encyclopédique, par la largeur de ses vues, par sa générosité a été le fondateur du socialisme scientifique. Ce génie bouillonnant a jeté dans la vie les matériaux les plus riches et les plus disparates.

Pour nous, par ses critiques et ses analyses si profondes, il reste celui qui, le premier a démontré la possibilité pour une société d'assurer son équilibre par-delà le politique, au sein de l'administration des choses. Qu'il n'ait pas sû lui-même retirer cet enseignement de ses propres travaux s'explique aisément. Il vécut il y a 140 ans sans connaître le prodigieux développement scientifique de nos jours, sans pouvoir prévoir les conditions politiques que nous avons vécues...

Il croyait à la vertu du travail et de l'entreprise. Eh bien, nous vivons un monde où les entrepreneurs sont devenus les maîtres des Etats, réalisant ainsi le plan Saint-Simon... Jamais le désordre et l'insécurité n'ont autant ptévalus...

C'est que ce penseur ignora toujours l'insanité de la Valeur financière et l'impossibilité pratique d'assurer une distribution humaine et juste des richesses sur les flots tourmentés de la spéculation et de la concurrence...

Mais, que nos meilleurs contemporains, engagés sur la voie de l'économie des besoins, puissent nous proposer aujourd'hui un régime technocratique où le politique et l'économique s'épouseraient en des noces diaboliques ; que d'autres encore puissent reprendre, 150 ans après, le rêve de Saint-Simon de soumettre la perversité gouvernementale à la bienfaisante influence d'une administration économique, que les plus engagés puissent croire encore à la possibilité d'un fédéralisme politico-syndicaliste..., autant d'utopies qui ne résistent pas à l'analyse historique.

La Science économique parle aux hommes par l'évolution rapide de tous ses facteurs : malheur aux sourds !

G. MICHAUD.

(A suivre)

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) *Ateliers :* 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable : R. FAUCHOIS

Les Mystificateurs

LE PROBLEME DU LOGEMENT

Monsieur Sudreau, notre remarquable ministre de la construction, est venu vendredi 29 septembre devant les cameras de la télévision essayer de justifier sa politique, face à une sélection de sans-logis, originaires de tous les coins de France.

Sa tâche fut, paraît-il, malaisée. Cela se conçoit, même si des « espérances » ont été données aux sélectionnés pour qu'ils n'aient pas la dent trop dure. Que répondre, en effet, à ce chef de famille qui occupe depuis plusieurs années, avec sa nichée de sept gosses et leur mère, un « quatre mètres sur quatre », à Saint-Denis.

Ironique, hautain, excédé, irrité tour à tour, le premier maçon de France fit des promesses. Il ne fait guère autre chose. Cette méthode qu'il utilise depuis toujours pour se disculper ne l'empêcha pas d'avoir « bonne mine » ; moins pourtant que son prestigieux maître à penser qui dispose, lui, d'un palais à Paris, d'un château à Vincennes et d'un domaine à la campagne, doté de deux églises pour faire ses dévotions. Les étrangers ayant entendu l'exposé de la rancœur des sans-logis et mesuré l'ampleur de cette plaie sociale qui déshonore le régime, ont dû modifier dans une large mesure l'opinion qu'ils avaient de la *grandeur* française et la situer à sa plus exacte valeur, beaucoup plus bas.

Ils n'auront eu, cependant qu'un maigre aperçu de la situation. Dix mille doléances, parmi lesquelles la sélection a été effectuée, ont été enregistrées, mais si la propagande nécessaire avait été faite, c'est par centaines de mille, et sans doute par millions, qu'elles seraient parvenues aux responsables de l'émission « Faire face ».

L'auteur de ces lignes se serait fait, comme les autres, un plaisir de venir exposer aux « chers zauditeurs », douillettement installés dans leur confortable logis, devant la boîte à images, le cas des « *sans cas* » auxquels il appartient, le cas de ceux qui logent *depuis quinze ans et plus en hôtel,* qui sont inscrits au service du logement comme lui, à la S.N.C.F., à l'E.D.F., ou ailleurs et qui, loin de progresser dans la liste des solliciteurs, reculent le plus souvent d'un certain nombre de rangs en raison des nouveaux cas qui interviennent.

Il aurait, de plus, rappelé à notre distingué ministre un problème qui fut d'actualité il y a quelques années, sous la IVe, et semble avoir été, à tort, rangé définitivement dans l'armoire aux accessoires : *celui des locaux insuffisamment occupés.*

Il sait bien qu'il est déplacé d'évoquer une pareille question devant des messieurs qui sont largement nantis et n'aiment pas qu'on empiète sur leur espace vital, mais il l'aurait fait, en raison de l'impuissance des services intéressés à pourvoir en locaux neufs les sans-logis. Monsieur Sudreau, pour son compte, n'eut sans doute pas manqué d'indiquer que la question n'est pas de son ressort, ou que la Loi...

Néanmoins, pour sa gouverne, même s'il ne peut, ou ne veut rien faire, son interlocuteur lui aurait indiqué que devant l'hôtel (non particulier) où il habite, se situent quatre immeubles portant les numéros 79 à 83 de la rue. Dans le premier, trois étages sont occupés par un marchand d'appareils ménagers ; le quatrième et le cinquième (cinq pièces minimum chacun) le sont l'un et l'autre par deux personnes ; au sixième — comme partout ailleurs, chambres de bonnes — complet ! Au 81 (logements de six pièces par étage), le premier sert de réserve à l'armurier du rez-de-chaussée ; le second est une maison de confection ; le troisième est habité par trois personnes ; le quatrième par deux et le cinquième par une seule. Au 83, même contenance. Au premier un dentiste, une personne ; au second, agence immobilière, quatre personnes ; au troisième, une respectable douairière habite seule l'étage ; au quatrième, deux personnes ; au cinquième, trois. Au 85 (contenance huit pièces par étage), au premier un pharmacien, quatre personnes et le chien ; au second, sept personnes ; au quatrième, un atelier de bijouterie ; au cinquième, deux personnes. Vous avez oublié le troisième, dira-t-on. Non, nous l'avons gardé pour la bonne bouche. Son locataire est décédé il y a environ quatre ans ; *depuis, l'étage est absolument inoccupé.* Il y a presque un an, un calicot a été apposé sur le balcon. On y lit : « Appartement libre à vendre — 250 m² — Commercial en toute propriété. S'adresser à Sepif, 1, rue du Louvre ». Le prix doit être très intéressant car, jusqu'ici, bien que les amateurs ne manquent certainement pas, il n'y a pas eu preneur.

Pour résumer, sur vingt étages d'immeubles, sept sont à usage commercial ou industriel, deux sont occupés par une seule personne, cinq par deux personnes, deux par trois personnes, un (huit pièces) est totalement vide ; le reste, soit trois étages est à peu près normalement utilisé.

Monsieur Sudreau croit-il qu'il n'y a pas là quelque chose à faire ? Il parait qu'il existe un moyen de faire cesser ce genre de scandale ; car il faut appeler les choses par leur nom et il s'agit bien de celà. Le moyen, c'est *la réquisition.* Il est bien connu. Les « princes » en usent, en abusent même, en certaines circonstances, pas toujours valables.

Si nous avions été sélectionnés pour exprimer nos desiderata, nous nous serions permis de faire une suggestion, car nous sommes pitoyables. Nous n'avons aucune considération et ne pouvons marquer que du dédain pour les parents lapinistes, mais nous refusons de rendre responsables les sept petits, du « quatre mètres sur quatre » de St Denis, d'être sur terre aussi mal lotis. Alors ! Un beau geste pour eux, Monsieur Sudreau. Nous attendons impatiemment de voir s'ébattre, galoper dans les 250 m² de la Sépif — à qui cela ne ferait certainement pas plaisir — la génération qui monte. Faites aussi, en utilisant le même moyen, serrer les rangs à ceux qui s'en...nuient dans la solitude de leur appartement trop vaste. Pratiquez pareillement partout ailleurs, vous serez étonné de la place disponible.

Et, puisque selon votre pronostic la crise du logement sera *sans doute* résorbée d'ici dix à quinze ans, comme, par nécessité, nous sommes patients, si, d'ici une vingtaine d'années, il se produit une éclaircie, quand vous aurez, évidemment, relogé tous les prioritaires — politiciens, agents électoraux, fonctionnaires, anciens combattants, résistants, lapins, pieds-noirs, etc... — pensez un peu aux *sans cas,* dont votre serviteur sera toujours, s'il ne meurt pas prématurément, ce qui arrangerait tout.

N'allez surtout pas croire qu'il y a dans sa supplique tentative de corruption de fonctionnaire. Vous avez déjà sur les bras l'histoire de cet ami que vous vouliez caser dans un H.L.M. Cela suffit ; il serait parfaitement déplacé de vous créer de nouvelles difficultés.

Raymond FAUCHOIS.

DES URNES QUI FLAMBENT... AUX "JACQUERIES"

Lorsque la presse pourrie informa ses « chers lecteurs » que des paysans s'étaient emparés des urnes et les avaient brûlées, les folliculaires de service n'osèrent condamner ce geste sacrilège (sic). Ils s'évertuèrent à le présenter comme une protestation d'avertissement, s'accordant à n'y voir qu'une grosse farce de collégiens.

Mais, dès le lendemain, ces valets de plume se livrèrent à l'analyse de la situation. Comme il est d'usage, ce fut d'abord, le cliché désormais classique, l'attaque contre les Pouvoirs publics qui n'avaient ou ne faisaient pas...etc... (on notera que le grand public est toujours sensible à ces lieux communs), puis après avoir esquissé une révérencieuse condescendance à l'adresse des protestataires, nos plumitifs, éludant astucieusement les raisons et l'identification des véritables responsables de ce mouvement, se retournèrent *in fine* contre les manifestants ! « *Ils devraient comprendre maintenant que leurs dirigeants sont en conversation avec les officiels, que leur devoir est de ne plus obstruer les routes... etc...* »

Dame ! aussi invertis moraux que soient ces verbeux, ils ne sont pas naïfs au point d'imaginer, dans le climat social incertain présent que ces évènements n'offrent aucun danger. Bien au contraire, ils savent que ces poussées de fièvre paysanne pourraient devenir le ferment d'un soulèvement populaire généralisé et ainsi compromettre gravement leur sinécure. Enfin, s'ils partagent l'opinion paysanne, que le fumier est nécessaire pour assurer de bonnes récoltes, s'ils n'ignorent point que le leur est aujourd'hui trop pauvre en substances fumigènes pour permettre à leur maître de faire de riches moissons, même avec les jets d'eau bénite de leurs alliés naturels, les manœuvriers du goupillon, conjugués dans leurs efforts qui ne sauraient plus arrêter les mains qui conduisent les machines.

On pourrait longuement disserter sur les débats parus dans les colonnes de nos bobardiers, mais là n'est pas mon intention.

LES CAUSES DE CE MOUVEMENT

Le mouvement de la paysannerie française a une signification beaucoup plus profonde que ne le laissent croire les pisse-copie du régime. Aussi, les causes sont multiples. Depuis la bénigne image présentant le « culterreux » sous les traits d'un rustre handicapé de cervelle, ne sachant que compter ses gros sous et les entasser dans sa lessiveuse ou ailleurs, jusqu'aux difficultés de placement de ses récoltes en passant par la désertion massive de la jeunesse et même (en toute objectivité) les conditions salariales et autres obligations dites sociales. Mais, ne nous leurrons pas, le paysan a su composer avec ses incidents immédiats et s'il bouge c'est qu'il sent venir l'hypothèque à laquelle il n'avait jamais pensé.

La topographie paysanne présente une vue anachronique en regard du développement industriel, c'est ainsi que les exploitations familiales sont de loin les plus nombreuses. Mais depuis cet avant-guerre, s'est introduit dans les campagnes tout d'abord de timides sociétés coopératives de vente et d'achat de produits fermiers puis, de puissantes associations de fermiers exploitants de culture. Ces dernières équipées de matériel ultra-moderne sans oublier l'assise de leur capitaux, surent rapidement opérer l'asservissement des petits fermiers, lesquels, bon gré mal gré, durent s'incliner. Certes, la guerre 1939-1945 permit à nos petits paysans de respirer, mais l'air était déjà empoisonné par les émanations tentaculaires des sociétés fermières capitalistes, maîtres dans les coopératives agricoles, et prioritaires dans les répartitions des engrais, etc... Pourtant, ce serait mal connaître nos capitalistes que de les assimiler à de vulgaires chenapans ; pas si bêtes, la misère de la paysannerie leur était trop précieuse pour se jeter avidement sur cette proie facile. Non ! ils prirent le parti de ces « malheureux » petits fermiers et hurlèrent plus fort qu'eux, allant avec *l'accent de la sincérité* jusqu'à les plaindre et leur livrer en pâture les intermédiaires et les Pouvoirs publics qui sont responsables de leur misère en raison des prix anormalement bas offerts alors que les consommateurs des villes paient très cher..., etc...

Dame ! ces détenteurs d'actions urbaines sont bien placés pour connaître les ficelles de l'organisation visant à ruiner l'exploitation familiale, d'autant, qu'ils sont bénéficiaires dans les deux camps.

Ainsi, parfaitement avertis de la situation, les dirigeants des sociétés rurales veulent se servir de l'imposante masse paysanne dans le but d'obtenir un statut garantissant, quelles que soient les récoltes annuelles, de substantiels bénéfices, de même qu'ils ont pu faire débloquer, à leur avantage, d'importants crédits gratuits, ils entendent être à égalité de droit avec leurs collègues de l'industrie. Et, dès l'obtention de ces privilèges, les petits agriculteurs cesseront de compter.

C'est à n'en pas douter ce qu'a saisi la masse de ces manifestants et ce qui me semble expliquer le débordement explosif auquel nous avons assisté ces derniers mois.

QUI TIRERA LES MARRONS DU FEU ?

En fait ce grand mouvement n'a été qu'un épisode de l'action paysanne et si comme la classe ouvrière de 1936, elle sort vaincue, ce sera plus grave ! Car les conditions d'existence de nos paysans ne sont en rien comparables à celles des travailleurs ; il s'agit ici de petits bourgeois possesseurs de leur terre et quoique peu avertis des questions politiques et des roueries gouvernementales n'en sont pas moins aptes à raisonner sainement et même à déclencher des actions redoutables contre le régime. N'oublions jamais que les « jacqueries » sont nées dans les bourgs du Dauphiné et qu'elles furent le point de départ de la révolution bourgeoise de 1789 ! Est-ce à dire que la paysannerie prendrait la tête de la prochaine révolution ? Pourquoi pas !

D'ailleurs, l'attaque contre les urnes, n'est-ce pas là une action d'une haute portée révolutionnaire ? même les abstentionnistes les plus chevronnés n'ont jamais été capables d'en donner l'exemple, ils se sont toujours contentés de subir passivement le résultat sorti de ce symbole de la sottise populaire !

Je suis convaincu que la défaite paysanne a quelque chose de réconfortant ; le climat social actuel est prometteur de tous espoirs. La trahison des « syndicalistes » paysans, les coups de pieds au cul que d'aucuns ont encaissés montrent clairement que les urnes brûlées représentent la décadence des politiciens dont les fesses pourraient demain connaître l'accolade affectueuse de quelque « 45 fillette » nerveux. Enfin, la paysannerie va pouvoir ruminer la lâche trahison des « syndicalistes » ouvriers, qui l'ont abandonnée sans tenter le moindre geste de solidarité en appuyant leur action contre les affameurs des travailleurs ; pas un signe, rien n'a transpiré chez ces défenseurs d'exploités, refusant ainsi d'élever la voix contre les intermédiaires qui, de leurs bureaux, achètent et vendent sans vergogne des marchandises qu'ils n'ont jamais vues. Oui, cette union dans la trahison des syndicalistes ruraux et ouvriers a été remarquable et les travailleurs devront en tirer les conclusions. Car une fois encore, grâce aux politiciens, leur sort s'aggrave ; la paysannerie vaincue dans ses revendications essentielles obtient des appaisements sans consistance qui se traduiront pour le travailleur par une augmentation des prix, comme pour la tomate.

Que l'on me pardonne mon optimisme, mais, ces trahisons sont autant de raisons de se réjouir car le 1936 des travailleurs et le 1961 des paysans sont des expériences utiles à la compréhension des individus et, travailleurs et paysans pauvres finiront par comprendre que leur union est indispensable et la réaliseront par-dessus la tête de tous les salopards syndicalo-politiciens en scellant leur indéfectible unité dans le feu purificateur de tous les symboles de la connerie universelle. Oui, car, en définitive, c'est eux, eux seuls, qui tireront les marrons du feu.

Camille ANDRES.

ET LES CHOPINES, NON !

Tout récemment je lisais le livre de José Marie Gironella : « Un million de morts ». Cet intellectuel espagnol a une étiquette très différente du Socialisme libertaire. Donc, fasciste cent pour cent, il est un grand défenseur du régime de Franco et de la toute puissante Eglise, exactement comme Conrad Adenauer (grand admirateur de la Papauté de St-Pierre de Rome), le fait qu'il fasse appel à la main-d'œuvre mercenaire espagnole en témoigne longuement.

Dans un passage de son livre, Gironella dit : « La devise de l'Eglise est le noir et le jaune » (signes de deuil et de richesse). Il est grand temps que le socialisme et toute la philosophie libertaire commencent à prendre conscience de leurs multiples devoirs. De leur immense *devoir !* C'est indéniable que le fascisme prend diverses formes, il se revêt aussi bien de la peau de mouton que de la griffe du tigre. C'est donc à nous de corriger notre innocence de « *colombe* » pour adopter la subtilité du serpent.

« Le Combat Syndicaliste » dans son numéro 170 du mois de septembre 1961, publie un article sans signature, « Pour des pois chiches ». A cet article (tout à fait juste), il serait indigne de toute conscience libertaire de ne pas faire une mise au point ; Victor-Hugo disait : « Seuls les opprimés ont droit à la protestation ».

1936-1939, guerre civile d'Espagne suivie de la deuxième guerre mondiale ; que d'évènements ! Trahisons sur trahisons du monde entier envers le peuple espagnol et de la République espagnole. 1939-1945. Qui a levé le doigt pour signaler la tyrannie et le régime criminel qui opprime l'Espagne ?

Six millions de touristes (pour la plupart des Français), ont envahi cette année l'Espagne de Franco... ; qui est-ce qui a été au Pardo pour lui dire son inhumain comportement envers son peuple oppressé ? Espagne. Pauvre Espagne ! Pays de gardes civils, carabiniers, police avec ou sans uniforme et... une armée de mouchards dans tous les coins du pays, où la moindre infraction à la loi vaut de 20 à 30 ans de pénitencier à celui qui la fait.

Fascistes ces ouvriers espagnols en Allemagne... Fascistes ces pauvres espagnols émigrants qui, forcés par la nécessité vont comme des « *parias* » par tous les horizons du monde ? Il se peut, qu'il y eut des catholiques et même des phalangistes repentis, mais, après tout, c'est le seul moyen qu'ils ont de protester contre la tyrannie imposée par leur « Caudillo » et sa clique. Que peuvent-ils faire de mieux vu le grand abandon de tous les groupes du libéralisme social et démocratique du monde y compris... celui d'au-delà des Pyrénées ?

Je ne doute pas que « Le Combat Syndicaliste » est une publication libertaire mais, ceux qui ne sont pas initiés dans cette philosophie comprendront plutôt que l'on flétrit un groupe d'ouvriers issus du peuple et pour le peuple et pour donner raison à la classe exploitante de leur misère.

Elisée Reclus disait : « Anarchique est le monde et vers l'anarchie marche l'humanité ». Allons donc, où est l'esprit de classe... A côté de ceux qui donnent satisfaction à ceux qui réclament des Pois-chiches ou à ceux qui élèvent leurs cris au ciel pour que ces Espagnols soient réintégrés dans leur *tanière* fasciste... C'est par ces méthodes qu'on arrivera plutôt à prêcher dans le désert et faire de toutes les belles doctrines de Justice, Paix et Liberté auditoire de sourdes oreilles.

Il est possible qu'il existe des révolutionnaires qui croient faire la révolution avec de la choucroute, d'autres avec des cacahuètes, en tout cas, il est préférable de la faire avec des matières féculentes qu'avec la *chopine.*

⁂

Si un défi à peine déguisé n'avait été formulé dans une brève lettre du 21-9 disant : « Si tu ne publies pas mon article, je tiens à te signaler ma façon de penser qui est celle d'un vrai libertaire », nous nous serions abstenus, pour diverses raisons, de publier la « Mise au point » ci-dessus, qui n'apporte aucun élément digne d'être retenu et ne met absolument rien au point. Rétablissons néanmoins la vérité.

Indiquons tout d'abord que Knutange se situe en France et que nous ne voyons pas ce que vient faire dans cette histoire Adenauer, le chancelier sénile d'outre-Rhin.

Disons ensuite au défenseur des immigrés espagnols qu'il assimile mal la langue française. Autrement, il se fut sans doute abstenu de protester car il s'agit, l'article le mentionne bien, d'individus travaillant sous contrat, *qui n'ont donc rien de commun avec ceux désireux d'échapper au régime de Franco.*

Qu'il sache aussi que ce sont les protestations de travailleurs de notre organisation — Espagnols, Français, Italiens — contre le climat que provoquent ces éléments régressifs sur nos chantiers, dans nos entreprises, qui ont inspiré l'article.

Nous n'avons soulevé qu'un petit coin du voile qui camoufle les agissements des ouvriers de toute nationalité, Français compris, qui, à part quelques exceptions, ignorent tout de la solidarité, se comportent en parfaits égoïstes, ont des âmes d'esclaves. *Là est la vérité ; nous déplorons qu'elle soit ainsi, mais il faut la dire.*

L'argument présentant comme une excuse la répression exercée par Franco, contre ses sujets, ne tient pas. Avant le Caudillo il y a eu, en Espagne, Alphonse XIII, Primo de Rivera, leurs mercenaires, leurs mouchards, l'Eglise, l'infecte, l'ignoble Eglise. *Au lendemain de l'assassinat de F. Ferrer, la C.N.T. est pourtant née, malgré les prisons, les tortures, les exécutions, et ses militants n'en ont pas moins montré au prolétariat mondial la voie de la Liberté. Alors ! Faut-il en déduire que ces gens-là étaient bâtis d'un autre ciment que nos contemporains ?*

Et que viennent faire les anarcho-syndicalistes du « Combat Syndicaliste » parmi les six millions de bourgeois qui sont allés visiter l'Espagne cette année et n'ont pas crié leur réprobation à Franco ?

Quand il a lu « Pour des pois chiches » sans doute notre correspondant mettait-il le nez pour la première fois dans notre journal. Autrement, il eut été contraint de reconnaître que si Franco est cloué au pilori, c'est bien par nous.

Pour terminer, soulignons que l'allusion aux « CHOPINES » est parfaitement déplacée. Elle dénote, chez le libertaire qu'il prétend être, un esprit nationaliste étriqué, en complète contradiction avec la doctrine dont il se réclame. S'il regardait un peu mieux autour de lui, il s'apercevrait qu'il n'y a pas que certains *Français qui sont intempérants. Nous pouvons en parler, nous, en toute impartialité, en toute indépendance ; nous sommes bien placés pour cela, n'étant ni Chinois, ni Espagnols, ni Français, mais tout simplement internationalistes.*

X28

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins.

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 172 — 0,30 NF — DECEMBRE 1961

" Comment croire aux Apôtres lorsqu'ils sont candidats aux Conseils d'Administration ".

Général de Gaulle
(Conférence de Presse sur la C. E. D.)

LE VRAI VISAGE des dirigeants de la Ve

A moins d'être frappé de cécité totale ou de la plus parfaite mauvaise foi, pas un individu se prétendant simplement « démocrate », se réclamant de nos idées ou, à plus forte raison, appartenant à l'A.I.T., ne peut accorder aux dirigeants de la « Cinquième » la moindre excuse pour leur comportement.

Après les multiples brimades que nous avons dénoncées en leur temps, et celles dont nous faisons état, d'autre part, dans ce numéro, le ministre de l'Intérieur — c'est de Gaulle qu'il faut lire — vient d'interdire en bloc la parution de la presse d'avant-garde, de langue espagnole, éditée en France.

Franco est comblé; il n'en demandait pas tant. C'est un « torchon » bien pensant, malgré ses allures de redresseur de torts, qui le dit. Outre-Pyrénées, tous les fascistes, que la Péninsule renferme, exultent. Après la rencontre entre de Gaulle et Castiella, la satisfaction existe à Madrid. On y estime, en effet, qu'il s'agit d'une victoire de prestige pour le régime du Caudillo, car on fait remarquer que cette entrevue a eu lieu sur l'initiative de de Gaulle qui a invité son interlocuteur à transmettre à Franco **« toute sa sympathie »**, ainsi que tous **« les vœux qu'il fait pour lui et son régime qui représente un facteur de stabilité et de paix sociale en Europe »**.

Il est inimaginable de voir un homme se réclamant du « monde libre » en être là. Pour une fois, lui, qui excelle dans les formules équivoques a été on ne peut plus précis.

Etait-il possible d'espérer autre chose ? Nous ne l'avons jamais pensé. Qu'attendre en effet d'un homme confit en dévotion, n'ayant derrière lui qu'une carrière de démolisseur — aucun militaire n'ayant jamais été autre chose — et, en outre, serviteur du capitalisme rapace auquel il est de plus incorporé.

Rien !

Au fond, tôt ou tard, le crime aurait été consommée et il est préférable que chacun soit fixé dès maintenant.

Oui, les jeux sont faits ! Revenir en arrière n'est plus concevable. L'homme s'est révélé tel qu'il est vraiment. Il ne mystifiera plus personne, pas plus que les boutefeux qui, hier encore, tentaient de nous embrigader pour le défendre contre les « ultras ».

Amis en exil de l'A.I.T., libertaires de langue française, vous avez enfin réalisé que de Gaulle ou les généraux factieux, de même que les politiciens de toute appartenance, les syndicalistes réformistes qui les suivent et les servent, camouflés ou non, sont des ennemis de l'humanité, donc les vôtres.

La démonstration étant faite, au cours de vos actions ultérieures ayez toujours en mémoire la vérité fondamentale que les **fascistes** — tout partisan de gouvernement n'étant rien d'autre, puisque autoritaire — n'ont jamais eu, et n'auront jamais, l'intention de réaliser une Société harmonieuse, conforme à vos désirs, et qu'il est indispensable de les combattre sans répit pour y aboutir.

Raymond FAUCHOIS

Manifestations des Algériens de Paris (16 et 19-10-61)

Pour essayer de pénétrer la cause de ces manifestations de masse, qui ont désagréablement surpris le peuple de Paris, et qui ont mobilisé la presque totalité des Algériens de la région parisienne, il faut revenir très en arrière.

Non pas, certes, remonter jusqu'à la conquête de l'Algérie (ce qui serait nécessaire pour une étude plus ample, sans doute), mais jusqu'à ces années 48-50, peu après la Libération.

A ce moment-là, le manque de main-d'œuvre se faisant fortement sentir, en France, on eut recours à la main-d'œuvre algérienne.

Le mouvement déjà commencé entre les deux dernières guerres fut intensifié et ce fut par milliers que les nord-africains débarquèrent en France.

Quoique certains le prétendent, ils ne furent pas recrutés de force, mais attirés par des promesses fallacieuses de gains substanciels, de logements assurés et d'avantages divers consentis aux familles restées au pays (1).

Cela fut assez facile, si l'on veut bien considérer que l'Algérie, presque sans industrie, n'offrait guère de possibilités à la plupart des indigènes dont le nombre ne faisait qu'augmenter d'année en année.

Des considérations d'un autre ordre, d'ordre électoral, il faut bien le dire, poussèrent les partis politiques à soutenir cet exode, et, il faut aussi le dire, le parti communiste ne resta pas en arrière, loin de là, dans cette course au bulletin de vote. Malheureusement, les faits ne confirmèrent pas les promesses ! A ces manœuvres et ouvriers sans métier, la plupart du temps, on réserva dans les usines, les tâches les plus ingrates et les plus sales, accompagnées des rémunérations les plus faibles. De plus, et ce fut peut-être leur plus grande désillusion, rien de concret n'avait été prévu pour leur logement.

On les laissa s'entasser dans des baraques désaffectées, des caves humides et des bidonvilles, comme à Nanterre, par exemple. Les plus heureux (ou les plus chanceux et les moins pauvres) trouvèrent à se loger dans des hôtels vétustes, sales et sans confort, où on les entassa souvent à cinq ou six dans une seule pièce. Et aussi, où ils étaient obligés de s'entasser pour arriver à payer le loyer de ces chambres sordides.

Ils ne furent pas longtemps à s'apercevoir de cette exploitation éhontée, mais que pouvaient-ils faire ? Retourner au pays ? Avec quoi payer le voyage ? Ici, malgré tout, ils gagnaient leur vie et, en vivant chichement, pouvaient même envoyer un peu d'argent à la famille restée là-bas.

Plus tard, certains se marièrent en France, et d'autres firent venir leurs femmes et leurs enfants, ce qui sous-entend déjà qu'ils furent des privilégiés ayant trouvé à la fois un bon emploi et un logement moins rudimentaire.

Beaucoup avaient fait leur trou, comme l'on dit, et dans les usines et les ateliers, leurs camarades français, dans leur grande majorité, les considéraient comme intégrés à la communauté française.

Eux-mêmes, naturellement, se considéraient comme Français, et on ne pouvait qu'être d'accord avec cela, si l'on s'en rapporte aux innombrables promesses et déclarations officielles dont ne furent point avares tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération et même avant.

Sur ce, éclate l'affaire d'Algérie, qui, bientôt, devient la guerre, cette guerre odieuse qui dure depuis sept ans et menace de durer encore des mois, des années peut-être, qui sait ?

Les causes essentielles en sont bien connues : mécontentement progressif à la fois des élites et du peuple algérien, consécutif à la non-exécution de multiples promesses faites aux uns et aux autres, et surtout constatation évidente, pour eux, du refus de l'intégration manifestée par les gros colons d'Algérie et l'ensemble de la communauté de souche métropolitaine.

Ce furent alors des soulèvements çà et là, peu importants, sauf celui du Cap Bon qui fut suivi d'une répression féroce, indigne d'une nation comme la France qui se targue toujours d'un idéal de liberté et de justice que seuls les aveugles et les sourds continuent encore à conserver. Puis les maquis, la formation d'une armée de guerillas, peu à peu encadrée de chefs militaires et politiques qui, à force de ruse, de courage et, il faut le dire sans ambage, grâce à l'aide matérielle de pays voisins et de peuples de même race, est devenue une véritable force militaire et politique en qui s'incarne dès à présent, l'avenir de l'Algérie. Constatons, en passant, l'énorme crétinisme de nos dirigeants successifs qui, de par leur refus systématique d'accorder la promotion des élites et des travailleurs algériens, en est arrivé à la transformation en une guerre implacable de ce qui n'était, au début, qu'un ensemble de revendications relativement faciles à satisfaire (2).

En métropole, nos travailleurs musulmans furent bientôt plus ou moins victimes de cet état de chose, surtout après le début et la multiplication des attentats aveugles du F.L.N., et de l'hostilité déclarée de celui-ci envers les travailleurs et autres ressortissants de l'Algérie qui n'épousaient pas leur cause. Et ce fut le racket des boutiquiers, les assassinats, le conflit ouvert avec les partisans de Messali Hadj et les règlements de comptes avec les policiers parisiens et algériens (les harkis).

A la suite de tout cela, les travailleurs algériens ne tardèrent pas à se trouver pris entre leur désir de tranquillité en France, malgré les conditions précaires de travail, et les mots d'ordre et exigences des gens du F.L.N, qui leur faisaient un devoir d'aider, ou tout au moins, de ne pas désavouer la rébellion.

Puis, ils se heurtèrent bientôt à l'incompréhension et à l'hostilité de leurs camarades de travail ou de leurs voisins, et même de leurs amis français de la métropole, qui, presque tous, in-

(Suite en page 4.)

La Tribune de l'Histoire

PAMPHLET CONTRE LES BOURREURS DE CRANES

Tous les mercredis, d'autant plus dangereuse qu'elle est présentée avec beaucoup d'art et d'attrait, aussi catholique et royale, à ce qu'il nous semble, que l'armée du même nom, l'émission de l'équipe des partisans de l'Histoire à leur façon sévit sur les ondes.

Certes, les historiens constituent une espèce particulièrement illogique et se sont rarement fait apprécier par leur objectivité. Thucydide n'a eu que peu de disciples et les faits historiques sont interprétés à l'infini, souvent de la façon la plus contradictoire selon les vues, la nationalité, le rang social, le fanatisme religieux et bien d'autres caractères propres à l'auteur.

En Histoire plus que dans les autres domaines, cette forme dégénérée des sentiments qu'est la passion l'emporte sur la raison, donnant fatalement de détestables résultats.

Cependant, les soviétiques pâliraient eux-mêmes de jalousie s'ils pouvaient constater comment, en France, on arrange actuellement les faits historiques.

Depuis des années et des années, en a-t-on entendu des récits de fornications royales, de bâtards subséquents, d'intéressantes favorites, qui vues sous l'angle Sébasto ou même avenue de l'Opéra, ne seraient considérées par les très impartiaux auteurs de l'émission que comme des « Marie couche-toi-là » pour ne pas dire pis.

L'autre face de l'Histoire ne nous a pour ainsi dire jamais été présentée. Celle des luttes et des séculaires souffrances des peuples. A quand les évocations des atrocités nazies, franquistes, fascistes, des journées d'octobre, de la révolution espagnole, du spartakisme, des mutineries de 17, du cuirassé « Potemkine », du triomphe de la laïcité, des attentats anarchistes, de l'immortelle Commune, des journées de juin, de la révolte des Canuts ? Le manifeste des Egaux, c'est presque de l'Histoire ancienne, mais on n'en parle pas. Sans doute est-ce encore trop dangereux pour nos endormeurs. Tout cela, pour nos étranges historiens qu'on peut soupçonner de mépriser l'impartialité, l'équité et la vérité, c'est la face mal-pensante, celle que, systématiquement, l'on écarte avec les écrivains maudits : Zola, Anatole France, Vallès et tant d'autres. Mieux vaut s'intéresser à Ciano.

En un temps où, tout doucement et fort hypocritement, l'on s'achemine vers le parti unique, si cher a Benito et à Adolf, avec, bien entendu, la complicité de l'Eglise qui pourrait avoir comme enseigne « Tout pour le sabre et le goupillon », la nécessité d'une attaque contre les protestants, et, pour faire d'une pierre deux coups, contre Voltaire, coupable du plus grand des crimes pour ceux dont la soumission intellectuelle est insurpassable, celui d'être un esprit libre, s'imposait.

L'affaire Calas en a fourni, cette fois, le prétexte. Le parti-pris suintait de chaque propos au point qu'aveuglés par leur passion partisane, ces Messieurs de la « Tribune » ont même omis de souligner la réhabilitation de cette malheureuse victime du catholicisme déchaîné.

Pour eux, aucun doute, Calas fut coupable d'avoir tu le nom des assassins de son fils, qui, très librement sans doute, eu égard à l'époque, avait des « tendances » vers le catholicisme, et aurait été liquidé par la « secte » protestante fanatisée.

Mais, au fait, qui donc était directement responsable du fanatisme huguenot ?

Que l'on pense à la situation des réformés au XVIIIe siècle, passibles de mort rien que par le fait d'avoir des pratiques religieuses particulières. Continuellement traqués, surtout les pasteurs, était-il anormal qu'ils se comportassent fréquemment comme les membres d'une société secrète ? A qui la faute ?

Evidemment, il est difficile de demander à des cléricaux, nourris dès le plus jeune âge d'élucubrations absurdes, d'être autre chose que des esprits faux, totalement dépourvus du sens de la vérité objective.

Que l'on songe au peuple de cette époque, d'une ignorance absolue, trop souvent doublée d'une férocité de bête fauve, superstitieux jusqu'à la moëlle, abruti par le clergé, croyant aux miracles, aux diableries, à la sorcellerie, toujours prêt à accuser les

(Suite en page 4.)

La C.N.T. et le syndicalisme français

Ce n'est un secret pour personne que le syndicalisme français traverse depuis de longues années, dans ce pays, une profonde crise.

Nous sommes loin des années autour de 1902, et même de 1914, — sans aller chercher au-delà du siècle actuel — et de ce que fut cette époque brillante du syndicalisme révolutionnaire français et de la Confédération Générale du Travail.

Si au siècle dernier, Pelloutier et quelques autres hommes, réveillèrent une vigoureuse personnalité, conscience et sens de l'indépendance chez le prolétariat militant, si les Griffuelles, Pouget, Yvetot et toute une pléiade de travailleurs lucides et actifs continuèrent leur œuvre dans notre siècle, si la C.G.T. d'antan, porte-étendart du syndicalisme révolutionnaire actif, écrivit des pages de lutte sociale héroïques et exemplaires, petit à petit le magnifique mouvement syndical français se fissura. Le mal interieur mina et rongea une grande partie de ses piliers.

Le travail corrosif des politiciens, l'attitude confuse et traîtresse par la suite des Briand et autres, produisirent leurs effets néfastes, continués par les position et conduite des Jouhaux et compagnie, lors de la terrible crise de 1914 qui ébranla l'internationalisme symbolique, aggravés pendant et après la deuxième guerre mondiale, par la présence corruptrice du bolchevisme activiste, continuèrent avec le temps à donner leurs néfastes fruits.

L'emprise politique sur le syndicalisme français, pendant ces dernières années n'a fait que s'accentuer. La Charte d'Amiens fut mise au rebut. Chaque jour, de plus en plus, la C.G.T. s'est trouvée encadrée par les réformistes et par les communistes jusqu'à ce qu'en 1945, le conflit interne devenant de plus en plus aigu, la C.G.T. éclate. Depuis lors, partagée en deux, la force organisée du mouvement français, la C.G.T. continuant avec la majeure partie des effectifs, sous l'égide des Frachon et ses acolytes ; la C.G.T.-F.O., nouvelle organisation syndicale, refuge de l'aile du prolétariat français plus modéré et réformiste, avec ses Lafont, Le Bourre, — déjà quelque peu écartés — ses Bothereau et autres en tête, a vu se réduire son champ d'action et ses possibilités.

De tout ceci, quoique minoritaires les syndicalistes chrétiens, avec leur C.F.T.C., ont su tirer profit. Avec une tactique habile, avec une démagogie revendicative méticuleusement dosée, ils sont parvenus à s'infiltrer dans le mouvement ouvrier français.

Mais la réalité, c'est que le prolétariat français compte aujourd'hui moins d'éléments syndicaux organisés que par le passé, que toutes les Centrales syndicales — de même que les partis politiques dits de gauche — ont perdu d'importants effectifs.

Qu'est-il arrivé à la C.N.T. française, fondée en 1946, après la disparition de la C.G.T.-S.R., et dans la-

(Suite en page 2.)

Les grèves limitées dans les Services publics

Selon la formule classique, les prolétaires ont encore fait celles de fin octobre... pour des haricots; les cantonniers de la S.N.C.F., les préposés des P.T.T. et autres lampistes de l'E.D.F., bien entendu.

Car il y a dans toutes les professions deux catégories de salariés, les « pue la sueur », **qui la font** (la grève) et ramassent les haricots, et les « Cadres », ces sommets de l'intelligence, de l'esprit, d'une essence supérieure, à la matière grise toujours **en ébullition, qui ne la font pas** et récoltent, comme si ça leur tombait du ciel, de la langouste, ou l'équivalent, avec le liquide correspondant pour la déguster.

Il y a là. qu'on le veuille ou pas, quelque chose qui ne tourne pas rond.

Certains prétendront que nous rabâchons. Piètre argument, qui ne prouve rien, puisqu'il n'apporte aucun élément valable pour nous contredire; surtout si l'on admet que les sourds ont l'oreille dure et qu'il faut souvent leur répéter un certain nombre de fois avant qu'ils entendent, sans toujours comprendre.

Le problème est ailleurs. Puisqu'on prétend que cette forme de grève est rentable, qu'a rapporté celle-ci aux exploités, à part les haricots, qu'on ne peut leur supprimer sous peine de les voir crever de faim, chose inconcevable puisqu'il faut que le travail soit fait ?

Rien ! Moins que rien ! Il faut considérer en effet, que les astronomiques augmentations **des cadres** grèvent d'une façon excessive la masse salariale dont ne bénéficient que partiellement les travailleurs de la base, qui subissent ainsi une augmentation des prix hors de rapport avec celle de leur salaire et aggrave continuellement leur situation économique.

Cela, toutes les organisations syn-

(Suite en page 4.)

◆ LISEZ ◆
page 3 de ce numéro
la suite de
« LA LAICITÉ »

CALENDRIER DE S. I. A. pour 1962

Les camarades du Conseil National de **SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE**, nous communiquent que l'édition du Calendrier de 1962 sera bientôt terminée et mise en vente dans le courant de novembre.

Il sera présenté sous une couverture en quatre couleurs, avec six feuillets illustrés de dessins en trois couleurs; ces dessins artistiques dus à la plume de la jeune dessinatrice **Diana Tudela**, présentent les Saisons sous un aspect original et allégorique.

Au verso sont les textes de vulgarisation de la Doctoresse **A. Poch**, sur six maladies autrefois incurables et qui, actuellement, grâce aux progrès de la biologie, de la chimie et de la médecine, peuvent être traitées efficacement, sinon toujours guéries.

Tant ou point de vue artistique que scientifique, nous sommes certains que ce Calendrier de 1962 aura l'approbation de tous et qu'il aura un grand succès de vente pour le bénéfice des œuvres de S.I.A.

En raison des augmentations portant sur le prix du tirage, des clichés, etc..., le C. N. de S.I.A. s'est vu dans l'obligation de porter le prix du Calendrier à 2,50 NF (250 anciens francs), mais avec l'habituel rabais de 10 % sur les commandes à partir de 10 exemplaires.

Comme tous les ans, il y a une édition en français et une autre en espagnol, et en précisant le nombre d'exemplaires qu'ils désirent recevoir en chaque langue, les camarades et les Sections de S.I.A. peuvent dès maintenant passer leur commande au C. N. de S.I.A., 21, rue Palaprat à **TOULOUSE** (Hte-Garonne) — C.C.P. 1230.50 Toulouse.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)
TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE : Au siège, tous les jours, sauf dimnache et lundi, de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Serge DUMONT
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 18.313-68, Paris
Rédaction, Administration et Trésorerie du « COMBAT SYNDICALISTE » : Raymond FAUCHOIS,
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 3724-37, Paris

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral
REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE

Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.

UNION LOCALE DE VERSAILLES

Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille.

Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30.
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures.

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON

Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, numéro 60, LYON (5e).

UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE

Dans l'attente d'une salle à la Bourse du Travail, nos réunions ont lieu à l'Amicale laïque, et les permanences sont tenues tous les samedis à 19 heures, 24, rue Rouget-de-l'Isle, St-Etienne.

Pour tous renseignements, écrire aux secrétaires, les camarades Morel et Jouve, 41, rue des Passementiers, St-Etienne (Loire).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

A V I S I M P O R T A N T

Pour des raisons qu'il est impossible de développer ici, nos abonnés et adhérents sont informés que dorénavant tout ce qui concerne la rédaction, l'administration et la trésorerie du « COMBAT SYNDICALISTE », doit être adressé à Raymond FAUCHOIS, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e), C.C.P. 3724-37, Paris.

A CONTRECŒUR

Monsieur K et Monsieur K, chacun à leur tour et chacun avec des trémolos dans la voix, nous ont fait leurs confidences, au sujet des bombes atomiques. C'est bien à contrecœur, dit l'un, que je suis obligé de reprendre mes expériences, vu que mon adversaire direct, mon ennemi déclaré et officiel va continuer ses essais souterrains et a laissé l'un de ses alliés expérimenter ses redoutables bombes au cœur de l'Afrique.

C'est encore plus à contrecœur, dit l'autre, que je suis obligé de reprendre mes expériences, vu que mon adversaire direct et ennemi officiel va reprendre les siennes !

N'est-ce pas admirable cette touchante unanimité dans la présomption de l'intention et dans le souci de l'exposé des condoléances et des regrets anticipés !

Parlant ainsi, qui espèrent-ils, l'un et l'autre, abuser ? Qui espèrent-ils tromper aussi grossièrement ?

En premier lieu, peut-on dire, leur propre peuple, ou du moins, cette partie du peuple crédule et moutonnière qui ne demande qu'à croire... n'importe quoi, pourvu que cela vienne d'en-haut. Et surtout, il ne faut pas penser que cette partie croyante et bélante ne soit qu'une infime minorité. Des individus même très intelligents, même nantis d'un sens critique normal, même professant le plus absolu dédain pour les capacités des gouvernants, en viennent à faire partie de cet amalgame de citoyens qui forment ce que l'on désigne par l'expression « opinion publique ». Et cela par le même phénomène si souvent constaté qui fait que le malade ingurgite la potion du docteur tout en déclarant à qui veut l'entendre, que les médecins sont des ânes.

En second lieu, un certain nombre de nations, plus ou moins fortes, plus ou moins sous-développées, qui, suivant l'opportunité des slogans, suivant la présentation des faits et des décisions des grands états, penchent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

D'aucuns vous dirons : « Peuh ! les peuples en ont vu d'autres, et ils savent à quoi s'en tenir sur tout cela ».

Voire, nous permettra-t-on de répondre, voire !

Les peuples en ont vu de toutes les couleurs, c'est une affaire entendue. En sont-ils devenus plus raisonnables ?

Et d'ailleurs les peuples naissent, vivent, meurent comme les individus, et il serait vain de penser que l'expérience des uns profite aux autres. Du moins, si cela n'est pas tout à fait exact, on peut affirmer que, dans ce domaine, le progrès est extrêmement lent à se manifester.

Les exemples pullulent, et il n'y a qu'à puiser dans l'histoire.

Car, pour ne pas remonter plus haut, c'est sans doute à contrecœur que fut déclarée la guerre de Troie.

A contrecœur aussi qu'Attila ravagea l'Europe entière et que les Arabes de conquête en conquête, arrivèrent jusqu'à Poitiers !

C'est à contrecœur, nous en sommes persuadés, que Guillaume le Conquérant envahit l'Angleterre, et que le Pape Innocent III (pas tellement innocent, celui-là) déclencha la croisade des Albigeois !

A contrecœur, encore... mais inutile de tirer à la ligne ! Dans le passé comme dans le présent, tous les déclencheurs de massacres et de calamités ont agi à contrecœur, et chacun sait, de nos jours, que la bombe d'Hiroshima fut larguée... à contrecœur !!!

Et qui pourrait nier que ce seul exemple est autrement probant que tous les autres, car, tout de même, à notre époque, tout se sait, tout se voit, et l'ignorance ne peut plus être invoquée comme une excuse, ainsi que cela se produisait autrefois, au temps des chars à bœufs, des navires à voile et des courriers spéciaux !

Deux gigantesques conflits, à moins d'un quart de siècle d'intervalle, d'énormes moyens de tuerie et de destruction employés et depuis, sans cesse perfectionnés, tous les pays du monde touchés plus ou moins, des millions d'individus tués, blessés ou disparus...

Cela a-t-il modifié radicalement la façon de raisonner et le comportement des générations actuelles, dont certaines ont connu ou participé à ces deux entreprises de massacres. Pratiquement, on peut répondre : non !

Les peuples actuels, leurs élites, leur classe ouvrière, leurs élus, leurs possédants, leurs gouvernants, ont-ils révisé catégoriquement leurs anciennes conceptions des rapports humains ?

Encore une fois, non !

Les puissants sont toujours pleins de mépris pour les faibles, les riches pour les pauvres et les grands pour les petits. Sans compter les racistes de tous poils qui, actuellement, se manifestent un peu partout dans le monde. Bref, malgré quelques exceptions courageuses et rares, on peut affirmer que les nations ne sont pas plus pacifiques qu'autrefois, et que seule, la peur, la peur intense découlant de la quasi certitude de l'universalité du massacre a jusqu'ici, retardé le déclenchement de celui-ci.

Mais des fous, il y en a partout, comme disait l'autre, et croyez-bien que c'est encore à contrecœur que nous faisons cette constatation.

BLANQUET.

XIe Congrès de l'A.I.T.

Le XIe Congrès de l'A.I.T. s'est tenu à Bordeaux les 22, 23 et 24 septembre 1961.

Le Congrès débuta à 10 heures.

Le secrétaire général de l'A.I.T., dans une courte allocution souhaite la bienvenue aux délégués, expose ce que représente l'A.I.T. dans le monde du travail et quelle est sa position. Il termine en déclarant le XIe Congrès ouvert.

Lecture est faite de plusieurs lettres et télégrammes d'adhésion au Congrès.

La C.N.T.E. fait la proposition d'englober pour la discussion les points IV et VI de l'ordre du jour. Adopté.

Le secrétaire général de l'A.I.T. renseigne le Congrès sur le fonctionnement interne du secrétariat, fait une description du travail accompli par celui-ci durant son mandat et s'en réfère aux rapports déjà envoyés aux Sections. Le rapport du Secrétariat est adopté.

Les délégués informent ensuite sur leur section et leur développement. Le délégué de la C.N.T.F. expose la situation particulière de sa section et lit une lettre de sa C.A.C. au Secrétariat de l'A.I.T.

Sur les points IV et VI une résolution dont le texte est reproduit plus loin est adoptée par le Congrès.

Point V. — La F.O.R.A. a demandé de remplacer dans les statuts de l'A.I.T. les termes « syndicalisme révolutionnaire » par « communisme libertaire ». Le représentant de la C.N.T.F. indique son désaccord avec la F.O.R.A. qui voudrait donner à l'A.I.T. le cachet qui est particulier à sa section et, de ce fait, commet la même erreur que la S.A.C. qui, elle aussi, voudrait imprégner l'organisation internationale de sa particularité. Le statu-quo est maintenu.

Relations avec la S.A.C. — Aucun élément nouveau n'est intervenu sur ce point. La section espagnole propose qu'un nouveau délai de réflexion soit accordé à la S.A.C. Notre délégué repousse cette suggestion. Il est définitivement souhaité que la S.A.C. réintègre l'A.I.T., mais celle-ci se considère libre d'agir selon ses intérêts en Suède.

Points X, XI et XII. — Considérant que ces trois points se complètent et qu'ils demandent une étude approfondie, que le Congrès n'a pas le temps matériel de le faire, ni la documentation nécessaire sous la main, on laisse au nouveau secrétariat le soin de nommer une commission pour réaliser ce travail. Si celui-ci est terminé avant le prochain congrès, il sera passé aux Sections pour étude. Accepté.

Points XIII et XIV. — Les accords de la C.N.T. sur le journal et la cotisation sont adoptés. La cotisation annuelle est portée à 400 francs (anciens) par an à compter du premier janvier 1962.

Point XV. — Le mandat de l'ancien secrétaire de l'A.I.T. est renouvelé jusqu'au XIIe Congrès. Le lieu de résidence est fixé à Toulouse.

La clôture du XIe Congrès de l'A.I.T. a eu lieu à 16 heures.

RESOLUTION DU XIe CONGRES DE L'A.I.T. SUR LES POINTS IV ET VI

Le Congrès accorde :

Que toutes les Sections, en vue de donner de l'essor à l'A.I.T. s'efforceront pour résoudre leurs problèmes internes, cherchant à coordonner les forces pour développer une intense campagne de diffusion des idées de l'A.I.T. entre les travailleurs.

Recommande des rapports plus fréquents et plus étroits entre le Secrétariat et les Sections, en profitant de tous les déplacements des membres du bureau.

D'organiser plus souvent des meetings et des réunions publiques dans tous les pays où le mouvement est le plus faible.

Que l'A.I.T., selon ses possibilités économiques, organise des tournées de propagande dans les divers pays où il y aurait des sympathisants et courants d'opinion dans la classe ouvrière, susceptibles d'être intéressés par l'A.I.T. et ses méthodes de lutte. Par exemple : l'Italie, le Japon, l'Amérique Latine et quelques pays d'Afrique.

Que profitant de la date du centenaire de l'A.I.T., le Secrétariat de l'A.I.T., selon ses possibilités, organise une Conférence Internationale Syndicaliste, à laquelle pourraient être invités quelques organisations et groupements syndicaux qui aient une certaine coïncidence avec l'A.I.T.

D'organiser, en dehors des Congrès de l'A.I.T. et de ses Sections, des conférences et des rencontres amicales entre pays voisins, ou par régions ou continents.

Qu'en tout ce qu'il est possible, les Sections de l'A.I.T. qui se trouvent en meilleure situation économique, aident celles qui se développent avec difficultés, coopération qui pourrait s'exercer à travers le Secrétariat de l'A.I.T.

Que soient constitués des Groupes d'Amis de l'A.I.T. là où il n'y a pas de Sections organisées; que se forment des Sections là où les Amis de l'A.I.T. sont assez nombreux pour créer une organisation syndicale adhérée à notre Organisation ouvrière internationale.

Que tous les réfugiés originaires des pays soumis à dictature, adhérent volontairement à la Section de l'A.I.T. du pays qui leur a accordé le droit d'asile, même conservant, en exil, leurs organisations nationales, employées à obtenir le rétablissement de la liberté dans leurs pays respectifs.

Afin de renforcer l'esprit de l'Organisation internationale et ses possibilités, il faut que les moyens financiers dont dispose le Secrétariat soient garantis. Pour cela, chaque Section doit payer régulièrement ses cotisations indépendamment du fait qu'une même Section puisse avoir besoin d'une aide de l'A.I.T. pour sa propagande.

LES THEORIES ET LES REALITES (1)

CAHIER N° 2

L'évolution se poursuit à un rythme tellement précipité qu'il suffit d'enregistrer la marche triomphale de la productivité pour en déduire immédiatement les transformations sociales nécessaires dans l'immédiat.

C'est ce qui devrait se produire, mais ne se réalise pas...

C'est pourquoi nous désirons rappeler l'activité théorique, sociale et pratique de certains penseurs du XIXe siècle qui, en des temps bien différents de ceux que nous vivons, ont montré qu'ils étaient le siège d'une contradiction fondamentale : **vouloir unir et harmoniser le politique et l'économique**...

Leurs raisonnements furent ceux d'une époque qui ne laissait pas prévoir une ascension aussi rapide des sciences, et, partant, de la productivité. Cent trente ans sont passés sur leurs travaux, c'est-à-dire, que l'évolution des faits aurait dû déterminer un nouveau progrès social dans les esprits, une adaptation révolutionnaire à des valeurs économiques en mutation ininterrompue. Eh bien, les économistes de notre temps en sont restés aux conceptions de nos ainés, c'est-à-dire, que, vivants, ils vivent dans la poussière des morts : ce qui explique le recul intellectuel de la vitalité socialiste.

Proudhon, analyste merveilleux, écrivait alors : « Le vrai problème à résoudre n'est pas en réalité le problème politique, c'est le problème économique. En 1848, la démocratie était au Pouvoir — comme le fut plus tard celle de 1936 (note de la Réd.) — le gouvernement provisoire n'avait qu'à agir pour réussir; la révolution faite dans la sphère du travail et de la richesse, on ne devait être nullement en peine de celle à opérer ensuite dans le gouvernement. »

Tout en reconnaissant que le problème économique prévaut sur le problème politique, Proudhon le subordonne néanmoins à l'autorité d'un gouvernement. Et Proudhon fut un logicien !

N'a-t-il pas écrit ces phrases admirables : « L'ordre politique repose sur deux principes connexes, opposés, irréductibles : l'Autorité et la Liberté. Aucun gouvernement n'échappe à cette contradiction. Conclusion : l'arbitraire entrant fatalement dans la politique, la corruption devient bientôt l'âme du Pouvoir, et la société est entraînée sans repos ni trêve sur la pente sans fin des révolutions ».

Cette thèse est irréfutable. Deux principes participent contradictoirement à la vie mentale de l'homme : l'autorité et la liberté. La vie politique des sociétés si elle est déterminée par leur évolution économique, n'en traduit pas moins les deux principes qui sont dans la nature de l'homme, de l'individu.

Selon Proudhon, tout gouvernement est condamné à l'arbitraire, alors, comment peut-il rechercher une formule politique idéale puisque la fatalité veut qu'il n'y en ait pas ?

« Alors, l'autorité et la liberté, perdues dans les âmes, la justice et la raison considérées comme de vains mots, la société est dissoute et la nation déchue.

« Ce qui subsiste n'est plus que matière et force brutale, une révolution devient à peine de mort morale, imminente...

« Qu'en sortira-t-il ? L'histoire est là pour répondre, les exemples se comptent par milliers. Au système condamné succédera, grâce au mouvement des générations oublieuses, mais sans cesse rajeunies, une transaction nouvelle qui fournira la même carrière, et qui, usée à son tour et déshonorée par la contradiction de son idée, aura la même fin.

« Et cela continuera jusqu'à ce que la raison générale ait découvert le moyen de maîtriser les deux principes, et d'équilibrer la société par la régularisation même de ses antagonismes... »

Ainsi, après avoir démontré l'impossibilité d'empêcher qu'un gouvernement ne glisse vers l'arbitraire, qu'il ne participe à la corruption sociale, Proudhon nous propose une organisation politique nouvelle !...

a) la fédération politique, groupant les régions, et exprimée par l'Etat;

b) la fédération agrico-industrielle associant toutes les activités économiques.

« Ainsi, écrit-il, dans une république constituée sur de tels fondements, on peut dire que la liberté est élevée à sa troisième puissance, l'autorité ramenée à sa racine cubique. La première grandit avec l'Etat, en autre terme, se multiplie avec les fédérations... ».

Ce philosophe, par ses contradictions; ce logicien, par la richesse de son verbe est devenu l'apôtre de la démocratie politique, et, ce qui est plus drôle une source d'inspiration pour de nombreux théoriciens de notre temps...

Le plus étonnant, dans son œuvre si puissante et si contradictoire, c'est, qu'en dernier ressort, Proudhon voit la liberté grandir avec le renforcement de l'Etat, et qu'il n'a pas su faire la synthèse logique de ses analyses, déduire de ses diagnostics les seuls remèdes qui soient à la portée des travailleurs : l'administration des choses par l'égalité économique.

Cela signifie que ce grand esprit était la proie d'un mysticisme politique tel que les travaux du critique se trouvaient effacés par les constructions passionnées du rêveur...

Aujourd'hui, des milliers de penseurs et d'économistes se sont engagés sur la voie de l'économie des besoins. Ils ont sur Proudhon, l'avantage d'avoir vécu, expérimenté les découvertes et les œuvres d'un siècle prodigieusement scientifique. Proudhon pouvait tâtonner au sein d'une économie qui dissimulait alors ses espérances prodigieuses, mais aujourd'hui !...

Peut-on concevoir que d'aussi nobes esprits en soient encore à bafouiller un crédo politique, quand, de toutes parts, la lumière de l'évolution inonde la voie sociale de ses clartés, et nous crie :

« Ces grands penseurs dont vous avez retenu les œuvres, admiré la logique et souvent la préscience, ne vous ont pas laissé un crédo en héritage, mais un terrain à fertiliser... Croyez-vous que si Proudhon revenait au monde, et qu'il vive notre révolution économique, il ne serait pas le premier à abandoner ses préjugés d'un autre âge ?

Vous, qui pouvez vous prévaloir d'avoir vécu les expériences politiques les plus décevantes, ne croyez-vous pas qu'il serait temps d'abandonner vos conceptions politiques surannées et de passer enfin à l'expérimentation d'une économie des besoins dans un cadre exclusivement économique ? L'heure a sonné d'une révolution dans les esprits, à moins que vous ne préfériez sombrer dans l'attente coupable de la destruction de la planète par tous les génies de la politique et le lâche renoncement des masses.

Il vous faut choisir, et le temps presse...

(A suivre.)

(1) Voir C. S. N° 171.

BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les versements à Raymond FAUCHOIS, 39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e). C.C.P. 3724-37, Paris.

(1) 12 numéros, 3,40 NF. — 24 numéros, 6,70 NF.

La C.N.T. et le syndicalisme français

(Suite de la page 1.)

quelle mirent tant d'obstination lors de sa création les Pierre Besnard et autres camarades ? On peut dire que ni les camarades syndicalistes révolutionnaires français, ni les camarades anarchistes de ce pays n'ont su profiter des circonstances propices qu'avaient créé la situation générale du syndicalisme français et la crise des propres Centrales syndicales du pays depuis le début. Il est bon de signaler aussi, que si quelques militants apportèrent leur collaboration pendant quelque temps à la nouvelle Centrale syndicale révolutionnaire française, ils s'en lassèrent bientôt. Querelles internes et de chapelles, divisèrent et dispersèrent leurs efforts, questions interprétatives, qu'ils n'ont pas su surmonter, dans un sens affirmatif des thèses du syndicalisme révolutionnaire et d'accord avec ses tactiques et orientation classique, créèrent aussi des fissures. Aujourd'hui, la C.N.T. française a moins d'affiliés qu'à son début. Pourquoi ? Nous n'entendons pas dans cet article faire l'analyse de ces causes. Elles sont complexes. Une, la principale, la crise de militants ; beaucoup d'entre-eux sont enfermés dans leur tour d'ivoire ; d'autres, abandonnant la C.N.T., ont constitué des groupements minuscules, ou bien sont allés occuper des postes à « Force Ouvrière » et même dans la C.G.T.

Certains ne croient pas dans l'avenir du syndicalisme révolutionnaire. Et cependant, c'est à la source pure du syndicalisme révolutionnaire, de finalité libertaire, qu'il faut retourner à nouveau. On doit donner une vigueur nouvelle au mouvement syndical français comme élément déterminant. Ni comme doctrine, ni comme tactique, l'anarcho-syndicalisme — appelons-le ainsi — n'a rejoint l'histoire des fossiles. Il a, et doit avoir, de l'avenir.

La C.N.T. française doit vivre ; elle a un rôle important à jouer dans le mouvement ouvrier, elle se développera pour peu que les militants sachent intéresser et attirer la masse ouvrière la plus active et éveillée, la plus éloignée de la politique ou celle qui lui résiste le mieux.

Dans l'actuelle décadence de la C.N.T. française, nous, exilés espagnols de la C.N.T. et de l'anarchisme ibérique, ne sommes pas exempts de toute responsabilité. Nous avons le devoir moral d'appuyer nos camarades de la C.N.T. française à tout moment. La fortifier c'est nous aider nous-mêmes. C'est créer une force internationale effective. Nous l'avons aidée dans ses débuts, par la suite l'appui a été plus tiède. Cela ne suffit pas.

L'internationalisme solidaire se démontre dans la pratique.

L'indifférence d'une bonne quantité de camarades envers la C.N.T. française, l'attitude réservée ou hostile envers la C.N.T. de certains camarades français ne doit pas servir d'excuse.

Pour aider la C.N.T. française, la façon la plus effective, c'est de s'affilier à elle. Cinq cents, mille affiliés en plus, seraient pour elle en ce moment, un précieux concours. N'hésitons pas à le faire, camarades.

Le Congrès de l'A.I.T., qui vient d'avoir lieu, a promis aux camarades de la C.N.T. française son appui moral et effectif. Faisons donc du travail pratique.

GERMINAL.

1230-50 Toulouse.

B.D.I.C

SURPOPULATION ET MISÈRE EN INDE

Nous nous trouvons ici devant un problème crucial, d'où dépend l'avenir même de l'Inde, le bonheur de son peuple. Hélas, nous nous heurtons à une incompréhension due, en grande partie, au fanatisme religieux qui dépasse tout bon sens, toute logique; toute humanité même.

Dans le « Manchester Guardian » du 26 avril 1951, on peut lire :

« Le gouvernement de l'Inde vient de publier les résultats provisoires de son recensement. La population (à l'exception du Jammu et du Cachemire) s'élève à 357 millions. En dépit de la mortalité due à la grande famine du Bengale, elle a augmenté de 13,4 % depuis 1941. Au cours des vingt dernières années, le taux d'augmentation a été trois fois ce qu'il était au début du siècle. Chaque année, les besoins de l'Inde en nourriture augmentent d'un demi-imillon de tonnes de céréales. Pour l'ensemble du pays, la densité de la population est de 300 au mille carré, c'est-à-dire six fois plus élevée qu'aux U.S.A. Cette pression sans cesse croissante sur le territoire indien, est le principal problème du Sud-Asiatique. Elle réduit le pays à une misère qui entraînera probablement une révolution; elle est une des causes essentielles de la famine actuellement menaçante. Un memorandum relatif à ces faits devrait être constamment sur la table de tous ceux qui s'occupent des affaires asiatiques à côté de l'essai de Malthus. Même si le Plan de Colombo était mené à bonne fin, la production perdrait encore la course engagée avec la population. »

De telles réflexions sont effarantes et, transplantées dans la réalité, tout simplement tragiques.

Le « Manchester Guardian » poursuit :

« M. Nehru dit que le gouvernement de l'Inde étudie actuellement la possibilité d'un contrôle des naissances. Ses difficultés, dans un pays de population illettrée et misérable, sont considérables. Mais quoi d'autre pour sauver l'Inde ? La prospérité et l'instruction réunies pourraient éventuellement provoquer, dans l'Inde comme ailleurs, une chute de la natalité. Mais la mortalité tomberait aussi. Tant qu'il n'y aura pas une diminution du nombre des nouvelles bouches, qui absorbent toute augmentation du revenu national, la prospérité sera une idée creuse et dérisoire » (1).

A présent, laissons parler les chiffres, et, afin d'éviter la moindre suspicion, allons les chercher aux sources officielles.

1947 : 336 millions (Unesco).

1950 : 340 millions (Bulletin officiel Ambassade).

1961. 402.800.000 (India 1961, janvier), Gouv.

C'est donc une réalité, la population de la péninsule indienne se caractérise par une densité extraordinaire : près d'un cinquième de la population du globe. Allez donc dans ces conditions tenter de résoudre les problèmes essentiels de la vie, de l'économie et de l'hygiène sociale.

Tous les dix ans, on recense la population et chaque fois, c'est le dépassement du présent. Pour le dernier en date, celui de 1951, les plans furent discutés fièvreusement au cours d'une conférence tenue à Delhi.

Le 23 février de cette même année 1951, le vice-président du Conseil soulignait le rôle vital joué par ce recensement dans la politique administrative indienne. Il ajoutait cette aberrante réflexion, que la constitution reconnaît le rôle important de ce recensement.

Ne vous imaginez pas qu'il y avait là quelques préoccupations humanitaires, non. « Il avait été spécifiquement prévu que les données recueillies formeraient la base de la délimitation des circonscriptions électorales. »

On croit rêver, mais on comprend la grande inquiétude du monde des politiciens pour qui compte avant tout le nombre d'électeurs. Et comme si Sardar Patel voulait racheter sa balourdise, le bulletin officiel de l'ambassade de l'Inde du 2 mars 1950 (Bruxelles), ajoutait : « Sardar Patel a poursuivi, que le recensement projeté attirerait sur l'ensemble, des données économiques fondamentales, principalement celles se rapportant aux moyens d'existence de la population et aux activités économiques des individus et de l'Etat. »

Réflexions oiseuses, s'il en est, elles n'apportent rien dans les conjonctures de la situation tragique de l'avenir de l'Inde, et ne sont que « bla-bla-bla » électoral, sans plus.

Mais peut-être vous ferez-vous une idée d'un recensement en Inde, si vous apprenez que pour procéder à un tel dénombrement, on mobilise un million d'agents qui visitent 64 millions de foyers, abritant 350 millions de citoyens. Là encore, nous sommes certes loin de la vérité, car ce serait faire une belle part aux foyers que d'en dénombrer tant.

Puisqu'il est écrit que le recensement de la population a lieu tous les dix ans, examinons-en le tableau :

1891 :	235,9	millions
1901 :	235,5	»
1911 :	249	»
1921 :	248,1	»
1931 :	277,5	»
1941 :	312,8	»
1951 :	356,9	»

Ces chiffres, s'ils montrent parfois de légères diminutions, dénoncent toutefois des accroissements généreux.

L'Inde, après la Chine, est le deuxième pays du monde par la densité de sa population, tandis qu'elle arrive en septième position par sa superficie, après l'U.R.S.S., la Chine, le Canada, le Brésil, les U.S.A. et l'Australie. Avec une superficie représentant seulement les 2,2 % de celle du globe, l'Inde compte 15 % de la population mondiale.

L'espace est grand, sans doute, mais la production agraire s'avère insuffisante pour les bouches à nourrir.

R. A. Gopalaswanu, l'organisateur du recensement de 1951, concluait, dans son rapport, que la population de l'Inde atteindrait 520 millions en 1981. Aussi, propose-t-il de prendre des mesures contre cet accroissement intempestif. Pour y rémédier, il suggère d'augmenter la production agricole, qui devrait surpasser les prévisions du plan quinquennal.

En dix ans, la poulation entière de l'Inde s'est accrue de plus de 42 millions, soit une moyenne de 12,5 %, par rapport à 1941.

1951 s'inscrit donc avec une augmentation de 13,4 %.

Sur cette totalité de 356,83 millions, on dénombre 183,31 millions du sexe masculin, et 173,52 du sexe féminin, c'est-à-dire une proportion de 1.000 à 947, ce qui paraît assez curieux, puisque dans presque la totalité des Etats du globe, la disproportion entre les deux sexes est plus accentuée.

En Inde cependant, plus particulièrement dans les grandes villes, la disproportion est assez forte. On enregistre à Calcutta : 570 femmes pour 1.000 hommes; à Bombay : 596 et à Kampur : 99. Ceci pose des problèmes de relations sexuelles, dont les conséquences sont des plus troublantes.

Comment se répartit cette population ?

Il y a grand intérêt à connaître le nombre de citadins et de paysans, pour mieux juger de la situation économique et sociale

Suivant le recensement de 1951, 82,7 % de la population est paysanne, soit 295 millions. 76 grands villes se partagent les 24,13 millions, soit 6,8 % de l'ensemble de la population.

558.089 villages et 3.018 villes sont dénombrés sur le territoire de l'Union, chacun et chacune se partagent :

— 79 % dans les villages de moins de 5.000 habitants;

— 14 % dans les villes de 5.000 à 100.000 habitants.

Le reste, soit 7 % vit dans les grandes villes de plus de 100.000 habitants : Calcutta, avec 4,6 millions; Bombay : 2,8 millions; Madras : 1,4 million; Hyderabad : 1,1 million; l'ancienne ville de Delhi : 915.000.

Dans ces grandes lignes, on peut accepter comme plus ou moins valables, les statistiques; mais quand elles veulent être interprétées sur un plan éthique, ou prétendre valoriser certaines mœurs, coutumes ou comportements de l'habitat, il y a lieu de s'en méfier, car les officiels aiment présenter un tableau plus honorable que réel.

Il en est ainsi, lorsqu'ils établissent des maisons habitées dont 54,06 millions (84 %) situées à la campagne et 10,3 millions (16 %) dans les régions urbaines. Si l'on veut faire les calculs, on arrive à des excédents, que rien ne justifie.

Quiconque a visité l'Inde, sans garder les yeux en poche, peut se rendre à l'évidence, que des centaines de milliers d'Indous n'ont rien pour se loger; que des millions d'autres ont moins que rien. Dans ce domaine, tout reste à faire. Pour commencer, il faudrait construire de grands hangars, simplement couverts, pour abriter ces milliers de parias sans toit, ni lit, que l'on évite de heurter le soir sur les trottoirs. Je les ai vus, un peu partout : à Bombay, à Madras et ailleurs, préparant, la nuit tombée, leur couchette, et s'allongeant sur la pierre, la terre, sous leur pousse-pousse, balayant légèrement le sol avant de s'étendre; les privilégiés ou les plus ingénieux s'installant sur un sommier tressé de cordes des plus singulières, évitant ainsi les saletés ou les filets d'eau putride sous leur sordide installation.

J'ai remarqué également, que les gares de chemins de fer, et les entrées de certaines demeures précédées d'un parc, sont rigoureusement fermées, interdites — tout comme ici d'ailleurs — aux clochards. Là-bas, ce ne sont pas des clochards, ce sont des « sans abri » et, qu'on le veuille ou non, c'est un peu différent.

Le long des quais d'une gare de Bombay, j'ai vu des murs déjà suffisamment hauts, troués de lucarnes (pour laisser passer un peu d'air), bardées de barreaux, sans lesquels les malheureux auraient pu accéder aux quais, en faisant la courte échelle.

Mes yeux garderont longtemps encore les visions de cette misère, de ce dénuement le plus complet, où sont mêlés jeunes et vieux, femmes et enfants, jeunes couples, tous dormant à la belle étoile.

Et je reviens à ces statistiques affolantes par plus d'un point, pour extraire ceci : le nombre de personnes sans travail et à charge ne cesse d'augmenter, malgré tous les efforts tentés.

« Pour 104,4 millions de personnes économiquement indépendantes et environ 37,9 millions de membres de famille participant à l'entreprise, il y a 214,3 millions de personnes à charge et qui ne travaillent pas. » Cependant, « plus d'un quart des femmes travaillent pour gagner leur vie, soit comme membres de famille collaborant à l'entreprise. »

Voici, par ailleurs un tableau qui peut aider à déterminer le statut économique de la population. 104,40 millions de personnes économiquement indépendantes, c'est-à-dire des personnes économiquement actives, 37,94 millions de personnes participant à l'entreprise, c'est-à-dire le personnel semi-actif. J'ignore si dans cette statistique sont recensés les enfants en bas âge que j'ai vus travailler avec leurs parents ou leur famille.

Il reste les personnes inemployées, cataloguées sous la rubrique : membres de famille à charge, soit 214,29 millions.

Ces chiffres parlent, plus même, ils crient la dépendance économique de l'Inde, sa grande misère, son immense infortune.

29 % de la totalité des habitants doivent faire vivre le reste, soit 71 %.

Ceci implique l'examen de ce qu'on appelle la pyramide d'âge de la population.

38 % de la population entière sont âgés de moins de 14 ans; 3,3 % seulement sont âgés de plus de 65 ans.

Le degré de longévité moyenne est peu élevé : de 27, il passe aujourd'hui à 32,5 ans. Examinons l'état sanitaire de la population.

La malaria atteint 60 millions d'individus. Ce chiffre est ramené à 40 millions au cours du premier plan quinquennal.

2,5 millions de personnes souffrent de tuberculose; 500.000 en meurent chaque année; 170 millions d'individus âgés de moins de 25 ans sont exposés aux risques de la contagion.

De plus, les maladies vénériennes font rage. Des fonctionnaires... sont chargés du contrôle...

Le nombre officiel des lépreux s'élève à un demi-million. Or, j'ai visité une des 80 léproseries indoues, et un médecin m'a déclaré que le nombre de lépreux atteint au moins 2,5 millions. 200.000 personnes meurent du cancer.

Je dois à la vérité de signaler les efforts tentés et réalisés en vue d'endiguer ces maladies.

Des sommes considérables sont affectées à l'hygiène publique dans les premier et second plans quinquennaux. Atteignent-elles leur but, sont-elles distribuées et utilisées à bon escient, je l'espère.

De nouveaux hôpitaux sont installés, 258 disposant de 16.324 lits; 314 centres d'hygiène sont mis à la disposition du public.

Le second plan quinquennal s'est donné pour objectif d'atteindre 12.600 stations sanitaires qui compteront 155.000 lits. Trois mille centres d'hygiène sont prévus en vue de donner des soins aux malades au dispensaire, ou à domicile, pour l'application des mesures préventives, l'hygiène des mères, la santé des enfants, le contrôle des maladies contagieuses.

Mais construire des dispensaires n'est pas tout, il faut du personnel.

Certaines informations nous rapportent que le nombre des Facultés de Médecine sont passées de 30 en 1950-1951, à 52; et le nombre d'étudiants de 2.500 à 3.500 par an.

Actuellement en Inde, il existe 70.000 médecins qualifiés; 12.500 recevront leur diplôme au cours du deuxième plan quinquennal.

Quel sont les objectifs de ce plan ?

1 lit d'hôpital par 1.000 habitants;

1 infirmière et une sage-femme par 5.000 habitants;

1 médecin et un inspecteur des dispensaires par 20.000 habitants.

Tout cela représente des efforts qu'on ne peut taire. Ils font honneur à leurs réalisateurs et à cet Insitut Médical de Recherches.

Les statistiques concernant les prodémographiques dans l'Inde sont toujours très relatives. Témoin un chiffre que je relève dans le B. O. de l'Ambassade du 26-1-1950 : 340 millions, et celui publié par l'Unesco 1947. édité en 1950 : 336 millions. Or on ajoute que ces évaluations sont toujours inférieures à la réalité, car de nombreux facteurs restent inconnus dans la démocratie indienne.

Examinons toutefois la courbe de la progression.

— Au XVIe siècle : environ 100 millions (évaluation très approximative sans doute.)

— Vers le milieu du XIXe siècle, les chiffres atteignent déjà 150 millions.

— Le premier recensement plus ou moins régulier, mais incomplet, relate 254 millions.

— A peine 50 ans après, c'est-à-dire en 1931, le chiffre est exorbitant : 353 millions.

— En 1941, on compte 389 millions, c'est-à-dire un accroissement de 15 % par rapport à 1931; 36 millions de plus en 10 ans, et rien ne semble arrêter cette montée vertigineuse.

— En 1950, l'Inde totalisait 450 millions, soit 1/5 de la population mondiale, avec le Pakistan.

Il faut interpréter ces chiffres, en fonction également de la mortalité très irrégulière, due à l'existence ou l'absence de guerres, aux famines, épidémies, régularisateurs insensés entre l'augmentation ou la diminution des populations.

(A suivre.) **HEM DAY**

(1) « Les dernières chances de l'homme », p. 56-57. — B. Russell.

LE MONDE NOUVEAU

Voilà au moins quelque chose qui commence à prendre forme. Ne devons-nous pas, en effet, nous réjouir et être d'accord avec ces « Syndicalistes » batailleurs qui nous en font respirer les premières odeurs.

En effet, un journal de Fédération « F. O. » nous déclare : « La retraite doit permettre à un travailleur ayant atteint un âge déterminé de cesser toute activité et cependant de pouvoir vivre « à peu près convenablement » (souligné par mes soins)». Puis après avoir donné un semblant d'aperçu des retraites existantes : « C'est insuffisant. Il faut faire en sorte que « le retraité » perçoive au moins les 3/4 de son salaire précédent ».

Bravo ! Nous sommes bien d'accord pour que les uns se préparent à mourir en grande pompe, d'autres en 1ère, 2ème ou 3ème classe et pour le « reste », eh bien, n'y aura-t-il pas le secours catholique !

Et aussi, le journal de la « Parité Angevine » (gérance « F.O. »), dans son n° 17 n'affirme-t-il pas que : « Dans 10 ans, au plus tard, la vie aura totalement changé, la voiture remplacera les deux roues, les possibilités financières de chaque famille auront augmenté de 50 % ».

N'est-ce pas beau tout celà ?

Seulement... Ayant l'avantage d'être au service de cette « Parité », et je sais que celà existe dans bien d'autres endroits, j'affirme qu'en ces cinq dernières années, mes possibilités financières se trouvent réduites d'un bon quart, et là-dessus, pas un copain de l'établissement ne pourrait me contredire.

Alors, à ce train-là, ne faudrait-il pas plutôt penser que ceux qui avaient crû pouvoir profiter d'un 4 roues, seront avant 10 ans forcés à l'échanger, peut-être même pas pour un 2 roues, mais pour une paire de godasses ?

Alerte, les travailleurs ! Le boulot sérieux nous tend les bras ! Ne changeons pas nos « chevaux borgnes, pour des aveugles » !

Attention ! Les belles paroles n'ont jamais fait vivre !...

GODET.

LA LAÏCITÉ (1)

Qu'importe à la religion l'amélioration des conditions sociales, si elles ne peuvent être acquises qu'au prix de la négation des principes religieux !

Que lui importent le perfectionnement de l'individu et son bonheur terrestre, puisque, selon sa loi, l'ignorance et la souffrance restent, en dépit de tout, les titres supérieurs qui vaudront à l'homme les félicités éternelles... et célestes.

Cependant, l'Eglise revendique le droit, et même le droit exclusif, d'enseigner. Ecoutons ses représentants. Dans une lettre collective, publiée le 4 mars 1924, les évêques reprenant les thèses pontificales écrivent : «...si on écarte la Religion, point d'éducation morale digne de ce nom, ni vraiment efficace... C'est pourquoi vouloir des âmes imbues de bonnes mœurs et, en même temps, étrangères à la Religion, est aussi insensé que d'exciter à la vertu après en avoir nié la base ».

Et Pie XI, dans une lettre au cardinal Gasparri, lettre qui veut être une réponse à Mussolini sur la liberté de conscience et la liberté de discussion, écrit : «...si on veut dire que la conscience échappe aux pouvoirs de l'Etat ; si on entend reconnaître, que, en fait de conscience, l'Eglise est seule compétente, en vertu du mandat divin, on en vient ainsi à reconnaître que dans l'Etat catholique la liberté de conscience et la liberté de discussion doivent s'entendre et se pratiquer *selon la doctrine catholique*.

On doit, par nécessité de logique, reconnaître que le mandat éducatif plein et parfait ne revient pas à l'Etat, mais à l'Eglise, et que l'Etat ne peut ni empêcher, ni restreindre l'exercice et l'accomplissement de ce mandat, pas plus qu'il ne peut le limiter au seul enseignement des vérités religieuses ».

C'est clair : Quoique dépourvue de toutes les capacités requises, l'Eglise prétend « exercer le mandat éducatif plein et parfait » illimité.

Cette prétention s'explique par le fait que l'Eglise établit une confusion volontaire entre la Science et la Morale, et s'efforce de subordonner celle-là à celle-ci.

Or, la Science c'est l'observation et l'expérience. En dehors de tout souci idéologique, elle poursuit ses travaux et nous en livre les résultats pour notre défense individuelle et l'amélioration des conditions de l'existence.

La morale est dogmatique, religieuse : elle prétend atteindre la perfection par la coercition, le bonheur par les postulats sentimentaux qui méconnaissent et écartent le libre examen.

Eternel point d'interrogation que cherche à résoudre l'homme, la science modifie sans cesse principes et concepts ; la morale suppose la rigidité, l'immuabilité, l'intangibilité de ses directives.

La liberté, l'indépendance, conditionnent les recherches scientifiques ; toute morale implique des sanctions, c'est-à-dire des atteintes à la liberté individuelle.

Toute la vie n'est qu'une technique dont la science s'efforce de découvrir les lois et d'expliquer le mouvement.

La religion voulant expliquer l'inconnu, commence par appeler « Dieu » la cause qu'elle ne peut définir. Pas de morale sans Dieu, s'écrie-t-elle ; mais Dieu restant à découvrir, sa morale dépourvue de base, n'a que le mensonge pour piédestal.

Enseigner par mandat divin ? C'est tout simplement faire du mensonge, de l'imposture, le critérium de la culture humaine, c'est détourner l'humanité de son devenir, l'égarer dans les méandres nébuleux et capricieux de la mythologie, afin d'endormir par le merveilleux ses facultés d'observation, de discernement, de raisonnement.

Les religions sont des impostures. Elles ne peuvent enseigner, au regard de la Raison. Elles n'en ont pas le droit.

L'enseignement religieux doit être considéré comme un viol de la conscience universelle, comme un crime contre l'humanité, comme le geste le plus crapuleux qu'une puissance humaine puisse tenter contre ce trésor d'innocence, de beauté et d'espérance, qui s'appelle un enfant.

Cette affirmation qui découle de la doctrine religieuse elle-même, les faits l'ont vérifiée dans le passé, la vérifient chaque jour dans le présent... Et, cependant, durant des siècles, l'Eglise, forte de son influence morale et de sa toute puissance matérielle, détient et exerce le monopole de l'enseignement.

Elle l'exerce jusqu'au jour où sa bourgeoisie, issue de ses jésuitières et arrivée au pouvoir, organise à son tour l'enseignement et prétend le laïciser.

L'enseignement d'Etat succède ainsi à l'enseignement de l'Eglise.

Mais...

Qu'est-ce que *l'Etat* ?

L'ETAT

L'Etat, c'est l'expression de la contradiction des classes. C'est l'ensemble des institutions exigées et créées par la classe dominante pour la conservation, la défense et l'accroissement de ses privilèges.

C'est une erreur grossière que de supposer que l'Etat exécute les directives de la société. C'est un mensonge que de le prétendre.

Il faudrait alors accepter comme une vérité que des millions de travailleurs, qui souffrent de l'exploitation capitaliste, se donnent volontairement des maîtres par calcul ou par plaisir.

L'Etat, expression d'une classe ou d'un parti, gouverne en leur nom. Qui dit « *gouvernement* », dit « *dictature* ». Insidieuse et vaguement camouflée en souveraineté nationale, ou bien avérée et cynique, c'est l'autorité d'un ou plusieurs individus sur tous les autres. Elle ne peut se maintenir que si elle s'exerce sur des sujets, sur des fidèles, prêts à accepter son joug, à s'y soumettre, à le subir.

De quelque parti, de quelque idéologie qu'il se réclame, un gouvernement s'il veut durer, doit exiger non des hommes libres, mais des citoyens défenseurs de ses institutions, conformes à ses buts et à ses besoins.

C'est pourquoi l'Etat, comme l'Eglise, ne peut tolérer la liberté de l'Enseignement. La tolérer équivaudrait pour lui à se suicider en tant que classe dirigeante. Son avenir, son existence même, dépendent de l'étroite et aveugle soumission de ses sujets à ses lois.

Toute intelligence qui tente d'échapper à son contrôle, commet un crime de lèse-autorité, de même que toute intelligence qui s'évade du contrôle de l'Eglise commet un crime de lèse-divinité.

Asservir les intelligences, dresser des sujets dociles est une nécessité vitale pour tous les Etats, comme pour les églises.

S'il est bourgeois, l'Etat, maître de l'Enseignement, élève les enfants selon l'idéologie capitaliste, c'est-à-dire les rend aptes à subir l'exploitation de toutes leurs forces au profit de la bourgeoisie régnante.

S'il est socialiste, son autorité peut s'asseoir sur de plus larges bases, sa domination émaner d'une élite, mais il ne peut prétendre représenter la société. Comme l'Etat bourgeois, il est dans l'obligation de monopoliser l'enseignement au profit de la minorité politique dont il défend les intérêts.

Faut-il des témoignages ? L'Allemand Schemm, un des auxiliaires du Führer, définit ainsi le rôle de l'instituteur : « il doit demeurer le chef de section d'assaut de la jeunesse, en tant que serviteur de la nation », et plus loin : « le maître mettra au centre de son enseignement : la race, la défense du pays, le principe du chef, la religiosité... il pratiquera la pédagogie basée sur la foi... (il évitera de) disloquer les idées par l'analyse... (il faut) faire appel à l'émotivité plutôt qu'à la raison » (Bulletin de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement).

En Italie, si nous en croyons Marcel Prenant, « La jeunesse et l'enfance ont été entièrement militarisées et des gens influents pensent à remplacer le maître par l'officier... « La Rivista Pedagogica » accueille la suggestion de soumettre la direction de l'enseignement à des officiers de l'armée nationale pour sauver *la civilisation* qui *s'effondre* du *fait des instincts révolutionnaires et internationalistes* des non-possédants ». Cité par A. Franck : « Le fascisme ».

L'Etat bolcheviste russe ramène à l'idéologie marxiste les connaissances enseignées dans les écoles ; il militarise son enseignement (exercices physiques) et « s'attache à former des instituteurs bolchevistes » (Bulletin de presse de l'I. T.E.).

Parlant au Congrès des Femmes Socialistes, la camarade Tytgard déclare « attacher une certaine importance à l'éducation de l'enfant « *dans les principes* socialistes » (« La Femme Socialiste », avril 1936).

La démocratico-bourgeoise *Marianne* est bien dans la note quand « elle veut faire au futur travailleur une âme de citoyen ».

L'Etat et l'Eglise sont donc deux puissances d'autorité identiques dans leurs desseins : Leur but est de gouverner.

Elles sont aussi identiques par l'armature et les moyens qui leur permettent d'atteindre ce but.

L'Eglise veut imposer aux hommes sa morale religieuse.

L'Etat veut inculquer aux citoyens sa morale civique.

L'Eglise s'appuie sur la Révélation divine qui détruit la science.

L'Etat sur la Révélation politique, dont le Savoir doit dévoiler les méfaits et préparer l'écroulement.

Là, le dogme religieux, ses rites, son culte, ses hymnes, ses traditions, ses emblèmes, son intolérance.

Ici, le dogme politique, respect de l'autorité, des privilèges, du culte de la Patrie et de son emblème : le drapeau national.

La Patrie ? Mystique politique, religion nationale, barrière artificielle dressée entre les humains pour multiplier leurs antagonismes et les exploiter.

La Patrie ? Domaine où se réalisent les ambitions ethniques au détriment de la grande famille humaine.

La Patrie ? Religion historique avec ses dieux particuliers, aux instincts brutaux ; avec ses légendes et ses désirs d'hégémonie.

Le drapeau de la patrie ? C'est l'étendart d'une Eglise — avec ses guerres, ses victoires, ses martyrs, son orgueil, ses ambitions, son fétichisme, l'idolâtrie de tout un peuple... oublieux des millions de morts tombés sur les champs de bataille pour assouvir l'appétit effréné de l'Autorité de l'Etat et de ses citoyens privilégiés.

Là : Dieu et son pape, ses évêques et cardinaux, ses prêtres et ses vicaires... ses éducateurs religieux.

Ici, le Pouvoir de l'Etat, ses fonctionnaires, ses législateurs, ses magistrats, ses policiers et ses prisons, toute la hiérarchie avec ses conséquences, et l'enseignement militariste et chauvin.

Là, l'évangile, le catéchisme chrétien. Ici, le devoir civique, c'est-à-dire l'impôt du sang, les impôts de l'Etat... le respect des lois nationales, de la propriété capitaliste, etc...

(à suivre)

(1) Voir « Le Combat Syndicaliste » N°s 170 et 171.

LES GREVES LIMITEES
dans les Services publics

(Suite de la page 1.)

dicales réformistes : C.G.T., C.F.T.C., F.O., etc... — qui prétendent défendre les petites gens — le savent, puisqu'elles mettent continuellement en parallèle les rapports prix-salaires de 1938 et de maintenant. **Elles n'en persévèrent pas moins dans la trahison,** car il est impossible de parler d'erreur quand de pareils faits se renouvellent continuellement.

Les exploités suivent le troupeau, en rechignant de plus en plus; ils ont conscience d'être dupés, mais suivent tout de même, ne voyant pas de solution à leur problème. Le scandale, tant il deviendra flagrant, finira bien, à la longue, par leur ouvrir les yeux, mais que de temps a déjà été perdu, et le sera encore d'ici là.

Il serait pourtant si simple de réfléchir un peu pour définir où se situe la vérité, surtout qu'un échec ne serait aucunement préjudiciable puisqu'on se retrouverait exactement au même point qu'au départ.

La grève, pour une augmentation hiérarchisée est ridicule, **elle équivaut à une régression**; celle pour une augmentation uniforme n'a qu'une valeur insignifiante; celle pour une augmentation massive à la base et rien au sommet est plus valable, mais dans le cadre du système capitaliste où nous vivons et que, bon gré mal gré, nous sommes momentanément bien obligés de subir, la solution la plus valable c'est la baisse des prix. Ainsi, serait définitivement enterrée l'histoire du baudet qui galoppe après la carotte sans jamais pouvoir la croquer. Les prix démarreraient toujours les premiers, mais en sens inverse. On voit l'avantage qu'y trouverait le prolétaire qui, de plus, enregistrerait avec satisfaction un resserrement de l'éventail des salaires.

Nous croyons, en raison de ce qui précède, que les grèves limitées dans le temps, corporatives, catégorielles, ont un caractère démagogique, ne sont que faux-semblant et ne trompent plus personne. Frachon, Descamps, Bothereau, et autres comparses, ont fait leur temps; pour durer il leur faudra trouver autre chose, sous peine de voir disparaître définitivement le syndicalisme moribond qu'ils animent. Ils n'y parviendront pas plus que les dirigeants du système capitaliste dont ils sont à la remorque.

La paix en Algérie, le désarmement, etc... ne sont que des palliatifs susceptibles, au plus, de provoquer une légère amélioration de la condition des individus, sans amener de solution vraiment valable. Celle-ci réside dans la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. **Le système capitaliste doit disparaître si l'on veut y aboutir.** La contrainte, seule, le permettra. Or, présentement, il n'existe pas de moyen aussi efficace que la grève générale illimitée, intercorporative, internationale. Tous les autres se sont révélés systématiquement sans valeur, ou presque.

Tant que le prolétariat égaré par les mystificateurs qui le dirigent piétinera dans l'impasse où il s'est engagé et ne reprendra pas la voie que nous préconisons, seule capable de le conduire à son émancipation, son action se limitera toujours à vouloir prendre la lune avec les dents, tour de force parfaitement irréalisable; mais il ne manquera pas, par son aveuglement, de continuer à désagréger, à la suite de chaque mouvement, l'esprit solidaire de ses frères d'exploitation qui, par manque de moyens de transport et d'énergie, finissent par se lasser d'être voués au chômage chaque fois qu'il plaît aux bonzes syndicaux de déclencher sans grande signification un arrêt du travail dans les services publics.

DUFALOT (lampiste)

LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail — Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : 39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9e

Abonnements 12 numéros : 3,40 NF
24 numéros, 6,70 NF; 36 Nos, 10 NF
Changement d'adresse : 0,25 NF

La Tribune de l'Histoire
Pamphlet contre les bourreurs de crânes

(Suite de la page 1.)

huguenots de tous les vices et de tous les crimes.

Et l'on voudrait nous faire accroire que l'ambiance de ce procès fut sereine, que les témoignages étaient valables et les juges, qui à cette époque appliquaient de sadiques tortures aux accusés pour leur arracher des aveux de désespoir qu'ils n'obtinrent même pas de Calas, impartiaux ? Monstrueuse hypocrisie...

Nulle ignominie n'a manqué à l'affaire Calas, jusqu'au vol, en grande pompe, du cadavre du fils par les Pénitents blancs. Et Castelot et consorts trouvent cela tout naturel, comme l'affreux supplice de la roue, sans doute, où tout le monde, sous Louis XV, se rendait comme au spectacle.

Par contre, les exécutions de la Révolution, toute torture abolie, suscitent leur immense dégoût. Remarquons-le bien, quelques années seulement avaient passé. Vraiment, comment fonctionne le cerveau tortueux de ces gens-là ?

Ils s'étonnent aussi que Voltaire ait voulu à la fois défendre un innocent et porter un coup à l'« infâme » en dénonçant l'intolérable attitude, en cette affaire, de l'ordre des Pénitents. C'était, à notre sens, fort habilement chercher à ébranler la cause, en poursuivant l'annulation juridique du criminel effet.

Il faut nous faire une raison. Nous ne sommes pas près d'écouter, comme l'exigerait cependant la plus stricte objectivité, des exposés sur les pages noires de l'Egise. La mine serait pourtant inépuisable, car n'est-elle pas, plus encore peut-être que les autres religions, coupable du plus grand des crimes : l'empoisonnement moral, aux répercussions infinies sur la manière de vivre des individus ?

Peu nombreux sont ceux qui soupçonnent la façon dont l'Eglise, plus ou moins ouvertement, oriente presse, radio, télévision. Pas un secteur de la vie civile et bien entendu militaire, où elle ne soit présente et influente. Sous toutes sortes de formes y compris l'exonération, l'Etat et les collectivités locales lui versent d'énormes subsides. Plus ou moins consciemment, nous devons encore subir sa tyrannie, camouflée, comble de cynisme, derrière l'étiquette « Liberté » et favorisée, il faut bien le dire, par l'incurable veulerie des gens et la débilité mentale de trop de femmes.

L'impartialité, évidemment, ne saurait cadrer avec la politique de recHristianisation actuellement poursuivie. Aussi n'avons-nous pas fini d'entendre des « prises de Byzance » par les Turcs, présentées comme on peut l'imaginer, et non suivies de « prises de Grenade » par l'armée de Sa Majesté très catholique, qui en auraient bien été les dignes pendants.

A toutes les critiques fondées qu'il provoqua lors de l'émission sur Byzance, Castelot répondait par une curieuse lettre, utilisant un faux-fuyant pour se dispenser d'arguments et remplacer tous les « t » de son texte dactylographié par des croix, pour exorciser l'esprit du mal sans doute, ce qui justifierait les inquiétudes que l'on pourrait concevoir sur l'intégrité de son intellect.

Quelles magnifiques inventions que la radio et la télévision ! Avec les cantates à St-Thomas, messes, sermons plus ou moins de carême, grandes troménies de Locronan ou autres reportages folkloriques du même genre, informations vaticanesques et religieuses en premier, interviews de révérends pères à tout propos et hors de propos, sans omettre Nocher l'épilepique, qui mobilisent les ondes pendant des heures, les séminaires administratifs, l'aide à l'enseignement privé et la scandaleuse « prière du para » on est en train de nous faire une fibre morale indestructible.

Vous savez, cette fameuse fibre désintégrée sous la IVe, aux dires de M. Eisenhower, que l'on possédait intacte en 1860-71 et qui n'a jamais été aussi compromise qu'au temps de la république laïque, vers les années 1914-18.

Loin de nous l'idée de faire l'apologie de la guerre, mais il faut bien reconnaître, compte tenu des résultats de ces deux conflits, et uniquement pour apprécier la logique des propos de M. E., que celui-ci tout en étant à l'opposé du démocrate type U. S. est quand même un âne, comme ceux qui, par centaines de milliers, à cause de leur magnifique ignorance de l'histoire, avalent bouche-bée les contre-vérités historiques que leur servent, avec un aplomb superbe, MM. Castelot et Cie.

Aussi, quand Georges Delamarre, dans ses « Libres Propos » du dimanche 5 novembre, est venu faire l'éloge chaleureux de Voltaire, en insistant nettement sur le combat qu'il mena sa vie durant contre l'intolérance, et en nous signalant que l'antiquaire installé dans la maison parisienne du philosophe maintient les lieux dans leur état ancien avec beaucoup de soin, la surprise a été d'autant plus agréable qu'il faut un certain courage pour propager sur des ondes cléricalisées une opinion qui n'est certes pas au goût du jour, et que ne partage absolument pas, notamment, notre double-mètre national, fils respectueux et dévoué de sa très sainte mère l'Eglise.

H. BESNIER

Par-delà le bien et le mal

« L'on peut parvenir à la connaissance de soi par le détour de la connaissance d'autrui. »

L. KLAGE.

L'histoire ainsi que l'expérience devraient apprendre aux individus ainsi qu'aux collectivités, que chacun pense avec son cerveau, en conséquence chacun interprète la pensée de ses contemporains d'après son instruction, ses sensations, son intelligence, il s'ensuit que l'on devrait comprendre que n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, a droit d'exprimer sa pensée même si cette pensée heurte la sensibilité du plus grand nombre car, un individu n'émet pas toujours des concepts avec l'intention préméditée de flatter ses contemporains, au contraire, souvent il exprime ce qu'il pense et sent parce qu'il croit, il est convaincu que celà peut servir de guide ou de fil conducteur à l'ensemble des Etres.

Il se peut qu'en lisant un article ou une œuvre d'un écrivain ou de mon semblable, j'éprouve un véritable plaisir à disséquer (si j'ose m'exprimer ainsi) la pensée de l'auteur, pensée qui peut très bien s'approcher de la mienne. Il se peut aussi que l'œuvre d'un Etre quel qu'il soit, m'oblige à réfléchir au sujet de problèmes jusque-là insoupçonnés, tel est le cas d'une brochure ayant pour titre : « L'anarcho-syndicalisme et le Welfare State » ou l'état de bien-être, dont l'auteur est le camarade Suédois Evert Arvidsson, Rédacteur d'Arbetaren, organe du mouvement anarcho-syndicaliste Suédois.

Tous les anarchistes ainsi que les anarcho-syndicalistes connaissent la S. A.C. qui fut constitué en 1910 contemporairement à la C.N.T. Espagnole. Ces deux organisations étaient membres de l'A.I.T. et tandis que la C.N.T.E. est toujours membre de l'Association Internationale des Travailleurs, la S.A.C., pour des raisons que la raison ignore, s'est retirée de cette organisation.

Dans la préface de cette brochure, le camarade Helmut Rudiger prétend que des divergences se sont manifestées entre le mouvement suédois (S. A.C.) et les organisations ou groupes affiliés à l'A.I.T. Or, il serait plus logique, plus conforme à la réalité, d'avouer que les dirigeants de la S. A.C., convaincus que les principes de l'A.I.T. étaient des carcans insupportables pour les camarades Suédois, décidaient de reviser les dits principes et c'est ainsi qu'au lieu de la révision l'on aboutissait à la scission, laquelle n'a sûrement rien apporté à la S.A.C. ni, bien entendu, à l'A.I.T.

Dans cette histoire, il y a un fait bizarre autant que symptomatique, la S.A.C., en dépit de la scission, continue à se réclamer de l'anarcho-syndicalisme puisque Arvidsson écrit : « En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous faisons notre possible pour appuyer une agriculture communautaire », cependant en dépit des aveux d'Arvidsson, celui-ci abonde en concepts fantaisistes ou réformistes.

Bien entendu nous ne doutons pas de la sincérité, de l'honnêteté d'Evert, cependant, lorsqu'il écrit que : « pour la majorité des paysans, la notion d'anarcho-syndicalisme évoque l'idée de violence, de bombes, sans plus », j'ai envie de sourire parce que celà montre bel et bien que la légende prend un masque pour tuer une mouche, ensuite, cela prouve que les camarades Suédois ne sont peut-être pas à la hauteur de leur tâche car, si à l'heure actuelle, il y a encore des paysans qui croient que l'anarcho-syndicalisme est synonyme de violence et de bombes, celà signifie que nos camarades Suédois sont loin, très loin d'avoir démontré que l'anarcho-syndicalisme est une méthode très efficace d'émancipation intégrale des travailleurs et des agriculteurs.

Contrairement aux affirmations de Rudiger, j'affirme que l'A.I.T. ne s'est jamais refusée à étudier les réalités sociales et si le mouvement suédois avait le droit et le devoir de déterminer sa tactique en fonction des besoins du pays sans pour autant vouloir imposer sa volonté à d'autres pays, s'il avait absolument droit de ne pas accepter de se soumettre aux dogmes proclamés par des Congrès Internationaux ; il n'est pas moins vrai que la S.A.C., afin d'être cohérente avec les principes librement acceptés en connaissance de cause, avait le devoir de respecter ces principes. En disant celà je n'obéis point à des concepts préconçus, au contraire, car tout montre que les rapports entre humains sont régis par des contrats, par des conventions et que somme toute, une société n'est possible que si ses membres acceptent, volontairement ou involontairement, contrats ou conventions.

Donc, sans vouloir nier que la situation ouvrière du monde moderne n'est plus du tout telle qu'elle était à l'époque de Proudhon, Marx, Stirner, Engels, Bakounine, il n'est pas moins vrai que l'Autorité ainsi que son corollaire, l'Etat et l'exploitation de l'homme par l'homme, existent toujours.

Bien sûr, il serait enfantin de nier que la condition ouvrière a drôlement changé, est-ce là une raison valable pour renoncer aux principes anarcho-syndicalistes de l'A.I.T., c'est-à-dire, l'internationalisation d'une répartition adéquate de la production entre producteurs ?

En admettant que la Suède se trouve à l'avant-garde du « Welfare State » ou de l'Etat de bien-être, celà n'implique pas du tout qu'il en soit de même pour d'autres pays. A vrai dire, l'histoire montre que tant qu'il existera des peuples sous-alimentés et sur-exploités, la lutte entre peuples sous-alimentés et ceux qui jouissent du « Welfare State » ne cessera pas parce que la faim est une mauvaise conseillère qui est souvent, très souvent même, cause des pires conflits.

Incontestablement Arvidsson est un Maître de la pensée et de la plume, son style coule comme l'onde pure, cependant, quoique l'histoire ait fait de la Suède un pays merveilleux, un Etat de bien-être, le fait qu'il existe des syndicats prouve que ce bien-être est très relatif et que l'action et elle seule, peut préserver les améliorations acquises. Ce n'est pas tout, de l'aveu même de Evert, le gouvernement royaliste suédois dépense des sommes énormes pour la défense du territoire, celà montre, irréfutablement, que là-bas on est encore très loin d'un système où les Etres seraient des citoyens du monde et non plus des soldats au service de forces occultes.

Voilà donc, que, s'il est vrai que le développement de la technique s'accélère sans cesse, il est vrai aussi que c'est là un refrain tout juste bon pour endormir les petits enfants, car, si la technique s'accélère sans cesse, il faut reconnaître que, parallèlement à l'accroissement de la production existe aussi un accroissement fantastique de la population et celà, qu'on le veuille ou non, pose des problèmes troublants qui menacent drôlement « l'état de bien-être », cela, les révolutionnaires, ainsi que certains philosophes rêveurs l'oublient facilement. En effet, c'est une lapalissade d'écrire que plus on exploite les mines de charbon, les puits de pétrole, etc..., plus les réserves en matières premières s'épuisent, il est vrai que l'Etre se console en croyant pouvoir aller dans la Lune, afin d'y puiser ce que la Terre, totalement vidée de ses ressources, ne donnera plus.

Voilà donc prouvé qu'Arvidsson a tort de penser que les anarcho-syndicalistes refusent de reconnaître les réalités nouvelles ; un fait est certain, chacun devrait se convaincre que pour guérir une maladie, il faut employer des médicaments adéquats, donc l'on ne guérira pas la rage en inoculant le virus rabique, il s'ensuit que l'on n'abolira pas l'exploitation de l'homme par l'homme, ni l'autorité sous toutes ses formes, ni l'Etat, en collaborant avec des exploiteurs, des autoritaires, de l'Etat. L'histoire montre que l'on doit engager la lutte pour des revendications immédiates sans toutefois oublier que le but à atteindre consiste à détruire tout un passé fait de préjugés.

Lorsqu'un homme a des convictions, il doit chercher à les mettre en harmonie avec ses sentiments sans perdre de vue que l'émancipation intégrale des travailleurs sera bel et bien une conséquence de leur volonté et non pas une manne qu'un Dictateur distribuera à tour de bras.

Luc BREGLIANO.

Les mystificateurs et leurs laquais à l'œuvre

Le 12 octobre, une fois de plus, une mesure répressive inqualifiable a frappé onze ressortissants espagnols, appartenant à la C.N.T.E. en exil, arrêtés en pleine nuit, comme d'authentiques malfaiteurs.

Aucune raison ne justifiait cet acte, puisque vingt-quatre heures après, dix d'entre eux étaient relâchés. Un seul a été maintenu sous les verrous, et sa demande de mise en liberté provisoire refusée.

Au moment où nous écrivons ces lignes, chacun ignore exactement — tant les desseins de la justice sont impénétrables — quel crime il a pu commettre. **Il paraît** qu'on a découvert au cours de la perquisition effectuée è son domicile, du matériel permettant de fabriquer de faux papiers. **Pas de quoi fouetter un chat !...** surtout si l'on se réfère à la période 1939-1945 où les officines accomplissant de tels travaux pullulaient en France, et leurs animateurs, luttant, comme les Espagnols maintenant, contre l'oppresseur, avaient droit aux encouragements et félicitations des « Grands Maîtres de la Résistance », opérant de Londres, qui étaient à peu près, croyons-nous, les mêmes que les tenants actuels du pouvoir.

L'émoi enregistré parmi nos frères espagnols est légitime et ils sont en droit de se demander où s'arrêtera la ridicule politique gouvernementale; le déplacement d'un personnage — qualifié important — ou le geste imbécile d'un général au rebut, en veine de publicité, suffisant pour provoquer leur déportation ou leur incarcération.

Nous avons partagé cette émotion, sans trop nous alarmer toutefois, car, même s'il faut tenir compte que nos dirigeants n'en sont pas à un abus près, aucun délit n'a été commis et nos camarades ne sont pas répréhensibles.

Le scandale est flagrant; son développement l'amplifie encore.

On a pu lire, en effet, dans la presse, qu'à la suite de cet acte arbitraire, l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la Région Parisienne, la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération de l'Education Nationale, la Fédération Socialiste de la Seine, les Jeunesses Socialistes, avaient lancé un appel à l'opinion, protesté, exigé la libération des militants emprisonnés.

Un comble ! Surtout pour ce qui concerne F. O. et la S.F.I.O.

Oui ! Vous avez bien lu, Force Ouvrière — frein à disque, sur les quatre roues (1), du char syndical réformiste —, Force Ouvrière, de Bothereau, contrepoids jamais défaillant de tout ce qui pourrait faire pencher la balance en faveur du mouvement ouvrier et l'avantager, prend position, s'insurge, se révolte, avec la S.F.I.O. et ses Jeunesses, la S.F.I.O. de Guy Mollet, l'homme qui s'accommode de toutes les boutiques gouvernementales, s'il y a sa place; de Jules Moch, le matraqueur; de Lacoste, le colonialiste; de Gazier, collabo de Pétain, etc..., responsables, pour la plus grande part, de l'état de choses actuel et ont, par manque de courage ou par duplicité, parfois les deux, « fait le lit » de celui qui actuellement brime et opprime, parmi tant d'autres, nos camarades anarcho-syndicalistes de la C.N.T.E.

Un peu de pudeur, S.V.P.

Vous semblez avoir tout oublié : 1936-1939, Léon Blum, l'étranglement par le bouclage des frontières du mouvement républicain espagnol, les premiers camps de concentration établis en France, à l'intention de ceux-ci; votre soutien inconditionné à de Gaulle au cours de ses deux règnes.

Mais **vous semblez seulement,** vous n'avez rien perdu de vue. Vous sentez que le vent tourne. Comme les flics en 1944, d'accord avant, à 99 %, avec l'occupant, qui se sont révélés subitement les plus impeccables « résistants ». Comme eux, vous éprouvez le besoin de vous « **dédouaner** ».

A force de démagogie vous espérez y parvenir, mais il y a des taches ineffaçables, qui malgré tous les efforts sautent continuellement aux yeux. Votre soutien et votre alliance avec le fascisme sont de cet ordre. Faire élargir notre camarade est un travail à votre mesure; vous excellez, en effet, dans l'art de tirer les cordons de sonnettes et êtes bien introduits partout. Ce serait — même s'il est juste bon à tromper les non initiés — un succès, qui, pensez-vous, vous donnerait droit à la reconnaissance des Espagnols.

Eh bien ! Non ! Vous n'arriverez pas à donner le change. Ils sont fixés, tout comme nous, sur votre compte.

Les autres partis, ce sera à votre tour de prendre le **POUVOIR,** ou de l'épauler, et d'imposer comme eux votre **AUTORITE,** exactement pareille à la précédente. De nombreux exemples sont là, pour prouver que nous sommes dans le vrai.

Vous êtes mal placés pour vous poser en redresseurs de torts, en chevaliers modernes, défenseurs des opprimés. Encore une fois, un peu de pudeur !

Non ! pas vous... et pas pour ça !

Raymond FAUCHOIS

(1) C'est ce qu'on fait de mieux actuellement.

Manifestations des Algériens de Paris (16 et 19-10-61)

(Suite de la page 1.)

consciemment peut-être, devenaient ou redevenaient racistes. Et racistes parce que peu instruits, trompés par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération, et mal informés (ou pas informés du tout) par la grande presse, laquelle est toujours au service des trusts et aussi des gros colons d'Algérie. Si l'on ajoute à tout cela les brutales « ratonnades » et les attentats de l'O.A.S., les échecs des négociations (échecs dont on doit penser pour le moins, que les responsabilités sont partagées) et, tout dernièrement, cette brimade stupide qui vient de s'abattre sur eux, le couvre-feu de fait dans la ville de Paris, il n'est pas étonnant, il est même normal de penser que ces gens-là en ont assez (3).

Mais il y a lieu de ne pas se méprendre ; je veux parler ici des travailleurs, des salariés et de leurs familles et non de cette multitude de trafiquants, vendeurs à la sauvette ou maquereaux, tous vivant en marge, tous plus ou moins indicateurs, dont beaucoup se sont fait les agents ou les soutiens du F.L.N. en métropole. Ceux-ci, précisément, que la police aurait dû maitriser dès le début, au lieu de se livrer à cette répression féroce et stupide qui lui fait voir, aujourd'hui, tout individu au teint basané et aux cheveux crépus comme un tueur patenté du F.L.N.

Pour terminer ce trop court exposé, il me reste à parler de ce qui nous tient le plus au cœur, nous, libertaires — il s'agit, en l'occurence, de la carence des syndicats. Qu'ont fait les grandes centrales syndicales pour essayer d'éviter ou de laisser se continuer cette sale guerre qui menace de s'éterniser ?

Rien, ou presque ; des motions, des vœux, des déclarations de principe, des fariboles, quoi. Et qu'ont-elles fait pour protéger les travailleurs algériens vivant en France, et désireux de demeurer à leur place dans la classe ouvrière française ?

Et, tout de même, la plupart de ces salariés sont ou étaient syndiqués et payaient régulièrement leurs cotisations. Faut-il s'étonner qu'il y ait eu, petit à petit, de leur part, désaffection envers le syndicat ?

Mais aussi, car tout est lié, qu'ont-elles fait, en France, ces mêmes centrales syndicales, au moment de l'envoi du contingent, au moment où une grande partie de la jeunesse ouvrière de la France était envoyée en Afrique ?

Des mouvements spontanés et nombreux eurent lieu en divers points du pays, à ce moment-là, qui, aidés et soutenus énergiquement par les syndicats, eussent peut-être changé la face des choses. Et aussi montré aux travailleurs nord-africains que la classe ouvrière ne les abandonnait pas à leur sort.

Mais qu'attendre de ces officines politiques, qu'attendre de ces secrétaires permanents, désireux avant tout de conserver leur sinécure et d'éviter les vagues, d'où qu'elles viennent ? Quelle belle occasion perdue de montrer que le travailleur, le pauvre, le miséreux n'a pas de patrie, que le syndiqué, dès lors qu'il travaille, qu'il contribue à la prospérité de la communauté, doit être défendu contre l'iniquité, et cela, à quelque race ou nationalité qu'il appartienne.

Mais quoi ! Pour cela il faut être d'abord internationaliste et, ensuite antiraciste de cœur et de fait. Hélas, cela ne semble pas être les convictions primordiales des différentes directions syndicales en France... et même, re-hélas, des syndiqués de la base.

Ceci relevant directement de la politisation des syndicats, autant que de la hiérarchisation à outrance dont tous les prolétaires font les frais.

Ce que l'on ne peut que grandement déplorer.

BLANQUET.

(1) A ce sujet, l'on m'assure qu'il exista, à cette époque, une véritable organisation clandestine qui pratiqua l'escroquerie sur une vaste échelle, à l'encontre des travailleurs ainsi attirés vers la métropole. On leur garantissait des logements décents, des contrats de travail avantageux et même mirifiques, et celà en échange de sommes plus ou moins fortes, où certains virent ainsi disparaître leurs pauvres économies.

(2) N'oublions pas d'ajouter à tout cela, l'effarante arrestation, au mépris de tout droit, de Ben Bella et de ses compagnons. Laquelle arrestation, maintenue encore aujourd'hui, n'a pas peu contribué à assombrir le climat entre la France et les pays d'Afrique du Nord. Et notons en passant que, si c'était vraiment grand et généreux, la France, la libération de ces prisonniers politiques aurait eu lieu depuis longtemps. Ce qui aurait certainement eu comme résultat de faciliter grandement les négociations... ces fameuses négociations déjà rompues à deux ou trois reprises, et que l'on se propose de part et d'autre, de reprendre prochainement.

(3) Le seul fait d'employer les mots « bicot » pour les algériens, ou « bougnouls » pour les noirs, même sans intention blessante ou méprisante, indique déjà une attitude raciste dont peu d'individus peuvent se disculper.

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers — Téléphone : CApitole 89-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable : R. FAUCHOIS

GFP 3428

CNT

LE COMBAT SYNDICALISTE

AIT

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

33e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 173 | Version française 0 10 NF. | Version franco-espagnole .. 0 40 NF. | 28 DECEMBRE 1961

LE FASCISME NE NOUS ABATTRA PAS !

LE président de la cinquième république vient d'interdire, par décret du 20 décembre, la parution des périodiques «Despertar», «Boletín Confédéral» et «Solidaridad» édités par nos camarades espagnols en exil.

C'est la deuxième fois en moins de deux mois qu'une telle atteinte à la liberté d'expression est enregistré. C'est beaucoup, on en conviendra, pour un pays dont les dirigeants serinent sans arrêt aux oreilles du «peuple souverain» les beautés du «monde libre» et de la «démocratie», termes qu'ils ont, par leur comportement, leurs multiples revirements, leurs mesures répressives, vidés de toute signification.

Jusqu'ici, l'événement n'a pas fait grand bruit. Un entrefilet de quatre lignes, sans aucun commentaire, dans quelques rares quotidiens, situe exactement à quel point la presse inspirée, subventionnée — achetée, pour dire vrai — peut s'abaisser pour que la conspiration du silence atteigne son maximum d'efficacité.

Les mesures prises contre nos camarades espagnols sont tellement scandaleuses qu'elles devraient soulever d'indignation tous les «républicains», donc tous les Français, puisque tous se réclament de cette doctrine. Ce n'est malheureusement pas le cas.

Rien n'a été épargné aux exilés politiques, réfugiés en France, depuis 1939, en vertu du droit d'asile reconnu par une convention internationale : Internement, déportation, emprisonnement, privation du droit d'expression, cela, ce qui est un comble, sans aucune justification valable. On ne peut pas mieux extérioriser sa haine contre des prolétaires qui refusent de retourner au servage.

Quel crime leur reproche-t-on? Quel délit ont-ils commis? Aucun! On ne peut en effet mettre à leur compte les fautes commises depuis quinze ans par une poignée d'illuminés qui étaient sans rapport avec les militants de la C.N.T.E.

Jamais nos camarades ne se sont immiscés dans les questions politiques particulières à la France... sauf, toutefois, pendant la période 1939/1945, au cours de laquelle ils peuplèrent les camps de concentration nazis. Quant aux authentiques maquisards, pas ceux de l'extérieur bien entendu, ils savent seuls combien d'Espagnols de la C.N.T. tombèrent à côté d'eux pour la défense d'une cause qui aujourd'hui les opprime et les trahit.

La portée des mesures répressives gouvernementales ne se limite pas là. Par un malencontreux concours de circonstances, elles font d'une pierre deux coups.

Les milliers d'Espagnols exilés, membres de l'A.I.T., sont statutairement adhérents de la C.N.T. française, section de cette organisation. Or, la grande majorité des exilés, s'ils parlent souvent difficilement le Français, le lisent encore plus mal et ne l'écrivent, à vrai dire, pas du tout. Les laisser coupés de nous, en acceptant le fait accompli, provoquerait la désagrégation de la section française de l'A.I.T. et la condamnerait à disparaitre à brève échéance.

C'est pourquoi, pour éviter cette extrémité, conscients de la nécessité absolue de faire profiter tous nos adhérents des informations anarchosyndicalistes qu'ils sont en droit d'exiger de notre organisation — qui est la leur —, nous avons décidé de faire paraître, à partir de ce numéro, un COMBAT SYNDICALISTE, BILINGUE, HEBDOMADAIRE.

Cette décision nous provoquera de multiples difficultés et de gros sacrifices financiers. La SOLIDARITE, L'INTERNATIONALISME, n'étant pas pour nous des formules creuses, vides de sens, nous ne pouvions agir autrement.

Nous sommes persuadés que tous nos adhérents, sympathisants, lecteurs, se retrouveront sans exception à nos côtés pour lutter contre les fascistes, dont le but final est par trop évident.

Nous faisons entière confiance à tous nos amis; ils peuvent par réciprocité compter sur nous pour poursuivre inlassablement la lutte.

La C.N.T. continue, camarades, et elle continuera toujours, malgré les forces répressives conjugées, malgré Franco, malgré tous ses alliés avoués ou camouflés, jusqu'au triomphe de notre juste cause, qui ne peut par ailleurs, laisser indifférents ceux pour qui la sauvegarde de toutes les formes de liberté est une nécessité majeure.

C.N.T.F.
Section française de l'A.I.T.

LES THEORIES ET LES REALITES (1)

Karl Marx naquit en 1818, il y a donc 140 ans... Son œuvre est immense mais nous ne nous proposons que d'analyser les parties économiques qui ne sont pas transposables à notre époque.

Marx s'était proposé de mettre au point un socialisme scientifique épars dans les œuvres des penseurs qui l'avaient précédé.

Il essaiera tout d'abord d'allier la réalité à l'idéalisme. Puis, il entre dans l'interpretation matérialiste de l'istoire.

— «Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie sociale, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est, au contraire, la réalité sociale qui détermine la conscience.»

Engels, qui fut son collaborateur exprima cette pensée dans une langue encore plus robuste:

— «Si l'on regarde de plus près ce que c'est que la Pensée et la Conscience, et d'où elles proviennent, on trouve qu'elles sont le produit du cerveau humain, et que l'homme même est un produit de la Nature, qu'il ne s'est développé dans et avec le milieu ambiant, ce qui permet de comprendre que les produits du cerveau humain qui, en dernière analyse, sont également des produits de la nature, ne soient pas en contradiction avec l'ordre de la nature, mais coïncident avec lui.»

Marx a donc fait un grand pas sur sa première expression: «la révolution a besoin d'une base matérielle. Il ne suffit pas que l'idée cherche à se réaliser, il faut que la réalité elle même aille à la rencontre de l'idée. Une révolution profonde exige des besoins profonds.»

Cette définition de la révolution sociale est beaucoup plus près de la réalité humaine, car elle laisse à l'intelligence, fruit de la nature, une initiative révolutionnaire à la fois déterminée et déterminante.

La nature est la reine là où elle ne rencontre que de *la matière non pensante*.

Chez les hommes, le déterminisme se colore des réactions de l'intelligence. Le mode de production est un fait qui n'est déjà plus de l'ordre des phénomènes naturels, parce qu'il est conditionné par l'action de la conscience contre les forces aveugles de la nature. La réalité sociale est une conséquence de la lutte des Besoins dirigée par l'intelligence, pour l'asservissement et l'exploitation des richesses naturelles.

L'intelligence est et restera toujours une expression de la nature, mais au fur et à mesure des transformations auxquelles elle participe, elle s'arrache à l'attraction matérielle dans la mesure ou la volonté peut discipliner les forces aveugles qui l'ont engendrée.

Depuis Marx, les nations les plus civilisées ont réalisé un potentiel matériel et des conditions d'existence qui, selon lui, devaient déterminer leur orientation socialiste. Or, dans ces pays, l'intelligence n'ayant pas su acquérir le sens de la liberté, les masses sont restées prisonnières de l'ordre qui les asservit. Au contraire, en des pays matériellement arriérés, mais ou l'intelligence avait forgé des volontés libératrices, des révolutions ont éclaté... écorchant quelque peu le principe de Marx :»

«Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie sociale...»

Il ne suffit pas que des besoins profonds soient ressentis ,il faut encore et surtout que l'intelligence soit mûre pour en orienter la libération et la satisfaction. Notre époque (1961) voit les peuples créateurs de richesses innombrables incapables de les distribuer, tant l'évolution matérielle foudroyante n'exerce sur eux aucun déterminisme constructif. L'intelligence est sans clairvoyance, sans courage, sans volonté de combat. L'idée est absente Oui, le mode de production n'a pas déterminé «l'idée» que dans les conditions actuelles de l'évolution économique, c'est-à-dire, sous le régime de la haute productivité, il est nécessaire d'abandonner à la fois l'exploitation capitaliste et l'administration étatiste.

Le mode de production (pléthorique) n'a pas déterminé «l'idée» que, malgré l'abondance des biens, et à cause même de cette productivité, l'échange devenait impuissant à satisfaire les besoins et qu'il était nécessaire de passer, sans transition, de l'administration étatiste à l'administration des choses.

L'idée elle même, parce qu'elle n'a pas été cultivée, parce qu'elle est restée attachée au régime de rareté des biens qui était celui que vécut Marx, n'a pas été déterminante d'une évolution intellectuelle. Et cet anachronisme, ce retard évolutif est dû justement à l'esprit religieux des masses habilement et stupidemment maintenues dans le culte d'un socialisme désuet absolument incapable de résoudre le problème de la distribution des choses et de la dignité de l'homme.

Marx a vécu au temps de la Rareté: la production dominait l'angoisse générale et devenait le combat exclusif et limité des travailleurs.

Aujourd'hui, le progrès a bouleversé l'économie lui faisant faire un bond formidable vers l'abondance des biens. La machine remplace l'homme en décuplant la production, mais le travailleur, évincé, devenu un mendiant administratif et social, perd une grande partie de son pouvoir d'achat. De ce fait la production cesse d'être le problème numéro 1, c'est désormais la répartition qui devient le problème crucial: «Comment répartir ce que l'on produit?»

Comment satisfaire les besoins des hommes à l'heure où le progrès provoque l'arrêt des ventes et des achats?

Il n'y a que deux voies: ou organiser la rareté pour maintenir prix, salaires et profits. Il faudrait détruire les machines! Et ce rêve pervers est impossible à réaliser...

Ou, l'abondance ambiante cessant d'avoir une «Valeur financière», distribuer gratuitement les choses et les services...

Marx a écrit, répondant à Proudhon: «Ce n'est donc que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes que les révolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques...»

Aujourd'hui l'état de choses nous permet de répondre aux croyants marxistes: «Pour créer une société sans classes il faut organiser un plan de distribution égalitaire. C'est une affaire qui regarde exclusivement producteurs et consommateurs. Ce n'est ni une affaire de capitalisme d'Etat ou de capitalisme privé. C'est un problème exclusivement économique, un problème d'administration des choses. C'est d'ailleurs pourquoi les marxistes russes n'arrivent pas à le solutionner: ils en sont encore à 1820!!!

C'est pourquoi les socialistes de toute obédience n'apportent plus aucune proposition à ce sujet: ils pataugent dans leurs contradictions, et, devenus philosophes, se satisfont d'un capitalisme qui leur assure une politique aisée sur des esprits totalement fourvoyés...

Marx était de son temps. Il n'a pas connu nos expériences, celles que l'on a faites de ses théories. Aussi, me trompé-je..., mais j'ai le sentiment que si cette vaste intelligence vivait notre époque, en autoritaire qu'il resterait, il demanderait l'exil de tous ses adorateurs et de tous ceux qui ont truqué ses œuvres, et n'ont pas su interpréter l'évolution historique, vers les régions sibériennes, là où les czars de tous les temps ont laissé crever leurs victimes...

Le mode de production est déterminant de necessités sociales nouvelles, mais ces dernières ne se matérialiseront avec le secours de l'Idée: l'éducation est le levier du Progrès Social.

(A suivre)

(1) Voir C. S. Nos 171 et 172.

PROMESSES FALLACIEUSES

Depuis des années, ceux qui dirigent les destinées de la France, promettent un Statut de l'objection de Conscience; le chef de l'Etat, lui-même, a reconnu sa nécessité. Déjà en 1906, Charles de Gaulle écrivait: «Sauvez une âme, avant qu'elle ne soit saisie ,de l'aveugle désir de tuer son prochain» (1)

Depuis des années, les services du ministère des Armées étudient un projet; depuis des années, le pouvoir, une fois de plus ,trompe le peuple. Certains laissent entendre que la promulgation d'un Statut de l'objection de Conscience n'est pas réalisable, pour le moment, du fait de la guerre d'Algérie, mais, cette dernière terminée ,le Statut serait promulgué. C'est de l'hypocrisie pure.

Si les hommes conscients doivent attendre que la France ne soit plus en état de guerre pour qu'un Statut soit reconnu, ils risquent de demeurer des criminels en puissance; depuis cinquante ans ce pays a toujours été en état de guerre, il n'y a aucune raison pour que la guerre d'Algérie terminée, les professionnels de la violence ne trouvent à s'employer, au nom de la France, à un endroit quelconque du monde.

Faut-il rappeler qu'en pleine bataille d'Angleterre, Winston Churchill a reconnu la légitimité de l'objection de Conscience. C'est justement quand un pays est en état de guerre, qu'un Statut de l'objection de Conscience apparait le plus nécessaire; c'est justement pendant cette période, que l'individu qui ne veut pas tuer est mis dans l'obligation, par la loi, de le faire.

Ben sûr, l'idée d'un Statut de l'objection de conscience fait son petit bonhomme de chemin, une partie de la population commence à s'intéresser à ce problème, la loi du silence n'est pas toujours respectée, parfois, une presse plus émancipée que la presse gouvernementale, dénonce le scandale; mais, cependant, plus de cent hommes sont actuellement privés de la liberté parce qu'ils entendent demeurer des hommes, c'est à dire des êtres conscients qui reconnaissent le respect que l'on doit à la vie.

Les partisans et les bénéficiaires de l'état de violence ,n'hésitent pas à couvrir d'opprobre et de honte ces hommes qui prétendent demeurer humains et qui préfèrent la géôle à une liberté relative, dont le prix serait le sang d'hommes inconscients et innocents.

Cette situation menace de s'éterniser ,les déclarations des politiciens sont vaines et ne sont que promesses fallacieuses destinées à tromper le peuple. Il appartient chacun dans sa sphère, de lutter contre l'incompréhension d'une population bernée, de lutter contre la hargne d'une classe à qui profite le crime et qui entend maintenir obligatoire l'atteinte à la vie; ce faisant, nous affirmons simplement notre aspiration à une humanité réelle.

René Villard

(1) La Mauvaise Rencontre de Charles de Gaulle editée en 1906 par la librairie-imprimerie de la Chapelle-Montligeon - Orne.

En raison de la nouvelle présentation du C. S. nous sommes obligés de reporter à la semaine prochaine la suite de «La Laïcité».

LA REDACTION

DISTRICT DE PARIS

«Trois départements, Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, huit millions d'habitants ,tel est le district de Paris, adopté definitivement par le Parlement le 21 juillet dernier ,afin d'éviter la dispersion des efforts et d'imprimer un dynamisme nouveau à l'essor de la région parisienne. Cinquante-quatre arrondissements, groupant certaines communes de banlieue et les actuels arrondissements de la capitale.» («Le Monde», 1er octobre 1961.)

Avons-nous bien lu? N'est-ce pas une hallucination! Eh bien, non! il faut se rendre à l'évidence: Paris, cette ville surpeuplée, cette ville sale et insalubre, ce conglomerat de vieilles maisons et de rues sordides, des esprits épris de grandeur et d'ambition et ,peut-être aussi desireux de se sucrer, va être étendu à l'espace de trois départements. Nous sommes, il est vrai, au siècle de la grandeur, et nos édiles rêvent sant doute que leur ville dépasse en énormité les autres grandes capitales du monde: Londres, Moscou, Tokio, Pekin, Buenos Ayres... ces vastes agglomerations d'individus vivant dans le bruit, la poussière, l'énervement continuel la promiscuité la plus choquante ,et se nourrissant de conserves, de légumes avariés et de fruits verts!

Oui, nos édiles sont jaloux...! Déjà grand par l'histoire, par la pensée, par les arts, et ,disons-le, par l'esprit, Paris doit l'être encore par l'étendue et le nombre de ses habitants.

Il faut encore plus dans ses rues et dans celles de sa banlieue, de vehicules bruyants et puants, et sur ses trottoirs de gens obsédés par l'heure et les soucis de leurs occupations; il faut encore plus de policiers, de conducteurs d'autobus, de poinçonneurs de métro et d'employés de toutes sortes!

Bref, il faut gonfler encore plus cet énorme bloc aimanté qui de plus en plus attire vers lui une grande partie de l'énergie productrice du reste de la France.

Cela n'est pas nouveau, certes, et d'autres que nous l'ont déjà dénoncé, depuis surtout un demi-siècle mais, dans les temps que nous vivons, cet exode s'est tellement aggravé que certaines régions, dans les pays arides ou montagneux ,sont devenues désertiques.

Mais, bonnes gens, réfléchissez un peu, raisonnez, pensez sainement ,et avant tout, abandonnez franchement ce sot orgueil, qui vous pousse à louer et admirer le grand, le haut, l'énorme alors que l'humain vous dicte de priser le beau et l'agréable, et que la majorité de vos électeurs ont soif de tranquillité, de confort et aussi d'oxygène!

Au lieu de rassembler, d'entasser, d'agglomèrer, il faut dégager, aérer, disperser...!

Enlevez donc de Paris ces organismes pléthoriques que sont les ministères ,et transportez-les en plein milieu de la France ,en plein désert, où vous construirez une cité administrative modèle.

Nos gouvernants et élus de tout ordre y seront logés, et y délibèreront en toute quiétude loin du bruit et des manifestations de la populace...

Vous transporterez aussi les commissions et sous-commissions de toutes sortes ,les offices de ceci et de cela, sans oublier les tonnes d'archives poussièreuses qui tiennent tant de place, à Paris. (En passant, une suggestion: vous les bruleriez, ces masses de papier, que ce ne serait pas un grand malheur).

Et aussi, par la même occasion ,déplacez ces usines du siècle dernier, aux bâtiments sales et souvent croulants, qui entourent Paris d'une ceinture de détritus et de puanteur. Rebatissez-les ailleurs, la-bas, où il n'y a rien que des ronces et des cailloux, bien separées les unes des autres et construisez des maisons d'habitations aux alentours ,au milieu des espaces verts, où il y a de l'air et du soleil, pour les ouvriers et les employés de ces usines.

Et n'oubliez pas aussi des routes et des écoles, des dispensaires et des hôpitaux (ou plutôt, ,des cliniques pour tous) des jardins d'enfants et des parcs... etc...etc...!

Et prenez toutes les précautions pour que ces usines ne viennent pas de nouveau polluer la nouvelle atmosphère, les nouvelles eaux et le sol de la campagne environnante. Et laissez, donc, Paris, ainsi débarrassé, respirer un air plus sain, et continuer de regner sur le Monde par son esprit, ses monuments, ses musées, ses bibliothèques, ses savants et ses artistes, ses clochards et ses poètes, ses musiciens et ses peintres, ses robes et ses colifichets, ses théâtres et ses facultés... ainsi que nous le racontent, depuis des lustres, des générations et des générations de journalistes et de plumitifs de tous genres.

BLANQUET

SURPOPULATION ET MISERE EN INDE

(Suite)

Veut-on s'arrêter à examiner les causes de cette fécondation, cela me parait indispensable, si l'on veut en rechercher les remèdes.

D'abord, rendons à la vérité, ce qui lui revient. Ce n'est pas uniquement l'Inde qui se place en tête d'un taux de natalité la plus élevée; d'autres pays la dépassent. C'est ainsi que si l'Inde enregistre le coefficient 43, pour 1941 ,l'Egypte atteint celui de 47 en 1940; la Palestine, celui de 40; Porto Rico 40 en 1942; le Mexique, celui de 42 en 1940.

Dans le «New York Times» déjà cité, on pouvait lire la déclaration du Premier Ministre Nehru:

«M. Nehru s'est deéclaré favorable au contrôle des naissances comme projet de grande envergure destiné à arrêter l'augmentation annuelle de 4 millions de la population du pays, et comme l'une des mesures nécessaires à résoudre la crise alimentaire.» Faisant allusion aux religions, Nehru disait: «Alors que les religions hindoue et musulmane qui prédominent dans ce sub-continent ne prohibitent pas les pratiques de «birth-control», nombre des 362 millions d'habitants du pays s'y opposent par superstition, ou parce qu'ils les croient contraires aux lois naturelles».

Malgré l'ingénieux distinguo entre religion et superstition, il n'en reste pas moins vrai que chez beaucoup d'Indiens, les deux idées se confondent.

Mais sait-on d'autre part qu'en Europe, c'est la Belgique qui présente la plus grande densité de population, soit 750 au mille carré; suivie de la Grande Betagne avec 530, et l'Italie, avec 400. Une remarque s'impose au sujet de la Grande Bretagne: elle parait par certains côtés extraordinaire, puisqu'elle tolère la propagande néomalthusienne, baptisée chez elle de «Birth Control».

Bertrad Russel, dans «Les dernières chances de l'Homme», écrit: «L'Inde comme les Etats-Unis, a sa part de cruels bigots, qui préfèrent la pauvreté, la famine et la guerre, au contrôle des naissances.»

Cette superstition dangereuse pour l'avenir de l'Inde doit être détruite de fond en comble, si l'on veut réaliser une amélioration sensible des niveaux de la vie.

S. Chandrasekhar, dans son étude: «Les problèmes démographiques dans l'Inde et le Pakistan» (p. 8/9) écrit: «C'est l'importance de cette augmentation même qui donne naissance aux problèmes parce qu'elle annule tous les efforts destinés à améliorer le niveau de vie des Indiens, qui de l'avis général est très bas. Tous les efforts tendant à augmenter la production des denrées alimentaires ou des autres ressources, et à développer les facilités existantes de, manière à améliorer la part de chacun des habitants de l'Inde, deviennent donc vains dans une large mesure du fait de l'acroissement de la population. L'amélioration du niveau de vie de l'Inde ne peut donc, dans les circonstances actuelles, se concilier avec l'accroissement constant de sa population.»

Voilà à mon sens, un avis très pertinent, mais...

Il y a pourtant un facteur qui devrait créer un certain équilibre, c'est celui de la mortalité. Citons encore Bertrand Russel, qui dans «Les dernières chances de l'homme», page 53, écrit: «On peut enrayer de deux manières la poussée démographique: en augmentant la mortalité, ou en diminuant la natalité. Les moralistes de la vieille école, nous disent que la première est vertueuse ,la seconde immorale. En vérité l'une implique de grandes et terribles souffrances, l'autre n'en implique aucune.»

Mais pour ce faire il est indispensable qu'existe une liberté, celle de la limitation des naissances qui implique ipso facto, soit un contrôle des naissances, les pratiques du «birth control» et répandre les connaissances requises pour cette limitation, c'est-à-dire les pratiques et produits anti-conceptionnels.

On doit savoir que la mortalité aux Indes est cependant extraordinaire. Pour 1.000 habitants, elle était de 24 en 1931, de 22 en 1940. Il faut de plus tenir compte de ce que bon nombre de décès ne sont pas déclarés.

10 millions d'individus meurent chaque année aux Indes. Et l'inquiétant est que cette mortalité atteint l'enfance dans des proportions troublantes: c'est-à-dire, plus du quart des enfants.

— 50 % des bébés meurent avant l'âge d'un mois, dont 60 % au cours de leur première semaine.

— 49 % meurent à moins de dix ans.

— 200.000 femmes meurent en couches chaque année, soit 235 pour mille.

Et voici l'extraordinaire: une amélioration si légère soit-elle, des conditions sanitaires présentes, sauverait 3 millions d'enfants en bas âge.

De là, résulterait en Inde, une augmentation de population de 5 à 8 millions par an.

— 84 millions d'accroissement de 1921 à 1941; et même accroissement de 1941 à 1951.

Aux Indes, la question ne se discute plus. Le problème démographique doit trouver dans cette limitation des naissances, sa solution pratique. Ni le gouvernement, ni les cultes même, ne s'y opposent, mais le traditionalisme des populations est ancré et fait obstacle à la réforme.

Eclairer les masses indiennes sur les bienfaits de cette pratique, est donc une tâche urgente et indispensable.

Voici ce qu'écrit Chandrasekhar, dans son étude publiée sous les auspices de l'Unesco et éditée en France chez Dunod en 1950:

«Une fois que les fonctionnaires chargés de la santé publique auront commencé à en faire ressortir l'intérêt, l'usage s'en répandra jusque dans les villages les plus isolés. Lorsque les femmes indiennes dûment instruites sauront qu'il existe réellement pour limiter le nombre des naissances, des procédés scientifiques qui répondent à certains de leurs besoins les plus impérieux, quoique inconscients, il deviendra facile de généraliser la pratique de ces procédés.»

(à suivre)

MISE EN GARDE

Depuis quelque temps, à l'occasion des manifestations syndicales, on accole le nom de la C.N.T. française à ceux d'organisations, purement réformistes, ou de personnes n'ayant aucune attache avec elle.

La Commission Administrative Confédérale précise que c'est sans avoir été consultée, en contradiction formelle avec les principes de l'organisation et ses décisions de congrès, que ces abus, contre lesquels elle s'élève, se sont produits.

La C.A.C.

UNE CAVERNE à SAINT-LEU-LA-FORET

Près du cimetière de St Leu, dans un trou plein de fumée et de gaz toxiques, vivent encore des gens, vestiges d'un autre âge.

Chômeur, ne t'y aventure pas; il y a danger pour ta santé physique et morale.

Cette caverne, mal fréquentée, se prétend être une fonderie, dont la raison sociale la «S.F.A.C.A.L.» tend à donner le change, cer c'est une boite sans aucune importance.

La journée de travail y est au minimum de dix heures, sans compter les quarts d'heure suppleémentaires... gratuits!

Pour un effectif de trois ou quatre exploités ,il n'y a pas de lavabos; le droit de s'arrêter pour casser la croûte n'existe pas; malgré les gaz de la fusion du plomb ou du bronze, *le lait est inconnu;* la chaleur aussi, du reste, ainsi que le chauffage du troglodytique réfectoire-vestiaire!

Si vous avez le malheur d'aller trop souvent au petit endroit vous êtes espionné et si vous tombez malade la patronne des lieux n'hésitera pas à prendre sa bagnole pous sillonner les rues de la localité, en quête d'un mouchardage sur votre passé, vos idées et sur vos prétendus droits à la liberté individuelle.

En quittant cet antre, après avoir été copieusement abreuvé d'injures, par la tigresse dont il est question ci-dessus, votre prix horaire aura eu l'occasion d'être sérieusement amputé ce qui donne une idée de l'exploitation de l'homme en cette région où l'esprit syndicaliste a disparu des boites pour faire place à l'abrutissement collectif des individus pour qui plus grand chose ne compte, à part les spectacles sportifs et la réussite du tiercé.

Un passant

Nuestro exilio y los «otros» exilios

SEGUN la historia moderna — en lo que va del presente siglo — el honroso «record» de los destierros políticos lo ostenta ,con orgullo, el pueblo español en lucha constante por la Libertad.

Prueba evidente de que ese Pueblo, al que pertenecemos, no es como los otros.

Los exilios rusos —después de 1905— antizaristas los primeros, el zarista y luego el kerenkista, el italiano y el alemán (demócratas) después no han llegado, conjuntamente a igualar a los ibéricos, ni en número, ni en tenacidad, ya que, exceptuando el exilio compuesto por los hombres de Lenine, Lunarchasky, Zinovief, vencidos sin resistencia, se dislocan y desaparecen en poco tiempo adquiriendo, así, la calificación de «blancos».

Tal vez, para distinguirnos de éstos, a los hoy desterrados de Iberia, se nos tacha de «rojos», pero en fin dejemos esto de lado.

⁂

El primero de nuestros destierros —en masa— lo constituyen, en el Rosellón francés, los revolucionarios catalanes, huídos de la «Terra Mare» a raíz de la Semana Trágica de Barcelona en julio de 1909.

Afortunadamente, estos desterrados pueden regresar libremente a la patria, un año más tarde, merced a la agitación Peninsular y universal, contra el gobierno Maura-Cierva que había asesinado, entre otros hombres del pueblo, a Francisco Ferrer y Guardia.

⁂

Al exilio catalán siguen, con pasmosa regularidad ,otros exilios entre ellos el de 1917, como consecuencia de la huelga general revolucionaria de agosto de dicho año.

Este, también breve destierro nuestro, se confunde con el portugués, impuesto anteriormente por la dictadura de Carmona y continuado, ¡hasta nuestros días!, por la de Oliveira Salazar.

El ejemplar exilio lusitano — el más largo, terrible y casi ignorado de todos los del siglo XX— es el único cuyos miembros han muerto o sido exterminados casi todos, a partir de los asesinatos de Cabo Verde.

⁂

La «etapa» Primo Riverista (1923-29) bautizada al principio, con el nombre chungón de «Dicta-blanda», se endurece, gradualmente, al extremo de devenir inaguantable; hecho que nos fuerza — una vez más — al abandono de nuestra tierra.

⁂

Pocos meses más tarde de haber sido derribado el dictador Jerezano, el pueblo de España — magnífico y tremendo — sin que una sola gota de sangre lo mancille, destruye la monarquía y proclama la República en abril de 1931.

El régimen republicano, en vez de afirmar su poderío, de origen indiscutiblemente popular, chalanea con sus adversarios y, como consecuencia fatal, se entroniza en España lo que dimos en llamar «el bienio negro», presidido por Lerroux-Gil Robles.

⁂

Contra un tal gobierno reaccionario, se alzan unánimes los trabajadores de la región asturiana.

No menos de ciento cincuenta mil de ellos — los muertos están fuera de esta lista — van a la cárcel o al destierro (octubre 1934) pero no por mucho tiempo; porque nuestro pueblo, otra vez victorioso, vuelve a abrir, de par en par, las puertas de los presidios y las fronteras, el 16 de febrero de 1936.

⁂

Exactamente cinco meses después, los elementos derrotados, con el ejército a la cabeza, se insubordinan contra la «legalidad» republicana y, en acuerdo con toda la reacción de la Península, con los gobiernos de Alemia, Portugal e Italia y con el consentimiento de las democracias le declaran la guerra al pueblo español, el 18 de julio. Pero este pueblo nuestro, bien que inerme, responde al ataque y, por primera vez en la historia del mundo, vence, en pocas horas, al ejército de la Nación (?) en las tres cuartas partes del país.

La guerra civil española y nuestra Gran revolución, terminan «oficialmente» ,por decreto de las autoridades (?) fascistas, el primer día de abril de 1939.

⁂

Con motivo de la derrota republicana, más de medio millón de españoles — la flor y nata del pensamiento, de las artes y del trabajo creador — se ven de nuevo obligados a tomar los caminos del destierro. ¡Y qué destierro! Va a hacer de esto veintitrés años.

⁂

A partir de aquel momento, el mundo no ha conocido, ni conocerá ya más de dos exilios políticos concretos: el republicano, democrático, socialista y libertario — representando a pueblos enteros — y el fascista, que no puede representar otra cosa que el ancestro de esta sociedad moribunda.

⁂

Dicho esto — que se pasa de todo comentario — el exilio republicano español no ha pretendido nunca que los gobiernos democráticos, que un día nos dieron asilo, nos consideren a nosotros mejores y más honestos que a los fascistas. Ello sería tanto como pedir peras al olmo. Lo que sí queremos es que no se confunda a las personas decentes con las que no lo son, porque, entre el sujeto liberticida, vago profesional, enemigo del pueblo y el hombre trabajador, que aspira al bien y a la fraternidad de todos los seres de la especie humana, la diferencia es demasiado patente.

Sin embargo, los «expertos» juristas —los de Iberia y los de fuera— cuando son llamados a discernir sobre este problema de los exilios políticos, nos meten a todos en el mismo saco.

La formulación que al respecto se hacen dichos señores es la siguiente: « Entre elementos voluntariamente exilados en un país cualquiera — digamos España — en donde viven a cuerpo de rey, solicitamente atendidos por sus compadres de la Península Ibérica — y los desterrados forzosos de dicho territorio, en otros países de la Tierra, no puede existir distinción alguna, por estimar — los «expertos» — que ambos núcleos conspiran contra los regímenes que les son adversos.»

«Por esta y otras razones supremas, ambos exilios, el fascista y su contrincante deben ser medidos con el mismo rasero», etc.

¡Ah! Si al menos fuese así, la justicia «política» demostraría que sabe distinguir entre lo que tiene de legítimo un régimen constitucional elegido por la voluntad expresa de una gran mayoría de la población y el carácter — ilegítimo — de un sistema de gobierno impuesto a un pueblo — el de España — por la fuerza de las armas «nacionales» y extranjeras.

Y hecho este distingo, según las reglas de la misma justicia «legal», los dos exilios en presencia serían tratados en razón de lo que uno y otro son y representan, por sus alcances humanos. Pero — «à quoi bon?» — si el purismo de los «expertos juristas»...

⁂

Vengamos ahora a nuestro exilio actual, tan traído y llevado por propios y extraños.

Y no para pasar factura a nadie, porque los exilados de España que aún quedamos con vida carecemos de autoridad suficiente para ello.

Pero esto puede hacerse en nombre de nuestros muertos — los novecientos enterrados en Narvik, los dos mil que también murieron «lors» de la liberación de París y del Mediodía francés — y muchos más en la Europa entera — y sin contar los ocho mil y pico de compañeros españoles arrojados vivos en los hornos crematorios de la Alemania nazi.

¿Y qué más aún?

⁂

En resumen: Al exilio republicano español se le pueden reprochar bastantes «fallas», a saber: Se sacrificó por la liberación de todos los pueblos — más que por la misma del pueblo a que se debe — en la creencia de que los liberados con nuestra ayuda nos ayudarían — a su vez — a liberar del fascismo a la Península Ibérica.

Según Kaminsky los exilios, mirados de lejos, son más ejemplares que si se los contempla de cerca.

Pues bien: nuestro exilio, se mire como se mire, y pese a lo que pueda separar a sus componentes, les une a todos la virtud de haber durado. Y más aún: la de ser «buenos chicos» — por cierto muy neutrales — al «égard» de las leyes de asilo políticas.

El más grande de los reproches que se nos hacen, es el de querer continuar existiendo, contra viento y marea, seguros de que nada, ni nadie, podrá impedir esta continuación gloriosa, honra y prez de cualquier exilio que se estime, tal el nuestro.

He ahí nuestra decisión inquebrantable.

M. BUENACASA

Conferencia de Peñalver en Grenoble

ANTE todo, debo hacer una aclaración sobre el origen del comunismo estatal y de cierto partido político totalitario. El comunismo estatal nació después del triunfo de la revolución rusa, en 1917. Los socialistas de la doctrina de Carlos Marx, triunfantes a título de Partido Bolchevique (mayoritario), sin ideología exacta, tienen en cuenta que la primera Internacional, en su Congreso de Ginebra (1873), había recomendado el sindicalismo revolucionario y la implantación del Comunismo libre por mediación de la acción directa de los trabajadores, y que la segunda internacional fue de principios socialistas estatales. Para obtener la confianza de los trabajadores del mundo entero, inclinados por la primera o la segunda Internacional ,bautizaron, pomposamente, el partido bolchevique de partido comunista. Los obreros rusos triunfantes, el partido mayoritario (bolchevique) proclama el socialismo y el comunismo confusamente, *realizando* a la vez los objetivos de ambas internacionales (anarcosindicalismo-libertario y socialismo de Estado) engañando en suma al obrerismo mundial y a militantes del socialismo. El bolchevismo implantó la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, pasando a gobernar dictatorialmente, pretensión comunista para obtener mejor la confianza de los trabajadores rusos influenciados por el acratismo debido a la propaganda y la acción económica que los anarquistas habían llevado a cabo en la revolución y por la implantación de colectividades libres en las provincias ukranianas. Los usurpadores de la palabra Comunismo, gobiernan en nombre de socialismo - comunismo - republicanismo, constituyendo hoy la fuerza draconiana de partido totalitario dictatorial.

Hemos visto que en Rusia no existen comunismo ni socialismo, sí no una forma de gobierno absolutista que niega al ciudadano que no se somete a sus leyes draconianas, el derecho a la vida. Que existen las mismas diferencias de clase que en los países capitalistas. Los obreros son pagados según su rendimiento. (El comunismo verdad establece «Dar al común lo que puedes según tu capacidad de trabajo y tomar del común lo que necesites para vivir. Todos debemos hacer un trabajo de utilidad para la comunidad y comprender que mi libertad termina donde empieza la tuya.»)

En consecuencia, las internacionales obreras tomaron posición ante la usurpación de sus ideologías. Socialismo y Comunismo Libertario declaran que el régimen que se había implantado en Rusia era de dictadura y que nada tenía que ver con el programa de sus internacionales. Ante esta toma de posición, los rusos constituyen la II Internacional.

El comunismo no existe en Rusia más que de nombre; pero los Estados capitalistas han tenido y tienen mucho interés en proclamar que los comunistas son los que han implantado la más feroz dictadura en Rusia y el terror en los países que los rusos han dominado y controlan por el empleo de la violencia, que niegan al hombre hasta el derecho a la vida si opina contrario a su sistema social político totalitario. Esta propaganda la hacen con la intención que el comunismo libertario sea desheredado por los trabajadores y los intelectuales liberales como ideología de redención de la humanidad. Franco ha sido primer actor en esta propaganda, diciendo al pueblo de España y a los países capitalistas que en la revolución de España fueron los comunistas los que expropiaron a los patronos y colectivizaron las industrias y los campos. Y como fuimos los comunistas libertarios los que expropiamos y colectivizamos, los falangistas han suprimido intencionalmente a los libertarios, aceptando como entidad social de izquierda sólo al bolchevismo. Por eso los americanos y también franceses no comunistas, nos tratan a todos los refugiados de rojos comunistas.

Hecha esta aclaración y afirmando que no existe ninguna ideología auténticamente social llamable comunismo de Estado, entramos de lleno a tratar lo que separa el supuesto comunismo estatal del anarquismo.

El anarquismo es una ideología eminentemente humanitaria y racionalista. Considera que la criatura humana, al nacer ,tiene todos los derechos al disfrute de lo necesario para vivir y que nadie nace con más privilegios que otro. El anarquismo da al hombre la autodeterminación propia ,en todos los actos de su vida. Le deja que piense y que compare las cosas y las determinaciones de los otros, determinándose libremente según su experiencia.

El comunismo de Estado niega la libertad de determinación del individuo. Le elimina como ser pensante y le prohibe toda libre expresión. El partido, el gobierno, piensa y determina por él lo que le conviene, le ordena lo que debe hacer. El ciudadano es una máquina que debe repetir automáticamente, todo lo que el comité imperante dicta. En comunismo ruso, el hombre no es dueño ni de su pensamiento. Sus ideas personales, si no están de acuerdo con los preceptos y determinaciones del Partido, no puede expresarlas sin peligro de ser perseguido, injuriado, encarcelado, deportado o fusilado. Si le conviene al Partido tienes que creer en su dios o en su diablo. La educación de la infancia ,en las escuelas de los Estados comunistas es sometida al programa del Partido a semejanza de los Estados católicos. Enseñan al niño y más tarde al hombre a creer y aceptar sin análisis, ciegamente, lo dictado por el Partido. Y sobre todo deben convertirse en delatores de sus mismos compañeros de clase, diciendo al maestro, todos los días, lo que han oído de malo contra el Partido, en la calle, en el espectáculo, en el corro, y en casa de sus padres. El obrero es educado en la creencia de que en los países comunistas se vive mejor, económicamente, y más libres que en los países capitalistas. Les han dicho que somos sometidos a inhumana explotación, pero ellos lo están a régimen de esclavitud feudal. No tienen derecho a protestar ni a faltar al trabajo sin ser condenados severamente. No pueden cambiar de trabajo porque todo centro de producción es propiedad del Estado. Continúa —el conferenciante— haciendo una exposición clara y con ejemplos, datos y pruebas, de la vida en los países llamados comunistas y asegura: Los obreros en la patria del proletariado son recompensados según rendimiento a destajo ,con unas monedas equivalentes a un superesfuerzo diario ,exactamente igual que en los países capitalistas. Es el ruso un capitalismo sin capitalistas, con un solo capitalista: el Estado, o Partido Comunista.

El comunismo autoritario da al hombre según personal rendimiento, el anarquismo según las necesidades físicas y morales del individuo. El comunismo niega al hombre el derecho a la iniciativa; el anarquismo acepta e incita al hombre a que aporte su ingenio al común y exponga en la asamblea con vistas al mejoramiento cabal de la comunidad.

El comunismo niega el libre cambio de trabajo a los obreros, y el anarquismo lo acepta y lo cree conveniente, de tiempo en tiempo, porque el ser humano necesita, para su naturaleza, variación de labores y a veces de clima.

El comunismo establece clases entre los mismos obreros de una fábrica; el encargado, el conductor de trabajo, el jefe del personal, mas los simples manuales hasta 27 categorías. Remedo de la organización capitalista. El anarquismo dice que todos tenemos iguales derechos y necesidades. El dinero es abolido y todos estamos obligados a hacer trabajo útil para la sociedad, tomando luego del común mediante justificación de una ocupación utilitaria.

El comunismo mantiene el Estado, establece la dictadura del Partido y gobierna al pueblo con opresión y tiranía. El anarquismo elimina al Estado por inútil, reduce el Poder a las iniciativas y acuerdos de las asambleas abiertas, de barrios, pueblos y ciudades, solas leyes que se aceptan hasta que en otra asamblea se rectifican.

El comunismo encarga el Ministerio de la Agricultura a un camarada minero, el de la Educación Nacional al camarada pastelero, el de la Medicina a un abogado y la presidencia del Gobierno al secretario del Partido.

El anarquismo deja la dirección del trabajo agrario al Sindicato y el control nacional a la Federación Nacional de Campesinos, y la dirección técnica a los ingenieros agrónomos; la Instrucción Pública al Sindicato de Maestros y Profesores; la Sanidad al Sindicato de Enfermeros, Farmacéuticos y médicos. La Educación Nacional del alumno es controlada por maestros y parientes, dirigiendo al estudiante hacia la universidad del saber que sus aptitudes y preferencias aconsejan.

El comunismo crea una nueva clase de ricos — los burócratas — con todos los privilegios que tienen los privilegiados en los países capitalistas. El anarquismo elimina todos los privilegios personales que se obtienen con la riqueza colectiva y da a todos los hombres iguales derechos y deberes.

Y termina el compañero Peñalver diciendo: El comunismo de Estado es la noche eterna en la conciencia de la humanidad. El anarquismo es aurora radiante, sol que ilumina todas las conciencias en marcha hacia la felicidad eterno y total de la humanidad. — *Corresponsal.*

Noticiario

EL ACCIDENTE DE MOREDA

OVIEDO. — De los tres mineros sepultados en la mina « Porvenir », uno — Pedro Avelino Díaz Santerves — ha podido ser salvado tras seis días de esfuerzos, durante los cuales se alimentó con cortezas de madera.

INDUSTRIA HOSTELERA

MADRID. — Convocados por la Imperancia sindical - falangista los presidentes (otros tales) de la hostelería de cada provincia, se han reunido en la sede nacionalsindicalista para estudiar el «reajuste de precios»; y sabido es que reajuste en términos falangistas equivale a aumento.

ACCIDENTE DEL TRABAJO

LUGO. — Estando en la confesión de sus muchos pecados en el convento franciscano, al cura José Fraga Alonso le sobrevino un síncope que lo dejó yerto a los pies de su confesor.

LA «FIESTA» DECLINA

ALBACETE. — En una conferencia de tipo nacional un crítico taurófilo de la Radio y la Tele, ha dicho que la fiesta taurina ha de ser abaratada para no ser más un espectáculo de minorías económicamente poderosas. Viene la queja por el escaso público que concurre a las corridas de toros en proporción al que asiste a los espectáculos futbolísticos.

NI MODO

TARRAGONA. — A la altura del collado de Lilla, algo peligroso para el tránsito, fue instalado un botiquín en cofre de auxilio. El mismo no ha durado tres días. Unos cafres se apropiaron del contenido sanitario del mismo.

NUEVO ARGELES-SUR-MER

SEVILLA. — Por orden del gobierno se está levantando una ciudad ligera para 10.000 habitantes con destino a los damnificados de la última riada.

ESPECTACULO DESGRACIADO

SEVILLA. — Una caravana con ropa vieja recogida en toda España con destino a los damnificados del Tamarguillo estaba entrando en esta capital entre una multitud de aplaudidores situados a ambos lados de la carretera. De pronto una avioneta del «ABC» acudida para informar encomiásticamente para el régimen de esa «jornada de la miseria», se abatió sobre el puente matando a 25 manifestantes y dejando a otros tantos malamente heridos. Los dos tripulantes del aparato murieron igualmente.

RETIRO TOTAL

SAN SEBASTIAN. — Don José María Ayanz de Mencos y Rebolledo de Palafox, conde de Arcos, marqués de Lazán y de Cañizar, duque de Zaragoza y no sabemos si alguna otra cosa más, ha fallecido a la histórica edad de 85 años. Intervino en calidad de esquirol en todas las huelgas ferroviarias de España actuando de maquinista. Ahora cobraba el retiro para la vejez debido a sus innumerables traiciones a los trabajadores.

CALEFACCION GENERAL

TARRASA. — Por causas fortuitas han ardido dos industrias: La «Electra Industrial S.A.», carretera de Castellar, y «Productos Sanitarios Textiles», Puerta Nueva, 34. Hay un obrero herido.

ALIMAÑAS Y JABALIES

MADRID. — Siguen llegando noticias de Lugo acusando en la provincia la presencia de numerosas camadas de lobos. Una loba cazada pesó 70 kilos. En cambio en la provincia de Soria lo que abunda son los jabalíes. En Rebollar, pueblo faldero de la Sierra de Urbión, una pieza de esas cobrada alcanzó el peso extraordinario de 130 kilos.

HEROE DE GUARDARROPIA

JEREZ DE LA FRONTERA. — Al titulado coronel Arturo Paz Varela le han plantado otra medalla en el pecho a cuenta de heroísmos de durante la guerra. Mandó una formación falangista que causó estragos en la retaguardia. En Jerez funciona un comité de homenajes a Paz Varela para organizarle uno cada dos o tres meses.

PRIMERA HORNADA

BARCELONA. — La primera promoción de técnicos de la industria de curtidos de la Escuela nacional del ramo instalada en Igualada, ha sido aprobada. Con dicho motivo los neo-técnicos pielerinos han organizado una fiesta para allegarse fondos con que regresar a sus lugares de procedencia.

GRACIAS POR LA EXPLICACION

Según el ministro del Trabajo, la existencia de E.N.S.I.D.E.S.A. «significa el comienzo de la lucha por parte del Estado para lograr la independencia comercial y la salida al exterior.»

SIGNO DE LOS TIEMPOS

Un periódico de Palma de Mallorca ha publicado este anuncio: «Sirvienta necesita señora inglesa. Sueldo 3.500 pesetas mensuales más comida y alojamiento».

Communiqués

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9e)

TELEPHONE : TRUdaine 78-64

PERMANENCE Au siège, tous les jours, sauf dimanche et lundi de 14 à 18 heures.

Adresser la correspondance au siège

Très important : Tout envoi recommandé, chargé, ainsi que les mandats devront être adressés au nom de l'un des responsables confédéraux. Les objets de cet ordre ne pouvant être retirés de la poste si l'adresse du destinataire ne mentionne que la raison sociale C.N.T. et, dans ce cas, feront retour à l'expéditeur.

Trésorier confédéral : Serge DUMONT
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 18.313-68, Paris
Rédaction, Administration et Trésorerie du
« COMBAT-SYNDICALISTE »: Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne, PARIS (9e) — C.C.P. 3724-37, Paris

DEUXIEME UNION REGIONALE
Adresser la correspondance au siège confédéral

REUNIONS GENERALES TOUS LES TROISIEMES DIMANCHES DU MOIS

UNION LOCALE DE PUTEAUX ET NANTERRE
Assemblée générale le 1er dimanche de chaque mois, à 10 heures, Bourse du Travail de Puteaux, 21, rue Roque-de-Filliol.

UNION LOCALE DE VERSAILLES
Adresser la correspondance au camarade H. Besnier, 2, impasse Nungesser et Coli à Versailles.

SIXIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE NARBONNE
Réunion tous les jeudis à 21 heures, au Secrétariat, Bourse du Travail.

TREIZIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LILLE
13, rue du Molinel, Lille
Permanence tous les samedis de 19 à 20 h. 30
Assemblée générale le 2ème samedi de chaque mois, à 18 heures

DIX-SEPTIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 à 19 heures, et tous les dimanches de 10 à 12 heures, à la rue St-Jean, n° 60, LYON (5e)

UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE
Dans l'attente d'une salle à la Bourse du Travail, nos réunions ont lieu à l'Amicale laïque, et les permanences sont tenues tous les samedis à 19 heures, 24, rue Rouget-de-l'Isle, St-Etienne.
Pour tous renseignements, écrire aux secrétaires, les camarades Morel et Jouve, 41, rue des Passementiers, St-Etienne (Loire).

DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE
UNION LOCALE DE MARSEILLE
Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1er arrondissement).

LE COMBAT SYNDICALISTE
ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

La cuestión de las torturas

BRUSELAS (OPE). — «Le Peuple» publica un extenso artículo que comienza diciendo: «Se tortura en España. Desde el País Vasco hasta Cataluña, desde Andalucía hasta Galicia. Se tortura cuando han transcurrido veintidós años de la guerra civil.»

El articulista comenta con amplitud el trato dado últimamente a los vascos que fueron conducidos a Madrid y «la parodia de juicio» que se utilizó para condenar a algunos de ellos. Después se refiere a los obreros detenidos en Cataluña, algunos de los cuales tuvieron que ser hospitalizados.

«Estas torturas — sigue diciendo — no son más que la repetición de otras que se infligen regularmente a todos los que tratan simplemente de defender los derechos humanos más elementales; han sido denunciadas en varias ocasiones por los intelectuales y también por miembros del clero. lismo libre.

«La carta a los obispos, firmada por 339 sacerdotes vascos, constituía un resumen de todas las torturas que los Sindicatos Libres han dado a conocer en todo el mundo y a los organismos competentes de la ONU.

»En el mismo momento en que los detenidos vascos, de los que antes hemos hablado, eran objeto de tortura, un sacerdote de Tolosa tuvo la valentía de denunciar tales hechos en su sermón dominical, haciendo con mucha exactitud el proceso de un régimen que niega todas las libertades fundamentales y que no puede sobrevivir más que apoyándose en la tortura y en la supresión de todos los derechos humanos. Y no hay que decir que el citado sacerdote ha sido destituído de todas sus funciones.

»Los aldeanos de Andalucía, los jóvenes obreros y los jóvenes estudiantes de Madrid son también víctimas de torturas. En Madrid, en los sótanos tristemente célebres de la Dirección General de Seguridad, han maltratado, hasta provocar un ataque de hemoptisis a un estudiante demócrata, hijo de un coronel del Ejército cuya oficina se encuentra dos pisos más arriba.»

El articulista termina dando cuenta de que estudiantes y obreros tratan de reorganizar Sindicatos inspirados en los principios del sindicalismo libre, y recuerda la campaña de protesta que viene llevando a cabo la Confederación Internacional de Sindicatos Libres.

Juegos de tendencia en Madrid

PARIS, «La Tribune des Nations» publica la siguiente crónica de su corresponsal particular en Madrid:

Transcurrida una semana de la huelga de Beasain, los elementos oficiales parecen reaccionar y pasar a la contraofensiva. Y es precisamente la resonancia que en otras localidades ha tenido el movimiento reivindicatorio lo que ha determinado la conducta del gobierno y de los sindicatos oficiales. Como es costumbre, los periódicos no habían dicho ni una palabra de lo de Beasain y de Villafranca, pero una semana más tarde la Organización Sindical Falangista de Guipúzcoa ha hecho publicar una nota para denunciar «una táctica deliberada con un fin político separándose de todos los objetivos puramente profesionales.» Y a continuación se ha interpretado la ya bien conocida tonadilla de «las actividades subversivas.»

En Madrid, personas cercanas a los medios de la Información se esfuerzan en desmentir el efecto producido en el exterior por los despachos de Agencias. Y, por no separarse de una línea de conducta que es ya tradicional, se carga la responsabilidad a «los comunistas y a algunos sacerdotes vascos» y se trata, por todos los medios de quitar importancia a lo de Beasain. Por su parte, los directivos nacionales de la Organización sindical se esfuerzan en demostrar que los asalariados pueden muy bien obtener satisfacción en sus peticiones por vía de los contratos colectivos que se están discutiendo y que han sido ya firmados en numerosas empresas. Los neo-falangistas quisieran aprovechar el trance afirmando que están en sus puestos para la defensa de los trabajadores, pero que una acción que desbordase el cauce legal serviría de pretexto a los militares para intentar un golpe de fuerza.

Sin embargo, en numerosos círculos sindicalistas se preguntan en qué podría agravar la situación un sedicente golpe de fuerza militar, mientras ciertos grupos de la oposición rechazan la clasificación arbitraria de los grupos gubernamentales en «derechas» e «izquierdas» como quisieran hacerlo el señor Solís y sus amigos. A juicio de estos grupos de oposición, un golpe monárquico no podría catalogarse a la derecho de la situación actual.

Desde ahora puede ya afirmarse que esa derecha gubernamental es la que resuelve: los tribunales de Barcelona han dictado duras sentencias contra trabajadores acusados de «comunismo», y, mientras tanto, los editores de prensa no se privan de aplaudir la condena a veinte años del ingeniero vasco señor Albizu y las dictadas contra sus amigos; y todo ello para apoyar de manera un poco demagógica los argumentos de la acusación.

La propaganda oficial, bien por vía directa o practicada por persona interpuesta, intenta hacer una amalgama entre la oposición de extrema izquierda y los católicos, sin dejar de incluir a los sacerdotes. Esto podría favorecer una reactivación del anticlericalismo falangista sin que por ello abandonara su anticomunismo de siempre. Pero no parece que esta clase de propaganda consiga mucha audiencia en la opinión pública, muy escéptica respecto de los falangistas que desde hace veintitrés años vienen apoyando a todos los gobiernos del régimen.

Cierto que el gobierno no tiene motivos para temer ,en un futuro cercano, un violento estallido de descontento de los trabajadores de los cuales una parte está bastante «despolitizada», pero precisamente por ello, trata de atar corto ciertas manifestaciones bastante visibles de descontento. Sería preciso también que consiguiese calmar el malestar creciente que se observa entre el campesinado de Andalucía y de Extremadura para poder estar más seguro respecto a un porvenir más lejano.

C. N. T. Española

TOMBOLA BENEFICA DE LA AGRUPACION TARRASENSE
(Obsequios por orden de numeración.)

6185, 3151, 5893, 1342, 6.161, 1925, 4272, 3534, 4949, 5609, 2610, 2131, 1160, 3213, 816, 4848, 2902, 4566, 2231, 4772, 5203, 2523, 4454, 3155, 4524, 4123, 5974, 3066, 5037, 3672, 1940, 4053, 4550, 6099, 1048, 3448, 602, 340, 3289, 4460, 2168, 1324, 2889, 5251, 2974, 1237, 5451, 6034, 3297, 1351, 4890, 5297, 5152, 3474.

ADMINISTRATIVA

Moreno, Bernardino: Recibido giro 1.000 francos. Tienes pagado hasta 30-7-62.

PARADERO

De Contancio Ferre, de Badalona (de las Nueve Casas). Pregunta por él un familiar. Sea el mismo interesado o el que pueda dar noticias, diríjase a: Sebastián Solé, 3 Place du Château, Montpellier (Hérault) que transmitirá.

F. L. DE TOURS

Convoca a todos los compañeros de nuestra localidad, a la asamblea general el domingo día 7 de enero de 1962 a las 9,30 en el lugar de costumbre. Esperamos la puntual asistencia de todos los compañeros que se preocupan de la buena marcha de nuestra Organización.

— C R O N I C A —
DE UN REVOLUCIONARIO
Con trazos de la vida de
FERMIN SALVOCHEA
Precio: 2,80 NF. en esta Adminis.

¡CUBA!

AL MOVIMIENTO LIBERTARIO INTERNACIONAL
A LOS HOMBRES DE BUENA VOLUNTAD

JOSE ACENA

El compañero José Acena es un viejo militante libertario, empleado de la Cerveceria «La Polar» y Profesor del Instituto de la Vibora desde hace muchos años. En la etapa de la dictadura batistiana fue un firme opositor al régimen, militando activamente en el Movimiento Revolucionario 26 de julio, en el cual desempeñó el cargo de tesorero de la Coordinación provincial de La Habana. Estuvo detenido varias veces en el fatídico Servicio de Inteligencia Militar y en el buró de Investigaciones, siendo bárbaramente torturado en una de ellas. Al caer el régimen de Batista se entregó totalmente a las tareas revolucionarias, tanto en lo politico como en lo sindical, hasta que el nuevo régimen comenzó a inclinarse hacia métodos totalitarios y comunistas incompatibles con su proyección ideológica. Esto lo llevó a romper con el Movimiento 26 de Julio y con el régimen llamado revolucionario, expresándole personalmente a Fidel Castro sus discrepancias ideológicas por el rumbo que se le estaba imprimiendo a la revolución. A partir de ese momento fue estrechamente vigilado por los cuerpos policiacos, hasta que aproximadamente hace cuatro meses, fue incomunicado y sujeto a una investigación acuciosa de todas sus actividades. En estos instantes sólo sabemos que el compañero José Acena se encuentra detenido en los calabozos del G-2 o Policia Política, situados en el local que ese organismo represivo ocupa en la Quinta Avenida esquina a la calle 14 en Miramar. Hasta ahora no habíamos informado sobre este caso, porque los compañeros de Cuba opinaban que la investigación sería rápida y que el compañero Acena sería puesto en libertad en pocos días. Como esto no ha sido así y la suerte de Acena cada vez nos luce más enigmática, hemos tomado la decisión de comunicar los hechos al Movimiento Internacional, al margen de nuestros compañeros del interior de Cuba, pero con ganas de que al compañero Acena se le haga justicia liberándolo inmediatamente.

LUIS MIGUEL LINSUAIN

La situación de este compañero sigue siendo indecisa, pues si bien los cargos que se le hacen actualmente no son tan graves como los que se le hacian al principio de su detención, aun sigue preso. Los últimos informes sobre él, decían que seria juzgado hace aproximadamente siete u ocho semanas, bajo la simple acusación de haber concurrido a una reunión clandestina de «contrarrevolucionarios», pero no tenemos noticias sobre el juicio ni la supuesta condena.

SANDALIO TORRES

Este es un compañero simpatizante con nuestras ideas, originariamente campesino y actualmente obrero de la construcción ,que se encontraba laborando en obras del gobierno al ser detenido, hace aproximadamente dos meses. Este compañero también luchó contra Batista en su pueblo y al triunfar la revolución y tomar ésta un carácter totalitario comunista, comenzó a expresar sus discrepancias en su centro de trabajo. Con este motivo fue amonestado varias veces por los miembros del Comité de Vigilancia y los funcionarios sindicales del régimen, hasta culminar todas estas amenazas en la detención de nuestro compañero. En los instantes de ser detenido fue trasladado a la cárcel de Pinar del Rio, donde ha sido sometido varias veces a la salvaje tortura del fusilamiento simulado, para obligarlo a aceptar las acusaciones que se le hacen. El compañero Sandalio hasta ahora no ha sido «quebrado», aunque se encuentra en un estado nervioso muy tenso. Es necesario realizar una campaña internacional a favor de este compañero, denunciando las torturas mentales de que es objeto y exigiendo al régimen fidelo-comunista su libertad inmediata.

⁂

Hasta aquí nuestros comunicantes. Por nuestra parte rogamos sea reemprendida la campaña de comunicados a Fidel Castro y a las embajadas de Cuba solicitando la libertad de los compañeros José Acena, Luis Miguel Linsuain y Sandalio Torres. — *La Redacción de «Le C. S.».*

«Mosaicos Españoles»

Fin de Año y Año Nuevo en la Sala Susset la noche del 31-1, 1961-1962, con: NITOX et MARGUERITE, J. JACKSON, Trío MATEO, Alain ALAN, María LICITRA, Michel RICHARD, Gloria MORENO, Elie VALERIE, Les Trois HORACES, Carlos MENDIA y Cora CRISTEL. Baile toda la noche con la orquesta NITOX.

Solidaridad consecuente

LA otra noche me desperté más pronto que de costumbre y ya no logré volverme a dormir. ¿Sabéis por qué? Pues porque no pude apartar de la memoria lo que había leído el día anterior, a saber: Que hecho el reparto de la suscripción, que con tanto tesón emprendió el periódico «SOLIDARIDAD», a los 27 beneficiarios, a razón de seis mil fr. y correspondiente al mes de noviembre, quedó un *déficit* de cuatro mil Fr.

¿Es que hemos olvidado ya a nuestros viejos? Yo no lo creo. Lo que pasa es que algunos compañeros, ateniéndose a la decisión del pasado Congreso, que acordó destinar 25 Fr. íntegros para nuestros ancianos e inválidos, suponen ya innecesario mantener la suscripción en su favor.

Mas no debe olvidarse que por diversas razones, ese acuerdo no será verdaderamente efectivo antes de varios meses, que una buena parte de afiliados no comenzaremos a cotizar con arreglo al aumento general acordado antes de enero de 1962. Así pues, se plantea un dilema: o continuamos alimentando la suscripción voluntaria o nuestros viejos sufrirán las consabidas y dolorosas consecuencias mientras el S. I. no se halle en condiciones debidas para cumplir el cometido que el Congreso le encargó.

Por otra parte, cabe hacer algunos números o cálculos y así acaso nos hagamos todos un más exacto cargo del problema. Yo no sé si el Congreso ya lo tuvo en cuenta. Vamos a partir de la base de que cotizando ocho mil afiliados, a razón de 25 Fr., ello va a dar un ingreso mensual de 200.000 Fr. Actualmente hay por lo visto 27 beneficiarios, que a razón de seis mil cada uno, suma la cantidad de 162.000 Fr. Esa cantidad de seis mil Fr. no es nada exagerada, pero aun manteniéndola, a pocos más ancianos o inválidos que se agreguen, en cuanto el número de éstos llegue a 33, entradas y salidas se nivelarán automáticamente. Todo eso como se ve, en el mejor de los casos. Pero supongamos ahora que en lugar de ocho mil compañeros, sólo coticemos normalmente seis mil. Entonces sólo podrían beneficiarse 25. Eso, repito, sin pensar en aumentar la cantidad que vienen recibiendo, que nada tiene de exorbitante.

De lo que se deduce que será necesario seguir animando la suscripción en «LE COMBAT» en favor de nuestros queridos viejos y enfermos, manera de que éstos sientan que la Solidaridad es y seguirá siendo efectiva, algo consustancial entre nosotros los libertarios.

Estamos ya en pleno invierno y el rigor del mismo no dejará de sentirse, ya que «el frío no se lo comen las ratas»; hemos de pasarlo de la forma que sea. Yo me atrevo a hacer la siguiente sugerencia: que cada compañero ,cada familia cuya situación y voluntad —sobre todo voluntad— así se lo indique, aporte 500 Fr. Si a la llamada acudimos dos mil compañeros (¿y por qué no?) se recaudará así un millón de Fr., lo que permitirá a la Comisión encargada de ello de contar con la posibilidad de atender a los actuales beneficiarios, entre tanto los ingresos por el aumento de cuota anteriormente mencionado, da el resultado necesario. Y si todo fuera como en el mejor de los casos, aumentar la lista de ayudados y la cantidad mensual asignada.

En esta época del año en que tantos esfuerzos acostumbran a hacerse siguiendo viejas y por lo visto imperecederas costumbres, ¿es mucho pedir 5 NF. en favor de quienes tan merecido lo tienen? Que cada cual se ponga la mano en el corazón y estoy seguro que responderá afirmativamente con su óbolo.

Consecuentes y solidarios, compañeros y simpatizantes sin excepción; como siempre y en toda circunstancia lo fuimos.

ROYAN

★ CHISPAS ★

Monjuich pasa de los militares a la jurisdicción civil. En período supramilitar precisamente.

No tenemos disculpa.

⁂

La República fue militarista a través de Azaña, repúblico de abolengo castrense por lazos de familia.

«No me toquéis la Marina», que dijo un ministro de la idem.

«No me toquéis los castillos», que determinó, sin decir, la matrona republicana.

Fue así como el de Montjuich pudo quedar a la disposición de los fusiladores del pueblo después del drama de febrero de 1939.

⁂

Montjuich, lugar de orgías de sangre, tiene ya la virtud de disgustar a sus mismos orgiásticos señores. En el mismo foso donde fusilaron a los anarquistas de 1894 y 1896 y a las cinco víctimas de Maura, Cierva, y A-13 en 1909 (Baró, Malet, Hoyos, García, Ferrer Guardia), perecieron una centena de fascistas en 1936-38.

Lo cual da rezo, y meditación sobre la relatividad de los poderes terrenales.

⁂

Y soltaron, los milicos, el castillo, para que lo recogiera el Municipio y se lo conservara intacto.

Es poco, pero la República y la Revolución hicieron menos.

⁂

Bien intencionados quisimos que en la cúspide de la montaña judía se colocara un faro altísimo para guía de barcos y luz de libertad extensiva emanando de la libertarísima ciudad de Barcelona.

No hubo caso, no hicieron caso.

⁂

Ahora el castillo maldito va a ser museo de artefactos militares, como fue prisión de hombres, bestias y objetos represaliados.

⁂

En 1936 debimos mostrar a la faz del mundo el tétrico calabozo Cero, lugar de atroces torturas y antesala de muerte de anarquistas, página la más típica de las que ilustran la Historia de la España Negra. Y no lo hicimos...

⁂

Actualmente el Ayuntamiento barcelonés (es un decir) medita: ¿Jardín, parque de atracciones, oratorio en la corona de la montaña? En primer lugar el castillo-museo, feísimo, estorba; en segundo, Barracópolis, que acogota el Monte en sus laderas cual anillo de lepra; en tercero, el cementerio en la vertiente Este, sin duda el más cadavérico de España.

Con todo esto a la vista, compónganme el lugar más actrativo de Barcelona.

⁂

¡Montaña condenada que no recobrarás tu natural belleza en tanto los hombres te contaminen con sus terribles fealdades!

CHISPERO

DEL MOMENTO

Dictaduras y dictadores

CON el sanguinario y criminal sádico Trujillo, son ya dos los grandes dictadores de la era atómica deshauciados, desalojados de sus tumbas. Stalin, considerado al cabo de ocho años de muerto como un gran criminal en Rusia, lo han cambiado de domicilio; no merecía, por sus crímenes, permanecer en el mausoleo al lado de Lenin. A Trujillo lo sacaron también a escondidas, por sorpresa y de esa manera transportado a París, en avión, donde al fin autorizaron su inhumación en el cementerio du Père Lachaise, ignoramos si con carácter provisional o definitivo.

Cualquiera les hubiera hecho creer a ambos durante su «reinado» indiscutible, que iban a ser traídos y llevados de esa manera. Para que vayan aprendiendo los actuales. Lo extraño en cuanto al Leónidas, es que no lo recibiera su compinche Franco, ya que tan entrañables amigos habían sido siempre. Quien sabe si ve venir la ola. O acaso le negó entrada teniendo en cuenta que, pronto hará veinte siglos, cierto personaje bíblico dicen que resucitó. Figúrense, de repetirse, lo que hubiera representado para el dictador español el que otro pudiera hacerle sombra...

El reinado de los dictadores, todos sin entrañas ,escrúpulos ni compasión alguna, se va nublando. Perón y Batista van de un lado para otro; pronto habrán de seguir el mismo camino los restantes. Los que en nombre de la iglesia católica, apostólica y romana tienen maniatada a Iberia, no escaparán a la regla. A menos mueran de un susto antes. Quienes al otro lado del telón de acero se consideran invulnerables, también. Ya los pueblos sometidos a hierro y fuego como el tan castigado de la isla de Santo Domingo, comienzan a romper las cadenas que inmóviles los tenían sujetos. Y no se conforman con medias tintas, como ya comienzan a no conformarse los que habiendo barrido al Batistismo, han confiado más de la cuenta en el barbudo, que huyendo del avaro yanqui, fué a parar a manos del «K» ruso que lo esperaba con los brazos abiertos. Aquel a quien alcanzan las zarpas del oso bolchevique, difícilmente logra desprenderse de ellas, si no es comenzando de nuevo con otra revolución más definitiva y exenta de toda política.

Los reyes fueron unos tras otros pasando de moda y sólo quedan los adaptados a la democracia liberal-capitalista. Cada época trae su afán. La actual se va volviendo irremediablemente contra el poder personal, que denigra e inferioriza a los pueblos que lo soportan.

España, Portugal, todos los pueblos sometidos y subyugados van camino de liberarse; pacífica o revolucionariamente, ya no sabe otro dilema.

Julián Floristán

ANDRE RESPAUD: «SOCIOLOGIE FEDERALISTE LIBERTAIRE»

«Manual claro y reciso del pensamiento federalista y libertario. Las doctrinas de Proudhon, Godwin, Han Ryner, Bakunin, Kropotkin, Nietzscche, Guyau y demás grandes pensadores netamente definidas.»

3,75 NF. en esta Administración.

C.N.T. Española

F. L. DE LA CLAYETTE
Chauffailles (Saône et Loire)

Hace pública esta nota con el fin de que todos los españoles que han participado en la suscripción Pro Presos abierta en esta localidad, puedan ver que la cantidad de 8.000 francos que nos ha sido entregada, fue enviada sin pérdida de tiempo.

Este gesto de solidaridad tiene que ser un orgullo para todos los españoles, ya que con esto contribuímos a ayudar a nuestros hermanos que sufren en las cárceles y presidios de España. El deber se impone a que todos estemos unidos en el frente de la solidaridad y no olvidemos un solo momento a los que todo lo dieron por la libertad y el bienestar del pueblo español. Nosotros, que gozamos de la libertad que el pueblo francés nos ofrece, podemos hacer mucho más de lo que hacemos por liberar de la miseria la tierra que nos vió nacer. Damos fin a esta nota, seguros de que en el futuro la palabra solidaridad no será vana en los círculos españoles de Chauffailles, ya que todos nos debemos sentir dispuestos a continuar ayudando, y a ser posible hacer más extensa la obra solidaria. — *El Comité Local.*

DISCO

ANTAÑO, cuando a uno lo calificaban o se calificaba de anarquista, los creyentes se persignaban, los pacíficos temblaban y la policía se ponía en movimiento. En total, un hombre se dirigía al trabajo, a casa o al sindicato. Si registro mediaba, el resultado se cifraba en unos libros, un periódico y una piña inartefacta, es decir, de pino.

Una vez Mir de Mahón quiso justificar los desvelos del terrorismo policíaco introduciendo en nuestros humildes hogares un libro infernal titulado «Dinamita... cerebral», plagado de fórmulas literariamente explosivas firmadas Ramiro de Maeztu, Azorín, D'Annunzio y otros tales. Semejantes hallazgos a los Tressols, Martorell, Bravo Portillo y demás sabuesos del orden más desordenado de los órdenes ordenados y mandados, les dejó la mar de confusos.

Era típica la escena del «¡Alto! ¿Qué trae usted debajo de la blusa?» —«Vean ustedes: unos zapatos».

Creemos haber usado, en otra ocasión, de la cuarteta de Gomeri el menor, ilustrada en «El Titella» de Juan Usón:

Muixoni, no el destorbeu
que està seguint una pista,
ha sentit un pet molt fort
i ara cerca l'anarquista.

Naturalmente, ello ambientado por un excusado inmediato al pie del cual maliciaba el inspector la proximidad del terrorista.

Escenas estas que por su lejanía huelen a moho estando, como estamos, en la era de la «nouvelle blague». Los papeles se han cambiado y frente a los excesos «explosivicos» e incivicos de los elementos de «orden social» y «paz eterna par las familias legalmente constituídas», los estampíricos de antaño nos sentimos defraudados por la pérdida de prestigio experimentada.

Aunque a decir verdad la dinamita que con más ahinco estallábamos era la de Mir de Mahón con la que causábamos estragos en las copiosas filas del enemigo.

Cuando un interlocutor se nos oponía resignado a resistir nuestras descargas y estampidos se encontraba con una lógica nueva en la cual jamás había soñado. Tan humanos, igualitarios y cerriles pacifistas nos manifestábamos; tanta lógica cristiana superada derrochábamos, que el contrincante abandonaba el campo confuso y derrotado, no con la cabeza partida o el cuerpo fragmentado, sino pulverizado en su saber y sus creencias. Tan medrado había quedado que en adelante no se nos opondría, no por miedo a nuestros zapatos escondidos debajo la blusa, sino por susto a nuestras dinamiteras convicciones.

Hoy, vencidos y derrengados a causa de la guerra de España con todos los descensos que la misma ha conllevado, ya no se nos discute, ya no se nos tiene en cuenta. Con la agravante de que los del «orden social» de antaño son los terroristas verdad de ogaño.

¿Y si volviéramos a la dinamita cerebral de Mir de Mahón, queridos compañeros? Serán manías, si así se quiere; pero a mí esta tremenda carga de verdades se me antoja más potente que las deflagraciones nucleares de nuestros infelices días.

DISCOBOLO

«VENCEREIS, PERO NO CONVENCEREIS»

MADRID. (OPE). — El rector de la Facultad de Letras de la Universidad Central ha prohibido la celebración de una ceremonia organizada por los estudiantes en memoria de don Miguel de Unamuno, fallecido repentinamente en Salamanca hace veinticinco años.

Días antes de su muerte, Unamuno había sido destituido de su cargo de rector a consecuencia de un incidente público con el general Millán Astray, durante la conmemoración de la Fiesta de la Raza en la que el general gritó «¡Muera la inteligencia!» y el filósofo dijo a los militares: «Venceréis, pero no convenceréis».

Servicio de librería

15 por 100 de descuento a las Federaciones Locales. Téngase en cuenta que, para todos los envíos, los gastos corren a cargo de los interesados

OBRAS PARA REGALO

Colección «Destino,» bella presentación, encuadernación tela.
11 *NF. el volumen*
Azorín, «Cavilar y contar».
Emily Bronte, «Cumbres borrascosas.
José Pla, «Viaje en autobús».
Príncipe Bismarck, «Cartas a mi novia y esposa».
Milli Dandolo, «La fugitiva».
Walter Scott, «La novia de Lammermoor».
José Pla, « Humor honesto y vago ».
Joseph Conrad, «El hermano de la costa».
Thomas Raucat, «La honorable jira campestre».
Manuel Brunet, «El maravilloso desembarco de los griegos en Ampurias».
A. P. Chejov, «El desafío».
Guillermo Díaz Plaja, «El engaño a los ojos».
Richard Hughes, «Huracán en Jamaica».
William Thackeray, «Aventuras de Barry Lyndon».
Frang Thiess, «Angélica».
Charles Dickens, «El doctor Marigold».
Theodor Fontane, «El secreto de Effi Briest».
Virginia Woolf, «Flush».
Azorín, «La isla sin aurora».
Paul Morand, «El difunto señor duque».
José Pla, «El pintor Joaquín Mir».
José María Junoy, «Las cuatro estaciones».
Joseph Conrad, «Freya, la de las siete islas».
Ignacio Agustí, «Mariona Rebull».
Andrés Maurois, «Bernardo Quesnay».
Joseph Peyré, «Presa de las sombras».
Carmen Laforet, «Nada».
José María Alvarez Blázquez, «En el pueblo hay caras nuevas».
Ignacio Agustí, «El viudo Rius».
José Pla, «La huida del tiempo».
Sándor Márai, «A la luz de los candelabros».
Juan Maragall, «Los vivos y los muertos».
L. N. Tolstoi, «La felicidad conyugal».
Andrés Maurois, «Meipe».
Eulalia Galvarriato, «Cinco sombras».
Arthur Kœstler, «El cero y el infinito».
Miguel Delibes, «La sombra del ciprés es alargada».
Manuel Pombo Angulo, «Hospital general».
F. L. Green, «Larga es la noche».
Rosa María Cajal, «Juan Risco».
Robert Henriques, «El capitán Smith y Compañía».
Ana María Matute, «Los Abel».
Theodor Plevier, «Stalingrado».
José Pla, «Viaje a pie».
Sebastián Juan Arbó, «Sobre las piedras grises».
Manuel Mur Oti, «La sombra y el sol».
Sebastián Juan Arbó, « Tino Costa».
Miguel Delibes, «Aún es de día».
Ettore Vanni, «Yo, comunista en Rusia».
José Suárez Carreño, «Las últimas horas».
Enrique Nácher, «Buhardilla».
Carlos Martínez Barbeito, «Las pasiones artificiales».
Otto Skorzeny, «Misiones secretas».
Margaret Kennedy, «Cuenta Nueva».
Miguel Delibes, «El camino».
Elena Quiroga, « Viento del Norte».
J. B. Priestley, «Londres los separa».
Ricardo Fernández de la Reguera, «Cuando voy a morir».
Eric Williams, «El caballo de madera».
Sándor Márai, «Música en Florencia».
Camino José Cela, «La familia de Pascual Duarte».
Carmen Laforet, «La isla y los demonios».
Giros y pedidos a Roque Llop, 24, rue Sainte Marthe, Paris (X). CCP 13507 56

SOLIDARIDAD OBRERA
SUPLEMENTO LITERARIO

Sumario del número 96

Fernando Valera: «Una velada con los poetas árabes».
J. D.: «Poemas de Eugen Relgis».
José Viadiu: «Capa de Colores».
Eduardo Zamacois: «Desde Buenos Aires y toda «gente bien».
Juan d'Agramunt: «Mosaico».
Volga Marcos: «Hiroshima, enciclopedia de la muerte».
Edgar Avila Echazú: «La creación de la pedagogía boliviana de Franz Tamayo».
Richard Hediger: «Actualidad agrícola. Compuestos fertilizantes. Los preparados del método biodinámico».
Liberto Sarrau: «Soteras, pintor concreto» (Arte y artistas).
R. Saint-Hélier: «José Haydn». (Familiaridad con los músicos).
Ismael Viadiu Ródenas: «Con ritmo de Rock and roll» (poesía).
Avenir Rosell: «Las penetraciones idiomáticas».
A. Pingarrón Hernández: «La introversión y la extraversión de España».
M. E. Saltikof Shedrin: «De cómo un campesino sustentó a dos generales».
Angel Samblancat: «Frasco pinturlúrico».
«La Escena», «La Pantalla», «Mesa Revuelta», «Noticiario», notas, fragmentos y las ilustraciones de costumbre.

No olvides compañero que este Suplemento es un crédito y un instrumento de cultura tuyo.

BESANA (novela del Exilio)

JUPITER

Se lo trajeron en octubre, cuando las hojas de los árboles, castigadas por los azotes de la naturaleza, habían quedado entumecidas como lenguas moribundas y los primeros vientos helados las despegaban de sus tallos y las arrastraban con macabros remolinos, hacia todos los caminos. Mr. Bernard fue a Les Tilleuls y trajo al solitario joven unos kilos de patatas y un perrito de los cuatro meteonatos que parió la perra, por cuyo acontecimiento le pusieron el nombre de Júpiter.

El gozquejo tenía malas referencias en lo concerniente a sus utilidades: No sabía guardar ovejas, era miedoso y ladraba todo el día y gran parte de la noche. Defectos que Ariel se los corregiría y haría que guardase los ladridos no más que para vigilar el huerto.

Así, satisfecho de aquella compañía diminuta, fue amaestrándolo con paciencia de padre bueno, sin conseguir guardar su diminuto huerto, que le robaban las hortalizas maduras y le desquejaban por mala fe y xenofobia las que empezaban a despuntar.

En qué desesperación le ponían: ¿cómo aguantar más tiempo en Francia, donde se humillaba groseramente a los extranjeros? ¿Cómo aguantar más disgustos, él, honrado trabajador, sincero, noble y poseedor de un idea de justicia y amor?

Un día, los niños de la escuela le dijeron que habían visto entrar a su huerto al viejo Fildefer. En efecto, fue al huerto que Júpiter no sabía vigilar y apercibió el trozo causado para extraer dos simples cebollas. Ariel cogió dos cartuchos de dinamita y marchó apresuradamente a la zahurda del viejo picapedrero (oficio que ejercía a ratos), abrió la puerta sin llamar, le quitó las dos cebollas que aún tenía encima de la mesa sobrecargada de ñaques y le dijo: «La próxima vez que me falte del huerto el más insignificante rábano, te hago volar con casa y todo».

Fildefer, un holgazán de marca, alto y seco, como sarmiento nudoso, revolvía unas patatas en las cenizas del fogón, masculló algunas palabras patuas en dialecto provenzal y se encogió de hombros, ocultando como viejo lobo, los más sombríos pensamientos. Al regresar a Les Tilleuls encontró a Irma en el trivio, la cual se empeñó en hablarle sobre la salud de Júpiter y el brillo de las cazuelas.

— ¿Por qué te burlas de mí? — replicó Ariel —. Abusas de tu hermosura, sabes arrebatar corazones inexpertos, pero el mío está bien sujeto.

— Pecaire de drôle — añadía la niña en provenzal. ¿Tienes miedo de mí? ¿Me tomas por una diablesa?

— Te tomo por una niña, y no quiero que te vean hablar conmigo. ¿Qué diría la gente de aquí siempre propensa a criticar a los extranjeros?

— Vale más — prosiguió Irma — que hables a la vieja española de Septfonds con 32 años encima y madre de un muchacho de 12 primaveras.

— ¿A ti qué te importa? — arguyó con severidad. Al fin y al cabo ¿para qué encolerizarse si todos sabéis mi vida mejor que la vuestra? No me ha gustado nunca contar calamidades, prefiero contemplar la hermosura campestre y tú tomas parte de esta rústica belleza. Perdona que ta hable así, Irma; hay un complejo entre la española de Septfonds y la pastorcita de Servanac. Ella es el hogar sin amor, y tú me pareces como un amor sin esperanzas de hogar.

La Moza miraba el rostro sin afeitar del español; apercibía sus facciones rígidas y nobles curtidas por los rigores del tiempo y las calamidades del penoso vivir. Los ojos negros de serena mirada que enuncian un alma sencilla y generosa capaz de amar con pureza y lealtad.

— ¿Sabes Ariel? — prosiguió — no soy tan joven como te crees. A simple vista parece que me río de las personas, porque soy alegre, pero sé pensar en cosas serias y distinguir las cualidades y defectos de los hombres.

Ariel comprendió que las palabras expresadas por Irma con hilaridad o sensatez podían alcanzar serias interpretaciones y consideró más prudente atajarlas con discreción y continuar su camino, considerando a Irma — que marchó enojada — como blanco capullito de abril, lleno de espinas. Divina utopía, de sus pensamientos enmarañados. Marchó a su vivienda de ermitaño, torturado por continuas divagaciones y reprochándose de no saber apurar la poca juventud que le quedaba.

Los días que precedieron procuró eludirse de ella. Al llegar a su hogar solitario seguido de Júpiter, que le tenía siempre pegado a las piernas, no le quedaban fuerzas ni para cocinar su condumio y comía zanahorias crudas con pan seco y bebía agua del pozo. A su perro le daba pan y leche cuajada que encontraba por las masías. Así se iba a dormir tendiéndose dolorido en el lecho como despojo palpitante.

La musa de los sueños le liberaba del presidio sin muros, y del vivir incierto. Los horizontes se despejaban de las tormentas del pasado, quedando una vida nítida y alegre. La República Española liberada de sus cadenas, llamaba del exilio a sus hijos amados. Los titanes que la defendieron afluían de los cuatro puntos cardinales, llenos de gloria, recibidos por una lluvia de pétalos de rosa.

Ariel llevaba como trofeo una rica colección de dibujos y pinturas, encontraba una mujer inteligente que le admiraba, formaba un hogar tenía hijos y nietos para contarles toda una continuación de calamidades odiseicas.

Ariel, santo y noble Ariel, duerme tus sueños de lirio, en el silencio tenebroso de tu humilde recinto, que Júpiter, celoso guardián de tu casa, dormita bajo los muebles de tu lecho.

IRMA

Era un domingo de octubre, a las nueve de la mañana del tibio sol otoñal.

Los lugareños estaban en la iglesia ,oyendo misa.

Ariel cosía milagrosamente un largo desgarre del pantalón, cuando vió por la ventana a la pastorcita acariciando la cabeza de Júpiter que saltaba en torno de ella, retozón y cariñoso.

El mozo al verla escondió el viejo pantalón y sus enredados hilos y sacó sus acuarelas, que puso sobre la mesa con algunos pinceles y un cuadro inacabado.

Abrió la puerta y la llamó pronunciando su nombre con emoción: ¡Irma!

Ella vino hacia él:

— ¿Qué haces Ariel?

— Entra y verás mi casita — le respondió con dulzura.

Irma se estremeció al entrar por primera vez en aquella casa donde vivía un hombre solo, tímido al parecer, pero audaz cuando se trataba de tener a su merced una caperucita ingenua, curiosa y enamorada; — al menos así lo creía Ariel — que cerró la puerta para verter toda una retórica elocuente de ingeniosos pensamientos. ¡Ah, pobrecilla inocente, si hubiera adivinado lo que cabalgaba por la imaginación de aquel mozo viejo! El hombre tiene un temperamento híbrido: es ángel y demonio al mismo tiempo. Irma tenía tento miedo, que no miró las acuarelas que él había extendido sobre la mesa.

— ¿Por qué me temes? — dijo Ariel —. Hace poco te dije que eras una niña y te aprecio como un padre. En la vida no todo es vivir como los animales. No todo es trabajar en la cantera, y como puedes ver soy dibujante y pintor. La Naturaleza es tan sublime, que mi placer es copiarla tal como mis ojos la ven y como mi alma la siente.

Irma se sentó ante la mesa admirada de aquellos cuadros que contemplaba en plena confianza. Ariel se puso a su lado; le explicaba sus obras, al mismo tiempo que le acariciaba con mano trémula los finísimos cabellos, rubios y brillantes como el oro pulido.

— ¿No me temes ahora? — le susurró.

— ¿Por qué he de temerte Ariel, si te quiero desde el primer día que descubrí tus sentimientos? Todo Servanac te aprecia porque eres honrado.

Ariel replicó:

— Honrado, honrado... He aquí una frase que debiéramos saber emplear. Si supieran ellos de mis sufrimientos.

Irma cariñosa:

— Ya saben que pasas hambre y que trabajas mucho. La cantera es muy ingrata; lo sé porque antes que tú ha habido otros que no han querido continuar.

Ariel:

— ¿Qué sabes tú de mis inquietudes? ¿Qué sabéis vosotros de mis sufrimientos? Yo sufro no por el hambre ni por el trabajo, que me importan poco. Sufro de tu adolescencia; no sabes muy bien lo que ocurre en mi corazón, por eso juegas con las ruinas de mi existencia arrastrada y miserable.

Irma respondió:

— ¿Por qué me hablas así?

— ¿Por qué te hablo así? — continuó Ariel. Es inútil que te lo diga. Mis palabras no las puedes comprender a tu edad; si tuvieras 20 años ahora mismo te diría que eres toda mi vida, que te amo con toda la fuerza de mi ser y que ese amor no lo puede borrar más que la muerte.

Irma se levantó muy triste y marchó hacia la puerta:

— Si soy tan joven como dices, ¿por qué me haces entrar? Te haces el humilde y cada vez que me hablas no sabes decir otra palabra. Pues te voy a decir que soy mujer desde los trece años.

Abrió la puerta y marchó.

— ¡ Irma, amada mía ! ¡ Vuelve cuando quieras ! Seremos amigos. No te humillaré más. Por ti convertiré Les Tilleuls en un palacio. Plantaré rosas alrededor. Haré... Inútiles palabras... — sollozaba —. No volverá más. Júpiter también quedó triste como su amo.

(Seguirá) **VOLGA MARCOS**

C.N.T A.I.T Le combat SYNDICALISTE

B.D.I.C

LE COMBAT SYNDICALISTE

PAGINAS EN IDIOMA ESPAÑOL

Abonnements : 1 an
Version française ..... 5 NF.
Version franco-espagnole .... 20 NF.

Redaction et Administration
Raymond FAUCHOIS
39, rue de la Tour d'Auvergne
Paris (9e) C C P 3724-37 Paris

APUROS

COMO es sabido, los dictadores de Portugal y de España tienen firmado un llamado Pacto Ibérico, sedicentemente para impedir el desarrollo del comunismo en la Península, efectivamente para mantener el cuadro salazarista - franquista contra una fatal reacción de los pueblos que ambos poderes reaccionarios esclavizan.

Cuando las derechas españolas se sublevaron contra la República de nuestro país, Salazar demostró haberse puesto, de antemano, de acuerdo con los cabecillas del 18 de Julio. Las guardias portuguesas detuvieron y entregaron a las fuerzas insurgentes a los republicanos gallegos que penetraron en Portugal para escapar a la venganza de los « triunfales »; e incluso en el rio Miño, en Tuy, los guardias fronteros de Salazar pudieron darse el monstruoso placer de tirar al bulto sobre desdichados republicanos que venían peleando en derrota desde Vigo. La crueldad de los dictadores no tiene límite.

Pese a la codicia de la España integrista sobre el territorio luso, las relaciones entre Lisboa y El Pardo son cordiales por necesidad. Y si algo disonante se manifiesta tras cortina, le cabe al Vaticano el deber de acordarlo.

Asi el Pacto Ibérico marcha a toda máquina. Portugal apoyó a la España franquista en la ONU, y desde el Consejo de Seguridad precisamente. Cuando a Salazar un puñado de osados enemigos le escamoteó el paquebot «Santa Maria», el Pacto Ibérico se manifestó cabal por parte de España con el envío del buque «Canarias», haciendo lado al crucero portugués «Albuquerque» despachado en misión de captura del inofensivo « Santa Maria ». Este recaló en puerto brasileño evitando a la escuadra «pactíbera» escribir una página de heroísmo ful añadible a las fulerías consumadas por la solemne vaciedad de los gobiernos dictatoriales de Lisboa y «El Pardo».

Merced al Pacto Ibérico fueron dos — como puede verse — las potencias que hollaron las aguas del Atlántico en plan de terror de los mares. Anteriormente Salazar no pudo ofrecer otra cosa a Franco que el pésame por el obligado abandono de las posesiones españolas de Marruecos. Simpatía declamatoria que el dictador de España le ha devuelto al portugués con motivo de apuros pasados en Angola. Recientemente, a raíz de la pérdida de Gao, el Pacto Ibérico se ha producido en nuevas — pero olímpicas — exclamaciones patriótico-literarias.

De esta guisa observamos lo que en Iberia y extensiones coloniales ocurre sin ánimo de alegrarnos por el drama que nuestras « pactíberas » dictaduras alientan, pues de tales tragicomedias sólo resultan víctimas entre las cuales no se cuentan los máximos comediantes. Pero un desastre político ocurrible a Salazar determinando la restauración de la democracia lusitana, nos pone a 28 millones de españoles en situación de euforia por el costado extremo occidental que el franquismo perdería. Y si a este previsto desquiciamiento del poder fascista portugués se añadiera el punto de mira democrático de la frontera pirenaica, no cabe duda de que el poder totalitario de las derechas españolas se vería extraordinariamente comprometido.

Ante esta afirmación — gozosa de suyo — opiniones extranjeras podrían censurarnos esa propensión a confiar el cambio de política del país a circunstancias exteriores en lugar de provocarlas con esfuerzo propio. Con ser esta observación verdadera, tal verdad lleva 25 años de retraso. La insurrección militar-falangista del 18 de julio de 1936 se efectivizó merced a la ayuda directa en dinero, armamentos y soldados facilitada por Portugal, Alemania e Italia. El desarrollo de la guerra fue mantenido activamente por el fascismo y el derechismo internacionales y por la declaración de No Intervención favorable a Burgos formulada y mantenida por las naciones democráticas. De suerte que si nadie de fuera hubiese apoyado a los facciosos españoles el pueblo hubiese batido a los insurrectos en Burgos, Salamanca, Zaragoza, Sevilla, La Coruña, etc., de la misma manera que los batió, aplastantemente, en Barcelona, Madrid y Gijón.

Si la internacional del mal acuerdo terminó por abatir al pueblo español en vidas y esperanzas, es lógico que los españoles en desacuerdo con Franco y sus protectores especulemos con las desgracias que una tras otra van reduciendo el poder de los firmantes del Pacto Ibérico.

Suerte que los pueblos portugués y español se vean pronto liberados por y para la buena circunstancia.

(De « CNT » de España)

Meditaciones sobre la marcha

CONSIDERO yo, que a los niños se les debe habituar a que tomen una victoriosa actitud respecto a la vida. Durante el período de la educación escolar se les debe infundir la idea de que están destinados a ser algo en el mundo, sobre todo en lo que se relaciona con todos aquellos problemas que tienden a la valorización de las ideas manumisoras y de redención humana, y, que su primera y principal hazaña para cimentar su porvenir en la vida ha de ser el vencimiento de sí mismo y el de las condiciones adversas.

Pena da oír a un joven cuyo corazón debiera rebosar de esperanzas y promesas, manifestar dudas y recelos respecto a su porvenir. Oirle hablar de su probable fracaso, parece algo así como una traición contra su propia existencia. Porque la juventud es por sí misma una victoria, una promesa, una esperanza. Un joven que habla de fracasos y desengaños es tan contra-natura como si la belleza hablara de fealdad, la salud de enfermedades y la perfección de imperfecciones. No oiríamos hablar ya más de quiebras ni fracasos si a los niños se les educara en este triunfante concepto de la vida.

Si la multitud de fracasados, vencidos e inadaptados que, como piezas dislocadas, entorpecen el funcionamiento de la máquina social, pudiesen asimilarse esta victoriosa y triunfante idea de la vida, si pudieran tener siquiera un vislumbre de las posibilidades que hallarían al asumir esta victoriosa actitud, seguramente que se revestirían con los espléndidos ropajes de su humana filiación y no volverían a envilecerse con los harapos de la indigencia moral.

Pero la mayor parte ,en vez de mejorar su condición y librarse de la sofocante atmósfera que los envuelve, la vician más todavía con su hábito y se hunden hasta la nuca en la ciénaga de sus propias acciones. Por doquiera vemos gentes miserables y quejumbrosas que de todo refunfuñan y se lamentan, diciendo que no vale la pena de vivir y bien se puede renunciar al bollo por no recibir el coscorrón, pues el mundo es el juego del ganapierde.

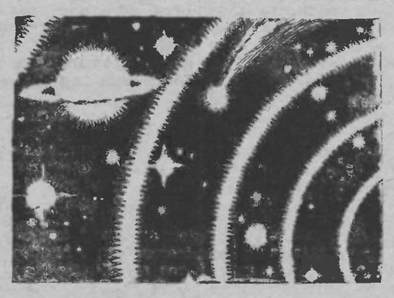
Se comete un grave error cuando se le da crédito a siniestras y pesimistas voces. La vida no es el juego del ganapierde. Es siempre un juego de segura ganancia cuando debidamente se juega. Los culpables de la pérdida son los jugadores. La mayor dificultad con que tropezaron todos los fracasados consiste en que tuvieron mal principio. No se les enseñó durante la niñez y la juventud que habían de proyectar primero en la mente lo que quisieran obtener en la vida.

Lo que el hombre hace manualmente es secundario y no principal. Lo importante es lo que hace con su cerebro. Este es el punto de partida de toda obra. Muchos no saben cómo opera la mente, y así atienden tan sólo al trabajo de sus manos no confían en el auxilio ajeno. Creemos de mayor importancia lo que está fuera de nosotros, sin advertir que en nuestro interior rebulle el abundantísimo manantial de la vida y que en nosotros mismos late la creadora potencia que mueve los mundos.

A veces parece como si el polvo de la dificultad encubriera el camino a nuestros ojos y la niebla del desaliento detuviera nuestros pasos; pero siempre podemos insistir y persistir en nuestro propósito, aunque por de pronto no veamos los medios de realizarlo. Nuestro verdadero objetivo, nuestra verdadera finalidad « ácrata » consiste en vencer las dificultades, en disipar la niebla con esperanza de que al fin nos deje ver el sol, pues si volvemos la espalda encontraremos con toda seguridad el desastre.

Cuando el capitán de un buque tropieza en su rumbo con un escollo a causa de la niebla, su única salvación está en la brújula que le señala el perdido rumbo en medio de la obscuridad. Así también, cuando conturbados por las contrariedades nos oculte el camino la niebla del desaliento, hemos de sobreponernos al infortunio y recurrir como salvadora brújula a la victoriosa actitud respecto de todas las cosas de la vida.

Pérez Guzmán



¡Astronauta!

(Para Liliana Echevarría — joven poetisa chilena —, al acabar de leer su libro «De mi huerto en sombras», en el que se cuenta la íntima tragedia de sus ojos sin luz...)

Cuando tus alas de metal remonten
las nubes y los astros; cuando se abran
en el milagro azul
y ya la Tierra, apenas perceptible,
sea un punto en el caos infinito,
quiero pedirte, amigo,
que cortes para mí un rayo de sol...

Nada me importa tu carrera loca,
tu ansia de espacios ni tu sed de estrellas:
esa fantástica embriaguez de mundos
que de pronto ha eclipsado la razón.
Nada me importe, amigo, si tus sueños
son de paz o de guerra. Sólo quiero
que cortes para mí un rayo de sol...

Los insignes magnates de la tierra
te pedirán planetas, mundos; alas
nuevas para el poder
en su estúpido afán de predominio.
Yo... — ¡eterno cazador
de rutas imposibles! — quiero, amigo,
que cortes para mi un rayo de sol...

Una blanca estrellita
de luz íntima, suave; ¡una cascada
milagrosa de luz.
para la noche bruja de unos ojos!
Ella es mujer, es joven y... ¡es poeta!
Nada importa, amigo, que yo esté llorando.
¡Ay! Corta para mí un rayo de sol...)

Cuando tus alas de aluminio se abran
en los jardines mágicos de lo inconmensurable,
¡no busques mundos nuevos, astronauta!
Corta en el cielo un ramo de ilusión
para su «Huerto en sombras»
que yo lo regaré con rocío de besos.
— ¡Ay! Corta para mí un rayo de sol,

... ¡para encender sus ojos apagados!
¡No busques mundos! ¿Para qué queremos
más mundos que este mundo sin timón?
Tráenos luces, sueños,
sonrisas...;
cataratas
de luz y de ilusión...

Y manos sabias de ángeles que enciendan
la maravilla dulce de sus ojos.
Ella es mujer, es joven y... ¡es poeta!
— (No importa, amigo, que yo esté llorando...)
Cuando pases por ese
loco jardín de estrellas, ¡ay! acuérdate
y corta para mí un rayo de sol...

C. VEGA ALVAREZ

El cazador cazado

Francisco Franco Bahamonde ha ido de caza y ha resultado cazado. El fusil le ha estallado en las manos quemándole varios dedos de la ganzúa izquierda.

Cazador accidentado, lo han operado de primera intención en el Hospital del Arma de Aviación, y según noticias lo operarán de nuevo para extraerle fragmentos de guante de entre la carne.

Como se ve ,esto es materia simple para la crónica de sucesos. Mas, tratándose de un personaje no muy querido, es obligado que la gente suponga la existencia de un atentado en vez de una ocurrencia fortuita apta para ciudadanos desconocidos.

Nosotros, personas de excelente buena fe, creemos en la versión dada por el Gobierno: el general Franco tuvo un accidente cazando perdices. El fusil sufrió avería y le estalló en las manos. En resultado, el arma estaba mal verificada y no quisiéramos estar en la piel del maestro armero ,el cual no dejará de ser inquisitoriado por la policía para hacerle confesar posibles complicidades con la «escuela terrorista de Tolosa».

A un cualquiera le ocurre un banal accidente, y Prensa y emisoras no se ocupan del mismo. Trátase —como ahora— de un personaje no excesivamente querido, y todos los sistemas publicitarios lanzan ondas y papel al vuelo.

En nuestro plan de humildad nadie nos desea un tifus, un cólera, un cáncer ni una tisis galopante; ni que diez toneladas de piedra nos caigan encima.

Franco y cuantos políticamente se le parezcan, no pueden decir lo mismo.

Neocantata de Kant

por Angel SAMBLANCAT

EN el trabón de cuentas, que en 1794 se produjo entre el guiñol y carrousel del Estado prusiano, y el trascendentalista postulador de la razón pura, Immanuel Kant, se repite el duelo a muerte de Sócrates con la reacción atenaica de su tiempo, enemiga de la mathesis, cultura o Hagia Sophia.

La batalla helénica la perdió el feo de los feos de la Episteme, por la «speciósior» y magnitudinario de su alma, que mantuvo con imperterritez su mayéutica, y dió la vida por la verdad y por la libertad en exponerla a calle obvia. ¡Fenomenal fenomenólogo!

En la agarrada de Kant con Federico Guillermo II no llegó al río la sangre, porque el literarca nouménico y aprioristico se comió las orejas y se rajó, haciendo la agachadiza. ¡No era jaliscense!

Gracias a su retobonería gansurrona, conservó la cátedra de Metafísica y Lógica, que con la debida «venia legendi», aunque con honorarios de palafrenero y pianista de café cantante, desempeñaba en Kœnigsberg; y predicando desde la cual coronó los 80 años de soltero y virgen; fabricando actipos (ricos tipos) contra arquetipos; cojas y malas copias del oráculo de Delfos, que todos aspiraban a ser, pontificando como sibilas desde el trípode.

Kant fue metido en el brete de elegir entre ser un luminar de la cloaca y un amaestrador de monas, un docena de señoritos, de cachorros y cotorras de la burguesía, a los que tenía que enseñar la profesión paterna de saltimbanquis y a pasar elegánticamente por el aro.

Y optó por lo más gurruminico, aunque de mayor ingloria. Era hijo de un sastre o camisero de mulas. Y le había costado los grandes sudores llegar a ser profesor y Herr de claustro; para quedarse por puertas y a mitad del camino, alforja o bizaza al hombro.

Había dado lecciones como preceptor particular a sobrinos de cura y a hijos mancados de conde, que le ponían ratas en el bolsillo y se lo llenaban de merengue y de engrudo, hasta de pez. Y le horrorizaba el pensar que podían volver los tiempos de la juventud, en que no tenía novia, porque carecía de dinero para llevar maritornes a los títeres, y convidarlas a cigarrillos y a la chocolatería.

Así y todo, se atrevió aún en su didáctica, con Dios; que no había hecho toda su vida más que apedrearlo desde las nubes; declarando que es un quidam inexperimentable y anempírico, y que de «la cosa en sí» nada sabemos; y que la Biblia no es menos folletinesca y barrumbante que los Vedas, el Zendavesta y el Corán del Maromo.

La ortodoxia ventrilocuente y eructivoma, puso el grito de su estómago donde Gagarin. Lo tachó de maniqueo y «arreano», de racionalista y anarcoide. Y lo acusó ante el rey de estar empollando en la Universidad jacobinos y subversionarios regicidas a la francesa.

El monarca, soñando hallar clubs hasta en la sopa; temblando por la vaciedad de su testa; viéndose ya dar el capucete en el trono, como Luis XVI; le escribió al taurodonte, de su puño y letra reales ,una carta que le redactaron; y en la que poco más o menos le decía:

«Me llega a los ventalles de la cara, que abusando del chusco o mendrugo de cuartel que te tiro, me intoxicas a la mocedad; me la duermes con las pernicies barbitúricas o doctrinarias de la ilustración y su aventurerismo en el quimerar; adiestrándola con tus «Críticas» en la heurística funesta del raciocinio y la manía «cuistre» de la rumia.

»Te prevengo que en mis caballerizas no quiero sabios y teóricos del cielo; sino acémilas doctas en las únicas ciencias de cargar el baste y tirar del carro y hasta de cocearse entre sí, petulando zambombos.

»En las aulas no necesito dialécticos, sino ayudantes de misa, clientes del Munich, tañedoras del cimbalo, condorondos de callejón, asaltantes de donitas Ineses; y duelistones con la cara llena de chirlos y costuras de los encuentros en que se hayan batido.

»De esa materia prima de jabatos extraeré yo granaderos para mi guardia; teleólogos y determinabilistas, que me sirvan para algo más que para la bazofia en la guerra. Monstrimonstrua, que no me saldrá de los mirliflores, a quienes tú me estás alfeñicando y sobresalientando en el arte naturalista de torear becerras, echándolas los domingos al pasto y al antipasto.

»Los ministros de mi Consejo, no entre los niños prodigio y las panzas bomba o bombo y timbal de las escuelas, misóginos y estetas la mayor parte, como tú mismo, sino entre los pinches y rancheros de mi cocina, que son artilleros y Panchos Pantera pipudos.

»Con que, aviso a tu chochez, mi gnoseólogo: intuición y pestaña. O saldas tu metodología, o te dispongo una jaula entre los loros de mi parque de Sans Souci; para que te arrojen moscos a la cuchara de la nariz los paseantes.»

Contestación del pobre diablo renco pedagógico al rapapolvo del insolente amo, cuyo analfabetismo y barbarie avergonzaban a Herder y a Winckelmann:

«Me son inimputables las tergiversaciones que se me endosan, a cuenta del Ser de Seres, *Ens Entium;* del Omnicomprensivo y *Primigenius;* Hacedor, de que todos somos hechuras, criaturas, o por lo menos furruras. Ni por las mientes me ha pasado diseminar desprecios al cristianismo y a su bardador y digitante plásmico. Os suplico prosternado, que conservéis en vuestra gracia al más cerote y burilla de los vasallos de Vuestra Majestad.»

Casa Antúnez

METIDA en la profundidad del Parque de Barcelona. Un establecimiento siniestro. Un paraje infernal, a lo Goya. Un depósito de vagos y maleantes.

Harapos humanos.

Muertos sin enterrar.

Esqueletos con hambre de comida.

Hablábanse a la oreja, muy quedo.

Por no faltar a la verdad, quede en el aire si el lazareto Antúnez era con monjas, pero, desde luego, sin colillas.

Las ducas de tabaco eran enormes.

Rancho todo agua clara. Pan escaso, deglutido antes con antes.

¿Y qué hacían allí?

Mientras recibían el billete de caridad para viajar en el tren, nada: en la losa se duerme el sueño eterno, y Antúnez era la losa.

Llegaban a esta casa a descansarse de un karma no expiado del todo.

Difícil le es al que anda extraviado encontrarse.

El indeseable, el exhombre, para levantar del suelo tendría necesidad de una grúa.

La policía inspeccionaba el islote Antúnez, sin el menor conocimiento de este problema, sin ninguna efectividad.

No se sanea una capital por medio de la exportación de miserables a otras capitales, sino aplicando las experiencias de Pestalozzi y Vives.

¡Cuánta bondad hace falta y cuánto interés por el desgraciado, para curar de él como de un recién nacido! Sólo una mano amiga puede impedir que una persona de exhaustiva moral se dé la muerte.

Cataluña, Levante, Andalucía... ¡qué más da! Etapas inútiles con billete de caridad, estaciones de un interminible calvario, leguas infructuosas de tren.

En parte alguna saldrán con bandera y música a recibirles, y en todas la policía los mirará de reojo.

Las asociaciones de caridad se llevan poco con el refugio Antúnez.

El problema del pauperismo no se soluciona con asilos semicarcelarios, ni con beneficencias que son tapaderas con fines inconfesables, ni con sobras de cuarteles y conventos; se soluciona con colonias libres de carácter social y maestros que enseñen a ser hombres de provecho a los que no sepan serlo.

***

Doña Benita Oyarzábal, después de instalar una casa de huéspedes en Barcelona y arruinarse hasta la obtención del viaje gratuito a Zaragoza la policía dispuso su ingreso en Casa Antúnez. Acudí a sacarla de dicho antro y la conduje a la estación del Norte, telegrafiando a sus tíos para que la esperasen, que iba en malas condiciones de salud y de bolsillo.

Pero no acudieron a la estación y hubo de correr la suerte de los miserables.

PUYOL

GRAVES ERRORES

CUANDO en marzo de 1939 los últimos combatientes republicanos deponían las armas y pasaban los Pirineos, no quedaba en España ningún fermento revolucionario en actividad. La segunda guerra mundial podía comenzar.

Unos y otros —Oriente y Occidente actuales— habían hecho los posibles para que tal catástrofe llegara después de haber agotado todos los despropósitos y enturbiar los más disparatados problemas internacionales en la Sociedad de Naciones. ¡Pobre Sociedad, como te pusieron!

Los mismos errores persisten con una tenacidad rayana en la locura. Las camisas de fuerza se agotaron entonces y la industria textil especializada aun no ha recibido reservas de materias primas para fabricarlas de nuevo.

España fue un laboratorio y los españoles fueron transformados en conejitos de India en manos de razones de Estado y fabricantes de cañones. No olvidemos que en el proceso de Riom contra León Blum se invocó cierta capacidad armamentista en déficit a lo cual contestó el encartado: «En el excelente banco de pruebas que fue España durante la guerra civil, nuestro material dió magníficos resultados»...

Este material como el de otras procedencias occidentales dejó de llegar a nosotros cuando los técnicos creyeron que en el «banco de pruebas» de carne viva había dado los resultados apetecidos.

Los rusos stalinianos en particular se distinguieron en los que los jóvenes autores de un libro sobre «La Revolución y la Guerra de España», Pierre Broué y Emile Témime estigmatizan con el calificativo de «chantage aux armes». Estos buscaban no solamente el banco de prueba de sus armas guerreras sino también ensayar a fondo sus armas políticas estilo Maquiavelo.

Ni a *unos ni a otros* interesaba gran cosa la guerra española o la revolución española que quedó transformada por arte de la magia diplomática en el «Asunto español», sin más alcances ideológicos ni humanos. Había que yugular el asunto español y lo ahogaron, sin querer comprender ni estudiar sus raíces fundamentales porque había llegado la hora de probar que el excelente banco de pruebas había dado los resultados apetecidos. La debacle podía empezar tranquilamente en los campos de batalla de Europa, extenderse a todos los continentes y sacrificar a 20 millones de personas.

Ayudar a la España Republicana —decían los bien informados cuyas previsiones fueron apoteósicas y apocalípticas— era conducir Europa a la guerra. Pero fué precisamente todo lo contrario: No ayudarla la condujo de hecho al desastre y a la guerra total. El ojo clínico de los grandes visionarios de la política internacional sufría de miopía a escala elevada y los profesionales del sable podían cantar victoria.

A Franco o al franquismo —¿Se puede hablar del «asunto español?», sí o no?— se le atribuye la bárbara sentencia que subrayo a continuación: «Si hay necesidad yo fusilaré a la mitad de España». No hubo necesidad de llegar a tal porcentaje macabro porque con 2 millones bastaron para ser enterrados en los «grandes cementerios bajo la luna», al propio tiempo que enterraba la libertad, el pensamiento y la libre determinación de los españoles para construir una sociedad sin opresores ni oprimidos. Hay errores que se pagan caros.

Vicente ARTES

A D V E R T E N C I A

Habiendo sido prohibida la publicación de «Solidaridad Obrera» y luego la de «Solidaridad», la Redacción y la Administración de ambas publicaciones nos ruegan lo hagamos constar para conocimiento de sus lectores.

Le Gérant responsable
R. FAUCHOIS

Imprimerie des Gondoles
4 et 6, rue Chevreul
CHOISY-LE-ROI (Seine)

A nuestros amigos españoles

Compañeros de lengua española: LE COMBAT SYNDICALISTE os abre ampliamente sus puertas, con unas condiciones precisas: que colaboréis suscribiéndoos, adquiriéndolo y facilitando cuartillas firmadas, es decir, responsabilizadas.

Preferible que se recurra al razonamiento, jamás al exabrupto. Perder el gusto por el forcejeo, que no da luz ni resultado. Vayamos a reconstruir, no a denegar por sistema. Esta es tribuna anarcosindicalista y en ella nos expresaremos cual enunciado indica. No explotar para arriba ni perforar para abajo. Ecuanimidad, buen juicio, y adelante, que la tarea es infinita. Millones de jóvenes españoles del interior y emigrados a la América, Francia, Alemania, Suiza y Bélgica desconocen el punto de vista de la Confederación Nacional del Trabajo. ¡Hay programa amplio a desarrollar, compañeros españoles!

Labor que podéis realizar en «Le Combat Syndicaliste», que desde este momento es vuestro órgano en la Prensa.

«LA PASCUA DEL EMIGRANTE»
(Caricatura que consta en una tarjeta de felicitación que nos han enviado varios jóvenes españoles trabajando en Alemania.)

Revista «Umbral»

Con fecha del mes de enero de 1962 aparecerá el primer número de la revista de arte, literatura y estudios titulada UMBRAL. Sucesora del «Suplemento Literario de Solidaridad Obrera» (el semanario suspendido por las autoridades) UMBRAL recogerá totalmente la herencia del Suplemento por tratarse, concretamente, de un cambio de título al no quedar lugar a «suplemento» de lo que ya no existe.

UMBRAL, pues, seguirá siendo la revista de enjundia, el crédito moral y letrado de la Confederación y del exilio español en general, desparramado por los cinco continentes del planeta.

UMBRAL espera seguir recibiendo el favor de los compañeros, de los colaboradores y de los estudiantes, todos los cuales hasta el presente han sostenido el Suplemento de «Solí». Con ruego de aportación generosa de nuevos colaboradores, de nuevos suscritores, y de sugerencias favorables.

Con gracias anticipadas,

La Redacción y la Administración de UMBRAL